TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 100

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 8 OCTOBRE 1980

Le voyage du président de la République

60 000 emplois industriels ont été créés en 13 ans dans le Nord-Pas-de-Calais

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, $ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 55 p.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 40 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 85 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Hésitations à Varsovie

La session du comité central qui s'est achevée le 6 octobre à Varsovie ne paraît guère de nature à dénouer la crise qui, depuis des années, secoue la Pologne. Avec une vigueur rarement atteinte dans ce genre d'assemblée, les délégués ont dénoncé des dirigeants aujourd'hui sur la touche et déchargé de leurs dernières responsabilités plusieurs membres de l'équipe Gierek. L'ancien premier secrétaire lui-même sera prié de rendre des comptes lorsque son *état de santé lui permettra* de le faire.

Le diagnostic établi est incontestable : le parti a perdu la confiance de la population, et singulièrement de la classe ouvrière. Mais c'est un peu court. Pourquoi donc a-t-il perdu cette confiance ? Est-ce simplement parce que les hommes à qui il avait donné les rênes ont manqué de savoir-faire et que se trouvaient parmi eux un certain nombre de personnages corrompus ? *Jusqu'à preuve du contraire*, l'homme qui exerçait la charge suprême, M. Gierek, ne se distinguait pas des autres premiers secrétaires de P.C.

Dans ces conditions, un « procès » personnel, même s'il ne s'agit, heureusement, que d'une mise en accusation politique et non pénale, ne sert à rien sinon à illustrer une fois de plus une thèse qui, à la longue, devient absurde : le parti communiste au pouvoir a été dirigé pendant les *plus longues périodes de son histoire* par des hommes *dont* on dit, après leur mort ou leur déchéance, qu'ils furent des tyrans ou des corrompus, mais cela n'empêche pas que le parti, lui, a toujours eu raison. C'est ce qui fut affirmé en U.R.S.S., notamment après le décès de Staline et la chute de Khrouchtchev. Et si c'était le parti qui s'était trompé ?

Personne dans les régimes qui se réclament du marxisme-léninisme *n'ose* poser la *question* sacrilège mais pourtant élémentaire : qui oserait reconnaître que le parti dirigeant, défini par dogme comme l'incarnation de la classe ouvrière, peut et doit être soumis dans son essence à la critique ? Là où le parti a anesthésié la « société civile », annihilé toute organisation qui échappe à son contrôle, le pouvoir parvient à maintenir un ordre apparent. En Pologne, la recette ne prend pas.

Certes, des dirigeants pensent que, s'il ne consent à des révisions déchirantes sur sa manière d'être, le régime ne pourra pas établir le dialogue avec sa population, qu'il ne suffit pas de sacrifier quelques boucs émissaires pour ramener la tranquillité, ni même d'accorder un semblant de liberté à des associations indépendantes. Les syndicats Solidarité exercent cette liberté qu'ils ont conquise. Les arguments avancés pour retarder leur reconnaissance légale confinent à la mesquinerie. On leur reproche par exemple de ne pas proclamer dans leurs textes le rôle dirigeant du parti. Réalistes, ils ne contestent pas ce rôle. Ils savent bien que, placé là où il se trouve, leur pays n'a guère le choix de son régime. Pourquoi leur demander en plus d'approuver un état de fait établi sans qu'ils aient eu droit au chapitre ?

Mais, même s'il est animé des meilleures intentions du monde, ce pouvoir est-il en mesure de répondre aux aspirations de la Pologne ? Les *conflits* de tendances au sein du parti ont leur importance, mais les éléments les plus ouverts peuvent-ils hâter et guider une évolution seule susceptible de prévenir de nouveaux troubles ? Moscou attend de M. Kania qu'il récupère sans trop de drame le terrain perdu. A Berlin-Est, M. Honecker a entonné lundi 6 octobre un refrain trop connu depuis 1968 : « Nous ne pouvons pas rester indifférents au destin du peuple polonais... Nous nous opposerons à *toutes* les tentatives d'ingérence des réactionnaires étrangers. » Mis à part les partis frères, qui donc depuis deux mois s'est permis de donner le moindre conseil aux *Polonais* ?

(Lire nos informations page 5.)

LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

• TÉHÉRAN

Cette guerre consolide notre République islamique

nous déclare le président Bani Sadr

Exposant à notre envoyé spécial les objectifs de guerre de l'Iran et sa détermination à ne pas cesser le combat aussi longtemps qu'un seul soldat irakien se trouvera sur son territoire, le chef de l'Etat iranien, M. Bani Sadr, assure que le conflit « consolide la République islamique » et pourrait durer encore une quinzaine de jours si Bagdad ne recevait pas d'aide extérieure.

Déclarant que l'Europe l'a « déçu » et que la France pratique **une « neutralité indéfendable entre l'agresseur et la victime », M. Bani Sadr dénonce les « provocations américaines » et ne laisse prévoir aucun règlement du problème des otages.**

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La situation militaire, le moral de l'armée et de la population, les relations avec les deux super-puissances et avec l'Europe, le danger d'une extension de la guerre et sa durée possible : tels sont quelques uns des thèmes évoqués par M. Bani Sadr au cours d'entretiens étalés sur vingt-quatre heures avec l'envoyé spécial du *Monde*.

Dans son vaste bureau, tapissé de cartes d'état-major, au quartier général des forces armées, dans sa puissante Mercedes précédée de motards qui traversait, à toute allure la capitale, à l'aéroport de Téhéran, à bord de son avion personnel ou dans un hélicoptère survolant la raffinerie de Tabriz en flammes, dans une base proche de la capitale de l'Azerbaïdjan encore, le chef de l'Etat a répondu à nos questions avec son calme olympien habituel.

L'avion qui devait nous conduire à la métropole du Nord a été retenu plus d'une heure et demie par deux raids successifs de l'aviation irakienne. Imperturbable, le président iranien a quitté l'appareil tandis que la D.C.A mitraillait le ciel, pressant à peine le pas jusqu'au salon d'honneur, et saluant au passage, d'un geste large de la main, le sourire aux lèvres, des militaires au garde-à-vous.

Refusant de descendre dans un abri malgré l'insistance d'une milicienne en tchador noir et le fusil à l'épaule, il a suivi, à travers une baie vitrée, le furieux duel qui opposait des Phantom iraniens aux Tupolev irakiens. L'explosion d'une bombe tombée dans un terrain vague à quelques centaines de mètres, suivie de la chute d'un Tupolev, mit fin à l'alerte.

« Ils perdront la guerre »

Le deuxième raid surprend l'avion présidentiel, tandis qu'il prend de la vitesse avant de décoller. S'engageant brusquement sur une bretelle, le pilote s'arrête net dans un strident crissement des pneus en bordure d'un bosquet. C'est dans le fracas d'un combat renouvelé que le président iranien, faisant les cent pas parmi des arbres, reprend le fil de la conversation.

Etrange coïncidence : peu après notre arrivée à Tabriz, des Mig irakiens pointent à l'horizon au moment où M. Bani Sadr et ses compagnons survolent dans un hélicoptère la raffinerie en flammes bombardée deux heures auparavant. L'appareil atterrit en catastrophe ; ses occupants se dispersent dans un champ. Le chef de l'Etat remarque : *« Quoi qu'ils fassent, quoi que cela nous coûte, ils perdront la guerre... »*

« L'agression de Bagdad ne nous a pas pris par surprise, nous explique M. Bani Sadr. *Début août, nous avions entre nos mains le projet de Saddam Hussein ainsi que le compte rendu détaillé de conversations qui ont eu lieu en France entre des contre-révolutionnaires iraniens, des représentants irakiens, des experts militaires américains et israéliens. Nous avons payé cher ces documents achetés à Paris. Ils se sont révélés d'une étonnante précision. »*

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 8.)

• BAGDAD

L'armée masse de nouvelles forces pour une offensive au Khouzistan

Tandis que les forces irakiennes massent d'importants moyens pour relancer leur offensive au Khouzistan dans le « triangle pétrolier » iranien, la situation à Khorramchahr donne lieu à des informations contradictoires. Bagdad a annoncé la prise de ce centre important, tandis que Téhéran assure avoir « stoppé la progression des forces irakiennes ». Il semble que des poches de résistance subsistent dans la cité.

Comme l'expose notre envoyé spécial, la stratégie irakienne ***cherche, par une manœuvre en tenaille et une percée de blindés,*** **à isoler Ahwaz après avoir longtemps consacré l'essentiel de son effort à détruire par des bombardements d'artillerie les installations pétrolières iraniennes.**

De notre envoyé spécial

Bassorah. — « *Le cessez-le-feu unilatéral* », décidé par Bagdad, coïncide avec une accalmie des raids aériens au-dessus de Bassorah, l'unique grand port que l'Irak défend sur le Chatt-el-Arab, tandis que les combats continuent à faire rage, ce mardi 7 octobre, dans le secteur de Khorramchahr, qui n'est qu'à quarante-cinq minutes en voiture de Bassorah. Dimanche, à l'aube, les troupes irakiennes qui occupaient depuis quarante-huit heures le port de Khorramchahr — les reporters photographes ont pu le visiter lundi — avaient pratiquement cessé leurs tirs sur le centre de la ville. Toutefois, les échanges de tirs ont repris et les autorités irakiennes pensent que la petite partie de la ville séparée du port par le fleuve Karoun, et déjà évacuée par la population, ne résistera plus très longtemps.

Alors que la contre-offensive annoncée la semaine dernière par Téhéran semble se faire attendre ou, en tout cas, ne paraît pas avoir donné de résultat, la percée irakienne se prépare activement à trouver un second souffle.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 8.)

LIRE PAGE 3

Démocratie à l'allemande

par ALFRED GROSSER

POINT

L'absent

Descendre dans la rue, manifester sur la voie publique est le moyen le plus ordinaire et le plus spontané pour les individus qui composent la société d'exprimer, ensemble, leurs sentiments et leur volonté. C'est, au sens propre, un acte politique.

Le plus souvent, la rue appartient à la gauche, qui a une grande capacité de mobilisation populaire et une sensibilité qui la porte à réagir à chaud sans tenir compte des craintes des partisans de l'ordre. Mais elle n'en a pas le monopole, comme on l'a vu en 1968 aux Champs-Elysées.

Rares sont les événements politiques qui rassemblent tout le monde dans la rue, toutes tendances confondues. Généralement, chaque camp et, parfois, dans chaque camp, chaque fraction, mobilise les siens. Séparément.

Sous la Ve République, la bipolarisation de la vie politique, qui a imposé et favorisé pendant un temps l'union de la gauche, a accentué cette séparation. Séparation qui s'estompe soudain puisque deux partis de la majorité, l'U.D.F. et le R.P.R., ont décidé de participer, fût-ce symboliquement, à la manifestation contre le racisme et l'antisémitisme entre la Nation et la République. La majorité n'a pas voulu laisser à la gauche ce que M. Giscard d'Estaing a appelé, en d'autres circonstances, le monopole du cœur. Si le refus de l'antisémitisme est l'affaire de tous, il est naturel que l'expression en soit unanime.

Cette conjonction, au-dessus des frontières politiques, n'en est pas moins une première. Le fait que la gauche ne soit plus unie, et que les communistes et les socialistes, la C.G.T. et la C.F.D.T. défilent les uns derrière les autres et non au coude à coude, le sentiment partagé que le pouvoir est en faute, facilite les rapprochements, sinon les convergences.

Ce constat en appelle un autre : le gouvernement, qui était déjà absent à l'office de la synagogue de la rue Copernic, samedi, l'est aussi à une manifestation où presque toute la population est représentée. Il est, de son propre fait, complètement isolé.

(Lire pages 12 à 14.)

Entretien avec...

M. Roger Chinaud

« Je ne crois pas à une dissolution automatique de l'Assemblée en cas de réélection de M. Giscard d'Estaing »

Président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, ancien secrétaire général de la Fédération des républicains indépendants, M. Roger Chinaud est un « compagnon de toujours » de M. Giscard d'Estaing. Il évoque, ci-dessous, ce que pourraient être les conséquences d'une campagne présidentielle au cours de laquelle gaullistes et giscardiens n'auraient pas respecté une certaine modération les uns vis-à-vis des autres. Il ne croit pas qu'en cas de réélection M. Giscard d'Estaing choisirait « automatiquement » de dissoudre l'Assemblée.

Cet entretien a eu lieu avant l'attentat de la rue Copernic, qualifié lundi par M. Chinaud d'« événement de haute gravité qui met en danger la patrie et la République ».

« Avez-vous une intime conviction en ce qui concerne la décision que prendra M. Giscard d'Estaing en 1981 ?

— Non, si ce n'est une conviction dans l'espérance : l'espérance que le président de la République se représentera. Mais je ne le sais pas. Je l'ignore beaucoup plus que vous ne pourriez le supposer. Ce n'est pas parce que la classe politique s'échine à faire démarrer la campagne présidentielle depuis un an qu'il faut reprocher à des candidats sérieux de ne pas avoir encore fait connaître leurs choix.

— Vous avez dit : « J'ignore beaucoup plus que vous ne pourriez le supposer » *quelle décision prendra M. Giscard d'Estaing. Qu'est-ce qui vous fait un peu douter ? Une phrase, une attitude ?*

— Vous avez l'air de penser que l'équipe qui est depuis longtemps autour de M. Giscard d'Estaing est absolument sûre de la décision de celui-ci. Je vous dis : non ! Le président de la République donne la priorité à l'action du gouvernement sur l'agitation de candidature. Il demande à ceux qui travaillent avec lui d'en faire autant. C'est mieux ainsi. C'est pour cela qu'on peut douter, pendant un certain temps encore.

— En fait, je crois que vous êtes certain qu'il sera candidat !

— C'est sans doute que mon espérance est rayonnante !

— Même question, mais cette fois à propos de Jacques Chirac.

— Il ne vous a pas lui-même répondu, que je sache. Y a-t-il quelqu'un, dans notre pays, qui pourrait prendre un pari à ce sujet ? Quel peut être l'objectif de Jacques Chirac ? Quel peut être l'objectif de François Mitterrand, de Michel Rocard et de quelques autres ? D'une manière générale, quels peuvent être les objectifs de ceux qui se portent candidats à une élection qu'ils ne croient pas pouvoir gagner ? Cet objectif est de se trouver, au lendemain de l'échéance, en position de leaders — pas trop affaiblis — de leurs courants respectifs. C'est donc un objectif d'ordre tactique et rien d'autre. Alors cela ne m'intéresse pas, car ce n'est pas à la dimension de l'élection présidentielle. Il faudrait demander à Jacques Chirac s'il inclut habituellement une réflexion d'ordre stratégique dans son raisonnement politique.

Propos recueillis par
NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

REGRET

On éprouve un certain réconfort à l'idée que toutes les tendances, toutes les organisations et tous les regroupements politiques de ce pays défileront réunis dans la condamnation d'un crime antisémite ressenti comme un attentat contre la communauté nationale tout entière.

On éprouve également un certain regret à l'idée qu'en une circonstance aussi particulière des calicots revendiquent un deuil qui est celui de tous. Mais si la France en ce jour défile derrière des pancartes, n'est-ce pas faute de défiler derrière son président ?

BERNARD CHAPUIS.

UNE EXPOSITION SUR LE CINÉMA FRANÇAIS

Patrimoine et plaisir

En inaugurant, le 6 octobre, au Conservatoire national des arts et métiers, l'exposition « Image et magie du cinéma français », M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, en a salué le caractère « œcuménique ». Cette splendide exposition, que parcourait un grand nombre d'invités, gens du cinéma et d'ailleurs, est, en effet (« le Monde » du 30 septembre 1980), le résultat d'une alliance entre les organismes officiels, qui l'ont préparée (Centre national de la cinématographie, service des archives du film de Bois d'Arcy), et la Cinémathèque française, la Cinémathèque de Toulouse, des collectionneurs privés.

Cela donne à cette manifestation de l'année du patrimoine, un attrait particulier, quelque chose de très vivant, de très passionnant, car elle est née d'un amour du cinéma français commun à tous ceux qui ont apporté ici leur contribution sous diverses formes. Notre cinéma est présenté comme un spectacle populaire. Du ministre et de M. Pierre Viot, directeur général du C.N.C., jusqu'aux simples curieux, tout le monde l'a bien senti le jour de l'inauguration : le patrimoine rassemblé apparaît comme un plaisir.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde

idées

MEURTRE DANS LA SYNAGOGUE

Les réactions au drame de la rue Copernic nous parviennent par dizaines. Outre les cris qu'il a inspirés à nos collaborateurs ou confrères, Roger Ascot, François Bott, Guy Suarès et Tahar Ben Jelloun, nous donnons *aujourd'hui* la parole à Antoine Veil et à Daniel Amson, qui concluent, l'un *et l'autre*, à la nécessité primordiale d'un réveil, d'un sursaut de l'opinion. A un chrétien, Jacques Madaule, qui dénonce la passivité de la droite *et des forces qui soutiennent* à son profit le *« désordre établi »*. A un païen déclaré, Michel Marmin, *qui surprendra sans* doute plus d'un lecteur en affirmant la solidarité de la *« nouvelle droite »* avec les martyrs du judaïsme.

DES VOIX...

L'âme de la France

par ANTOINE VEIL (*)

PENDANT *trente-cinq ans*, la France a vécu dans la certitude douillette que la page de l'holocauste était définitivement tournée. C'est ainsi que, dans le *mélange subtil de préjugés sociaux* et raciaux qui marque la société française, l'antisémitisme, en tout cas au niveau de la simple allergie, était redevenu justiciable de plus d'in*dulgence que de réprobation.*

Plusieurs circonstances ont contribué à ce que, de *cette situation*, on en vienne au drame de vendredi. La crainte légitime, en dénonçant l'action de groupuscules activistes, d'amplifier leur sonorité, leur conférant *ainsi la notoriété qu'ils* souhaitent. La confusion facile, dans un pays comme le nôtre, entre la tolérance et la complaisance, confusion qui a conduit ceux des complices *de la « solution finale » qui* avaient échappé aux mailles de l'épuration à retrouver progressivement le haut du pavé. Le fait que la presse et les formations politiques *n'aient guère pris soin d'éviter que* la critique de certains aspects de la politique israélienne ne dérape vers un mélange des genres. C'est ainsi que l'antisionisme est venu à la rescousse de *l'antisémitisme, les* partis se réclamant de la gauche n'étant pas, à cet égard, plus innocents que les autres.

C'est dans ce contexte qu'a refleuri, *la banalisation de la violence aidant*, un terrorisme qui est demeuré quelque temps artisanal, mais il s'en est fallu sans doute de quelques minutes pour que soient atteints ou dépassés, *rue Copernic, les scores dramatiques* de Bologne et de Munich. On se rapproche ainsi des performances industrielles des chambres à gaz d'Auschwitz.

Aujourd'hui, il est de bon ton de dénoncer la passivité des pouvoirs *publics. Il est sans doute vrai que*, longtemps, la police a été trop exclusivement focalisée par la sédition d'extrême gauche, mais dans l'environnement, circonstance atténuante ou simple explication, d'une opinion ne tenant pas pour sérieux le risque d'une résurgence du nazisme.

Chaque formation politique va s'efforcer de « récupérer » l'événement. Le temps est venu de secouer rapidement cette torpeur, d'une part parce qu'il n'est pas d'action poli*tique et policière authentique qui* ne soit fondée, en démocratie, sur un consensus populaire, d'autre part parce que c'est le seul moyen de prendre de court les réflexes d'auto*défense d'une minorité qui se sen*tirait en danger. Une fois encore, il y va de la cohésion nationale, mais aussi de l'âme de la France.

(*) Conseiller de Paris.

Aussi grave que l'antisémitisme

par DANIEL AMSON (*)

LES Français ne sont pas devenus antisémites parce que des criminels ont *déposé une bombe rue Copernic.* L'unanimité de la réprobation montre qu'ils partagent ou, à *tout le moins, ressentent la* vive émotion de la communauté israélite.

Mais le véritable problème se trouve ailleurs. Par esprit de facilité, la France — comme l'Occident — a renoncé peu à peu aux quelques valeurs sans lesquelles il ne saurait y avoir de société démocratique équilibrée.

La violence acceptée comme un mal nécessaire de la fin de siècle, l'indifférence à l'égard de ceux qui luttèrent jadis contre l'occupant, l'absence d'idéal d'une société au sein de laquelle le goût de l'effort l'a cédé depuis longtemps au désir d'être assisté, tout cela a créé les conditions d'un mal de vivre qui justifie toutes les absurdités, toutes les *horreurs.*

Il n'y a pas, aujourd'hui, en France, de « problème juif », comme il y en avait avant la guerre. Il n'y a pas de journaux comme *Gringoire* ou *Je suis partout*, qui appelaient à la haine contre les juifs : il y a une presse unanime à dénoncer l'horreur de l'attentat de vendredi soir.

Il n'y a pas de parti, comme le P.P.F., qui faisait jadis de l'antisémitisme un point essentiel de son programme ; d'Alain Krivine à Jean-Marie Le Pen, les leaders de tous les partis politiques ont dénoncé ce crime odieux.

Il y a un mal profond : celui d'une société qui a goûté l'abondance et ne croit plus à rien, celui d'une société qui, défendant d'abord ses « droits acquis », ne veut pas faire l'effort qu'imposerait aujourd'hui la crise économique, celui d'une société qui décline et qui n'a plus assez d'énergie pour se mobiliser autour des grands desseins qui pourraient encore la rassembler.

Il n'y a pas d'antisémitisme comme il y en avait avant la guerre. Mais il y a aussi grave : la déliquescence de la nation qui entraîne le terrorisme aveugle dont — comme d'autres — mais avec une sensibilité et une inquiétude que justifie l'Histoire — les juifs peuvent être, et sont souvent, les victimes innocentes.

Si l'État et les citoyens ne *devaient pas réagir contre cette* situation par un sursaut intellectuel et moral et par la ferme application des lois républicaines, alors n'en doutons pas, il pourrait glisser, peu à peu, comme tel ou tel de ses voisins, vers les chemins de l'aventure.

L'horrible attentat de vendredi soir fait prendre gravement conscience de tout cela. Il ne *doit pas couper les juifs de la* nation.

(*) Avocat à la Cour.

Les enfants d'Athènes et de Jérusalem

par MICHEL MARMIN (*)

DE toute évidence, l'abominable attentat de la rue Copernic était destiné à répandre la mort dans une *communauté dont le seul crime* était d'affirmer son génie spirituel propre dans un monde qui tend à *déraciner tout sentiment* d'appartenance nationale afin de faire des hommes de dociles consommateurs de biens matériels.

*Cet attentat ne pouvait man*quer de bouleverser tous ceux qui, autour de la revue *Eléments*, n'ont cessé de dénoncer les plus subtiles malfaisances du racisme et de la xénophobie, et de revendiquer, pour chaque communauté humaine, le droit de refuser la mort collective par assimilation à un modèle de culture universel. Le droit à la différence est imprescriptible, et c'est parce qu'il se trouve aujourd'hui de plus en plus contesté, parce que la société marchande désigne implicitement à la vindicte universelle tous ceux qui ont réussi à échapper à la standardisation planétaire que le racisme et la xénophobie ont pu se développer dans des proportions aussi dramatiques.

L'attentat de la rue Copernic visait une communauté qui, en dépit des pires vicissitudes et des menaces qui, tout au cours de son histoire, n'ont cessé de peser sur son intégrité spirituelle et physique, a su préserver son identité, donner à sa langue et à sa religion un éclat et une vitalité incomparables. C'est bien évidemment cela qui est insupportable à tous ceux qui n'ont plus en commun que la consommation des mêmes séries de télévision *made in U.S.A.*, des mêmes musiques débiles et des mêmes boissons industrialisées.

A maintes reprises Alain de Benoist a souligné le caractère à la fois criminel et absurde des doctrines racistes « classiques ». Quant aux nouveaux racistes, qu'ils manient le plastic ou l'injure, ils sont les enfants de la société marchande, de cette société dont les fondateurs ont ouvert la voie à tous les génocides et à tous les ethnocides de l'histoire moderne en massacrant les Indiens d'Amérique.

Dans des dossiers aussi dénués d'équivoque que « L'économie totalitaire » (n° 28-29), « Le droit à la différence » (n° 33) ou « Pour en finir avec la civilisation occidentale » (n° 34), les animateurs d'*Eléments* ont dressé implacablement le bilan de cette société fondamentalement raciste, et c'est en parfaite connaissance de cause qu'un Mark Fredriksen pouvait constater qu'ils en étaient arrivés *à des conclusions opposées* aux siennes (*le Monde* du 11 juillet).

Entre l'extrême droite raciste et antisémite et la nouvelle droite telle qu'elle est représentée par *Eléments*, il n'y a rien de commun. L'extrême droite raciste et antisémite est un pur produit de la société marchande. Ses comportements intellectuels et moraux relèvent de ce « bourgeoisisme » exacerbé, *dont la nouvelle* droite s'est précisément donné pour but, entre autres, de combattre l'influence. *Car le « bourgeoisisme »*, c'est la face la plus hideuse et la plus sournoise du totalitarisme, *celui qui enlève leur* âme à tous les peuples du monde, et qui, en cas de trop grande réticence, pose des bombes dans les foyers communautaires arabes ou dans les synagogues.

Mais il est une autre raison pour laquelle l'attentat a bouleversé les animateurs d'*Eléments* et suscité chez eux un très profond sentiment de compassion et de solidarité. Dans leur dernier numéro (« La libération païenne », n° 36), ils se sont interrogés sur les sources du mal qui gangrène aujourd'hui l'Europe, du totalitarisme, de l'intolérance. La responsabilité du christianisme est, à leurs yeux, écrasante, et toute l'histoire de l'Eglise atteste une *volonté séculaire d'arracher les* peuples à leurs croyances et de leur dénier le droit de rechercher Dieu selon leurs propres façons de vivre et de penser.

Comme les martyrs du paganisme, les martyrs du judaïsme ont payé un très lourd tribut à *l'Eglise triomphante*, et les bûchers de l'Inquisition ont uni dans les flammes les enfants du *désert et ceux de la forêt*, les enfants d'Athènes et ceux de Jérusalem. Entre les tenants du *judaïsme et du paganisme*, il existe donc une communauté de douleur et de souffrance, et ce *3 octobre* demeurera à jamais inscrit dans le Livre noir de l'histoire du monde, après tant d'autres qui virent païens et juifs mourir pour leur foi. C'est-à-dire pour leur liberté.

(*) Directeur *d'Eléments* (organe du GRECE).

L'ordre de l'homme

par JACQUES MADAULE

L'UNANIMITE qui se manifeste au lendemain du tragique attentat de la rue Copernic ne doit pas nous abuser. Le jour même où il allait se produire, *Simon Mailey*, directeur *d'Afrique-Asie*, était *expulsé*, sans avoir eu le temps de faire ses valises. Motif donné par M. Bonnet à l'Assemblée nationale : *il aurait écrit des articles si violents contre certains potentats africains, nos amis, qu'ils équivalaient à une incitation au meurtre.* Comment *aurions-nous pu le tolérer plus longtemps chez nous ?*

J'oubliais de dire que M. Mailey est un homme de gauche. Mais cela allait sans dire. Les gens de droite font sauter les trains et les gares en Italie ; en Allemagne, ils s'en *prennent aux paisibles buveurs de* bière ; en France, leur engin de la rue Copernic ayant éclaté trop tôt, ils n'ont réussi à tuer que quelques passants que M. Barre a, étourdi*ment, déclarés innocents. De quoi* donc, monsieur le premier ministre ?

Ces gens de droite ne menacent pas vraiment l'ordre public, et les *« forces de l'ordre » le savent bien*, qui se lancent avec zèle sur la piste des membres de l'Action directe qui n'ont encore tué ni blessé personne. Mais quand il s'agit des attentats meurtriers de l'extrême droite, on ne trouve jamais rien. Dans ces milieux, on n'envoie *pas d'indicateurs : tout au plus des* agents de liaison.

C'est que, profondément, essentiellement, l'ordre est à droite puisque *c'est un ordre inégalitaire et que la* droite est le soutien de la hiérarchie sociale, de ce qu'Emmanuel Mounier appelait « le désordre établi » ; du moment qu'il est établi, il est tabou ; il n'y faut point toucher. La droite est pour le maintien de l'ordre existant ; les forces répres*sives sont donc avec la droite.*

Quand on a bien compris cela, on a tout compris et plus rien n'étonne. Les pouvoirs publics devraient pourtant s'émouvoir un *peu* davantage, car la droite extrême n'est pas que cela. Elle est aussi la *mise à nu de l'instinct le plus sau*vage, celui qui jette sans pitié la foule contre la minorité que l'on *singularise et que l'on transforme* en bouc émissaire. On sait où ça commence ; on ne sait pas où ça finit. Ou plutôt, on ne le sait que trop. On l'a bien vu en Allemagne il n'y a pas encore quarante ans.

*Que M. Bonnet ou un autre rap*pelle donc à la police que l'ordre *dont elle est la gardienne n'est pas* seulement celui des privilèges, mais celui de l'homme, qui doit être respecté avant tout, même s'il est juif ou arabe, même s'il est étranger, même s'il est de gauche, ce qui est, après tout, le péché d'au moins *la moitié des Français.*

...ET PUIS DES CRIS

Tahar Ben Jelloun :

Le contexte

LE racisme a pris l'habitude de tuer en France. Il faut, hélas ! le rappeler. Malgré l'indignation et la colère d'une partie du peuple français — souvent les mêmes éléments. — on ne peut pas dire qu'une véritable lutte contre ce fléau ait été *sérieusement* menée. Il y a, bien sûr, la loi antiraciste du 1er juillet 1972, votée à l'unanimité par le *Parlement. Mais il faut bien* constater que des dossiers concernant des crimes racistes ont été assez rapidement clos ou *oubliés*. Combien de travailleurs immigrés — surtout maghrébins et africains — ont été assassinés en France ces dix dernières années et dont les meurtres sont souvent restés impunis ? Entre janvier 1970 et décembre 1979, quatre-vingt-trois personnes — en majorité des travailleurs algériens — sont mortes d'agressions racistes, sans compter des centaines de blessés et de mutilés.

Qui se souvient du massacre du 26 mai 1979 à Orange ? Ce jour-là, quatre anciens légionnaires français mirent le feu à un hôtel où s'étaient réfugiés, après une dispute, deux vendeurs ambulants sénégalais. Il y eut deux morts, brûlés vifs, et huit blessés, tous travailleurs africains.

C'est dans ce contexte qu'il faut *aussi* placer l'éveil de la terreur nazie.

François Bott :

L'oubli

NOUS préférons généralement oublier la tyrannie, la violence et l'injustice quand elles nous épargnent. Nous parvenons sans peine à chasser de notre mémoire l'enfant juif qui lève les bras et qui découvre, effaré, la barbarie de cette époque ; *l'enfant noir* décharné avec son gros ventre et sa grosse tête, ou l'enfant arabe infiniment étonné de la haine qu'on *lui* porte. Nous voulons croire que l'adversité n'atteint jamais que les autres. Nous savons rester indifférents.

Cependant, nous devrions soupçonner que, en nous conduisant ainsi, nous autorisons *« un monde de crainte, de trahison, de tourment »*, comme disait Orwell, et nous devrions redouter que ce monde ne vienne un jour nous surprendre avec la cruauté d'un mauvais rêve. Le même auteur nous proposait une image désolante de l'avenir : c'était *« une botte piétinant un visage humain »*. Nous avons rejoint cet avenir depuis longtemps, et nous ne l'avons sans doute pas quitté, car nous avons encouragé le triste vingtième siècle à se *répéter en nous* hâtant d'oublier Auschwitz, la répression de Prague ou les stades de Santiago. *Nous avons refusé de considérer* chaque visage écrasé comme le nôtre. Pourtant, il nous ressem*bla ;* davantage que notre reflet dans les miroirs.

Captifs de notre oubli, nous avons accepté une des *politiques* plus xénophobes que la France ait *connues : nous avons toléré* le règne de cette médiocrité, qui favorise toujours les entreprises *les plus détestables*. C'est notre absence de mémoire, et l'abandon qu'elle a entraîné, qui ont réveillé *les* pires ambitions. Les Français devraient aimer un peu moins leur servitude et se rappeler qu' *« on n'en finit jamais de perdre sa liberté »*, comme l'écrivait Pierre Clastres, un philosophe trop tôt disparu.

Roger Ascot :

Combien de morts ?

ILS ont tué. Nous le prévoyions malheureusement depuis la *nuit de la répétition générale*, il y a dix jours. Colère, indignation, désarroi, désespoir, tous les sentiments, *tour à tour* et tout à la fois, nous atteignent. Contre-violence ? La tentation est forte mais les appels légitimes au calme seront écoutés. Il n'y aura pas d'incident notoire. Les juifs, malgré les cris compréhensibles des jeunes, ne sont pas faits pour *cette* contre-terreur, cruelle et folle.

Une question se pose. Une *seule. La police va-t-elle faire* son travail ? Mais ne doit-elle pas s'épurer avant de ses éléments *douteux.* Combien *faudra-t-il* encore de morts pour que la bête nazie soit muselée ?

Guy Suarès :

La perversion de la démocratie

LA *démocratie*, qui est *par* essence respect de l'autre, vient d'être atteinte en ce qu'elle a de plus précieux. Ceux qui en étaient les gardiens ont manqué, depuis des années, à l'honneur et au devoir de la préserver. Ils nous ont conduits, en gérant l'imprévisible, à ce qui, de tous temps, devient inéluctable lorsqu'une volonté politique n'a ni propos, ni dessein autres que ceux de survivre coûte que coûte.

Mais il serait trop facile d'attribuer au seul pouvoir la responsabilité des faits. Dans une démocratie, tout est *coresponsabilité. Et c'est ici que la nouvelle droite*, accueillie dans les colonnes d'un journal dirigé par un *ancien collaborateur, peut impunément* développer des thèses racistes, soutenir les dictatures latino-américaines, tandis que, toujours au nom de la démocratie, un parti à la botte d'un impérialisme sanglant soutient, en trahissant depuis la libération ses propres morts, tous les goulags et qui, de contre-vérité en contre-vérité, exalte, au nom d'un *« bilan globalement positif »*, la persécution des juifs soviétiques, le génocide du peuple cambodgien pour, ensuite, se payer le luxe de le dénoncer, l'anéantissement du peuple afghan et qui est prêt à se réjouir de voir l'U.R.S.S. anéantir le souffle de liberté qui soulève la Pologne. En écrivant cela, je suis pleinement conscient que l'on criera à l'amalgame. Mais c'est bien la même perversion de la démocratie qui gît au fond de l'homme, le même mépris de l'homme et de la liberté qui repose dans le sang et les larmes, le grand problème du mal.

Si j'énonce ces vérités toutes simples, c'est qu'il est temps que les masques tombent et que le peuple de l'ombre démasque, en l'abattant, la bête immonde.

Edité par la S.A.R.L. le *Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, *directeur de la publication.*
Jacques Sauvageot.
Imprimerie du Monde, 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1978

Commission paritaire n° 57437.

Le Monde

étranger

LES ÉLECTIONS EN R.F.A. ET LEURS CONSÉQUENCES

Le succès des libéraux pourrait se traduire par un fléchissement de la politique étrangère de Bonn

De notre correspondant

Bonn. — Après les élections de dimanche, des conversations doivent s'ouvrir ce mardi 7 octobre entre les deux partis de la coalition victorieuse, le parti social-démocrate (S.P.D.) et le parti libéral (F.D.P.), en vue de la constitution du nouveau gouvernement, qui sera présenté le mois prochain au Bundestag. Le F.D.P. fera valoir au cours de ces négociations la progression qu'il a enregistrée dans l'électorat, même si, comme M. Genscher l'a immédiatement annoncé, les libéraux ne revendiquent pas un plus grand nombre de ministères dans le prochain cabinet.

Les libéraux ont défendu, au cours de la campagne électorale, des thèses assez voisines de celles de l'opposition démocrate-chrétienne, au moins dans le domaine des finances, en se montrant partisans d'une réduction rapide de l'endettement public. En matière de politique étrangère, on s'attend que M. Genscher tente d'infléchir les positions du chancelier, un peu trop porté, selon lui, à faire prévaloir la conciliation avec l'Est sur l'indispensable solidarité occidentale.

A l'heure des « autopsies électorales » les libéraux apparaissent en effet comme les grands vainqueurs de cette consultation et semblent avoir tiré le meilleur parti de l'affrontement entre MM. Schmidt et Strauss qui a rebuté bon nombre d'électeurs. Le F.D.P., menacé de disparition il y a quelques mois encore, opère un rétablissement que même les plus optimistes dans ses rangs n'osaient espérer. La tactique de la « deuxième voix » s'est révélée payante ; elle a permis aux libéraux de rassembler des suffrages de l'un et l'autre camp.

Les sociaux-démocrates divisés

Paradoxalement, c'est parmi les perdants chrétiens-démocrates que les querelles sont aujourd'hui les moins vives. On fait valoir que M. Strauss a obtenu malgré tout plus de voix que le chancelier Schmidt, et il n'est pas question pour l'instant de rupture entre les deux composantes de l'alliance, la C.D.U. et la C.S.U., maintes fois prédite au cours de la campagne.

Parmi les sociaux-démocrates, les Jusos (jeunes du S.P.D.), comme on pouvait s'y attendre, reprochent au chancelier de n'avoir pas suffisamment mis l'accent sur un programme socialiste. Mais surtout le président du groupe parlementaire, M. Herbert Wehner, a vivement critiqué l'inefficacité avec laquelle, selon lui, M. Helmut Schmidt a mené ses troupes à la bataille électorale. *Il est clair aujourd'hui que* la gauche et une partie du centre du S.P.D. redoutent un accroissement de l'influence des libéraux au sein d'un gouvernement où leur présence était déjà considérée comme regrettable.

En matière de politique étrangère, il ne peut être question de changements spectaculaires dans la *politique de détente menée* depuis plusieurs années par le gouvernement de Bonn. Il reste cependant que cette politique a parfois suscité des tensions au sein de la coalition. Les déclarations de M. Schmidt proposant d'accorder un délai au Kremlin, avant de mettre en vigueur les résolutions de l'OTAN sur la modernisation des armes euro-stratégiques, avaient notamment été mal accueillies par le ministre des affaires étrangères au printemps dernier. M. Genscher réserve en général un accueil sceptique aux « ouvertures » des Soviétiques sur le terrain du désarmement. Enfin il ne cache pas non plus son opposition à l'idée que, dans le cadre des négociations de Vienne, un plafond puisse être imposé aux forces de la Bundeswehr.

A l'heure actuelle, et en dépit de la satisfaction exprimée par les *Izvestia*, il reste donc à voir si le nouvel équilibre instauré par les électeurs au sein de la coalition socialiste-libérale ne va pas dévier quelque peu le cours de la politique étrangère suivie par le gouvernement de Bonn, et favoriser le renforcement des liens avec Washington.

JEAN WETZ.

LES CHIFFRES DÉFINITIFS

Les résultats définitifs des élections du 5 octobre tels qu'ils ont été officiellement publiés à Bonn donnent 16 900 370 voix à la C.D.U.-C.S.U. (chrétiens-démocrates) et non 16 800 370 comme il était indiqué par erreur dans nos éditions du 7 octobre. Le résultat du D.K.P. (communistes), d'autre part, n'est pas de 107 941, mais de 72 230 voix (0,2 %). Enfin, dans les « divers » (731 210 suffrages) ne figuraient pas seulement les écologistes (508 265 voix), mais aussi différentes petites formations dont l'E.A.P. (Parti européen des travailleurs), le Volksfront (Front populaire), le Bürgerpartei (Parti des citoyens), le C.B.V. (Parti populaire chrétien bavarois) et le K.B.W. (Union communiste d'Allemagne de l'Ouest).

M. GENSCHER : Le rôle décisif du troisième homme

Le « troisième homme » de ces élections ouest-allemandes, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est moins imposé par son charisme que par la rondeur de son personnage, son *côté rassurant et un savoir-faire* qu'on attribue généralement à son énorme capacité de travail. S'il se révèle aujourd'hui comme le meneur de jeu de ces élections, c'est moins pour avoir affirmé une forte personnalité que pour avoir su parfaitement incarner le parti libéral, dont il se confirme une fois de plus *qu'il joue un rôle-clé dans la configuration* du paysage politique ouest-allemand.

Les changements de majorité n'ont jamais été, en République fédérale, le fruit d'un déplacement important de l'électorat, mais celui de bouleversements de coalitions. Le grand tournant fut pris en 1969 lorsque la petite formation libérale, alors dirigée par M. Walter Scheel, décidait d'entrer au gouvernement avec les sociaux-démocrates. Ce rôle d'appoint, le F.D.P. risquait de le perdre en s'assimilant à la grande formation social-démocrate, faute de définir assez clairement son identité propre.

La sonnette d'alarme fut tirée au printemps avec les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie : les libéraux, obtenant moins de 5 % des voix, étaient chassés des instances parlementaires du Land. M. Genscher, forcé de se battre, le fit sans mesurer ses efforts au cours *des derniers mois. Il le fit surtout* en se démarquant constamment du ton général de cette campagne, en évitant toujours de céder aux insultes et aux attaques personnelles qui l'ont caractérisée.

Originaire de Thuringe, il entame après la guerre des études de droit à Leipzig et « passe » en République fédérale en 1952. Il ouvre un cabinet d'avocat à Brême et adhère au F.D.P., *au sein duquel il fait une* très rapide ascension. En 1956, âgé de vingt-neuf ans, il devient conseiller du groupe parlementaire libéral. Il est secrétaire général du parti à partir de 1962, entre au Bundestag en 1965, et devient ministre de l'intérieur dans le premier cabinet Brandt-Scheel en 1969.

La fin des visionnaires

Lorsqu'en 1974 il devient ministre des affaires étrangères, tâche à laquelle rien jusque-là dans sa carrière ne l'avait préparé, nombreux sont ceux qui, en République fédérale, doutent que la relève soit réellement assurée et n'imaginent pas que le nouveau tandem Schmidt-Genscher puisse s'imposer sur la scène internationale aussi efficacement que l'avaient fait MM. Brandt et Scheel. Le temps des visionnaires est révolu.

Au ministère de l'intérieur, M. Hans-Dietrich Genscher s'est fait connaître comme le défenseur de la loi et de l'ordre, accroissant les moyens de la police judiciaire et de celle des frontières, organisant la lutte contre le terrorisme. Sa réputation d'efficacité avait été quelque peu entamée *par les « négligences » qu'on lui* avait reprochées dans l'affaire Guillaume et par le dénouement tragique de l'attentat de Munich, au moment des Jeux olympiques, après une opération de police mal coordonnée.

Il sut cependant s'imposer comme chef de la diplomatie ouest-allemande par un style plus rigoureux et plus rigide que celui de son prédécesseur, tout en préservant les *options fondamentales qui avaient* été définies avant lui. Affichant un certain scepticisme à l'égard de l'*Ostpolitik*, telle qu'elle est conçue depuis 1969, il entend la poursuivre sur le terrain du réalisme.

Il ne perd pas d'occasion de dénoncer « *l'impérialisme de Moscou* », notamment dans le tiers-monde, et de réaffirmer qu'il ne saurait y avoir de politique à l'Est sans « *l'ancrage de la R.F.A. dans l'alliance atlantique et dans l'Europe occidentale* ». Il est aussi l'un des hommes politiques d'Europe occidentale qui s'employèrent le plus efficacement à faire avancer la question de *l'élection du Parlement* européen au scrutin direct. Enfin, il est le principal artisan de ce qu'il est convenu d'appeler la « *politique d'équilibre* » de la R.F.A. au Proche-Orient.

L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan lui a fourni l'occasion d'émettre des points de vue sensiblement divergents de ceux de la chancellerie, et même de se heurter directement à l'aile gauche du S.P.D., représentée notamment par MM. Brandt et Wehner. Question de tactique peut-être de la part de celui dont l'un des principaux objectifs était de maintenir bien *vivante la formation qu'il dirigeait*, et qui ne cesse d'affirmer que « *peu de choses* » le séparent de M. Helmut Schmidt.

CLAIRE TREAN.

Démocratie à l'allemande

par ALFRED GROSSER

La très forte participation — 88,7 %, dont les millions de jeunes nouvellement inscrits — et le partage de 98 % des suffrages entre les trois partis se réclamant de la démocratie parlementaire ne doivent pas cacher *le malaise : il existe bel et bien une* lassitude, un sentiment de dépossession, face aux partis. Et nombre d'électeurs ont voté moins par sympathie que pour empêcher la victoire du plus antipathique.

Comme ailleurs. Comme chez nous, entre autres. Les différences, elles, sont plutôt favorables à la démocratie allemande. D'abord, malgré les outrances verbales de la campagne, malgré le climat déplorable dans lequel s'est déroulé l'affrontement des « grands » à la télévision, un souci remarquable de la modération dont la victoire relative des libéraux constitue le signe le plus éclatant. Un sondage effectué en août avait laissé entrevoir le phénomène. Seuls 16 % des électeurs socialistes et 36 % des chrétiens-démocrates disaient préférer un système dans lequel il n'y aurait que deux grands partis. Pourtant, le S.P.D. espérait alors pouvoir gouverner seul, et la C.D.U. savait que le scrutin majoritaire *était pratiquement pour elle* la seule voie d'accès au pouvoir. Or, manifestement, les citoyens raisonnaient comme les Français avaient coutume de raisonner : pas trop de pouvoir pour un seul parti, pas trop de pouvoir pour le pouvoir ! Alors *qu'on aurait pu très bien imaginer la* plupart des électeurs des deux grandes formations exaspérés par le trop grand rôle que la représentation proportionnelle donne à la petite.

L'exaspération sera pourtant sensible chez nombre de dirigeants chrétiens-démocrates : demeurer encore le plus grand des partis en étant contraint à l'opposition, alors qu'avec le système britannique on eût obtenu une confortable majorité parlementaire, voilà qui n'a rien d'exaltant ! Heureusement, il y a des compensations dans la démocratie à l'allemande ! La C.D.U. a droit à la présidence de l'Assemblée nationale, aux présidences de la moitié des commissions, dont les plus importantes. Grâce à son pouvoir dans les Länder, elle continue, pour le moment, à dominer la seconde Assemblée dont l'accord est souvent nécessaire à la première. Et, surtout, ce pouvoir régional est considérable, qu'il s'agisse d'enseignement ou de finances. Comme le S.P.D. sous Adenauer, la C.D.U. sous Schmidt n'est pas un parti strictement oppositionnel puisqu'elle exerce, à Munich, à Stuttgart, à Kiel, de vraies responsabilités.

Pourvu qu'elle en profite pour se renouveler ! La défaite de Franz Josef Strauss peut le lui permettre. Si elle laisse passer la chance de changer de style, grâce notamment à un nombre appréciable de jeunes militants actifs et réfléchis, la démocratie allemande, malgré ses mécanismes positifs, prendra un chemin dangereux.

En effet, seul un nouveau style de l'opposition contraindra vraiment le parti social-démocrate à se rénover à son tour. Sinon il risque soit de se transformer en simple courroie de transmission du chancelier, soit de vivre dans une atmosphère de conflit interne — conflit non pas idéologique, mais d'affrontement personnel entre caciques vieillissants.

Dans ce cas, on aurait une sclérose redoutable du système : les partis se contenteraient de contrôler à la proportionnelle les lieux de pouvoir, notamment les organismes de *radio-télévision*, et continueraient à ne pas pousser les citoyens à prendre conscience des problèmes que la campagne électorale a passés sous silence. Le sombre avenir de la sacro-sainte automobile, par exemple, ou l'inévitable engagement de la République fédérale, grande puissance économique, dans les *remous de la grande politique* mondiale, notamment dans leurs dimensions Nord/Sud. Et il faudra bien aussi, malgré l'unanimité nationale en faveur de la libre entreprise et du règne du marché, s'interroger sur les nécessités de l'intervention étatique en période de crise.

La démocratie à l'allemande est exemplaire à plus d'un égard pour une France marquée par la soumission au caprice présidentiel d'un côté, par le verbalisme souvent irresponsable de l'autre. Mais elle n'a pas encore vraiment donné la preuve que le jeu régulier des institutions, que les passerelles atténuant les antagonismes partisans ou sociaux, ne conduisent pas à une sorte d'assouplissement dans les périodes dangereuses, à une sorte d'aveuglement devant les risques à prendre. Pour que, malgré la crise menaçante, la démocratie libérale se trouve préservée en même temps qu'un niveau de vie honorable pour tous les citoyens, y compris pour ceux qui, dès aujourd'hui, sont défavorisés.

Les résultats traduisent l'attachement des Allemands de l'Ouest à la politique de détente estiment les « Izvestia »

De notre correspondant

Moscou. — « *La vanité des efforts de la C.D.U.-C.S.U. témoigne de l'attachement de la majorité de la population* (ouest-allemande) *à la politique de détente et de coopération internationales. Voilà le principal résultat de ces élections au Bundestag.* » Cette conclusion des *Izvestia* du lundi 6 octobre illustre à la fois la satisfaction — sans surprise, il est vrai — des Soviétiques et leur volonté d'expliquer la victoire de la coalition libérale-socialiste essentiellement par son Ostpolitik. Comme les quelques commentaires précédant la consultation (*le Monde* du 4 octobre), les explications post-électorales rendent justice au chancelier Schmidt pour sa politique passée, mais lui indiquent aussi discrètement la voie qu'il doit suivre s'il veut, du point de vue soviétique au moins, conserver la confiance des électeurs.

Les *Izvestia* constatent que la *coalition S.P.D.-F.D.P. sort « sensiblement renforcée »* des élections du 5 octobre et que la voie choisie par M. Strauss, celle de « *l'hystérie bruyante et de l'anticommunisme* », lui a aliéné certains électeurs traditionnels de la démocratie chrétienne. La victoire des libéraux et des sociaux-démocrates « *confirme la confiance de la majorité absolue des Allemands dans la politique de la coalition, notamment dans sa politique extérieure, orientée vers la poursuite de la détente et du dialogue avec l'U.R.S.S., vers le développement continu de la coopération mutuellement avantageuse avec les voisins orientaux de la R.F.A.* ».

Le journal du gouvernement soviétique, ainsi que la *Pravda*, quotidien du parti, citent la déclaration du chancelier Schmidt, qui souhaite renforcer l'équilibre européen en abaissant le niveau de la confrontation militaire. Pourtant, remarque la presse soviétique, la victoire de la coalition gouvernementale est due surtout aux progrès des libéraux ; les causes du « *succès modeste* » des sociaux-démocrates doivent être cherchées dans une certaine déception devant les réformes restées sur le papier, la persistance des difficultés économiques et l'inquiétude à propos du « *destin des libertés constitutionnelles* », mais surtout dans l'« *inconséquence* » de la politique étrangère de la R.F.A. Ainsi, les *Izvestia* croient savoir qu'un Allemand de l'Ouest sur deux est opposé au stationnement des fusées nucléaires américaines à moyenne portée sur le territoire ouest-allemand. La *Pravda* renchérit en écrivant que 80 % des Allemands placent au premier plan de leurs préoccupations le maintien de la paix, avant le chômage et l'inflation. « *Si les responsables gouvernementaux prennent activement appui sur cette tendance de la population*, conclut le journal du P.C. soviétique, *alors la R.F.A. pourra œuvrer effectivement dans l'intérêt de la détente en Europe.* »

DANIEL VERNET.

Turquie

● *Quatre condamnations à mort* ont été entérinées par le Conseil national de sécurité, concernant deux militants d'extrême gauche et deux d'extrême droite, dont l'un est en fuite. Le gouvernement a annoncé qu'elles seraient exécutées, mais sans donner de date. La dernière exécution remonte en 1972 : *trois terroristes de gauche avaient* alors été pendus. D'autre part, trois assassinats ont été commis pour motifs politiques à Istanbul et Ankara, dans la nuit du 5 au 6 octobre. — *(A.P.)*.

EUROPE

LA VICTOIRE DE L'ALLIANCE DÉMOCRATIQUE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PORTUGAISES

Les partisans de M. Sa Carneiro provoquent de nombreux incidents

De notre correspondant

Lisbonne. — Réuni, le lundi 6 octobre, pour analyser le résultat des élections législatives, le conseil des ministres, *présidé par M. Sa Carneiro*, a décidé de ne pas donner sa démission au président de la *République. Selon le communiqué* distribué à la fin de la réunion, le fait que la majorité au pouvoir depuis le mois de janvier dernier se soit considérablement élargie, passant de six à dix-huit députés, rend inutile cette *démarche*, qui retarderait *l'élaboration des projets de budget* et le plan pour 1981. En revanche, *le gouvernement* déposera une *motion de confiance* immédiatement après l'installation de la nouvelle Assemblée, qui *doit avoir* lieu à la fin du mois d'octobre. Cette question devait être discutée par le Conseil de la révolution, réuni le mardi 7 octobre en fin de journée. Très probablement, un avis sera demandé à la commission constitutionnelle. Mais déjà les partis de *l'opposition critiquent l'attitude de* l'exécutif, qui traduirait, dit-on, une volonté de confrontation avec le général Eanes.

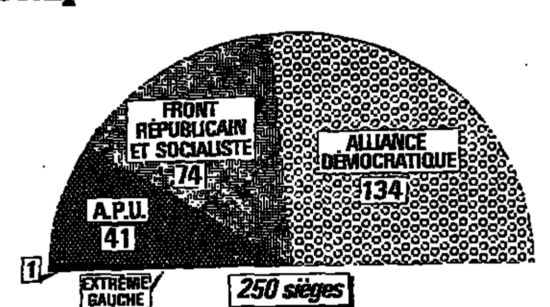
Commentant le résultat des élections de dimanche, le Front républicain et *socialiste a estimé, d'autre* part, que le succès de l'Alliance démocratique représente pour la *droite portugaise « la continuité du régime de Salazar, que M. Caetano n'avait pas réussi à assurer »*. Le parti communiste, qui doit réunir très prochainement son comité central, dénonce, de son côté, l'existence de *« nouveaux facteurs de perturbation dans la société portugaise »*.

Cependant, la commémoration de la victoire de l'A.D. provoque des incidents. Dans la région de Guimaraes, ville *située* au nord du pays, une voiture s'est *ruée* sur un groupe de manifestants, faisant un mort et douze blessés. A Porto, des groupes de jeunes gens portant des badges de *l'A.D. ont mis le feu à des points* de vente de matériel de propagande du P.C. Puis ils ont essayé d'envahir le siège de l'U.D.P. (extrême gauche). Toute la journée *de* lundi, les attroupements se sont succédé à Porto, où plus de dix personnes ont été blessées, malgré les appels au calme des dirigeants de l'A.D. Enfin, à Lisbonne, des manifestants se sont massés *devant* les *sièges* des partis de gauche, notamment du P.S., où des accrochages violents se sont *produits. La police est également* intervenue pour disperser les manifestants, qui s'étaient concentrés en face du palais présidentiel.

JOSE REBELO.

● *Un jeune homme de dix-huit ans* a été tué par balle ce mardi 7 octobre au cours d'incidents qui ont opposé, dans le centre de la ville de Porto, des manifestants d'extrême gauche et d'extrême droite. — *(A.F.P.)*

La composition de la nouvelle Chambre



Les résultats *officiels* définitifs des élections portugaises du 5 octobre ne seront connus que le 15 octobre. Le dépouillement des votes des Portugais de l'étranger, auxquels sont attribués quatre sièges (deux pour l'Europe, deux pour le reste du monde) ne sera en effet achevé que dans une dizaine de jours. La répartition de ces quatre *sièges* est, néanmoins, déjà tenue pour certaine dans les milieux officiels de Lisbonne : trois reviendront à l'Alliance démocratique, et un au Front républicain et *socialiste*. Les résultats ci-dessous sont donc officieux, mais complets.

L'Alliance démocratique (A.D.) a 134 sièges, ainsi répartis : parti social démocrate (P.S.D.), 82 sièges ; Centre démocratique et social (C.D.S.), 46 sièges ; Parti populaire monarchiste (P.P.M.), 6 sièges. Le Front républicain et socialiste (F.R.S.) a 74 sièges, ainsi répartis : P.S., 66 sièges ; Association social-démocrate indépendante, 4 sièges ; Union de la gauche démocrate et socialiste (U.G.D.S.), 4 sièges. L'Alliance peuple uni (APU), a 41 sièges, ainsi répartis : P.C., 39 sièges : Mouvement démocratique portugais (M.D.P.), 2 sièges. L'Union démocratique populaire (U.D.P.) a 1 siège.

En 1979, l'Alliance démocratique avait 128 sièges, dont 75 pour le P.S.D., 43 pour le C.D.S., 5 pour le P.P.M. et 5 pour les réformateurs. Le parti socialiste avait déjà 74 sièges. L'APU avait 47 sièges, dont 44 pour le P.C. et 3 pour le M.D.P. Enfin, l'U.D.P. avait déjà un siège.

En pourcentage par rapport aux suffrages exprimés, les résultats des précédentes élections législatives s'établissent ainsi, pour les formations représentées au Parlement :

● 1976 : Parti populaire démocra*tique* (P.P.D., devenu P.D.S. durant la législature) : 24,5 % ; C.D.S. : 15,9 % ; P.S. : 35 % ; Front électoral peuple uni (FEPU, devenu ensuite APU) : 14,6 % ; U.D.P. : 1,7 %.

● 1979 : A.D. : 45 % ; P.S. et Union de la gauche démocratique et *socialiste* : 28,1 % ; APU : 19 % ; U.D.P. : 2,2 %.

Les pourcentages, encore provisoires, pour 1980, s'établissent ainsi : A.D. : 47,1 % ; F.R.S. : 28 % ; APU : 16,9 % ; U.D.P. : 1,4 %.

Belgique

M. Martens est chargé de former le nouveau cabinet

De notre correspondant

Bruxelles. — *Le roi a accepté la démission du gouvernement et M. Wilfried Martens, premier ministre sortant, a été aussitôt chargé de former un nouveau cabinet. Après avoir renoncé dans la nuit à sa tentative de relance de la majorité, il a été reçu au Palais de Bruxelles mardi matin 7 octobre.*

Les nouvelles propositions formulées par le premier ministre pour l'assainissement de la Sécurité sociale (34 milliards de déficit pour 1981, soit 4,5 milliards de francs français) n'ont pas été acceptées par les libéraux qui ont continué à exiger davantage d'économies. L'impasse était donc totale et les ministres libéraux en même temps, refusaient de se retirer seuls. Ils voulaient la démission du gouvernement tout entier.

Pratiquement, M Martens est chargé de remanier son équipe plutôt que d'en former une nouvelle. Il suffirait qu'il distribue les neuf portefeuilles attribués aux libéraux (sur un total de trente-six ministres et secrétaires d'Etat) aux sociaux-chrétiens et aux *socialistes* qui *constitueront* la nouvelle coalition. Le F.D.F. bruxellois a même proposé d'apporter son « appui extérieur » à la nouvelle majorité.

On note, chez le roi et dans les milieux politiques, une volonté de résoudre la crise le plus vite possible en raison des graves problèmes économiques et financiers auxquels le pays est confronté. Ce sera le quatrième cabinet de M. Martens en moins de deux ans. — P. de V.

DIPLOMATIE

Pékin s'indigne de l'octroi de privilèges diplomatiques aux représentants de Taiwan à Washington

Le gouvernement américain a *démenti lundi 6 octobre* les accusations de la Chine selon lesquelles un récent accord donnant aux représentants de Taiwan aux Etats-Unis des privilèges diplo*matiques étaient une « violation flagrante » de l'entente entre* Washington et Pékin. Le porte-parole du département d'Etat a qualifié l'accord de « très mineur » et a ajouté : « Nos relations avec Taiwan n'ont pas changé. » Chine nouvelle avait violemment dénoncé samedi ce texte, comme l'indique notre correspondant à Pékin.

De notre correspondant

Pékin. — La signature à Washington d'un accord conférant virtuellement tous les privilèges diplomatiques aux représentants de Taiwan *aux Etats-Unis* a *provoqué* des réactions acerbes à Pékin. Chine nouvelle dénonce dans ce geste *« une violation ouverte »* de *l'accord conclu* entre la *République* populaire de Chine et les Etats-Unis au moment du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Selon cet accord, rappelle l'agence, Taiwan et les Etats-Unis ne devaient conserver que des rapports *« non officiels »* ne comportant pas de privilèges diplomatiques pour leurs représentants *respectifs. Chine nouvelle* fait état de l' *« indignation »* du peuple et rappelle que le Taiwan Relations Act, invoqué par le département d'Etat pour justifier leur accord, n'a jamais été reconnu par Pékin comme ayant la moindre valeur *juridique* ou diplomatique dans les rapports entre la Chine et les Etats-Unis.

Le problème des marchés d'armement

L'affaire présente, en réalité, deux aspects. Sur le plan formel, la diplomatie chinoise ne pouvait se permettre de fermer les yeux sur l'accord signé, à Washington, après avoir vitupéré, il y a quel*ques semaines. M. Reagan*, qui avait parlé de relations *« officielles »* avec Taiwan.

D'autre part, les marchés d'armement occupent une place de premier plan dans les conversations entre Pékin et Washington. *Par une coïncidence remarquable,* Pékin et Taiwan sollicitent, en ce moment, l'un et l'autre, l'accord de la Maison Blanche pour la livraison d'avions de combat de types très voisins, dérivés du Phantom.

Les Etats-Unis ont déjà dit, maintes fois, qu'il n'était pas question de vendre des équipements *« offensifs »* de ce genre à *la Chine. Washington* aurait, en revanche, entamé des discussions entre le *constructeur* américain de ces appareils et les représentants de Taiwan. *A l'époque, c'est-à-dire en juin,* Pékin avait déjà manifesté son irritation à ce sujet. Tout laisse prévoir que ces préoccupations très concrètes ne sont pas étrangères à l' *« indignation »* dont Chine nouvelle se *fait l'écho.*

ALAIN JACOB.

● *Le prince Hassan de Jordanie* devait être reçu mardi après-midi 7 octobre, à l'Elysée, *par M. Giscard d'Estaing.* Le prince Hassan, qui est en visite privée en France, est l'héritier du trône et le frère cadet du roi Hussein de Jordanie.

Italie

« MÉMÉ MITRAILLETTE » (soixante-treize ans) ARCHIVISTE DES « BRIGADES ROUGES »

(De notre correspondant.)

Rome. — *Des treize présumés « brigadistes » arrêtés la semaine dernière à Gênes au cours d'une opération de la police et des carabiniers, elle fut la seule à revendiquer explicitement la responsabilité de ses actes : «* Je me déclare prisonnière politique. » *Rina Picasso, soixante-treize ans, veuve sans enfants, toute menue et vêtue de noir, les cheveux blancs soigneusement tirés en arrière, s'est ainsi gagné le surnom de « Mémé Mitraillette ».*

Elle était « gardienne » de l'une des quatre bases des Brigades rouges découvertes à Gênes, celle où, selon des indiscrétions, l'une des « archives historiques », étaient entreposés avec la plupart des originaux des tracts, des bulletins et des communiqués depuis 1972, ainsi qu'un fichier soigneusement mis à jour de personnalités politiques, de magistrats et de journalistes. On laisse même entendre que, dans cette base, auraient été dactylographiés les communiqués des Brigades pendant l'enlèvement d'Aldo Moro. Gênes n'est-elle pas considérée comme la forteresse des B.R. ?

A peine arrêtée, Mme Picasso aurait déclaré aux enquêteurs : « Je savais ce que je faisais et cela m'exaltait. Je ne suis pas une brigadiste, mais la société m'a toujours exploitée. Ce que font les Brigades rouges ne me dérange pas. » *Comment s'est-elle trouvée prise dans l'engrenage de la lutte armée ? En louant un appartement à un charmant et attentionné jeune homme qui lui portait, tous les dimanches, des fleurs et des bonbons et qui se trouvait être M. Ricardo Dura, tué en avril 1980 à Gênes en même temps que deux membres de la « direction stratégique » du groupe terroriste. Elle s'était prise d'affection pour M. Dura et, même quand elle sut de quoi il s'agissait, elle a continué à jouer le jeu.*

(Intérim.)

Grande-Bretagne

Le congrès conservateur doit faire face au désenchantement de l'opinion

De notre envoyé spécial

Brighton. — Le quatre vingt-dix-septième congrès du parti conservateur s'est ouvert ce mardi 7 octobre à Brighton dans un climat assombri par les derniers sondages d'opinion défavorables au gouvernement de Mme Thatcher. Malgré leurs dissensions, les travaillistes y distancent nettement les conservateurs. Mais leur avance de 11 points n'est pas la constatation la plus préoccupante pour les Tories : le sondage avait été réalisé avant le congrès de Blackpool, où la profonde division des travaillistes s'était manifestée, et cette marge favorable à l'opposition est normale à ce stade de la législature. En revanche, le gouvernement peut s'inquiéter du désenchante*ment de l'opinion.*

Selon le sondage, 57 % des personnes consultées estiment que leur situation s'est détériorée au cours de l'année et, surtout, elles envisagent qu'elle empirera l'année prochaine. Autre souci majeur des *conservateurs* : le chômage a remplacé l'inflation comme préoccupation dominante du public, et 75 % des personnes *interrogées* critiquent *l'attitude* du gouvernement à ce sujet. Apparemment, l'opinion ne partage pas les vues du gouvernement sur la priorité à donner à la lutte contre l'inflation, et cette indication révèle que Mme Thatcher et son équipe n'ont pas réussi à faire passer leur message dans le public.

Ce problème de la communica*tion figure parmi* les quelques sujets de controverse d'un congrès qui, par tradition, est suffisamment contrôlé par l'état-major du parti pour éviter des *surprises* désagréables au gouvernement. Ni l'Europe, ni sourtout la Rhodésie, qui, l'an dernier, avait soulevé les passions, ne figurent à l'ordre du jour. Enfin, il faut tenir compte du réflexe de discipline des délégués conservateurs, essentiellement préoccupés de serrer les rangs, et surtout de rendre hommage à leur leader, dont le discours du dernier jour est traditionnellement une sorte d'apothéose.

Néanmoins, Mme Thatcher ne peut ignorer le sourd malaise qu'éprouvent cadres et militants conservateurs, ainsi que certains de ses ministres. Ce malaise est dû à sa rigoureuse *politique monétariste*, évidemment impopulaire puisqu'elle se traduit par l'augmentation du nombre des faillites et un chômage record, à peine compensés par la réduction du taux d'inflation. Mme Thatcher ne mécontente pas seulement la clientèle traditionnelle du parti (notamment les jeunes cadres, qui ne peuvent se loger en raison du taux prohibitif des prêts hypothécaires), mais aussi les milieux de l'industrie, qui se plaignent du cours élevé de la livre, et des taux d'intérêt trop élevés.

Ces doléances sont reprises par ce qu'il faut bien appeler la « gauche » du parti, représentée par un certain nombre de ministres et de personnalités, et qui demande un assouplissement de cette politique en soulignant que le gouvernement ne peut se concentrer exclusivement sur le contrôle de la masse monétaire.

Mme Thatcher doit également faire face aux éléments de droite qui reprochent au gouvernement de n'avoir pas été jusqu'au bout de sa politique, et, notamment, de n'avoir pas fait de coupes plus énergiques dans les dépenses publiques. Faute d'une réduction plus ample, le gouvernement *conservateur*, disent-ils, devra augmenter les impôts, ce qui serait préjudiciable à un parti qui avait promis des réductions fiscales. *Le* Monday Club, le Selsdon Group, et d'autres organisations, qui réunissent ces éléments de droite, demandent la fin de toutes les subventions aux entreprises nationalisées, comme la British Steel et British Leyland, la *suppression de l'indexation* des pensions, etc. Enfin, et surtout, ils demandent au gouvernement de renforcer la législation restrictive des pouvoirs des syndicats.

Si l'opposition de droite au sein des Tories est *plus* bruyante, celle de gauche est plus subtile, et peut-être plus dangereuse pour Mme Thatcher dans la mesure où elle a des alliés dans le cabinet. *En fait, le premier ministre* peut compter sur l'appui de sa « garde prétorienne » monétariste, et des ministres responsables de l'économie (Sir Geoffroy Howe, chancelier de l'Echiquier, M. Biffen, secrétaire au Trésor, Sir Keath Joseph, ministre de l'industrie) pour persévérer dans sa politique rigoureuse, de plus en plus contestée, mais à laquelle elle ne voit pas de solution de rechange. *« Maggy ne changera pas de cap,* disent ses amis. *Mais elle a montré dans le passé qu'elle savait pragmatiquement procéder aux ajustements nécessaires. »*

HENRI PIERRE.

Espagne

● ATTENTAT AU PAYS BASQUE. — Le propriétaire d'un bureau de tabac à Eibar, dans la province basque du Guipuzcoa, M. Carlos Garcia Fernandez, a été assassiné dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 octobre. Des *douilles de balles d'un calibre* généralement utilisé par les terroristes de l'organisation séparatiste basque E.T.A. ont été retrouvées sur les lieux (A.F.P.).

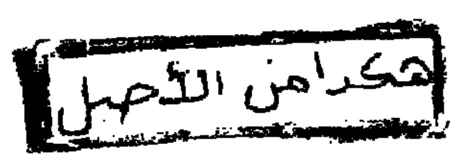
Le Monde *publiera demain*

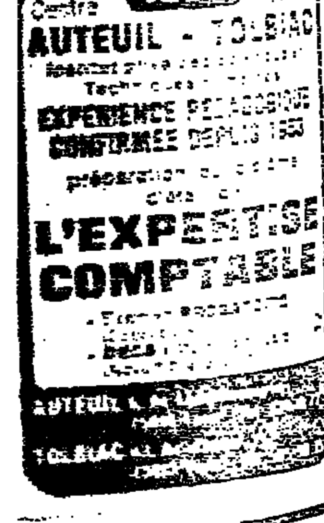
● AFFAIRE DE BROGLIE : Le point du dossier.

● IDÉES : Racisme.

● CHINE : Des vélos par millions, fin de l'enquête de M. Ambroise-Rendu.

● ARTS ET SPECTACLES : L'architecture aux Biennales de Paris et de Venise ; Kantor et Szajna au Festival d'automne.







EUROPE

Pologne

Les syndicats indépendants jugent offensantes les critiques de M. Kania

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Les syndicats indépendants ont vivement réagi, lundi 6 octobre, aux critiques que leur avait adressées M. Kania devant le comité central au sujet de l'organisation de la grève d'une heure de vendredi. Expliquant, dans son rapport, qu'elle avait été l'œuvre *« d'une partie »* seulement des nouveaux dirigeants syndicaux, le premier secrétaire avait notamment affirmé que M. Walesa et ses amis avaient décidé jeudi d'annuler leur décision ; que les autorités les avaient autorisés à cet effet de lire un communiqué à la télévision ; et qu'ils s'étaient rétractés au dernier moment.

Cette présentation unilatérale et très partielle des négociations qui ont précédé la grève a été qualifiée d'*« injuste »* et d'*« offensante pour la classe ouvrière »* par les animateurs de Solidarité. La commission nationale (direction provisoire) du mouvement a donc demandé, dans une lettre à M. Kania, qu'un de ses représentants puisse présenter *« objectivement »* les faits à la télévision.

L'incident serait mineur si deux autres problèmes en suspens ne risquaient pas d'envenimer les rapports entre Solidarité et les autorités. Le premier concerne l'enregistrement officiel des nouveaux syndicats qui n'ont toujours pas de personnalité juridique puisque les statuts qu'ils avaient déposés, le 24 septembre, auprès du tribunal de Varsovie, n'ont pas été jugés acceptables comme tels. Les objections portent sur l'absence de mention du rôle dirigeant du parti ; sur la structure nationale et non pas régionale de l'organisation ; sur l'incompatibilité prévue enfin entre l'exercice de responsabilités dans les syndicats et l'appartenance *« aux instances dirigeantes d'une organisation politique »*. Ce dernier point, qui pourrait s'appliquer aux responsables du parti, a été jugé contraire à la Constitution et aux droits de l'homme.

Solidarité, qui vient de repousser ces arguments dans une lettre adressée au tribunal, a également écrit au premier ministre pour lui faire part de son « étonnement » et de son « inquiétude » aussi.

La deuxième difficulté tient à l'interprétation divergente du droit d'accès au mass media prévu par les accords de Gdansk. Pour les autorités, ce droit se limite apparemment à la mention dans la presse des activités des nouveaux syndicats. Des pas ont été faits dans ce domaine, et cela a contribué à normaliser l'existence des nouveaux syndicats. Mais il ne s'agit là après tout que de la fonction même de la presse — qu'elle remplit, au demeurant, sous un contrôle étroit. Solidarité, pour sa part, veut disposer de son propre quotidien et de temps d'antenne à la radio et à la télévision. Ces exigences détaillées ont aussi été rappelées lundi. Elles pourraient constituer bientôt un sujet d'affrontement, car il est improbable que le parti les satisfasse prochainement après l'éclairage apporté par le plénum sur les différentes attitudes de ses dirigeants face aux nouveaux syndicats. Trois grands courants, eux-mêmes divisés par d'importantes nuances, se sont dessinés.

Le premier, minoritaire, incarné principalement par le premier secrétaire de Gdansk, M. Fiszbach (*le Monde* du 7 octobre), constate que, pour accorder sa confiance au parti, le pays demande des « garanties politiques » et que la première d'entre elles est le respect du fonctionnement des syndicats libres. La stabilisation politique du pays et la mobilisation des Polonais en faveur du redressement de l'économie passe donc, aux yeux de Fiszbach, par une acceptation loyale des organisations que se sont données les ouvriers. Ce point de vue est partagé par M. Rakowski, à la différence près qu'il a là une motivation tactique explicite : scinder les syndicalistes modérés des radicaux en les appelant à la *« coresponsabilité dans l'exercice du pouvoir »*. Bon connaisseur de la politique ouest-allemande, le directeur de l'hebdomadaire *Polityka* sait que la cogestion, si elle donne une puissance aux syndicats, est aussi un facteur de stabilité politique, surtout en période de crise économique.

Le deuxième courant, représenté par les hommes qui ont renversé M. Gierek, a le pouvoir en main, et donne donc le ton, même s'il n'est pas certain que la majorité de l'appareil adhère en profondeur à ses conceptions. Pour ces hommes, il faut avant tout tenir compte d'une situation de fait : l'adhésion massive des ouvriers (90 % à l'aciérie géante de Nowa Huta) aux nouveaux syndicats (1). Dans la mesure où ces organisations ne contestent pas la nature du régime, il serait inutilement risqué de rechercher l'affrontement avec elles. Pour ces réalistes, il faut attendre que le rétablissement de l'économie réduise la contestation ouvrière, et tenter alors d'institutionnaliser petit à petit ce corps étranger dans le système.

C'est ce qu'a expliqué devant le plénum — plus finement que M. Kania — le négociateur de Gdsank, M. Jagielski, en déclarant : *« La reconstruction de l'unité syndicale doit se faire progressivement sans aucune mesure administrative (...), les travailleurs reprendrom confiance s'ils s'aperçoivent que le bons sens prévaut dans la gestion du pays et que leurs opinions sont prises en considération. »*

Peu de voix ont exprimé au comité central le troisième courant : celui qui ne se résout que douloureusement à ne pas pouvoir balayer les syndicats indépendants. Mais il est probable que des interventions comme celle de M. Bielecki, directeur des usines automobiles F.S.O. de Varsovie, ou du ministre de l'intérieur, M. Kowalczyk, répondaient au sentiment spontané de nombreux membres du comité central. Le premier accusait le syndicat indépendant Mazowsze de Varsovie de vouloir changer la structure politique de la Pologne populaire et s'est déclaré, contredisant M. Fiszbach, en désaccord avec l'idée que les nouveaux syndicats sont *« la garantie de la stabilité économique et du rétablissement de la vie sociale »*. Le second a affirmé que *« les centrales d'espionnage et de diversion cherchaient à transformer le sain mouvement syndical qui est en train de se former en une opposition anti-socialiste »*.

Lundi, M. Jozef Klasa, nouveau responsable de l'information au comité central et proche du général Moczar auquel il a rendu un hommage vibrant (2), a confirmé au cours d'une conférence de presse que M. Gierek aurait *« à répondre de ses erreurs »* devant le C. C. sitôt que son état de santé le permettrait. M. Klasa a également laissé entendre que d'autres changements de personnes étaient prévisibles au cours du prochain plénum et du congrès extraordinaire dont la date reste à fixer. L'instabilité intérieure du parti risque, dans la crise politique et économique actuelle, d'être un handicap pour la Pologne.

BERNARD GUETTA.

(1) Au plénum du C.C., le secrétaire du parti pour Cracovie a annoncé que, sur les 20 000 ouvriers qui avaient adhéré au nouveau syndicat, il y avait *« de nombreux communistes »* et qu'*« il serait inconsidéré de les traiter comme des ennemis »*.

(2) Il a dit que l'ancien chef de file des « partisans » (armée de l'intérieur) *« représente à lui seul une institution dans le parti. Son rôle augmente avec l'élargissement de la démocratie, et inversement »*.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● UN DIRIGEANT RELIGIEUX PRO - GOUVERNEMENTAL, SAYEED KAMAL ABSAL, a été assassiné le 12 septembre près de sa résidence à Kaboul, a-t-on appris le 6 octobre à New-Delhi. Il avait dirigé une délégation de personnalités musulmanes qui s'étaient rendues à Moscou au début du mois dernier. — *(U.P.I.)*

Cambodge

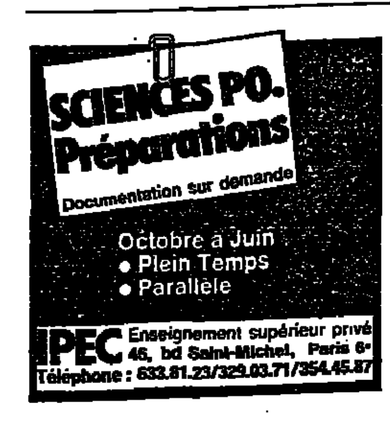
● LE CAMBODGE A L'ONU. — Seize délégations aux Nations unies (Vietnam, Laos, Mongolie, Inde, Seychelles, Angola, Ethiopie, Cuba, Nicaragua, Grenade, Pologne, Tchécoslovaquie, R.D.A., Hongrie, Biélorussie et Ukraine) ont déposé lundi 6 octobre une demande d'expulsion de l'actuelle délégation du Cambodge (Khmers rouges) de l'Assemblée générale. — *(A.P.)*

Cap-Vert

● M. PEDRO PIRES, premier ministre du Cap-Vert, se rendra en visite officielle en France les 20 et 21 octobre à l'invitation de M. Raymond Barre. M. Pires sera la première personnalité de haut rang de l'ancien archipel portugais à être reçu officiellement à Paris. — *(Reuter.)*

Côte-d'Ivoire

● QUATRE CONSULTATIONS ÉLECTORALES. — Des élections législatives auront lieu en Côte-d'Ivoire les dimanches 9 et 23 novembre, annonce un communiqué publié lundi 6 octobre par le ministère de l'intérieur. Par ailleurs, les élections présidentielles ont été fixées au 12 octobre et les élections municipales auront lieu le dimanche suivant le deuxième tour des législatives, soit le 30 novembre. — *(A.F.P.)*



El Salvador

● LA VIOLENCE POLITIQUE. Trente-cinq personnes, dont sept militaires et quatorze paysans, accusées de collaboration avec l'extrême droite, ont été tuées au cours des dernières vingt-quatre heures, indique la police. Un sixième fonctionnaire de l'Institut salvadorien de la réforme agraire (ISTA) a également été assassiné. — *(A.F.P.)*

États-Unis

● ACCUEIL DES REFUGIES INDOCHINOIS. — Le président Carter a reconduit pour un an l'engagement des États-Unis d'accueillir en moyenne 14 000 réfugiés indochinois par mois, ont déclaré lundi 6 octobre à Washington des responsables chargés du problème des réfugiés. La décision du président Carter permet également l'immigration de 33 000 juifs soviétiques, 4 500 Européens des pays de l'Est, 4 500 réfugiés du Moyen-Orient, 4 000 Latino-Américains et 3 000 Africains. — *(A.F.P.)*

Guyana

● M. FORBES BURNHAM PRESIDENT. — M. Burnham, qui était premier ministre de la Guyana depuis seize ans, est devenu le lundi 6 octobre le premier président de ce pays, aux termes d'une nouvelle Constitution qui lui accorde des pouvoirs étendus. La Constitution précédente, léguée par la Grande-Bretagne lors de l'accession à l'indépendance en 1966, de cette petite République sud-américaine anglophone de 800 000 habitants, attribuait au président des fonctions honorifiques. La nouvelle Constitution donne à M. Burnham le droit de nommer et de révoquer le premier ministre, les vice-présidents et les ministres, le droit de veto sur les lois votées par le Parlement, et le commandement en chef de l'armée. Les adversaires de M. Burnham accusent ce dernier de tenter de s'installer au pouvoir pour le reste de sa vie. La nouvelle Constitution prévoit que M. Burnham devient président *« comme s'il avait été élu »* jusqu'aux prochaines élections législatives. Retardées depuis deux ans, elles devront avoir lieu avant le 25 janvier 1981 — *(Reuter.)*

Mauritanie

● *Plusieurs personnalités mauritaniennes* de l'ancien régime civil et divers opposants, dont plusieurs militants noirs qui combattent pour la défense de la francophonie, restent actuellement détenus sans jugement en Mauritanie.

Parmi elles figurent M. Hamdi Ould Mouknas, ancien ministre des affaires étrangères; MM. Mohameden Ould Dabbah, Baro Abdoulaye, Abdallah Ould Ismaïl, anciens ministres en résidence surveillée depuis avril dernier.

Sont encore incarcérés : M. Tidjani Ould Kerim, professeur, Mohameden Ould Icheddou, greffier, Abderrahmane et Ahmed Ould Daddah, l'un et l'autre économistes, Abdallah Ould Bah, médecin, Seydou Kane, chercheur, Fadel Ba, inspecteur de l'enseignement, Youssouf Ba, entrepreneur, Mbodj Samba Bedou, inspecteur de l'enseignement, Sao, étudiant.

Pakistan

● LE GENERAL SAHABZADA YAYUB ALI KHAN a été nommé ambassadeur du Pakistan en France, où il avait déjà occupé la même fonction de février 1972 à décembre 1973.

[Né en 1920, le général Yayub Ali Khan, qui a suivi les cours de l'Ecole supérieure de guerre de Paris, a dirigé l'état-major de l'armée pakistanaise et été commandant, puis gouverneur, du Pakistan-Oriental — province devenue le Bangladesh — en 1970. Après sa première affectation à Paris, il avait représenté son pays aux Etats-Unis jusqu'en 1979. Il était depuis lors ambassadeur en U.R.S.S.]

République sud-africaine

● LE PARLEMENT SUD-AFRICAIN, réuni lundi 6 octobre en session extraordinaire au Cap a entériné la nomination d'un vice-président et la création d'un « conseil du président », qui aura pour rôle de *« proposer des réformes visant à une plus grande harmonie entre les différents groupes ethniques sud-africains »*. (*Le Monde* du 28 août.) L'ancien ministre de la justice et de l'intérieur, M. Alwyn Schlebusch, a été élu à la vice-présidence et à la tête du « conseil du président », les partis d'opposition ayant décidé de ne pas présenter de candidats. — *(A.F.P.)*

Tchad

● ARRET DES ACTIVITES DU C.I.C.R. — Faute d'avoir reçu des assurances suffisantes de la part des factions politico-religieuses en conflit, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a décidé de suspendre la totalité de ses opérations au Tchad. Selon le C.I.C.R., à N'Djamena, les hôpitaux ne sont pas en mesure d'assurer les soins indispensables aux blessés en raison de la poursuite des combats. — *(A.F.P., Reuter.)*

Vanuatu

● LE PROCES DE M. JIMMY STEVENS. — M. Walter Lini, premier ministre du Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), a annoncé, le lundi 6 octobre, que le procès de M. Jimmy Stevens, chef du mouvement sécessionniste de l'île d'Espiritu-Santo, aura lieu la semaine prochaine. Il a, d'autre part, précisé que quatre cent cinquante hommes allaient être envoyés en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour y recevoir une formation militaire et constituer ensuite les premiers éléments d'une force de défense. — *(U.P.I.)*



ASIE

Révolution écologique en Chine

II. — La grande muraille verte

De notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

La politique antigaspillage que les autorités s'efforcent d'*appliquer en* Chine peut s'appuyer sur des habitudes millénaires : celles d'un peuple *pauvre qui récupère* le moindre bout de ficelle (« le Monde » du 7 octobre). Mais, au nom de *l'écologie*, le gouvernement encourage aussi les paysans à reboiser sur d'immenses espaces et même à protéger les espèces animales. La tâche, qui prend cette fois la tradition à rebrousse-poil, est autrement difficile à mener.

Pékin. — Les Chinois ne doutent de rien : ils veulent tout *simplement construire* une nouvelle Grande Muraille. Des rives du fleuve Amour, en Mandchourie, jusqu'aux hauts plateaux désertiques du Kansou, sur un arc de cercle de trois mille kilomètres, le gouvernement a lancé un gigantesque plan de reboisement qui porte sur cent millions d'hectares. La muraille de forêts aura, selon les *endroits*, jusqu'à trois cents kilomètres de large. Elle sera discontinue, ménageant de *vastes clairières où sur* les meilleures terres les cultures restent prioritaires.

La Grande Muraille d'autrefois devait protéger l'empire des hordes mongoles. Celle de demain préservera la Chine populaire des calamités écologiques. La première d'entre elles, c'est le « vent jaune », masses d'air qui, descendant du nord, *se* chargent de poussières sur les flancs dénudés des montagnes de loess et s'abattent sur les plaines. A Pékin même, cette espèce de vent de sable s'épaissit encore en soufflant sur les chantiers et les nombreuses ruelles en terre battue. Une poussière impalpable irrite les yeux et les poumons, s'infiltre à travers les vêtements et se dépose sur les meubles malgré les doubles fenêtres. Le printemps, au cours duquel sévissent de véritables tempêtes de poussière, est *la saison la plus désagréable*.

Empêcher l'érosion éolienne certes mais aussi freiner le lessivage des sols par les pluies, telle sera la fonction de ces plantations. Le fleuve Jaune charrie chaque année 1,6 milliard de tonnes de loess. Son lit *s'est* exhaussé par endroits de 3 à 5 mètres, d'où la nécessité de rehausser constamment *les digues de protection* contre les inondations. Les experts chinois avaient délimité la *zone des hauts plateaux* d'où descendaient ces *sédiments*. A première vue, elle s'étendait sur 43 millions d'hectares. Grâce à des analyses plus fines, on a repéré les secteurs d'érosion maximum. Ils se situent dans le Shaanxi, le Shanxi et la Mongolie intérieure, régions que la muraille verte doit précisément traverser. *C'est là, sur 10 millions* d'hectares, que vont porter les tout premiers efforts.

On espère aussi des futurs massifs forestiers qu'ils absorberont une part de la pollution atmosphérique. Celle-ci sévit aux alentours des concentrations industrielles et des centrales thermiques à charbon. Sans doute retiendront-ils l'humidité dans certaines provinces qui souffrent de la sécheresse de manière chronique. Bref, il ne s'agit rien de moins que de rétablir de grands équilibres naturels. Cette im*mense entreprise s'étendra* sur plusieurs dizaines d'années et mobilisera, bien entendu, des millions de personnes — ouvriers forestiers et masses populaires.

Elle est, avec d'autres grands travaux du même genre, l'une des conditions du décollage économique de la Chine. Car, dans ce pays, les calamités écologiques y prennent *des allures de catastrophes*. Inondations et sécheresse faisaient naguère des centaines de milliers de victimes. Cette année encore (*le Monde* du 22 août), absence de pluie dans le nord et excès d'eau dans le sud vont priver les greniers de 20 à 30 millions de tonnes de céréales. Tous les *records* d'importation *seront* battus. Encore une fois, les caprices de la nature obligent la *Chine à compter sur* l'étranger pour subsister.

Un pays sans arbres

Le projet de grande muraille verte est le volet le plus spectaculaire d'une politique géné*rale de reboisement qui a été* lancée il y a déjà quelques années. En 1949, la Chine des plaines et des collines était un pays sans arbres. Les paysans n'avaient cessé de les couper au cours des siècles pour bâtir leurs maisons et cuire leurs repas. Les militaires de tout poil, chinois et japonais, avaient largement dégagé leurs *lignes de tir le long* de toutes les voies de communication.

Depuis, les autorités annoncent *que 30 millions d'hectares ont* été reboisés. C'est-à-dire deux fois la forêt française. Mais, au total, avec ce qui restait, pour 12 % seulement, le territoire possède aujourd'hui un couvert forestier. La Chine est l'un des derniers pays du monde dans ce domaine. La pénurie de bois est telle que, dans les communes populaires, on distribue de la paille pour alimenter les fourneaux. Pour que tournent les papeteries, le gouver*nement est contraint d'importer* de la pâte du Canada et de Finlande. Or, dans des régions reculées et en dépit des interdictions, comme au Yunnan, des massifs entiers sont encore détruits par le feu pour faire place à des cultures rudimentaires. En même temps, de vastes régions — notamment dans le Nord — sont mal exploitées. On voit là-bas des collines de loess non seulement incultes, mais chauves.

*Le gouvernement de Chine po*pulaire s'était donc fixé un objectif : regarnir de forêts 30 % du *territoire*. Il ne parle plus aujourd'hui que de 20 %. Cela veut dire tout de même que, en vingt ans, les Chinois vont reboiser 80 millions d'hectares. Le rythme n'est pas déraisonnable puisque, si l'on en croit les chiffres officiels, les replantations annuelles couvrent actuellement 4,5 millions d'hectares.

Pour y parvenir, les autorités ont pris en 1979 une série de mesures qui marquent clairement leur volonté; on a créé un ministère des forêts « à part entière », puis édicté un code forestier qui *groupe et renforce* tous les textes antérieurs. Pour mettre définitivement à l'abri les restes de forêts vierges et les massifs les plus anciens, soixante-trois réserves forestières sont en cours de délimitation. Aucune exploitation n'y sera admise. Enfin, le *12* mars a été déclaré « journée de l'arbre ». Les paysans sont invités à planter *des arbres partout où ils le peuvent*, non seulement sur les collines en friche, mais aussi autour des *habitations*, le *long* des *routes* et des cours d'eau, autour des étangs et des réservoirs, etc. Les usines, les écoles, les services publics (comme les chemins de fer) doivent également participer à l'opération soit en prêtant leur main-d'œuvre, soit en plantant les abords *immédiats* de leurs bâtiments. Enfin, les cadres dirigeants du régime sont priés de « *jouer un rôle exemplaire* » dans cet effort en mettant eux-mêmes la main à la pâte, le 12 mars de chaque année, à la ville comme à la campagne.

Ces méthodes « de masse » — *spécialité de la Chine populaire* — ne sont pas les seules mises en œuvre. Le gouvernement se *propose en effet d'accroître* les surfaces ensemencées par avion, lesquelles auraient déjà couvert plus de 11 millions d'hectares au cours des vingt dernières années avec un taux de réussite de l'ordre de 40 %.

Conformisme

Apparemment, les campagnes de presse et les réunions d'*explication* organisées jusque dans la moindre brigade ont réussi à mobiliser les paysans pour *une tâche* — le reboisement — qui est contraire à la tradition et sans *profit immédiat*. On *touche* ici à l'un des plus surprenants aspects de la société chinoise. Les mots d'ordre une fois lancés paraissent finir par s'imposer à chacun sans qu'il soit nécessaire de brandir la menace. Le conformisme suffit. S'il devient bienséant de planter, on plante. Les indifférents et les réfractaires y sont amenés, semble-t-il, par une invisible pression sociale.

Cela explique d'incroyables re*virements suivis par les masses*. Ainsi, en 1958, on mobilise neuf cent millions de Chinois pour exterminer les moineaux et passereaux accusés de *manger* les récoltes. Tout le monde s'y mit, à commencer par les enfants. On voit encore au *coin* des haies des jeunes attardés qui font le guet armés de carabines à plomb. Car la *politique officielle* a *changé* du tout au tout. On s'est aperçu de la bourde commise lorsque des quantités encore *plus* importantes de céréales furent détruites par les insectes. Aujourd'hui, des panneaux illustrés expliquent aux huit millions de visiteurs annuels du zoo de Pékin les éminentes qualités des oiseaux dévoreurs d'insectes. Chaque espèce a droit à son panneau panégyrique.

Dans la foulée, les zoologistes ont établi une liste de 150 animaux à protéger car la faune chinoise, déjà rare, était en voie de disparition. Notamment ce fauve splendide qu'est le tigre de *Mandchourie* et le débonnaire panda, un ours végétarien, paresseux et comique, dont à peine un *millier* de *spécimens* végètent dans les forêts de bambous des montagnes du sud. L'animal est *devenu le symbole de la protection* des espèces. On voit son effigie partout, y compris sur les corbeilles à papier de la ville de Nankin. Après avoir été pourchassé pendant des millénaires, le panda est l'animal fétiche des Chinois. C'est même un instrument diplomatique. Les chefs d'Etat étrangers ne quittent pas Pékin sans un couple de pandas dans leurs bagages. Que sont devenus ces ambassadeurs involontaires ? Réponse du directeur adjoint du zoo de Pékin, M. Li Yang Wen : « *Le couple que nous avions offert aux Soviétiques est mort. Celui que nous avions donné aux Américains est en parfaite santé.* » En Chine, la politique montre partout le bout de l'oreille.

Prochain article :

DES VÉLOS PAR MILLIONS

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

« Je crois que les Soviétiques ne veulent pas que la guerre s'étende à l'ensemble du Golfe », a dit le président Carter, lundi 6 octobre, dans un entretien avec les journalistes d'une station de radio de Milwaukee. Cité par l'A.F.P., le président a indiqué que M. Brejnev lui en a donné l'assurance dans une lettre du 25 septembre. Les Soviétiques « *veulent la paix* », *a-t-il affirmé*. S'en prenant indirectement à M. Reagan, il a ajouté qu'une défense forte n'était pas suffisante pour garder les Etats-Unis *en paix*. « *Si vous prêchez* le nationalisme à tout crin et voulez bousculer tout le monde et montrer la puissance des Etats-Unis, a-t-il dit, c'est la meilleure façon de conduire le pays à la guerre. »

L'envoyé spécial de l'Iran à l'ONU, M. Ardakani (ambassadeur au Koweït), devait prendre la parole ce mardi 7 octobre dans le débat général de l'Assemblée des Nations unies. M. Ardakani, rappelant la position de son pays dans une conférence de presse que nous relate notre correspondante à New-York, a répété qu'aucune négociation ne serait amorcée avec Bagdad « tant qu'un seul soldat irakien resterait sur le sol de l'Iran ». Les otages américains, a-t-il dit, sont aux mains de « deux mille militants *qui ont formulé un certain nombre de revendications* ». Le gouvernement de Téhéran n'a aucune possibilité de leur donner des ordres. « S'il le faisait, a dit l'ambassadeur, les militants seraient capables d'exécuter leurs captifs. »

Rien ne manque à l'armée iranienne, a encore dit M. Ardakani, qui a expliqué que l'armement américain livré au temps du chah était plus important qu'on ne l'avait cru. Les Iraniens, a-t-il ajouté, fabriquent *une bonne partie de ce qui leur est* nécessaire, et « la qualité des soldats compte plus que le matériel ».

Par ailleurs, notre correspondant à Alger, Daniel Junqua, nous signale que l'agence Algérie Presse-Service vient de rappeler aux pays tentés de s'engager aux côtés de l'Irak au nom de la solidarité arabe *que* « *la destruction* du régime du chah et son remplacement par un régime authentiquement iranien ont renforcé la lutte anti-impérialiste dans le monde et notamment élargi le Front *pour* la libération de la Palestine et d'El Qods (nom arabe de Jérusalem) ».

A Amman, le premier ministre Jordanien, M. Mudrar Badran, *a ordonné* la mobilisation de tous les moyens de transport pour aider l'Irak, et le roi Hussein, rentré de Bagdad, a assuré que « la victoire irakienne est le début de la victoire en Palestine ».

M. Chapour Bakhtiar, qui avait quitté Paris à bord d'un avion spécial irakien (« le Monde » du 4 octobre), est rentré en France après une absence de quatre jours sans que l'objet et la destination de ce voyage soient connus.

Sur le plan militaire, un communiqué de l'état-major iranien assure que « la progression des forces irakiennes à l'intérieur du territoire iranien a été stoppée ». La nouvelle offensive irakienne est précédée de nombreux bombardements au-dessus de l'Iran : l'aéroport international de Téhéran-Mehrabad a subi l'attaque la plus violente depuis le début du conflit, et une usine d'automobiles a été également atteinte dans la capitale. La raffinerie de Rey, dans la banlieue, a été attaquée *mais n'a pas subi* de dégâts.

Mardi, l'aviation irakienne a attaqué Abadan dans la matinée et a perdu deux Migs, *affirme* « Radio Téhéran », qui ne précise pas si la raffinerie de la ville a été atteinte cette fois.

En revanche, l'état-major interarmes iranien a confirmé que la raffinerie de Tabriz *avait été endommagée* par l'aviation irakienne. De même, M. Mustapha Tchamran, ancien ministre de la défense, membre du conseil supérieur de défense et représentant de l'imam Khomeiny au Khouzistan, a annoncé que la raffinerie d'Abadan « a été détruite probablement à 50 % ». Mardi matin, l'état-major iranien a annoncé que les troupes aéroportées étaient intervenues sur les arrières des troupes irakiennes au Khouzistan.

L'armée irakienne masse ses forces pour une offensive au Khouzistan

(Suite de la première page.)

Des renforts sont dépêchés *dans* le Sud depuis jeudi ou vendredi dernier. Lundi nous avons pu voir d'impressionnants *convois de voitures blindées*, de chars, de canons de 105 mm et de munitions emprunter les deux routes longues de près de 600 kilomètres menant de Bagdad à Bassorah en passant par Al-Amara, sur le Tigre, et par Nassiriyah, sur l'Euphrate.

Tout *autour* d'Al-Amara, les concentrations de troupes et de matériel sont extrêmement denses. Or Al-Amara est un important nœud stratégique situé à égale distance de la grande base aérienne iranienne de Desfoul et d'Ahwaz, capitale du Khouzistan, qui commande l'exploitation des champs pétrolifères et autour de laquelle sont *implantés plusieurs complexes industriels*.

On a le sentiment que l'état-major *irakien s'apprête à donner un coup* de boutoir pour occuper Desfoul, ce qui lui permettrait de verrouiller les *voies d'accès à Ahwaz et de déployer* ses troupes à partir de cette cité pour prendre à revers les forces iraniennes *retranchées sur la rive est* du fleuve Karoun jusqu'à Khorramchahr.

On s'étonne d'ailleurs que l'état-major irakien n'ait pas tenté dès le début cette marche forcée avec plus de détermination plutôt que de chercher à prendre Ahwaz en tenaille à partir de Desfoul, au nord, et de Khorramchah, au sud, ce qui l'obligeait à passer par un terrain marécageux. De même il est tout à fait surprenant de constater que l'aviation iranienne n'a pas cherché systématiquement à détruire les nombreux ponts franchissant le Tigre et le Chatt-El-Arab entre Al-Amara et Bassorah pour tenter de freiner la progression irakienne. Sans doute s'agit-il de cibles difficile à atteindre. Quelques tentatives ont bien eu lieu, mais sans provoquer de dégâts : une *petite bombe ou une roquette* a emporté 2 mètres de parapet et percé une canalisation que des ouvriers achevaient de réparer au moment où nous traversions le dernier pont sur le Tigre faisant sa jonction avec l'Euphrate.

L'imprécision des tirs

En fait, les deux belligérants ont dans la *première phase* de la guerre porté leur effort essentiel sur leurs installations pétrolières respectives. De leur *rive*, les Irakiens ont tiré sans grand risque sur Abadan et le terminal de l'île de Kharg. De leur côté, les Iraniens ont bombardé dans *la région* de Bassorah la raffinerie, qui, sans être trop endommagée, sera longue à réparer, le complexe pétrochimique, les champs pétrolifères de Roumeilah, mis en valeur par les Soviétiques, arrêtant toute *activité, ainsi* que des réservoirs à Chaïba, dans la banlieue de la ville, dont certains fument encore, et des *cuves de stockage au terminal* de Fao.

Si tous ces objectifs, assez vastes *il est vrai, ont été atteints*, des cibles plus difficiles, parce que plus limitées, ont été manquées. Ainsi, près du centre de Bassorah, les bâtiments d'une coopérative, une école et des maisons ont été partiellement détruits alors que le petit immeuble de la radio et sa grande antenne, qui étaient manifestement visés, sont toujours intacts.

Dernier élément de surprise, Bassorah, qui, la semaine dernière, était plongée dès la nuit tombée dans l'obscurité la plus complète, respecte maintenant moins scrupuleusement le black-out : dans les hôtels on ne s'éclaire plus à la bougie, et des voitures circulent dans les rues jusqu'à une heure avancée. Personne ne peut nous préciser si les Irakiens entendent démontrer par ce relâchement qu'ils tirent *certaines conséquences du* « cessez-le-feu » qu'ils ont proclamé ou s'ils estiment au contraire que les dangers des *raids* Iraniens *sont écartés*.

PAUL BALTA.

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES « NEUF »

M. Thorn estime que le dialogue israélo-arabe est possible

Le Proche-Orient et les problèmes communautaires ont été les principaux sujets des entretiens de M. Thorn, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, lundi 6 octobre, à Paris. M. Thorn *visite* les capitales de la Communauté à la fois en tant que président du *conseil* des ministres et futur président (le 1er janvier) de la Commission.

Le Proche-Orient a occupé l'essentiel de la conversation que le président de la République qui l'a reçu à déjeuner) a eue avec M. Thorn. Le ministre luxembourgeois — qui a récemment achevé les prises de contact sur place dont les Neuf l'avaient *chargé — estime qu'* « *un dialogue entre Arabes et Israéliens peut avoir lieu et doit avoir lieu* ». « *J'espère*, a-t-il ajouté en quittant l'Elysée, *que l'Europe pourra jouer un rôle qui amènera la paix un peu plus rapidement*. »

Les Neuf doivent, d'une part, arrêter une position commune dans le débat qui s'ouvrira prochainement à l'ONU et, d'autre part, préparer l'« initiative » qu'ils ont annoncée au conseil européen de Venise, mais qui ne prendra forme qu'après les élections américaines, au conseil européen de Luxembourg les 1er et 2 décembre.

Les affaires communautaires ont été plus précisément discutées avec MM. Barre, François-Poncet et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Bernard-Reymond. La conversation aurait porté sur la crise de l'acier, l'application des décisions en faveur de la Grande-Bretagne, le projet de réformes de structure, la composition de la nouvelle Commission (qui inclura la Grèce) et l'élargissement.

M. Punset, nouveau ministre espagnol chargé des relations avec la C.E.E., a discuté de la *candidature espagnole* au cours des entretiens qu'il a eus lundi avec MM. François-Poncet et Bernard-Reymond et qu'il poursuit ce mardi avec M. Barre. Il semble que l'irritation espagnole contre la France (que le prédécesseur de M. Punset tenait pour responsable du ralentissement de la négociation) se soit sensiblement apaisée.

Israël

● LES DEUX MAIRES DE HEBRON ET DE KHALKHOUL, MM. Kawasmeh et Milhem, *expulsés de Cisjordanie* le 3 juin au lendemain de l'attentat commis à Hébron contre des colons israéliens (six d'entre eux avaient été tués) viennent d'être autorisés à comparaître devant une commission militaire d'appel, afin de pouvoir contester la décision prise à leur encontre. Le gouvernement suit ainsi le *conseil donné par les juges de* la Cour suprême d'Israël.

MM. Kawasmeh et Milhem vont donc revenir en Cisjordanie le temps de leur comparution devant la commission — devant laquelle ils auraient dû être présentés avant leur expulsion, — et, de l'avis de plusieurs officiers de l'administration militaire, le retour, même *temporaire, des deux* maires rend désormais difficile une confirmation de la mesure d'expulsion. La date de la réunion de la commission d'appel n'a pas encore été fixée. — *(Corresp.)*

Un entretien avec le président Bani Sadr

(Suite de la première page.)

« *Ce malheureux Sadam Hussein, poursuit* M. Bani Sadr *croyait pouvoir nous surprendre — comme Moshé Dayan l'avait fait en Egypte en juin 1967 — clouer au sol notre aviation dès les premières heures de la guerre et proclamer sa victoire dès le troisième jour, mais nous avions pris la précaution de mettre à l'abri nos appareils et aucun d'eux n'a été détruit le 22 septembre dernier. Nous connaissions très exactement les effectifs terrestres qui allaient être engagés — sept divisions dont trois blindées, — et les dispositions que nous avons prises nous ont permis de décimer au moins deux de ces divisions.* »

En sa qualité de commandant en chef des forces armées, le président de la République s'était attelé à la tâche de « *rétablir le moral des militaires dont beaucoup se sentaient humiliés par le nouveau régime révolutionnaire* ». Il a tenté de limiter les épurations et, dès le début de la guerre, a fait remettre en liberté des officiers, une cinquantaine, qui avaient été arrêtés pour « *complot contre la République* ». Nous avons vu l'un d'eux, un colonel de l'armée de terre, se confondre en remerciements devant M. Bani Sadr, assis derrière son bureau au quartier général des forces armées. « *Tout est pardonné !* » lui lance le chef de l'Etat. « *Partez maintenant à la conquête de Bagdad !* » « *Pour moi*, ajoutait M. Bani Sadr à notre intention, *la compétence et le patriotisme viennent avant la fidélité au régime. Et j'ai eu raison, car plusieurs des officiers que j'ai fait libérer se sont fait tuer sur le front.* »

« Nous continuons à importer du matériel américain »

« *J'ai rendu à l'armée sa fierté tout en la soudant au peuple,* poursuit le président. *Je l'ai aussi activement préparée sur le plan technique. A mon accession au pouvoir en janvier dernier les chefs des trois armes me disaient que nos forces seraient opérationnelles, selon le cas, dans une proportion de 5 à 25 %. Un problème majeur se posait : nous avions des stocks de matériel militaire et des pièces de rechange, mais inutilisables ; les Américains que l'ancien régime avait payés 250 millions de dollars pour programmer les caractéristiques, la localisation et la répartition des pièces de rechange avaient quitté le pays en laissant en panne les ordinateurs qu'ils nous avaient livrés à cette fin. Les sept équipes de techniciens iraniens que j'avais aussitôt constituées ont résolu le problème en travaillant sans relâche jour et nuit des mois durant. Parallèlement nous avons importé et nous continuons à importer du matériel, américain notamment, que des trafiquants internationaux n'ont pas de mal à se procurer. Nous attendons maintenant que l'ennemi épuise ses propres stocks pour passer à une contre-offensive fulgurante.*

— Ne croyez-vous pas, monsieur le président, que ce calcul soit hypothétique compte tenu des fournitures soviétiques à l'Irak aux termes d'un traité d'amitié qui lie les deux pays ?

— *L'ambassadeur de l'U.R.S.S. m'a assuré il y a quelques jours que son pays a cessé d'aider militairement le régime de Bagdad, et cela conformément à la neutralité proclamée de son gouvernement dans le conflit en cours. Jusqu'au moment où je vous parle, je ne possède aucun renseignement susceptible de démentir les propos du diplomate. L'U.R.S.S. est persuadée que cette guerre ne sert que les intérêts de l'impérialisme américain ; elle ne peut se permettre d'autre part d'offenser l'Iran sous peine d'envenimer nos relations pour les années à venir. Nous n'avons pas la mémoire courte et nos voisins soviétiques le savent bien. C'est pourquoi j'ai tendance à croire pour l'instant à la sincérité de la neutralité de l'U.R.S.S.*

— Et la neutralité des Etats-Unis ? (M. Bani Sadr interrompt notre propos par un long ricanement.)

— *Soyons sérieux ! Je vous ai déjà dit que les Américains ont activement participé à la préparation de l'agression irakienne. Ils n'ont cessé, dès la chute du chah, de comploter contre nous, d'essayer de nous asphyxier : gel de nos avoirs dans les banques, puis l'embargo et aujourd'hui la guerre destinée à détruire notre économie, à briser la volonté de notre peuple de rester à l'écart du giron américain, et enfin à renverser la République islamique pour rétablir un gouvernement constitué de valets, comme M. Bakhtiar qui se promène entre Paris et Bagdad.*

— Ne croyez-vous pas que la libération des otages américains pourrait arranger les choses ?

— *Nullement, car les Etats-Unis utilisent ce problème pour mettre en œuvre leur stratégie au Proche-Orient. Toutes les fois que nous étions à deux doigts d'une issue, ils se sont livrés à des provocations pour torpiller toute solution. Ils cherchent, je le répète, à supprimer la République islamique pour empêcher ce qu'ils appellent la contagion, de se répandre ; en réalité, l'exemple révolutionnaire que nous donnons à l'ensemble des peuples du Proche-Orient.*

— Pourquoi menacez-vous de sanctions les gouvernements arabes du Golfe ?

— *Parce qu'ils ont partie liée avec les Etats-Unis et l'Irak, parce qu'ils pourraient encore accorder à ce dernier des facilités militaires. Je ne sais pas encore d'une manière certaine s'ils le font déjà ou non, mais je vous le dit sans ambages : nos forces armées assèneront de rudes coups à tout pays arabe qui s'aventurerait à prêter main-forte aux Irakiens. Le cas échéant si, par exemple, d'autres Etats entraient en guerre contre nous, nous n'hésiterions pas à fermer le détroit d'Ormuz à la navigation internationale.*

« L'Europe m'a déçu »

— Ne priveriez-vous pas ainsi l'Europe de son approvisionnement en pétrole ?

« *Nous ne voulons pas le faire, mais croyez-vous que nous devrions rester les bras croisés devant ceux qui cherchent à nous vaincre et à nous soumettre à nouveau au joug étranger ? Je dois dire à ce propos que l'Europe m'a déçu. Plutôt que de profiter du vide laissé par les Etats-Unis dans notre pays, elle a préféré suivre aveuglément les consignes américaines. La France en particulier a laissé passer une précieuse occasion d'établir de solides relations avec notre pays dans tous les domaines, militaire compris. La prétendue neutralité face à deux belligérants, l'agresseur et la victime, est moralement indéfendable et donc indigne de la France.* »

Le président iranien se déclare « *pleinement rassuré* » quant à la solidité du « *front intérieur* » : les tribus *Qachgais, Baloutches*, les Kurdes, les Azerbaïdjanais partisans de l'ayatollah Madhari se tiennent coi, selon lui, et « *n'oseront pas se soulever à un moment où le peuple tout entier est dressé contre l'envahisseur.* »

« *Cette guerre*, ajoute M. Bani Sadr, *a servi, contrairement à ce qu'espéraient Bagdad et Washington, à consolider notre République.* »

— Quelle pourrait être la durée de la guerre ?

— *Une quinzaine de jours si l'Irak se bat sans aide extérieure, jusqu'au dernier des trente-six millions d'Iraniens dans le cas contraire* », indique M. Bani Sadr.

— Et dans le cas où l'armée irakienne serait refoulée jusqu'aux frontières, que feraient les forces iraniennes ?

Le président iranien répond, en martelant ses mots : « *Nous mettrions un terme au conflit si Saddam Hussein n'est plus au pouvoir car nous ne voulons pas détruire l'armée irakienne, qui devrait défendre la région contre l'impérialisme américain et sioniste ; si, au contraire, le régime actuel de Bagdad reste en place, nos forces poursuivront leur offensive au-delà de nos frontières.* »

ÉRIC ROULEAU.

● *L'Humanité* du 7 octobre publie un communiqué commun signé par les partis communistes français et irakien, à l'issue de la visite à Paris, d'une délégation du P.C. irakien dirigée par M. Abdul Razzak Al-Safi, membre du bureau politique. Le P.C. irakien a « *expliqué son combat contre la terrible répression dont il est l'objet de la part du régime dictatorial* » de Bagdad. Les deux partis estiment que l'actuelle guerre irako-iranienne est « *contraire aux intérêts des deux peuples* ».

● *A la demande du ministère des affaires étrangères et des sociétés françaises implantées en Irak*, Air France a organisé plusieurs vols supplémentaires à destination de Koweït et d'Amman au cours des derniers jours qui ont permis l'évacuation des personnels français accompagnés de leur famille résidant en Irak et travaillant pour des sociétés françaises dont les chantiers ont *été fermés* à la demande des autorités irakiennes.

Entre le jeudi 25 septembre et le lundi 6 octobre inclus, plus de deux mille ressortissants français ont été évacués et acheminés par Air France.

AFRIQUE

République populaire du Congo

LES CÉRÉMONIES DU CENTENAIRE DE LA FONDATION DE LA CAPITALE

« Sommes-nous à Brazzaville ou à Paris ? »

De notre envoyé spécial

Brazzaville. — Les cérémonies du centenaire de la fondation de Brazzaville qui se sont déroulées pendant quatre jours, ont été essentiellement placées sous le signe de l'amitié et du rapprochement politique entre la France et la République populaire du Congo. Les responsables de cet Etat, dont le régime se réclame du marxisme-léninisme, ont réservé un traitement particulier aux envoyés de l'ancienne puissance coloniale alors que de nombreuses délégations étrangères étaient présentes, venant notamment de Moscou, des pays de l'Est, de Cuba, mais aussi des Etats-Unis, avec un représentant personnel de M. Carter, M. Bruce Llewellyn.

Le protocole mis au point par le colonel N'Guesso, chef de l'Etat, a privilégié de façon parfois ostentatoire les personnalités françaises, dont MM. Pierre Messmer, encore salué ici de son ancien titre de gouverneur, *Martin Kirsch, représentant* personnel du président de la République, Robert Galley, ministre de la coopération, et les membres d'une délégation parlementaire. M. Jacques Chirac, maire de Paris, reçu avec des égards, avait offert à la capitale congolaise un autocar dans lequel les hôtes étrangers ont été longuement promenés, escortés de motards.

Les représentants de l'U.R.S.S. ont semblé parfois, sinon prendre quelque ombrage de cette attitude, du moins marquer qu'ils se *rendaient* bien compte de sa signification politique au point qu'un diplomate soviétique a interrogé avec une feinte innocence un ministre congolais pour lui demander : « *Sommes-nous à Brazzaville ou à Paris ?* ».

En inaugurant le pont du centenaire, financé par la France (douze millions de francs français) en présence du chef de l'Etat, le maire de Brazzaville, M. Emovengé, avait rappelé le rôle des gouverneurs de la France d'outre-mer avec une certaine reconnaissance, se félicitant que sa ville ait été « *la capitale de la France libre* » pendant la guerre. Le colonel N'Guesso recevant pendant une heure M. Chirac lui avait dit : « *La colonisation fait partie de notre histoire, et nous pouvons assumer notre histoire dans sa totalité.* » Il lui avait demandé, ainsi qu'il l'avait fait il y a deux ans à M. Giscard d'Estaing, mais sans succès, de l'aider à restaurer le stade Eboué où de Gaulle a prononcé son fameux discours de 1944 *et qui est « pour les Congolais un monument historique »*.

Aussi lorsque l'équipe de football de Dresde (R.D.A.) a annulé *in extremis* un match qu'elle devait jouer contre les « *Diables rouges de Brazza* » en présence du chef de l'Etat, chacun a vu dans ce contretemps un geste politique de mauvaise humeur.

Et dans la soirée du samedi 4 octobre, tous les hôtes du chef de l'Etat ont pu apprécier à sa valeur symbolique l'étonnant spectacle offert dans le palais des anciens gouverneurs, où le « *camarade* » N'Guesso avait convié la célèbre chanteuse noire américaine Sarah Vaughan à donner un récital de jazz.

Aussi le slogan inscrit sur les banderoles « *Cent ans de lutte, dix-sept ans de révolution* », ressemblait davantage à une incantation rituelle qu'à une affirmation épique.

ANDRÉ PASSERON.

Le Monde

politique

AVANT LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le gouvernement estime que les engagements pris à l'égard du Nord-Pas-de-Calais ont été tenus

La visite du président de la République dans le Nord-Pas-de-Calais aura lieu les 9 et 10 octobre. Il devrait arriver jeudi en fin de matinée à Dunkerque, puis se rendre successivement à Cassel puis à Lille. Le lendemain matin, une réunion de travail est prévue à la chambre de commerce de Lille, où le chef de l'Etat prononcera une allocution traitant des grands thèmes économiques et de l'aménagement régional. Il déjeunera à Aire-sur-la Lys (Pas-de-Calais), y prononcera devant des élus locaux un discours sur l'agriculture, le monde rural et les collectivités locales, et le voyage présidentiel s'achèvera à Arras en fin d'après-midi.

Le 6 octobre, *dans le cadre des audiences préparatoires au voyage*, M. Giscard d'Estaing a reçu M. Claude Prouvoyeur, maire (divers modéré favorable à la majorité) de Dunkerque, qui a plaidé pour le développement du port intéressé par le *trafic des minerais* et pour *les petites et moyennes entreprises*.

De leur côté, la plupart des syndicats ouvriers ont annoncé leur intention d'organiser plusieurs manifestations pour protester contre le déclin économique du Nord et du Pas-de-Calais. La C.F.T.C. a annoncé qu'elle ne participerait pas aux réunions de travail avec le chef de l'État, « car il s'agit d'un voyage électoral ». Elle ne s'associera toutefois pas aux grèves et aux manifestations organisées pendant la visite présidentielle.

Quant à la C.F.D.T., elle « n'attend rien de la caravane électoraliste de M. Giscard d'Estaing. Nous sommes irrités par tant de démagogie quand cent cinquante mille personnes ne trouvent pas l'emploi qu'elles cherchent », a déclaré un porte-parole de ce syndicat.

Ce voyage sera l'occasion pour le *chef de l'Etat, précise-t-on à* l'Elysée, de faire un double bilan : comment s'applique dans cette région la politique d'aménagement du territoire décidée par le gouvernement et quelles formes prend la *politique* de redéploiement industriel, grâce notamment au Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) ?

Trois comités interministériels ont été consacrés à cette région depuis quatre ans, le 26 novembre 1976, le 22 février 1979 et le 21 septembre 1979. Selon les responsables de l'aménagement du territoire, tous les engagements *pris par le gouvernement ont* été tenus, sauf deux points qui demeurent en suspens : la deuxième tranche du vapocraqueur de Dunkerque et la construction d'un éthylénoduc vers le bassin houiller, retardé parce que aucun utilisateur ne s'est présenté d'une part, pour des raisons de coût financier d'autre part.

Sur les autres points, en revanche, *les décisions semblent avoir* été suivies d'effets :

— La zone industrielle de Somain-Aniche a été réalisée ;

— Lille commence à renforcer son rôle de métropole de services (on dit dans le jargon des spécialistes « métropole tertiaire ». Le Crédit lyonnais, par exemple, y a installé le mois dernier une délégation régionale, après de nombreux autres établissements financiers. La S.N.C.F. doit transférer à Lille le service de la comptabilité et du contrôle des recettes, soit mille agents, en quatre phases échelonnées de 1982 à 1988. La demande de permis de construire sera déposée avant la fin de l'année. D'autre part, la société financière Participex, créée en 1978 à Lille à partir de capitaux essentiellement régionaux, contribue à satisfaire les besoins en fonds propres des entreprises régionales.

— Pour l'enseignement supérieur, la construction des deux U.E.R. (sciences et lettres), prévues à Valenciennes, a été engagée en 1979. L'Ecole supérieure *des arts et industries textiles* a été reconstruite à Roubaix.

— L'autoroute A 26 Lillers-Saint-Omer sera *achevée fin 1981* et le tronçon Saint-Omer-Nordausque fin 1983.

— Au chapitre de la recherche, trois dossiers sont retenus : Centre européen de recherche et d'expertise en toxicologie, centre de génie thermique de l'école des mines de Douai, extension de la centrale d'essai de l'institut textile à Villeneuve-d'Ascq. Les premiers financements ont été dégagés, mais les objectifs restent encore, pour la plupart, à l'état d'ébauche.

En dépit de la médiocre conjoncture économique, et sans *dissimuler l'important divorce* entre les offres et les demandes d'emploi dans l'industrie, on fait valoir à la DATAR que 86 000 emplois industriels nouveaux ont été décidés pour les deux départements Nord et Pas-de-Calais depuis treize ans, portant sur 344 programmes d'investissements. Sur ce chiffre de 86 000, 60 000 emplois avaient effectivement été créés au 1er octobre 1980.

Plus particulièrement, le Fonds spécial d'adaptation industriel (FSAI) créé fin 1978 avec une enveloppe de 3 milliards de francs utilisables jusqu'en 1981 a permis d'octroyer des primes et des prêts (à des taux privilégiés) pour 34 projets, soit 7 052 emplois aidés par l'État (480 millions de subventions, 350 millions de prêts). La région du Valenciennois, particulièrement éprouvée par la crise sidérurgique, peut espérer « l'arrivée » de 6 377 emplois de remplacement.

Ces chiffres montrent, slon *l'Elysée, que les pouvoirs publics ne sont pas restés insensibles aux* profondes mutations de l'économie du Nord-Pas-de-Calais. Mais au regard de la situation actuelle très préoccupante, il est certain que les interlocuteurs du président ne pourront que souligner l'insuffisance — ou le caractère inapproprié — de la politique engagée.

TROIS ÉLECTIONS MUNICIPALES

ESSONNE : Le Coudray-Montceaux (1er *tour*).

Inscr., 932 ; vot., 590 ; suffr. expr., 574. MM. Bernard Malchère (div. mod. fav.), 270 voix ; Pierre Perrin (C.N.I.P.), 106 ; Michel Picault (P.S.), 97 ; Jean-Claude Sillame (P.C.), 51 ; Pertiaux (div. g.), 44 ; Joly (div. g.), 15 ; Mme Baigneit (s. étiq.), 1.

[Il s'agit de pourvoir le siège du maire R.P.R., Eugène Massillon, récemment décédé. M. Malchère, qui n'a manqué que de très peu l'élection dès le premier tour, devrait l'emporter sans difficulté au second.]

ARDENNES : Neufmanil (1er tour).

Inscr., 729 ; vot., 421 ; suff. expr., 403. Liste présentée par la *majorité du conseil municipal* : MM. André Martin, 269 voix, *ELU* ; Jean-Paul Cordier, 254, *ELU*. Liste d'action municipale : MM. Guy Henon, 138 ; Simon Toupet, 110.

[Il s'agissait de pourvoir le siège du maire, M. Sylvain Titeux (sans étiquette), qui avait donné sa démission pour des raisons professionnelles, et celui d'un conseiller municipal décédé.]

AIN : Sault-Brenaz (1er tour).

Inscr., 520 ; vot., 326 ; suffr. expr., 296. M. Philippe Marquis (s. étiq.), 221 voix, *ELU* ; Mlle Anne-Marie Pistono (s. étiq.), 137. *Il y a ballottage pour un siège.*

[Il s'agit de remplacer le maire, M. Louis Feugier (maj.), décédé, et un conseiller municipal démissionnaire.]

● *M. Raymond Barre* se rendra en voyage officiel en Tunisie, du 24 au 27 octobre, à l'invitation du premier ministre de la République tunisienne, indique-t-on à l'hôtel Matignon.

LE PROGRAMME DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale :

Mardi 7 octobre : projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales ;

Mercredi 8 : après les questions au gouvernement, vote en dernière lecture sur le projet de loi relatif au statut de la magistrature ; proposition portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises ; proposition tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités ;

Jeudi 9 : dernière lecture du projet créant un droit gratuit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions ; projet complétant le code de l'organisation judiciaire (partie législative) et donnant force de loi à cette partie du code ;

Vendredi 10 : projet autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif ; questions orales sans débat.

● *Le congrès national du RANFRAN* (Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord), réuni le dimanche 5 octobre à Toulouse, a demandé à nouveau que la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978 soit révisée avant l'élection *présidentielle* de 1981. Evoquant cette échéance, M. Raymond Vaysse-Tempé, président du RANFRAN, a déclaré : « *Les rapatriés se détermineront en fonction de l'accueil qui sera réservé par le gouvernement aux différents amendements de la loi sur l'indemnisation qui doivent être votés par le Parlement.* ». — (*Corresp.*)





POLITIQUE

Laborieuse constitution des groupes du Sénat

Les groupes politiques du Sénat se sont reconstitués lundi 6 octobre et leur composition a été connue en fin d'après-midi au terme de laborieuses négociations. L'existence du CNIP (groupe des indépendants et paysans) était particulièrement en question. Ce groupe ne disposait plus que de douze membres, alors que l'effectif minimum fixé par le règlement du Sénat est de quinze sénateurs.

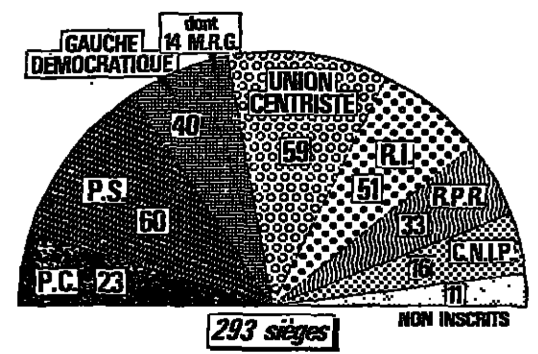
En définitive, le chiffre fatidique n'a pu être atteint, et les élus du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) se *sont répartis* entre les diverses formations de la majorité. M. Raymond Brun (Gironde) est allé au R.P.R. ; MM. Jean Chamant (Yonne), Baudoin de Hauteclocque (Pas-de-Calais) et Pierre Sallenave (Pyrénées-Atlantiques se sont inscrits aux R.I. ; MM. Jacques Genton (Cher), Charles Durand (Cher), Marcel Lemaire (Marne) et Rémi Herment (Meuse) ont été accueillis par l'Union centriste, tandis que MM. Pierre Bouneau (Landes), Raymond Bourgine (Paris), Jean Desmarets (Nord) et Hector Dubois *entraient au « groupe »* de ceux qui n'appartiennent à aucun groupe politique, les « non-inscrits ».

Ce « groupe », en réalité « réunion administrative » de sénateurs, s'est étoffé de plusieurs autres adhésions. Celle, notamment, de M. Henri Caillavet (Lot-et-Garonne), qui, n'appartenant plus au M.R.G. (radicaux de gauche), mais ayant carrément opté pour l'opposition — il votera, a-t-il annoncé, dès le premier tour de la présidentielle, pour le candidat socialiste — ne se sen*tait plus à l'aise parmi* les sénateurs « majoritaires » de la gauche démocratique et a préféré quitter ce groupe.

M. Edgar Faure, lui aussi, est recensé comme « non-inscrit ». Les radicaux de gauche, rattachés à la gauche démocratique, avaient menacé de rompre avec ce groupe s'il accueillait en son sein l'ancien président de l'As*semblée nationale. L'Union* centriste acceptait, elle, l'inscription de M. Edgar Faure, mais posait des conditions que celui-ci a finalement repoussées. En sens inverse, Mme Brigitte Gros (Yvelines quitte les « non-inscrits » pour la gauche démocratique.

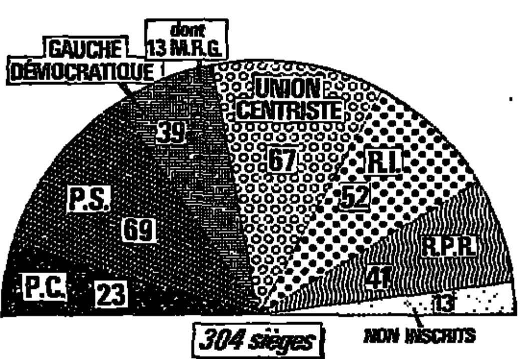
A. G.

LES GROUPES AVANT LE RENOUVELLEMENT DU 28 SEPTEMBRE...



Le total était de 293. Le siège de l'ancien Territoire des *Afars et des Issas, devenu indépendant*, et dont la suppression est prévue par un projet de loi, n'était pas pourvu depuis la démission de M. Amadou Barkat Gourat. L'un des trois sièges de l'Hérault était vacant.

... ET ACTUELLEMENT



Depuis les élections du 28 septembre, le Sénat compte *305 sièges*, dix de plus, mais celui de l'ancien Territoire des Afars et des Issas, n'est toujours pas pourvu. Les données les plus significatives sont la disparition du groupe C.N.I.P. et les gains importants du P.S. (+ 9 sièges), de l'Union centriste (+ 8) et du R.P.R. (+ 8).

Un entretien avec M. Roger Chinaud

(Suite de la première page.)

— *La volonté de maintenir son autorité sur le courant gaulliste peut-elle, selon vous, conduire Jacques Chirac à ne pas demander à ses électeurs de voter pour Valéry Giscard d'Estaing au second tour ?*

— L'essentiel est en jeu lors de l'élection présidentielle. La bonne politique ne consistera pas à finasser au lendemain d'un premier tour qui ne vous aura pas souri, mais consistera à choisir l'essentiel ; et l'essentiel, quand on laisse supposer qu'on est toujours dans la majorité, est de savoir si on souhaite ou non que ce soit un candidat de cette majorité qui soit élu. J'ajoute que dans le cas de l'élection présidentielle — et à la différence de ce qui peut se passer dans d'autres types de scrutin — il n'y a pas de discussion ou de négociation possible avec un candidat à la présidence de la République *en passe d'être élu. Ce n'est pas* l'esprit des institutions.

» Je fais partie d'une génération — j'ai quarante-six ans — qui a incontestablement appris depuis 1958 — et notamment grâce aux gaullistes, aux vrais — ce qu'était l'essentiel. Or voici qu'un homme de ma génération, et c'est ce qui me surprend, donne parfois l'impression de se battre *non plus pour l'essentiel mais* pour l'accessoire. Je ne peux le comprendre : je ne veux l'accepter.

Le deuxième tour...

— *Vous leur reprochez donc de ne pas marcher au canon vers ce que vous nommez l'essentiel. Mais vous-mêmes, les giscardiens, vous n'avez pas toujours marché au canon, sous d'autres présidents de la République !*

— Je considère comme tout à fait normal que nos partenaires et *amis gaullistes soutiennent* leurs propres positions dans le débat parlementaire. D'autant que certains de ceux qui s'expriment aujourd'hui se sont peut-être sentis frustrés pendant un certain nombre d'années. S'ils *s'expriment tant maintenant*, c'est que le régime s'est libéralisé, et je m'en réjouis.

» Il s'agit, entre les deux tours, de savoir qui deviendra le chef de l'Etat : quelqu'un avec qui on a des vues communes sur l'avenir de la société, ou quelqu'un qui conduira la société française dans une direction que nous refusons — les uns et les autres — absolument. Devant un choix aussi simple, toute attitude qui consisterait à finasser, à avoir l'air sans en avoir l'air, etc., tout cela serait mal jugé par l'opinion... et serait faire courir un risque majeur à notre pays.

— *... Et aurait des conséquences après le second tour en cas de victoire définitive de votre candidat...*

— C'est vrai qu'il peut y avoir des rétractions à l'égard de *M. Giscard d'Estaing* dans l'électorat gaulliste (comme il peut, d'ailleurs, y en avoir dans l'électorat communiste à l'égard du candidat socialiste). Tout dépendra du sens des responsabilités qu'auront ceux qui animeront la campagne présidentielle R.P.R. Prendront-ils le risque de tout casser, ou pire, de tout renier ? Je ne veux le croire.

— *Craignez-vous l'influence sur l'opinion des scandales ou des affaires comme l'affaire Bokassa ?*

— Non. Je pense que ce genre d'affaires nauséabondes, volontairement remuées, sans preuves, n'intéressent pas nos compatriotes. Ceux-ci savent très bien faire la part entre les romans à *sensa*tion et la recherche de l'intérêt national. Ce qui est en cause dans une élection présidentielle, ce sont les grands desseins de la nation et non la boue que certains se complaisent à remuer.

... Et après l'élection

— *On peut penser que si Valéry Giscard d'Estaing gagnait, il dissoudrait l'Assemblée.*

— Je suis surpris quand on pose la question de l'après-élection en ces termes. D'abord, la fonction du président de la République est de préserver les institutions. Aucun des présidents *de la Ve République* n'a joué avec les institutions...

— *Il ne s'agit pas de jouer ! Le président de la République a le droit : le droit de dissolution. S'il dissout l'Assemblée, il ne joue pas, il exerce un droit constitutionnel !*

— Certes, mais il existe un certain nombre de conditions qui font que le droit de dissolution fonctionne, disons, normalement. Je ne vois pas pourquoi on sus*pecterait un président de la* République, quel qu'il soit, de vouloir, au lendemain de son élection, ou de sa réélection, se séparer par principe de l'Assemblée nationale.

» En 1976, Jacques Chirac voulait dissoudre l'Assemblée, et elle ne l'a pas été. Pourquoi ? Parce que le président de la République aurait été dans l'obligation de tenir un langage fort étrange aux Français. De leur dire en premier lieu : je ne veux plus de *cette Assemblée, je la renvoie* ; et de leur dire en second lieu : surtout, renvoyez-moi la même ! Situation absurde ! Pour que la dissolution puisse être prononcée, il faut qu'une des composantes de la majorité rejette la politique du gouvernement et s'associe au renversement de ce gouvernement.

— *En 1968, Charles de Gaulle a dissous l'Assemblée nationale sans qu'une motion de censure ait été votée.*

— Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y avait un climat politique exceptionnel. La situation était particulièrement grave. Dans un cas semblable, le président peut utiliser son droit de dissolution pour, disons, dénouer le débat politique bloqué et permettre aux Français de dessiner *une nouvelle majorité de gou*vernement. Mais vous ne m'avez pas laissé aller au bout de mon raisonnement...

» Si je vous dis cela, c'est parce que l'actuel président de la République a tenu à rappeler *lui-même publiquement* quelle était sa position sur la question de la dissolution : lorsque, au mois de janvier dernier il nous a reçus, Claube Labbé et moi-même, il a parlé du droit de dissolution et ces propos ont été rendus publics (1). En gros, il rappelait que l'Assemblée nationale était élue pour cinq ans et qu'elle devait aller au terme de son mandat. En outre, il soulignait qu'à partir du moment où il n'y a pas de crise déclenchée au sein *de la majorité* il n'y a pas à dissoudre.

» Et je n'ai nullement le sentiment que le chef de l'Etat ait limité la portée de cette déclaration de janvier 1980 à la date de l'élection présidentielle de 1981. Les choses sont simples à mon avis : si la campagne se déroule de manière sérieuse sur les grands thèmes nationaux, le second tour se présentera dans des conditions normales avec, d'un côté, celui qui représentera l'opposition et, de l'autre, celui que soutiendront, parmi d'autres, les élus d'une majorité ayant toujours été unis dans leurs votes. *Dans de telles conditions*, je ne vois pas pourquoi, *a priori*, le problème d'une dissolution se poserait après l'élection. Je ne vois donc pas pourquoi il y aurait dissolution automatique, dès lors que la campagne se serait déroulée dans les conditions que j'évoque. Cela dépend des candidats et des leaders !

« Cochineries » et paralysie

— *Que peut-il se passer après ?*

— Analysons. Faisons un peu de prospective. Supposons donc que le président actuel soit candidat. Et supposons qu'il soit réélu. Il désignera un premier ministre. Le nouveau gouvernement...

— *Vous dites : « nouveau ». Ce ne sera donc plus M. Raymond Barre, selon vous ?*

— C'est un autre problème...

» Donc, le gouvernement présentera sa politique. Ou bien la majorité de l'Assemblée nationale actuelle sera capable de tirer toutes les conclusions de l'élection présidentielle qui viendra d'avoir lieu — en tenant compte de la légitimité renforcée du président de la République, — et, dans ce cas-là, les tentations de psychodrame que nous avons *constatées* chez certains de nos partenaires au cours des deux dernières années disparaîtront d'elles-mêmes.

» Ou bien, on assistera à une résurrection de ces tentations, de ces agitations, de ces... « Cochineries » (2), si j'ose m'exprimer ainsi. Alors, il appartiendra aux députés de se prononcer sans équivoque ; ils ont le moyen institutionnel *de renverser* le gouvernement. Et dans ce cas, il faudra qu'ils le fassent ! Un nouveau septennat ne pourrait commencer dans un climat de paralysie de l'action.

— *Vous dites : « paralysie ». Pensez-vous vraiment que le chef de l'Etat a, actuellement, une majorité qui le mette à l'abri de la paralysie ?*

— *Le Parlement n'est pas élu en même temps que le chef de* l'Etat. L'élection législative peut agir comme un régulateur (ou un éclairage supplémentaire) pour le président de la République. Il y a donc une majorité parlementaire dont le président doit tenir compte quand elle est élue. En 1981, la majorité parlementaire sera en place, et ce sera à elle de *tenir compte du président de* la République qui sera élu — ou réélu.

— *Tirer les leçons, cela voudra dire, pour parler un peu vulgairement, qu'il faudra que le R.P.R. s'écrase...*

— Il ne faut pas employer de termes péjoratifs et inexacts. Je crois qu'il faudrait dire : que les tentatives *de blocage ou de para*lysie cessent. Si les leçons n'étaient pas tirées et si la majorité faisait la preuve de son incapacité à comprendre l'élection présidentielle, elle créerait elle-même les conditions qui mettraient fin à sa vie. En choisissant la voie du refus ou du blocage, certains choisiraient aussi — qu'ils y pensent — la voie du suicide.

— *L'ère nouvelle annoncée en 1974 a-t-elle commencé ou non ?*

— Elle a commencé. La campagne présidentielle montrera *que l'action* voulue par le président de la République et conduite par le gouvernement est tout à fait positive. Cela dit, est-on allé assez loin, assez vite ? Je n'en suis pas certain, mais nous aurons, dans le cadre de la campagne présidentielle, à indiquer les raisons de certains retards... Il faut aller plus loin en ce qui concerne la réforme en profondeur de la société française, de la diffusion des responsabilités, de la répartition des résultats de la *réussite* et de la justice.

Il faut aussi aller plus loin dans la reconnaissance du droit à la différence ; il faut réaffirmer que la responsabilité et le risque sont des vertus et que l'incitation permanente faite à notre peuple *de se comporter en* « assisté » est mortelle pour notre patrie.

Oui, il y a beaucoup de choses à faire et je souhaite que le Parlement et la majorité qui s'y trouve en reprennent conscience au printemps avec plus de profondeur et moins de cynisme.

Au demeurant, je ne suis pas pessimiste. J'ai le sentiment que mes collègues de la majorité — ceux des deux groupes — sauront, *dans leur ensemble* s'interrogeant sur ces dix-huit derniers mois, tirer les leçons de ce qui se passera dans les huit mois qui viennent. Vous savez, quand les échéances se rapprochent, la réflexion s'aiguise...

Propos recueillis par
NOËL-JEAN BERGEROUX.

(1) Le 18 janvier 1980, après un entretien avec MM. Labbé et Chinaud, M. Giscard d'Estaing rendait publique une déclaration dans laquelle on lisait notamment : « *Il est préférable, pour le bon fonctionnement des institutions, de tenir, chaque fois que c'est possible, les élections à leur date normale. J'observe que les députés de la majorité n'ayant voté aucune des motions de censure successivement déposées par l'opposition, et le budget de la France étant aujourd'hui régulièrement adopté, la majorité n'a pas rompu l'engagement qu'elle a pris devant les électeurs en mars 1978.* »

(2) Il semble bien que M. Roger Chinaud fasse allusion à l'appel de Cochin, lancé par M. Jacques Chirac le 6 décembre 1979.

● *Le conseil politique du mouvement Démocratie chrétienne française*, réuni à Paris, sous la présidence de M. Alfred Coste-Floret, afin de préparer son congrès national, qui aura lieu les 18 et 19 octobre à Toulouse, a « *pris acte des diverses déclarations de M. Michel Debatisse affirmant la nécessité dans la vie politique française d'un mouvement se référant aux valeurs chrétiennes et humanistes* » (*le Monde* des 27-28 juillet et 1er août). Il a souligné, toutefois, que sa formation, fondée en 1978, « *n'a pas attendu la veille de l'élection présidentielle et les grandes manœuvres dont celle-ci est l'occasion pour incarner un courant de pensée indispensable au pays. Toute action qui disperse les efforts au lieu de les unir ne fait qu'aller à l'encontre de la cause qu'elle prétend servir* ».

ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC s'élève contre « la mansuétude dont bénéficient les mouvements néo-nazis »

De notre correspondant

Reims. — Pour souligner son attachement à la commémoration du 8 mai, marquant la fin de la seconde guerre mondiale en Europe, l'Union française des associations d'anciens combattants a tenu, du 3 au 5 octobre, ses assises nationales à Reims, ville où le général Jodl avait signé, le 7 mai 1945, la reddition de l'armée hitlérienne. Ces assises nationales ont confirmé le dialogue de sourds qui caractérise depuis plusieurs années les relations entre l'UFAC et le gouvernement, représenté dimanche à Reims par M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Les points de divergence (commémoration du 8 mai, réévaluation des pensions de guerre) ont cependant été estompés, à l'heure des discours officiels, par *les réactions à l'attentat commis* vendredi devant la synagogue de la rue Copernic à Paris.

Dans une motion, l'UFAC a exprimé son émotion devant la résurgence des doctrines *nazies* et *racistes*. « *Considérant que l'impunité, voire la protection, dont ont jusqu'ici bénéficié en France des criminels de guerre comme Touvier, Legay, Bousquet, est un encouragement pour ceux qui osent nier les crimes nazis, qui osent commettre attentats et profanations (...) l'UFAC insiste auprès du gouvernement pour que tout soit mis en œuvre afin que cesse toute propagation de telles idéologies, que soient poursuivis et châtiés les responsables et complices de tels crimes.* » Les responsables de l'UFAC s'élèvent contre « *la mansuétude dont bénéficient les groupements fascistes et néo-nazis* ».

Dans son allocution, M. Maurice Plantier s'est dit « *atterré parce que la haine aveugle a frappé en plein Paris (...). Nous avions cru que la bête était morte parce que nous avions contribué à la tuer de nos mains (...). Les combattants que nous fûmes n'accepteront jamais qu'on leur vole leur victoire et que quelques nazillons puissent impunément faire régner la peur et naître l'inquiétude* ».

L'actualité fait donc passer au second plan — sans pour autant les dissiper — les préoccupations des anciens combattants qui descendront *dans la rue le 25 octobre pour dénoncer*, au cours de cette journée nationale de protestation, l'attitude « choquante » du gouvernement *à leur égard. Le 10 sep*tembre dernier, le gouvernement a opposé une fin de non-recevoir *définitive aux anciens combattants* qui réclament depuis plusieurs années une réévaluation du rapport *constant entre les pensions de guerre* et les salaires de la fonction publique.

M. René Peyre, président de l'UFAC, a rappelé que les anciens combattants avaient même admis, compte tenu de la conjoncture actuelle, le principe d'un rattrapage échelonné sur deux ou trois ans. En vain. Prétextant les conclusions tout à fait divergentes des membres de la commission tripartite, le gouvernement opposa un refus définitif. « *La position du gouvernement est conforme à la loi, et elle est équitable* », déclare aux congressistes M. Plantier, et de poursuivre : « *Nul ne peut nier que le pouvoir d'achat des pensions de guerre a augmenté plus que celui de la moyenne des fonctionnaires entre le 5 avril et le 1er août 1980... ce qui ne saurait pour autant nous faire renoncer à un effort en faveur du monde combattant.* »

De toute évidence, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Maurice Plantier, et M. René Peyre ne disposent pas du même énoncé pour résoudre les problèmes de mathématiques. Pour le président de l'UFAC, les 100 millions de francs supplémentaires que le gouvernement proposera au Parlement pour 1981 en faveur des anciens combattants et victimes de guerre ne suffiront pas *à compenser le retard pris par les bénéficiaires de pensions*.

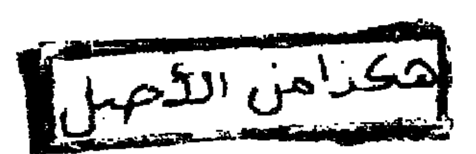
Ces assises nationales au cours desquelles le bureau de l'UFAC a été *reconduit à l'unanimité* (seuls deux vice-présidents avaient démissionné pour raisons de santé) ont aussi été *marquées* par la volonté des anciens d'Afrique du Nord d'obtenir « *une juste attribution de la carte d'ancien combattant ainsi que des droits identiques à ceux de leurs aînés* ». Par ailleurs, les congressistes ont émis le souhait de voir voter une loi qui permettra aux associations de résistants, de déportés et victimes de guerre de se *porter partie civile contre* les propagandistes du nazisme.

HUBERT PERRIN.

Le 23 octobre, à Marseille

LE P.C.F. S'ADRESSERA AUX CROYANTS

Le parti communiste organisera le 23 octobre, à Marseille, une rencontre entre « *travailleurs croyants et non croyants* ». Au cours de ce rassemblement, M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, *présentera des « réflexions et propositions nouvelles »* sur l'action commune entre croyants et athées. M. Antoine Casanova, membre du comité central, qui présentait cette initiative, lundi 6 octobre, à Paris, a rappelé que cette rencontre, prévue pour le mois de juin dernier, avait été reportée en raison de la visite en France du pape Jean-Paul II.


هكذا من الأصل

L'ATTENTAT

MANIFESTATIONS : de l'extrême gauche à la majorité

M. Raymond Barre doit faire une déclaration, mercredi après-midi 8 octobre, devant l'Assemblée nationale au sujet de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic. M. Jacques Chaban-Delmas devait, pour sa part, intervenir mardi après-midi, dès l'ouverture de la séance, avant que *MM. Gaston Defferre*, président du groupe socialiste, et Guy Ducoloné, au nom du groupe communiste, prennent à leur tour la parole.

Les deux principales formations de la majorité, le R.P.R. et l'U.D.F., avaient annoncé, lundi en fin de journée, qu'elles s'associeraient à la manifestation organisée à *Paris. C'est M. Bernard Pons*, secrétaire général, qui conduira la délégation du R.P.R. Le conseil municipal de *la capitale a été convoqué*, mardi matin, en session extraordinaire, par M. Chirac.

La journée de lundi avait été marquée, en province, par des manifestations nombreuses, où toutes les tendances politiques, de l'extrême gauche à la majorité, étaient représentées. Les plus importantes ont eu lieu à Marseille (vingt mille per*sonnes) et à Nice (dix mille)*. Dans cette dernière ville, un inconnu a lancé une grenade d'exercice dans la foule. A Nancy, le président du Renouveau juif, a, à nouveau, fait allusion au problème du « vote juif » pour l'élection présidentielle.

Dans plusieurs villes, des attentats *antisémites ont été commis au cours* de la journée de lundi et dans la nuit.

Tandis que la polémique sur la police se poursuit, l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic ne paraît guère progresser. Quatre personnes seulement sont encore gardées à vue sur les quinze qui avaient été interpellées depuis vendredi.

EN PROVINCE

De nos correspondants

NANCY : M. Hadjenberg reparle du vote juif

Nancy. — *Un cortège sans* cesse grandissant a défilé dans le recueillement, lundi 6 octobre en fin d'après-midi, dans les rues de Nancy. Outre les milliers de jeunes anonymes, juifs et non juifs, qui composaient la manifestation, on a pu voir de nombreuses personnalités de toutes tendances, dont plusieurs députés, MM. André Rossinot (parti radical), *Yvon Tondon (P.S.)* ainsi que le député, maire de la ville M. Claude Coulais (U.D.F.). Une ville dont la principale artère a vu ses vitrines s'éteindre en signe de deuil à mesure de l'avance de la banderole de tête portée par des anciens déportés et frappée d'une seule phrase : « *Halte au racisme assassin.* » Ce sont finalement de cinq à huit mille personnes *qui se sont rassemblées* place Stanislas devant la préfecture de Meurthe-et-Moselle où une motion a été déposée. Avant de se disperser dans le calme, l'ensemble des participants a entonné *la Marseillaise*.

Peu avant le départ du cortège, M. Henri Hadjenberg, président *du Renouveau juif a regretté* le mépris dans lequel le gouvernement actuel tenait la communauté juive. « *Il y a quelque chose d'inadmissible dans le lapsus du premier ministre qui a eu une phrase malheureuse en disant qu'on avait cherché à atteindre la communauté juive et que d'innocentes victimes avaient également été atteintes. Est-ce à dire que les juifs ne sont pas innocents et que par nature ils sont coupables, qu'ils ne peuvent donc être des victimes ? Ce sont des propos inadmissibles dans la France d'aujourd'hui.* »

Pour M. Hadjenberg, « *si la politique pro-arabe de la France n'était pas celle que l'on connaît, la lutte contre le terrorisme international aurait été une lutte différente* ». Le président du Renouveau juif a ajouté : « *Le gouvernement ou les partis de la majorité pouvaient éviter la récupération politique en faisant un geste. Ce n'est pas notre faute si les partis politiques de la majorité sont absents des démonstrations de solidarité ou simplement des synagogues.* »

A propos du « vote juif », M. Hadjenberg a déclaré : « *Nous avons prôné un vote-sanction contre M. Giscard d'Estaing et la politique pro-arabe, sans contrepartie, qu'il mène. A un certain moment, quand les choses vont trop loin, il faut se battre avec les armes de la démocratie. Je ne crois pas qu'il y ait un bloc socio-politique juif, mais il y a des moments où les juifs sont atteints en tant que juifs.* »

[Le 27 avril, au cours des Douze heures pour Israël, à Paris, dont son mouvement était co-organisateur, M. Hadjenberg s'était plaint de la politique pro-arabe de la France et avait suggéré la constitution d'un « lobby » qui combattrait l'arme arabe du pétrole par celle des bulletins de vote. Cet appel avait notamment été critiqué par le CRIF, que préside M. Alain de Rothschild.]

NICE : UNE GRENADE D'EXERCICE CONTRE LE CORTÈGE

Nice. — Environ dix mille personnes ont participé lundi en fin de journée, à Nice, à la manifestation contre le racisme à laquelle avaient appelé l'ensemble des organisations juives et partis politiques, ainsi que de nombreux syndicats *et associations*. Le chanteur Enrico Macias s'était joint aux manifestants, dont la marche était ouverte par les drapeaux des associations d'anciens combattants juifs, déportés, résistants et anciens prisonniers de guerre. « *Je suis un juif français qui souffre*, a notamment déclaré Enrico Macias. *Lorsqu'on tue un juif français, on tue un membre du peuple français.* »

Parti de la place Masséna, le cortège s'est rendu devant la synagogue, rue Deloye, où la foule a chanté le chant des morts, le *Kaddish*, avant de rejoindre la place du Palais-de-Justice, où a eu lieu la dislocation. Parmi les slogans, celui de « *Bonnet, démission !* » a été scandé tout au long de la manifestation.

Celle-ci a été marquée par un incident : une grenade d'exercice à blanc contenant du plâtre a été lancée sur l'extrémité du cortège, rue Saint-Michel, près du Casino-Club, sans faire de blessé. Elle pourrait avoir été utilisée par un motard remarqué par des manifestants ou lancée d'une fenêtre. Quatre personnes ont été interpellées par la police. Une motion dénonçant notamment le « *laxisme des autorités* » a d'autre part été déposée à la préfecture par des personnalités de la communauté juive.

MARSEILLE : VINGT MILLE PERSONNES SUR LA CANEBIÈRE

Marseille. — Plus de vingt mille Marseillais ont répondu à l'appel commun lancé par les associations juives, par la LICRA, les partis politiques et les syndicats, et ont défilé de la Canebière à la préfecture aux cris de « *racistes ! fascistes ! assassins !* ». Tout au long du parcours, la plupart des commerçants avaient baissé leurs rideaux en signe de deuil, comme les y avaient invités la LICRA et le Renouveau juif.

Une délégation composé d'une vingtaine de représentants d'associations et de syndicats, à la tête de laquelle se trouvait M. Gaston Defferre, maire (P.S.) de Marseille, a été reçue pendant un quart d'heure par le préfet de région, M. Lucien Vochel, auquel a été remise une motion dans laquelle le CRIF souligne son « *désir de prendre connaissance des mesures effectives qui seront prises pour débarrasser la France de ses éléments indésirables, et en particulier le corps de police* ».

LYON : MM. COLLOMB ET HERNU DANS LE MÊME CORTÈGE

Lyon. — Environ sept mille personnes (cinq mille selon la police) *ont répondu, lundi 6 octobre* en fin d'après-midi, à Lyon, à l'appel du comité de coordination des organisations juives de Lyon, présidé par le docteur Marc Aron. Le sénateur et maire de Lyon Francisque Collomb, et M. Michel Noir, député R.P.R., ont défilé aux côtés de deux députés socialistes, MM. Charles Hernu et Jean Poperen. Les communistes *ont également participé à cette* manifestation, à laquelle la C.G.T. et la C.F.D.T. s'étaient associées, ainsi que F.O.

Devant l'hôtel de ville, place des Terreaux, le pasteur Guy *Wagner, responsable de l'Eglise* réformée de Lyon, a déclaré : « *Je me suis senti juif sans avoir l'honneur d'appartenir à ce peuple.* » Puis les maires de Lyon et de Villeurbanne ont dit tour à tour leur épouvante et demandé justice. Aux cris de « *Bonnet démission !* », « *Police épuration !* », « *Les fascistes en prison !* » et « *Vichy, ça suffit !* », les manifestants, en grande majorité israélites, ont traversé le Rhône jusqu'à la préfecture, où une délégation a été reçue par le préfet de région, M. Olivier Philip.

ROUEN : DE LA PRÉFECTURE A LA SYNAGOGUE

Rouen. — Répondant à un appel du MRAP, quatre mille personnes ont manifesté lundi soir silencieusement dans les rues de Rouen pour protester contre les attentats racistes. Le texte de l'appel, signé par une vingtaine d'organisations humanitaires, *syndicales et politiques*, ne l'avait pas été par la C.G.T. et le parti communiste. Le cortège s'est rendu de la préfecture à la synagogue sans qu'il y ait d'incidents. Au même moment avait lieu à l'hôtel de ville de Rouen une autre manifestation, organisée par la LICRA, à laquelle participaient une centaine de personnes, dont des élus de la majorité.

BELFORT : M. CHEVÈNEMENT DÉNONCE LE « MÉPRIS » DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Belfort. — A Belfort, environ un millier de personnes se sont rassemblées, lundi 6 octobre dans la soirée devant la préfecture, à l'appel de M. Emile Géhant (P.S.), maire de la ville et ancien déporté à Auschwitz. En présence des responsables départementaux de l'U.D.F. et du R.P.R., le premier magistrat a lu un bref discours avant qu'une délégation de dix-huit personnes, comprenant les représentants politiques, syndicaux et culturels du département, soit reçue par le préfet. M. Jean-Pierre Chevènement a demandé à celui-ci, qu'au-delà de l'indignation unanime, soient analysées les causes de la résurgence du nazisme : « *Une politique qui crée des millions de chômeurs et exaspère les inégalités.* » Le député (P.S.) de Belfort a également dénoncé l'« *incroyable mépris du ministre de l'intérieur* », et l'« *étrange impunité dont les crimes racistes bénéficient* ». Le P.C.F. avait refusé de participer à la délégation « *pour ne pas cautionner l'U.D.F. et le R.P.R., qui ont une responsabilité dans l'activisme des groupes d'extrême droite* ».

METZ : DANS UN SILENCE IMPRESSIONNANT

Metz. — Environ quatre mille personnes ont participé lundi *6 octobre* à *Metz* à la manifestation organisée par le Consistoire israélite de la Moselle et les comités de coordination des organisations juives. Aucun mot d'ordre, aucun slogan, une seule banderole sur laquelle on pouvait lire « *Halte au fascisme* » et deux adolescents portant une gerbe avec l'inscription « *Aux victimes de la rue Copernic* ». Le cortège, dans un silence impressionnant est parti de la synagogue pour se rendre au monument aux morts. En signe de *solidarité tout au long de ce cortège* des commerçants avaient éteint leurs lumières et baissé leur rideau.

La quasi-totalité des élus, les représentants des organisations syndicales, et de multiples associations *ont participé à la manifestation*. Le grand rabbin Ouaknin a notamment déclaré : « *Le remède de l'antisémitisme ne réside pas dans les manifestations bruyantes ou silencieuses, ou dans les discours démagogiques (...). C'est en définitive de ceux qui ont la charge de former notre jeunesse, que dépendent l'avenir et la santé morale de la nation.* »

D'autre part, deux autres manifestations regroupant plusieurs centaines de personnes ont également eu lieu lundi 6 en Lorraine, à Longwy et à Forbach.

● A LILLE, trois à quatre mille *personnes* ont défilé lundi soir dans les rues de Lille dans le plus grand calme à l'appel des différentes associations et mouvements politiques pour protester contre l'attentat de la rue Copernic. Parmi les banderoles des *associations, partis et syndicats*, deux modestes panneaux sur lesquels étaient inscrits avec un feutre : « *Résistants* », « *Camps de concentration* », portés par deux anciens déportés.

Question embarrassante

UNE GRÈVE ILLICITE ?

Les salariés qui participeront à la grève de deux heures lancée par les syndicats, ainsi qu'à la manifestation parisienne de mardi soir, observent-ils une grève illicite, sujette à sanction ?

Au printemps dernier, lors des débats relancés par la droite et le patronat sur les abus du droit de grève et le projet Peyrefitte, certains préconisaient une large extension des sanctions pour manifestation et actions revendicatives.

Lors de sa dernière conférence de presse, le président de la République rappelait, par une définition très restrictive, que l'« *objet de la grève* » est de « *faire pression sur son employeur* ». Tout autre motif était ainsi exclu.

La grève de deux heures, de ce mardi 7 octobre, après l'odieux attentat de la rue Copernic, pose à nouveau la question : *de semblables mouvements de* protestation — traditionnels en France et, *aujourd'hui* surtout, très justifiés — sont-ils sanctionnables si on applique à la lettre les projets et déclarations officiels ? Posée au C.N.P.F. — qui *mardi matin n'avait* pas pris position sur l'attentat (1) — cette question était jugée embarrassante. Elle invite, *en tout cas* — outre la réponse envisagée, après réflexion, par le patronat, — d'inciter, à l'avenir, le législateur à nuancer — et bien davantage — les textes qui lui sont soumis sur le droit de *grève*. — J.-P. D.

(1) Interrogé sur cet attentat, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., devait déclarer, dans une interview au *Progrès* de Lyon, dans son numéro du 8 octobre : « Les chefs d'entreprise sont unanimes pour condamner la violence ».

A PARIS

Des représentants de tous les partis de la majorité et de l'opposition au défilé de la Nation à la République

Répondant à l'appel du MRAP (*Mouvement contre le racisme*, l'antisémitisme et pour l'amitié entre les peuples), de très nombreux partis politiques, syndicats, mouvements de jeunesse, associations, ligues, avaient décidé de se joindre directement ou indirectement à la marche de protestation organisée ce mardi à Paris.

Derrière le MRAP, ouvrant le cortège avec une banderole « *Halte au racisme, halte au fascisme* », devaient défiler en principe, chacune sous ses propres banderoles, les délégations des partis de gauche, P.S., P.C.F., M.R.G., P.S.U. ou d'extrême gauche, Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), *Parti communiste* marxiste léniniste (P.C.M.L.), ainsi que celles des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., qui, pour les deux premiers, avaient invité leurs adhérents à un débrayage de deux heures en fin d'après-midi.

D'autres partis politiques, ceux de la majorité notamment, avaient choisi de s'associer à cette manifestation mais, en y participant aux côtés de la LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme). C'était le cas notamment des délégations de l'U.D.F. (regroupant le P.R., le C.D.S., le parti radical, le Mouvement démocrate-socialiste, les clubs Perspectives et Réalités), du R.P.R. et de la Nouvelle action royaliste (NAR).

La Confédération générale des cadres C.G.C. devait, elle aussi, prendre part à la manifestation, tandis que deux centrales syndicales, F.O. et la C.F.T.C., avaient fait savoir qu'elles ne s'associeraient pas à cette manifestation, *tout en invitant leurs adhérents à* tenir des réunions mardi et à effectuer des « *démarches de protestation contre les attentats racistes* » auprès des pouvoirs publics.

Ces deux organisations, bien qu'ayant condamné « *de la façon la plus formelle* » l'attentat de la rue Copernic, avaient expliqué leur refus de participer à la manifestation par le risque « *d'exploitation politique et partisane* » de ce rassemblement. Contre *l'avis de leur Confédération*, le syndicat F.O. des impôts et l'union F.O. de la région parisienne appelaient cependant leurs adhérents à manifester aux côtés de la LICRA.

Le Conseil représentatif des *institutions juives de France* (CRIF) avait quant à lui invité toutes les organisations juives à défiler derrière une banderole unitaire : « *La communauté juive de France unie contre le fascisme et le terrorisme.* » Au-delà, cette manifestation devait rassembler un grand nombre de ligues, d'associations, notamment la Ligue des droits de l'homme, les Amis de la Terre, mouvement écologiste, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), *l'UNCAL*, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.), et l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC), la Fédération des éclaireurs et éclaireuses unionistes de France, le Syndicat national des chercheurs scientifiques (FEN), et le Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (C.G.T.), le Grand Orient de France et la Grande Loge de France, le CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes), et le comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.), et les mouvements féministes, le M.L.F., le mouvement Choisir la cause des femmes et le Mouvement de résistance internationale des femmes à la « troisième guerre mondiale », etc.

M. RAYMOND BARRE FERA UNE DÉCLARATION MERCREDI DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Raymond Barre fera une déclaration sur l'attentat de la *rue Copernic et ses conséquences*, mercredi 8 octobre devant l'Assemblée nationale. Le premier ministre a indiqué, lundi, après s'être entretenu avec le président de la République, que le gouvernement devait soumettre des propositions à la conférence des présidents de groupes de l'Assemblée, mardi 7 octobre, afin d'organiser éventuellement un débat sur ce *sujet au palais Bourbon*. « *Le gouvernement*, a déclaré M. Barre, *comprend très bien que les parlementaires souhaitent être informés des conditions de ce drame qui a frappé la communauté française tout entière.* »

Pour sa part, M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, devait faire une déclaration, mardi après-midi 7 octobre, dès l'ouverture de la séance. Cette déclaration devait être suivie d'interventions, de *M. Gaston Defferre, président du* groupe socialiste, et de M. Guy Ducoloné, député communiste des Hauts-de-Seine.

Les communistes avaient annoncé, lundi, leur intention de quitter ensuite la séance, au cas où un débat auquel participerait le gouvernement ne serait pas immédiatement engagé, afin de se rendre à la manifestation organisée par le MRAP. Les socialistes devaient observer la même attitude.

● *La LICRA* « invite les commerçants du Sentier et du quartier de la Bourse » à Paris, à fermer leurs magasins, mardi 7 octobre, à partir de 17 heures.

Une série d'actes antisémites

Plusieurs incidents à caractère antisémite se sont produits à Paris et dans plusieurs villes de province.

● Un début d'incendie criminel a été rapidement maîtrisé lundi soir 6 octobre au siège de la société Trigano-Electronique, 59, rue de l'Ourcq, à Paris-19e. Ce sinistre, qui a provoqué des dégâts légers à la cage d'escalier, a été revendiqué au téléphone par un correspondant anonyme se réclamant de l'organisation Ordre noir. Lundi, la société Trigano-Electronique, qui est dirigée par M. Claude Trigano, frère du *P.-D.G. du Club Méditerranée*, avait reçu une quinzaine d'appels téléphoniques anonymes d'un inconnu proférant des menaces antisémites.

● A Nice, l'appartement d'un commerçant juif spécialisé dans la viande de boucherie a été saccagé, lundi, par des inconnus, qui ont tracé sur les parquets et les murs des slogans racistes et l'emblème de l'ex-FANE. Cette mise à sac a eu lieu *alors que ce commerçant, qui* est domicilié dans le quartier Saint-Augustin, se trouvait au commissariat pour déposer plainte après avoir reçu des *menaces de mort par téléphone* annonçant notamment qu'on allait « brûler tous les commerces juifs ».

● *A Marseille*, une commerçante israélite, Mme Louise Kemmoun, quarante-quatre ans, a découvert ce mardi matin 7 octobre une bombe de fabrication artisanale, qui avait été déposée entre la vitrine et la grille de fermeture du bar-restaurant *qu'elle exploite* rue de l'Evêché. L'engin était constitué de 150 grammes de dynamite, d'un détonateur et d'une mèche lente, qui s'est éteinte.

● A Troyes, nous signale notre correspondant, la vitrine d'un magasin de *vêtements tenu par* M. Jean-François Herskowicz, à Romilly-sur-Seine (Aube), a été brisée par un pavé sur lequel était inscrit « Premier avertissement, FANE » et étaient peintes une croix gammée et l'étoile de David.

Contre-violence

● A Paris, des inconnus ont allumé un feu lundi 6 octobre, peu après 23 heures, dans un des bureaux des locaux vides de l'ex-FANE, 28, rue Jean-Moinon, à Paris-10e. L'incendie, vite circonscrit, n'a provoqué que peu de dégâts. Ces locaux avaient déjà été mis à sac samedi 4 octobre après l'attentat de la rue Copernic.

Toujours à Paris, six vitres ont été brisées mardi 7 octobre, vers 1 heure du matin, au centre universitaire de la rue d'Assas, à Paris-6e, par des inconnus, qui ont laissé sur place des affiches signées de la Ligue communiste et du Betar.

— *VU* —

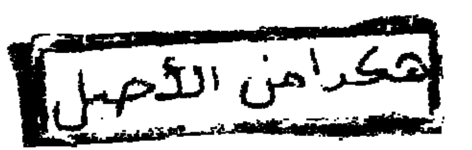
Sur les trois chaînes

Depuis plusieurs jours à la télé, depuis vendredi à 20 heures très exactement, on ne parle que de l'attentat de la rue Copernic et de ses suites. Rien de plus normal Alain Duhamel a réagi immédiatement et avec beaucoup de fermeté sur Antenne 2, et Bernard Pivot, à « *Apostrophes* », a demandé leur sentiment à ses invités, tous indignés. Les trois chaînes se sont secouées, elles ont fait venir dans leurs studios, elles ont interrogé des personnalités de tous bords et de *tous poils. Y compris*, fallait-il que les circonstances soient exceptionnelles, M. Chirac, pratiquement interdit d'antenne. On a vu passer plein de monde et cependant on éprouvait comme un vide, comme un manque. Quoi au juste ? Impossible de mettre le doigt dessus. On ne voyait pas très bien pourquoi.

Et voilà que, pendant le week-end, Léon Zitrone nous *lit, d'une voix émue*, la lettre de M. Giscard d'Estaing au grand rabbin. Evidemment, c'était ça, c'était lui, c'était le chef de l'Etat ! Lui, si présent d'habitude — pas un soir où il ne vienne se rappeler à notre attention, — voilà quatre jours qu'on ne l'a pas vu. On n'a pas vu non plus un seul représentant du gouvernement honorer de sa présence la cérémonie à la synagogue, samedi matin. Les caméras nous ont montré *Mme Veil, M. Mitterrand...* Ça donnait une impresison, comment dire, de trop peu.

Antenne 2 avait prévu de consacrer son magazine « Question de temps », lundi soir, aux Etats-Unis, où se trouve, pendant toute la semaine, l'équipe de son journal télévisé. Elle a préféré organiser une discussion, *hélas ! sans grand intérêt*, entre journalistes sur la résurgence du nazisme. On a laissé les confrères en discuter entre eux pour découvrir, ironie du sort, sur TF 1, le visage de l'Amérique sous les traits d'un héros *de western nommé Reagan*, pâle partenaire de Barbara Stanwyck dans *la Reine de la prairie*. Bonne leçon, on préférera toujours un film à ce genre de débat. Et les films sur le racisme ne manquent pas.

CLAUDE SARRAUTE.





DE LA RUE COPERNIC

LES POLÉMIQUES

Le ministère de l'intérieur n'a toujours pas répondu aux accusations de certains syndicats de policiers

Les révélations de certains syndicalistes policiers au sujet de la présence, dans des services, de fonctionnaires de police liés à des groupes néo-nazis suscite une polémique. Le ministère de l'intérieur, seul, n'a toujours pas réagi.

MM. Henri Buch, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), et José Deltorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), qui avaient dénoncé la *présence d'éléments néo-nazis dans les rangs de la police nationale* (*le Monde* du 7 octobre), ont été entendus, le lundi 6 octobre, par l'inspection générale de la police nationale (I.G.P.N.) (1). M. Deltorn a été ensuite entendu par un juge d'instruction.

Lors d'une conférence de presse, réunie samedi, M. Deltorn avait en effet affirmé que le ministre de l'intérieur est en possession d'une liste de cent-cinquante noms de membres de l'ex-FANE (Fédération d'action nationale européenne), dissoute le 3 septembre, et aussitôt remplacée par les Faisceaux nationalistes européens (F.N.E.), et que *« pour notre honte, un sur cinq de ces activistes est un policier »*. Pour sa part, M. Buch avait, à plusieurs reprises, attiré l'attention sur *« des activistes qui ne sont pas des policiers dévoyés, mais des militants des milieux nazis qu'on a laissé entrer dans la police »* (*le Monde* du 7 octobre).

Dans un communiqué publié lundi 6 octobre, les deux organisations se sont étonnées *« de la réaction du ministère de l'intérieur »*, notant *« la rapidité avec laquelle l'I.G.P.N. avait convoqué MM. Buch et Deltorn, alors que, depuis des mois, ils avaient dénoncé des faits irréfutables sans qu'il y ait eu des poursuites engagées contre leurs auteurs »*.

A l'issue de son audition à l'I.G.P.N., M. Buch — qui avait estimé que sa convocation *« pourrait s'apparenter à une mesure disciplinaire »* — a indiqué qu'il avait apporté aux enquêteurs de la « police des polices » *« des éléments nouveaux dont il ferait part ultérieurement à des instances supérieures »*. Après avoir déclaré que son audition avait été *« plus une discussion qu'un interrogatoire »*, M. Buch a ajouté que, désormais, *« la balle était dans le camp du ministre de l'intérieur »*, et que, pour ce qui le concerne, il n'avait fait que *« répéter ce que* [son syndicat] *dit déjà depuis des années, à savoir que certains éléments douteux n'ont pas leur place dans la police »*.

Après avoir été reçu, lui aussi, à l'I.G.P.N., M. Deltorn a été entendu au palais de justice par M. Guy Joly, le juge d'instruction chargé du dossier des attentats de ces dernières semaines attribués à l'ex-FANE et aux F.N.E., et commis antérieurement à celui de la rue Copernic. En quittant le cabinet du magistrat, M. Deltorn a déclaré que, comme il l'avait déjà indiqué à l'inspection générale, il avait précisé à M. Joly que, *« selon une information qu'il juge digne de foi, le fichier de la FANE, qui a été saisi par la police, comporte cent cinquante noms, dont ceux de trente policiers en activité »*.

Dès lundi, les deux secrétaires généraux ont reçu, l'un et l'autre, des menaces anonymes. Ainsi, un inconnu a-t-il téléphoné au siège du S.N.A.P.C. dans la matinée du lundi 6 octobre, et après avoir demandé à parler à M. Deltorn, qui était absent, a interrogé la personne qui répondait de la manière suivante : *« Deltorn est-il vivant ? »* Le correspondant anonyme qui a appelé la F.A.S.P. a, après des imprécations antisémites, annoncé : *« S'il arrive quelque chose à l'un de nos trente collègues, votre patron n'ira pas loin ! »*

D'autre part, trois syndicats C.G.C. — ceux des commandants et officiers, des gradés, et des corps en civil — et le Syndicat indépendant des gardiens de la paix ont publié, le 6 octobre, un communiqué jugeant *« inqualifiables les déclarations des dirigeants de la F.A.S.P. et du S.N.A.P.C. »*

L'accusation portée par la F.A.S.P. et le S.N.A.P.C. a suscité d'autres réactions. Ainsi, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) rappelle qu'à propos du projet « sécurité et liberté » elle estime *« que la prévention et la détection des crimes par une police au service de la nation, et dégagée de toutes tâches administratives ou politiques, valent mieux que de s'engager dans la spirale de la répression, au mépris du respect des règles de procédure pénale »*.

Quant à M. Jean-Louis Masson, député (R.P.R.) de la Moselle, il a déclaré *« regretter vivement le laxisme dont a fait preuve le gouvernement, et notamment la passivité du ministre de l'intérieur »*.

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a indiqué pour sa part, lors d'une conférence de presse réunie le 6 octobre, à Paris, que *« les néo-nazis infestent la police*

Enfin, les bureaux nationaux de la Fédération des officiers et sous-officiers de réserve républicains (F.O.R.R.-F.S.O.R.R.) *« apprécient le geste courageux des syndicats de la police nationale qui ont dénoncé les infiltrations néo-nazies dans la police »*, et appellent les cadres de réserve *« à la plus grande vigilance devant la transformation de certaines réserves et préparations militaires en foyer d'entraînement pour cadres fascistes »*.

(1) Selon leurs propres indications, le S.N.A.P.C. compterait dans ses rangs environ 75 % des policiers en civil, et la F.N.A.S.P. grouperait 70 % des policiers.

TROIS COMPAGNIES RÉPUBLICAINES DE SÉCURITÉ EN RENFORT

Trois compagnies républicaines de sécurité (1) ont été mises à la disposition du préfet de police de Paris pour assurer la protection des bâtiments de la communauté juive. Cette décision, prise au lendemain de l'attentat de la rue Copernic par M. Christian Bonnet, porte à cinq le nombre de compagnies chargées de la surveillance permanente des synagogues, foyers, monuments, écoles, institutions, etc.

Le préfet de police a indiqué mardi au Conseil de Paris, que cent vingt points de Paris étaient surveillés (synagogues, oratoires, écoles), dont cinquante de manière permanente. Cela représente un effectif de cinq cents policiers. Quatre-vingts véhicules patrouillent chaque nuit et, du 29 septembre au 6 octobre, sept cent trente-cinq barrages ont permis de contrôler cinq mille voitures. Les identités de sept mille piétons ont été vérifiées.

(1) Une O.R.S. compte deux cents hommes, dont cent trente à cent cinquante opérationnels.

SAISIR OU PAS ?

La saisine de la Cour de sûreté de l'Etat pour instruire l'attentat de la rue Copernic provoque, de la part de quelques personnalités ou organisations qui l'ont commentée, des réactions mitigées.

Président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen se félicite de cette saisine, mais parce que, pour lui, l'attentat *« émane sans aucun doute possible d'une organisation révolutionnaire communiste »*.

Tous les autres commentateurs insistent sur le fait que cette procédure exceptionnelle conduit à l' *« établissement du secret d'Etat »*, selon l'expression de M. Pierre Joxe, député (P.S.) de Saône-et-Loire.

Tant la C.F.D.T. que le Syndicat de la magistrature observent que les règles de la Cour de sûreté interdisent aux victimes de se porter partie civile durant l'instruction, de sorte que *« le gouvernement manifeste sa volonté de mener à sa guise son enquête, dans le secret le plus absolu »*, précise le Syndicat de la magistrature. Une analyse que reprend aussi M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, qui rappelle l'opposition de son mouvement à l'existence même de cette juridiction d'exception.

Le président de la LICRA accuse le colonel Kadhafi

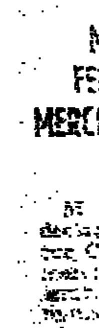
Le M.R.A.P. proteste

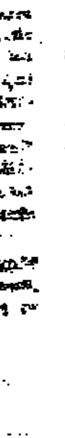
M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), a déclaré, lundi 6 octobre, qu'il y avait de bonnes raisons de penser que le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, avait financé les récents attentats antisémites en Europe. Le président de la LICRA a affirmé que certains documents saisis au cours de perquisitions aux domiciles de MM. Marc Fredriksen — leader de l'ex-FANE — et Pierre Sidos — dirigeant de l'Œuvre française — provenaient de Libye. M. Pierre-Bloch dénonce l'existence d'un livre, *les Juifs ennemis de notre peuple*, tiré à quarante mille exemplaires, distribué sous enveloppe, et dont les frais d'impression et de diffusion se seraient élevés à 1 million de francs. M. Pierre-Bloch s'affirme en mesure de prouver que le papier et les caractères d'imprimerie utilisés pour la fabrication de cet ouvrage seraient d'origine libyenne.

En réponses à ces déclarations, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) évoque le fait qu'*« on assiste depuis quelque temps à des manœuvres variées visant à escamoter les responsabilités des pouvoirs publics dans la montée du racisme et du fascisme »*. *« D'aucuns*, estiment les responsables du mouvement, *qui la semaine dernière lançaient le mot d'ordre « œil pour œil, dent pour dent » et appelaient à « s'organiser militairement »*, *s'emploient aujourd'hui à diviser le mouvement de protestation qui met en cause les complaisances gouvernementales envers les groupes néo-nazis. »* « *On tente*, ajoute le MRAP, *de susciter méfiance et hostilité envers les pays arabes et particulièrement le peuple palestinien. On accuse ici l'O.L.P., là le K.G.B. ; le MRAP récuse ces opérations partisanes. Il s'oppose à toutes formes de transfert en France du conflit du Proche-Orient. »*

De leur côté, les membres du bureau des Amitiés franco-libyennes condamnent avec indignation *« l'horrible attentat de la rue Copernic »* et déplorent *« qu'à l'occasion de cet attentat des accusations diffamatoires, irresponsables et infondées, aient été portées contre les dirigeants du peuple libyen »*. Ce même jour, M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. en France, a exprimé son indignation, *« ce qu'a toujours fait l'O.L.P. face à ce genre d'attentat et notamment ceux qui visent les lieux du culte, qu'ils soient musulmans, juifs ou chrétiens »*. L'Association de solidarité franco-arabe appelle les pouvoirs publics à *« manifester la plus grande fermeté afin de stoper cette escalade d'agissements criminels qui frappe de la même manière, presque quotidiennement, la communauté juive et la communauté arabe en France »*.

Le comité directeur de l'Association des étudiants nord-africains en France, rappelant que le foyer des étudiants nord-africains avait été l'objet dans la nuit du 6 au 7 mai (*le Monde* du 8 mai) d'un attentat raciste, *« réaffirme sa solidarité à l'égard de toutes les victimes de crimes racistes en France »*.





L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

LES RÉACTIONS

A L'ÉTRANGER

Jérusalem ne fonde plus guère d'espoir dans ses rapports avec Paris

nous déclare le directeur du ministère des affaires étrangères

De notre correspondant

Jérusalem. — Une foule nombreuse était attendue, ce mardi 7 octobre en début d'après-midi, au cimetière de Givat-Shaul, à Jérusalem, où devaient avoir lieu des obsèques « nationales » pour l'inhumation de Mme Aliza Shagrir, l'une des victimes de l'explosion de la rue Copernic. M. Begin a déclaré que sa mort devait être considérée comme celle d'un soldat tombé au front pour la défense d'Israël, dans la mesure où les auteurs de l'attentat du 3 octobre étaient des « ennemis d'Israël et du peuple juif ».

Devant le consulat de France à Jérusalem une centaine d'Israéliens, pour la plupart originaires de France et d'Afrique du Nord, ont manifesté contre la politique du gouvernement français. Une délégation dirigée par un député, M. Mordechaï Elgrabli, a remis à M. Bernard Lopinot, consul général, une lettre adressée à M. Giscard d'Estaing. Dans ce message, les auteurs protestent contre la politique « anti-israélienne » du gouvernement français et l'insécurité dans laquelle vivent les juifs de France.

Les manifestants ont scandé divers slogans parmi lesquels : « En France on n'a pas de pétrole, mais on a des nazis », « Epurez la police française » et « Français vendus au pétrole arabe ». Les organisateurs de la manifestation ont déclaré qu'ils envisageaient — « s'il le fallait » — de recommander d'autres actions, telles qu'un boycottage commercial contre la France ou la restitution des passeports français que possèdent les Israéliens ayant la double nationalité.

Jérusalem. — Quels peuvent être les rapports entre la France et Israël après la série d'attentats antisémites commis à Paris ? Si on pose cette question au ministère israélien des affaires étrangères, la réponse est inquiétante : *« Nous n'attendons plus grand chose de la part du gouvernement de M. Giscard d'Estaing. Désormais, nous n'avons plus beaucoup à perdre. »* C'est ce que nous a déclaré M. David Kimsche, directeur de ce ministère.

M. Kimsche qui, en fait, dirige la diplomatie israélienne en l'absence du ministre, M. Shamir, actuellement en voyage, ajoute : *« Nous devons exprimer l'espoir que, en France comme ailleurs, les autorités gouvernementales feront tout pour s'opposer au terrorisme, mais nous ne devons et pouvons intervenir davantage. De même ne pouvons-nous que souhaiter que les juifs de France seront en mesure de préserver leur sécurité et sauront resserrer leurs liens avec Israël. »*

Malgré cette prudence diplomatique, le directeur général souligne que les relations entre la France et Israël sont depuis des années marquées par une « *atmosphère d'hostilité croissante* » créée par l'attitude du gouvernement français. M. Kimsche sur ce point fait une distinction en se disant convaincu que la majorité de la population française conserve « *une profonde amitié pour Israël* » et ne partage pas l'opinion de ses dirigeants — une remarque que l'on ne cesse de faire dans tous les milieux politiques israéliens ces derniers mois. M. Kimsche dénonce successivement le « *rôle déterminant* » joué par Paris dans la définition de la politique anti-israélienne » de la plupart des gouvernements européens, le « *cynisme* » manifesté par l'Elysée, « *qui se soucie tellement d'être en bons termes avec les capitales arabes qu'il sacrifie les relations franco-israéliennes* », et enfin une démarche « *toujours plus favorable à l'O.L.P.* ».

A ce sujet, M. Kimsche apporte des précisions sur les indications contenues dans le communiqué du conseil des ministres de dimanche (*le Monde* du 7 octobre). Il affirme que des liens ont été récemment noués entre certains mouvements d'extrême droite européens et l'O.L.P. ou bien encore le régime libyen, pour obtenir de l'argent et des moyens d'entraînement. M. Kimsche, qui pendant vingt-sept ans a servi dans les rangs du Mossad, le service israélien de contre-espionnage extérieur, fait état de renseignements concernant des contacts « *établis par l'O.L.P. avec des groupes néo-nazis en Suède et en Allemagne fédérale* », et il ajoute que c'est aussi le cas en Amérique latine avec un « *mouvement fasciste argentin* ».

A propos des auteurs présumés des derniers attentats en France, M. Kimsche admet qu'il n'y a pas d'indication certaine mais « *de fortes présomptions* ». Il déclare qu'il existe « *un terrorisme et un antisémitisme qui ne s'expriment pas seulement avec des bombes* ». Il estime qu'un nombre de plus en plus grand d'entreprise européennes, avec l'assentiment des gouvernements, se plient aux exigences de l'embargo décrété par les pays arabes et l'O.L.P contre Israël. Par exemple, en refusant d'engager des juifs à des postes importants. En conclusion, M. Kimsche nous a dit : *« Le gouvernement de Paris devient tellement favorable à l'O.L.P. que les Egyptiens nous disent maintenant qu'ils ne peuvent pas paraître moins pro-palestiniens que les dirigeants français. »*

FRANCIS CORNU.

M. STOLÉRU : l'heure n'est plus à la réprobation mais à la répression.

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, s'est exprimé, lundi 6 octobre, sur TF 1 au nom du gouvernement, mais aussi en tant que membre de la communauté juive de France. Il a déclaré : *« Je ne crois pas que les attentats antisémites soient le fait de groupuscules. A mon avis, il s'agit plutôt d'une action organisée. »* M. Stoléru a ajouté : *« Depuis ce week-end, il y a changement de nature dans ces actes. Avant la rue Copernic, il s'agissait de menaces, de libellés, de pamphlets, de graffitti... L'attentat de la rue Copernic est un meurtre froid, délibéré, résolu. L'heure n'est plus au chagrin, mais à la colère. L'heure n'est plus à la réprobation, mais à la répression. »*

Interrogé sur les critiques dont fait l'objet le ministre de l'intérieur, M Stoléru a répondu : *« De grâce, ne tombons pas dans les pièges de la mesquinerie politique. »* Il a indiqué qu'il était prêt à « *descendre dans la rue pour toute manifestation qui ne serait pas politique* ».

● *M. Jacques Chirac*, qui s'est rendu, lundi 6 octobre, rue Copernic, a déclaré : *« Le sentiment qui est à l'origine de ce geste est le racisme et même l'antisémitisme, sentiment qui est un des plus bestiaux, malsains et odieux dans la personne humaine. Tout doit être mis en œuvre pour extirper ce mal, même s'il n'existe que chez des éléments marginaux. »* Il a ajouté : *« La police conduit une action exemplaire dans des conditions difficiles, à la fois matérielles et psychologiques et les Français doivent lui apporter leur considération. »*

● *M. Michel Debré* a critiqué lundi 6 octobre, à Tours, « *les hésitations et le manque d'audace de ceux qui nous gouvernent* ». Il a ajouté : « *Ces hésitations font croire à certains que tout leur est maintenant permis comme, par exemple, l'attentat honteux de la rue Copernic.* »

● *M. Jean Menu*, président de la C.G.C., a adressé un télégramme au grand rabbin Kaplan. Il rappelle que le 30 septembre il s'était « *élevé contre la montée dans notre pays du racisme et de la violence* ». « *L'odieux attentat contre la synagogue de la rue Copernic*, déclare-t-il, *dirigé contre la communauté juive de France, dans sa sécurité physique et dans son expression religieuse, met le comble à notre réprobation scandalisée. Croyez à toute notre sympathie et à notre action en faveur de l'amitié entre les hommes.* »

● *L'Association des Français libres* : « *Les anciens de la France libre (...) renouvellent solennellement l'expression de leur solidarité affectueuse qui les unit à leurs camarades juifs. Ils demeurent au premier rang de tous ceux qui n'ont jamais séparé la lutte pour la liberté et pour la dignité des hommes de la lutte vigilante contre le racisme et l'antisémitisme.* »

LE PARTI RADICAL RÉCLAME UNE « MOBILISATION GÉNÉRALE ET IMMÉDIATE » DE LA POLICE.

Le parti radical a rendu publique, lundi 6 octobre, la déclaration suivante : *« La stupeur et la consternation que suscite l'attentat odieux et révoltant de la synagogue Copernic ne sauraient être apaisés par des déclarations d'indignation. L'horreur du crime est à la mesure de l'horreur de la théorie qui l'inspire. Une étape sanglante est franchie qui montre l'aveuglement de ceux qui cherchaient à minimiser les dangers de terreur antisémite. Elle rend indispensable une mobilisation générale et immédiate des forces de police. Le parti radical s'associe aux manifestations de protestations contre l'attentat de la synagogue. Il récuse l'exploitation partisane que certains pourraient être tentés de faire d'un drame qui touche toute la collectivité nationale. »*

● *L'Agence télégraphique juive* : « *L'internationale noire ne vise pas seulement les juifs* ». — L'éditorialiste du bulletin de l'A.T.J. écrit notamment : *« Le crime de la rue Copernic n'est pas le fait de quelques excités. La gradation dans ces manifestations racistes et antisémites prouve qu'il y a une organisation, des appuis et des moyens derrière ce terrorisme d'apparence anarchique. C'est l'internationale noire qui en est l'âme et le cerveau et ses objectifs peuvent se résumer en trois points :*

» 1) Provoquer la peur, la terreur, parmi les juifs pour les pousser à des réactions extrêmes et enclencher la spirale de la violence ;

» 2) Marginaliser les juifs, les couper de la nation, en faire un corps étranger responsable du malaise perceptible ici et là du fait de la crise économique et sociale que connaît à présent la France ;

» 3) Ebranler les fondements de l'Etat, compromettre la démocratie et le pouvoir qui, par des faiblesses et des incohérences, pourrait se révéler incapable de maintenir l'ordre républicain et la sécurité des citoyens. (...) Malgré les apparences, la bombe de la rue Copernic n'était pas seulement destinée aux juifs. C'est un avertissement à tous les Français qui sera salutaire s'il est entendu. »

UN COMMUNIQUÉ DU LIVRE C.G.T.

La Fédération du livre C.G.T. a publié un communiqué dans lequel on peut lire notamment :

« L'attentat fasciste de la rue Copernic soulève l'indignation la plus profonde.

» La Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. exprime son émotion et s'incline devant la mémoire des victimes.

» Elle dénonce ce crime odieux et provocateur... »

DANS LES LYCÉES

« Ils vont recommencer »

Dans une des salles des professeurs du lycée de Vilgénis, à Massy (Essonne), les panneaux syndicaux s'ornent de grandes affiches manuscrites annonçant une assemblée générale du personnel, ce mardi 7 octobre à 12 h 25, et donnant des précisions techniques pour se rendre à la manifestation parisienne contre le racisme. *« Nous ne travaillons pas le samedi dans cet établissement*, explique un jeune enseignant. *Et spontanément, puisque nous nous sommes retrouvés lundi matin, nous avons décidé de faire quelque chose intersyndicalement. »*

Sans attendre les consignes des directions nationales de leurs organisations, les enseignants de ce lycée, qu'ils appartiennent au Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) ou au Syndicat général de *l'éducation nationale* (SGEN-C.F.D.T.), ont décidé de parler avec leurs élèves de l'attentat de la rue Copernic.

« *On assiste à la renaissance d'un mouvement nazi* », dit Laurent, élève de première technique, lors du débat avec ses camarades de classe pendant le cours d'histoire. Une petite jeune fille fait part de son inquiétude et parle de « *la liste des villes d'Europe où il y a eu des attentats* ». Mme Simone Guyon, leur professeur, les laisse s'exprimer, mais elle est là pour répondre à leurs questions sur la communauté juive.

Longuement, elle leur explique comment ce peuple n'avait pas le droit de posséder des terres au Moyen Age et pourquoi il s'est alors tourné vers le commerce. Elle leur décrit le rôle de Louis IX à cette époque ; quelques élèves s'étonnent alors : « *Saint Louis, on ne nous l'avait jamais présenté comme cela avant.* » Mais ces garçons et filles veulent surtout comprendre : « *Comment peut-on aller jusqu'à tuer des gens ?* » Certains affirment : « *Ce sont des fous qui sont manœuvrés.* » D'autres reprochent « *aux médias et aux partis politiques* » d'accorder trop d'importance à ces événements.

Avec les élèves d'une classe de 1re C, les questions deviennent plus précises. Marc demande : « *Pourquoi on ne démantèle pas aussi vite l'extrême droite que le groupe Action directe ?* » Un de ses camarades raconte qu'il a entendu à la radio « *que des policiers appartiennent à des groupes d'extrême droite* ». D'autres évoquent l'assassinat de Pierre Goldman.

Le silence se fait pour écouter Martine expliquer qu'elle a été bouleversée en suivant, vendredi soir, un reportage à la radio peu de temps après l'attentat. « *La journaliste présente rue Copernic a parlé de spectacle de guerre. Elle a décrit la fumée, les voitures soufflées, les vitres brisées.* » Elle a eu peur, Martine ; elle l'a dit simplement et elle ajoute : « *Cela peut être grave car ces gens-là ils vont recommencer, ils vont provoquer de nouveaux attentats !* »

Avant de quitter la salle de classe, les adolescents expriment encore leurs doutes sur les manifestations « *qui ne servent à rien* ». Tout en s'étonnant que « *des groupes militaristes puissent encore s'entraîner à la guerre comme en Allemagne* ». Ils ramassent leurs sacs kaki, hérités des surplus de l'armée américaine, et, continuant à parler par petits groupes, ils gagnent la cour.

SERGE BOLLOCH.

Chacun son combat

Les khâgneux du lycée Cordorcet (Paris-9e) réagissent sans passion. « *On est très dépolitisé ici. Ce n'est vraiment pas la mobilisation.* » L'un d'eux affirme même qu'il n'a pas été « *ému* » par l'attentat. Est-ce possible dans un groupe de futurs enseignants dont le programme d'histoire, justement, comporte, cette année, la période du 6 février 1934 à 1939 en France ?

Quelques signes tout de même : un lycéen arbore un badge : « *Fight racialism* (1) ». « *Je l'ai remis pour marquer le coup* », dit-il modestement. Une petite brune, en riant, montre un foulard qu'elle porte au cou « *depuis une quinzaine* » : finement tissés sur l'étoffe défraîchie apparaissent des coqs gaulois sur fond de « *Vive Pétain, vive la France* ». Provocation ? « *C'est un cadeau*, dit-elle. *J'ai trouvé ça drôle, c'est tout.* » Ses camarades rient aussi, sans malice, comme on sourit devant un chapeau à voilette. Comment pourraient-ils prendre les événements au tragique lorsque leur professeur d'histoire, justement, est absent ce lundi... pour protester contre la suppression d'heures supplémentaires ?

Au lycée Charlemagne (Paris-4e) les élèves se sentent davantage concernés, ne serait-ce que par la présence constante, depuis plusieurs jours, d'un car de C.R.S. en station devant l'établissement. Beaucoup sont allés manifester dès le samedi 4 octobre et la plupart s'apprêtent à recommencer ce mardi après-midi. Leurs professeurs les ont avertis qu'il n'y aurait pas cours et qu'ils participeraient eux-mêmes à la manifestation de masse. Plusieurs ont commenté les événements pendant leurs cours, expliquant que tout le monde devait se sentir impliqué, « *juifs et non juifs* ».

Dans ce lycée, cependant, la suppression d'heures supplémentaires, et le bouleversement des emplois du temps qui s'ensuit, absorbe les énergies syndicales. S'il a pratiquement décommandé la grève du 7 octobre à cause des événements, le SNES (2) a maintenu son « *apéritif d'information* » le matin, pour alerter la presse. « *Nous devons aussi défendre les collègues* », rappelle un professeur.

ROGER CANS.

(1) Luttez contre le racisme.
(2) Syndicat national des enseignements de second degré.

A Alger

UN ÉDITORIAL D'« EL MOUDJAHID »

(De notre correspondant.)

Alger. — « *Adversaires résolus de toute forme de persécution raciste, comme de toute intolérance religieuse, nous ne pouvons que nous joindre sans équivoque à la condamnation générale qui s'est manifestée après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, et exprimer notre solidarité avec les victimes de cet acte fasciste criminel* », a écrit, lundi 6 octobre, le quotidien algérien *El Moudjahid*. L'éditorialiste ajoute : « *En vérité, il n'y a pas de quoi être surpris, tant l'évolution logique des choses conduisait nécessairement à un tel sinistre aboutissement. Depuis plusieurs années, en effet, les attentats racistes et fascistes n'ont fait que se multiplier outre-Méditerranée, les ressortissants arabes constituant la cible privilégiée de leurs auteurs. Ceux-ci — qu'ils s'appellent Charles Martel, ou Delta, ou FANE — en ont revendiqué publiquement la paternité et même s'en sont glorifiés avec la pire impudence. Et pourtant, les « investigations » et « enquêtes » policières à propos de ces dizaines d'agressions et méfaits sont curieusement restées toujours sans résultat tangible, aucune arrestation notable n'ayant été opérée.* » Et le quotidien algérois conclut : « *Il y a un lien direct entre les « ratonnades » et les bombes dans les synagogues, nul ne peut le contester.* »

D. J.

● *Les Anciens de la Résistance juive en France*, « *conscients des leçons de l'histoire, rappellent aux Etats démocratiques, notamment à la France, et à tous les citoyens épris de liberté que c'est par des attentats contre les juifs que s'est érigée la prise de pouvoir des nazis, qui a plongé le monde dans la seconde guerre mondiale. Ne pas réagir fermement serait encourager le terrorisme et se faire le complice de ses crimes.* »

Une lettre de personnalités de la Résistance

« La monstrueuse vérité »

Des personnalités de la Résistance, dont seize compagnons de la Libération (1), *nous ont adressé le communiqué suivant :*

« La bombe de la rue Copernic, après d'autres attentats, ne peut nous laisser silencieux. Non que nous voulions répéter les formules d'indignation officielles et affirmer à notre tour une solidarité de principe avec ceux des Français qui étaient visés. Mais pour faire entendre ce que crie notre mémoire.

» L'antisémitisme réel, triomphant, l'antisémitisme d'Etat, nous l'avons connu et vécu. Il s'est installé chez nous dans les fourgons de l'armée hitlérienne ; il a prospéré avec l'appui de ceux qui se sont mis au service de l'occupant.

» Il n'a pas signifié seulement ce que l'on sait : les déportations, les camps de la mort, la violence, la terreur massive à l'égard des juifs, enfants compris, comme de tous ceux qui entendaient demeurer eux-mêmes et s'affirmaient différents du modèle qu'imposait la tyrannie nazie.

» Pendant les quatre ans où l'antisémitisme a agi, non par la bande, en secret, mais au plein jour par le pouvoir et par la loi, nous avons pu observer, sans voiles, sa face cachée : derrière les ratiocinations de l'idéologie raciste, un délire de l'intelligence, une perversion du sentiment des valeurs, une passion, obsessionnelle et fanatique, pour abaisser et pour détruire tout ce qui, sous la forme de l'autre, met chacun de nous en question. Cette haine morbide, cette folie meurtrière n'auraient pu prendre racine dans notre pays si elles n'y avaient trouvé, pour s'en nourrir, un terreau fait d'indifférence égoïste, de préjugés bien ancrés, de méfiance jalouse ou d'hostilité franche envers ce qui n'est pas tout à fait familier. Devant l'horreur, il y eut chez beaucoup de Français une attitude de prudente réserve ; chez d'autres, accoutumés à hurler avec les loups, tranquille consentement ; chez ceux, enfin, qui trouvaient là l'occasion de régler leurs comptes, sur le dos du voisin, avec *leur propre vie manquée*, complicité offerte à coups de dénonciations. Ce temps de barbarie sauvage et de lâcheté, quand les chantres de la race conduisaient en fanfare l'enterrement de la nation française, reste inscrit dans notre mémoire comme le visage même de l'antisémitisme, sa monstrueuse vérité.

» Témoins et acteurs de ce drame où nous fûmes tous engagés, que pourrions-nous dire à la communauté israélite sinon que, à travers elle, c'est chacun de nous qui a été atteint dans ce qu'il a de plus précieux : une certaine idée de la France et de l'homme. »

(1) Mme Lucie Aubrac, fondatrice de *Libération Sud* ; M. Raymond Aubrac, ancien adjoint de Jean Moulin ; Mme Monique Barberot ; M. Pascal Copeau, membre du Conseil national de la Résistance ; Mme Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau *Alliance* ; M. Paul Milliez, secrétaire général du comité médical de la Résistance Vercors ; écrivain, J.-L. Theobald, officier de la Résistance et les compagnons de la Libération suivants : MM. Roger Barberot, Jean Cassou, Marcel Degliame, Henri Gorce Franklin, Gilbert Grandval, François Jacob, général Dejussieu-Pontcarral, Serge Ravanel, Jean-Pierre Vernant, général Georges Buis, Jean Cadeac d'Arbaud, Bernard Duperier, Henri Frenay, Jean-Pierre Lévy, amiral Jean Brasseur-Kermadec et Pierre Guillain de Bénouville.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Qui les protège ?

Qui sont-ils ? Qui les protège ? Qui les inspire ? Les hebdomadaires, pour la plupart parus ou imprimés avant l'attentat de la rue Copernic, font une large place au spectacle étrange, donné, ces dernières semaines, par les néo-nazis et la police censée les réprimer. « *La chasse à l'extrême droite passe mal dans la police française* », écrivent Jean-Paul Enthoven, Georges Marion et Alain Chouffan dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*. Ils précisent : « *Cela ne veut pas dire que ses membres soient eux-mêmes des sympathisants fascistes — il en existe, bien sûr ; mais ils sont plutôt rares, et on les connaît. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que la police française a pris, depuis trop longtemps, l'habitude de fermer les yeux sur les activités de l'extrême droite.* »

Selon Albert du Roy, dans *L'EXPRESS* (enquête de Jacques Derogy, Liliane Sichler et Christian Fauvet), « *le mouvement intellectuel baptisé « nouvelle droite », a, en outre, fourni aux activistes nationalistes les grands thèmes idéologiques qui leur faisaient (...) défaut* ». Il expliquent : « *A plusieurs reprises, des hommes comme Fredriksen ont affirmé leur identité de vues avec les travaux du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) et les écrits d'Alain de Benoist et de Louis Pauwels*, respectivement collaborateur et directeur du Figaro-Magazine.

» *Pauwels et Benoist, bien sûr, rejettent toute paternité de ce mouvement, qu'ils classent dans la « vie biologique », ce magma où ils ont placé pêle-mêle tous les « être inférieurs » multipliés par les sociétés libérales et démocratiques. Mais, bon gré, mal gré, la « nouvelle droite » a servi de référence intellectuelle à une action qui, sans elle, serait demeurée au niveau du banditisme nazi.* »

Albert du Roy mentionne aussi l'encouragement que l'extrême droite activiste trouve « *dans la certitude que d'autres, au-delà des frontières, poursuivent le même combat* ». Dans *LE POINT*, Jean-Marie Pontaut, et Jean-Loup Reverier observent à cet égard que, en France, « *cette extrême droite polymorphe, remise au goût du jour par une mode ambiguë inspirée de l'occupation et par la réapparition de théories racistes et fascisantes, n'a ni le passé ni les structures des partis néo-nazis ou néo-fascistes allemands et italiens* ». « *Elle reste*, écrivent-ils, *extrêmement minoritaire et difficile à cerner. Mais elle a voulu, semble-t-il, égaler dans l'horreur ses modèles des pays voisins* ».

Faut-il s'étonner que la réponse à la question que pose Pierre Burnand dans *L'HUMANITE ROUGE* (maoïste) — « *Bologne, Munich, et demain ?* » — soit : Paris ?

« *Si les activités fascistes ont pu se développer*, écrit-il, *c'est que la politique du pouvoir y a trouvé son compte. Il n'y a pas d'autre explication. Il y a convergence entre une politique gouvernementale visant à pouvoir expulser en masse les immigrés, qui recourt aux contrôles et à la répression policière et la montée d'une terreur raciste visant à rendre la vie impossible aux familles immigrées.*

Jean-François Kahn le rappelle dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES* : « *Sans que les grands médias s'en émeuvent*, écrit-il, *et sans que l'opinion soit alertée, cela fait plusieurs années déjà que le terrorisme néo-fasciste a pris des proportions alarmantes d'abord, effrayantes ensuite... Et les victimes en ont été tour à tour les travailleurs immigrés, les locaux appartenant à des Algériens, des syndicalistes, d'anciens résistants ou déportés, des militants des droits de l'homme, des organisations humanistes, des permanences communistes, des associations antiracistes, des librairies et autres centres culturels. Maintenant, c'est la communauté juive qui est directement visée.*

Pour Georges Montaron, dans *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, « *les groupes terroristes ne sont bien souvent que le fer de lance de politiciens qui font des discours, de journalistes qui publient des « révélations », d'intellectuels qui forgent de nouvelles idéologies* ».

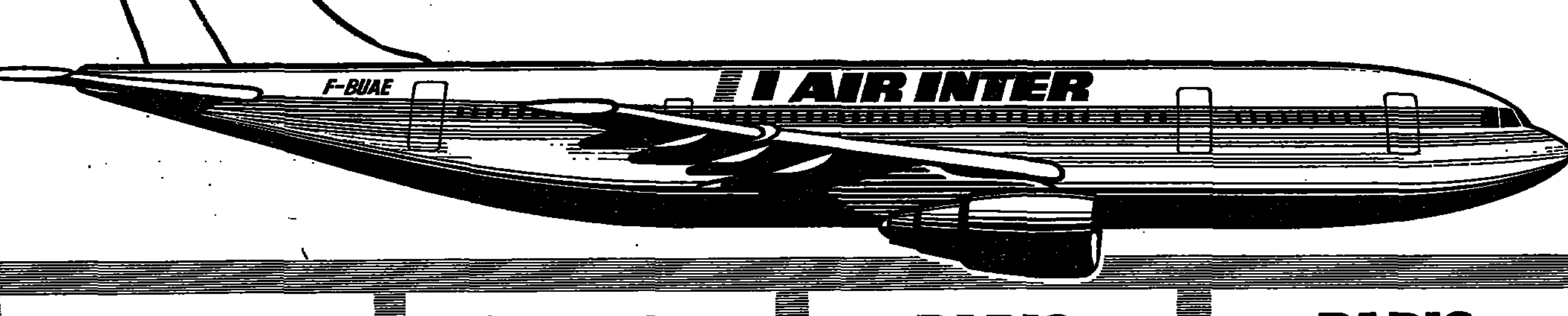
Pierre Pujo note pour sa part, dans *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste), que « *dans tous les milieux politiques des messages de sympathie à la communauté juive, et de réprobation du terrorisme, ont été exprimés* ». Il ajoute : « *Si les néo-nazis à la petite cervelle souhaitaient faire du tort aux juifs, ils ont réussi !* » Cependant, il s'inquiète : « *La série d'actes terroristes*, écrit-il, *est prétexte à mobiliser les juifs de France en leur laissant croire qu'ils sont aussi menacés que leurs frères d'Israël et qu'ils doivent donc s'en montrer entièrement solidaires. Ainsi certains pensent-ils forcer la main aux organisations juives traditionnelles pour qu'elles abandonnent leurs réticences. Il est significatif qu'une partie des manifestants qui ont protesté après l'attentat du quartier du Sentier aient chanté l'hymne israélien. Considéraient-ils donc que leur patrie n'est pas la France, mais Israël ?* »

Dans *LA VIE*, qui paraît ce jeudi, José de Broucker souligne qu'« *il est très important que les coupables, les vrais, soient retrouvés et définitivement empêchés de nuire* ». *Pour la sécurité et la tranquillité de la minorité juive*, dit-il. *Pour éviter que cette minorité ne soit entraînée à s'autodéfendre. Pour que le corps social sache contre qui et quoi il a à se protéger. Pour dissiper les soupçons graves qui pèsent sur les autorités de l'Etat.* » — P.J.

AIR INTER:

A PRIX ÉGAL, CHOISISSEZ L'AVION

PROFITEZ DES NOUVEAUX TARIFS JEUNES/ETUDIANTS/CONJOINT FAMILLE/3ème AGE/GROUPES SUR VOLS BLEUS



PARIS BIARRITZ 235 F	PARIS BORDEAUX 180 F	PARIS MARSEILLE 225 F	PARIS MONTPELLIER 205 F
PARIS NICE 340 F	PARIS NIMES 205 F	PARIS PAU 255 F	PARIS PERPIGNAN 240 F
PARIS LOURDES, TARBES 255 F	PARIS TOULON 250 F	PARIS TOULOUSE 205 F	

Prix aller simple applicables sur vols bleus au 1/6/1980 :
- à tous les jeunes de moins de 25 ans et aux étudiants de moins de 27 ans.
- au conjoint voyageant en couple.
- aux familles de 3 personnes au moins (parents + enfants de moins de 25 ans ou de moins de 27 ans si étudiants).
- aux personnes du 3e âge dès 60 ans, Madame, dès 65 ans, Monsieur.
- aux groupes d'au moins 10 personnes.

Demandez à Air Inter ou à votre Agence de voyages les nouveaux tarifs "L'avion moins cher".
Et pour votre prochain voyage en France, choisissez l'avion.

Renseignements AIR INTER PARIS :
12, rue de Castiglione 75001 Paris.
Tél. 539.25.25
et toutes Agences de voyages.

AIR INTER
L'AVION MOINS CHER

JUSTICE

Les pérégrinations de M. Simon Malley

Après avoir indisposé le gouvernement au point d'être expulsé sans ménagement, vendredi 3 octobre, M Simon Malley, directeur d'Afrique-Asie, semble avoir brusquement cessé d'intéresser les autorités françaises (le Monde daté 5-6 octobre). Qu'est-il devenu, une fois mis dans l'avion d'Air France pour New-York ?

Nul ne paraît plus s'en soucier Le ministère de l'intérieur se contente de déclarer que ce journaliste d'origine égyptienne est « interdit de séjour en France ». *Pour le reste...*

La suite de l'histoire est pourtant intéressante. Elle montre, au moins, la précipitation de la procédure d'expulsion et témoigne du désaveu discret de certains pays pour une décision prise, semble-t-il, à la demande pressante de quelques chefs d'Etat africains.

Car, contrairement à ce qu'il avait d'abord annoncé, M Malley n'aurait pas été refoulé des Etats-Unis, à son arrivée à New-York. Un passage non gardé, dans l'aéroport, lui aurait permis, nous a-t-il indiqué lundi au téléphone, de gagner la salle de transit, après avoir faussé compagnie au policier français des renseignements généraux qui l'escortait. Il se serait ensuite retrouvé en possession d'un billet pour un avion décollant, une demi-heure plus tard, à destination de Genève.

*M Malley, bien sûr, ne dit pas toute la vérité. Il ne veut pas nuire à ceux qui l'ont aidé. Qui sont-ils ? Le gouvernement américain pouvait très officiellement refouler le directeur d'*Afrique-Asie *que la police française avait expulsé sans passeport ni papiers d'identité. Peut-être aussi des diplomates étrangers en poste à l'ONU, venus nombreux à l'aéroport accueillir M. Malley.*

A Genève, d'autres amis l'attendaient, cette fois avec son propre passeport suisse, sur la piste de l'aéroport de Cointrin. M. Malley, dans ses récents déplacements, n'aura rencontré ni douaniers ni policiers

Il est encore à Genève pour quelques jours. Il se déplacera sans doute, ira saluer d'autres amis, soucieux, semble-t-il, de lui manifester une courtoisie qu'il n'a pas ressentie de la part du gouvernement français « J'attendrai, *dit-il,* d'être autorisé à regagner Paris. » *M Malley ne doute pas, en effet, que les recours déposés par ses avocats annuleront l'arrêté d'expulsion qui lui fait, ces temps-ci, visiter rapidement quelques aéroports*
— Ph. Bg

La conférence des bâtonniers s'est réunie à Versailles

Les avocats ne sont pas d'accord sur la révision de leurs honoraires

La conférence des bâtonniers s'est réunie les 3 et 4 octobre à Versailles, ville dont est maire son président, Mᵉ André Damien (C.D.S.). A l'ordre du jour, l'épineuse question des honoraires, sur laquelle les avocats ne parviennent pas à se mettre d'accord malgré les souhaits de la chancellerie de voir aboutir des négociations interrompues depuis le mois d'août.

Réaliste, Mᵉ Damien reconnaît que la fixation des honoraires donne parfois lieu à des « excès ». Certaines habitudes, moins choquantes aux yeux du public, compliquent le débat. La pratique, par exemple, des prix d'appel, qui éliminent toute concurrence, quitte, le client mis en confiance, à récupérer la différence sur d'autres affaires. Les relations avocat-client, note Mᵉ Damien, sont ambiguës : les justiciables admettent mal que leur défenseur, qu'ils considèrent comme un confident, voire un sauveur, leur réclame des honoraires. De telles relations ne prêtent guère à ce genre de rapports. Pourtant, les avocats, dont la situation est souvent moins florissante qu'on ne le croit, doivent faire face à des charges de plus en plus lourdes. « *Nous constatons aujourd'hui une paupérisation de notre profession* », affirme Mᵉ Damien.

Tout le monde ou presque est d'accord pour remédier à l'anarchie qui règne dans ce domaine et pour refuser une intervention trop poussée de l'Etat. Sur le reste, les solutions divergent.

La conférence des bâtonniers préconise un système s'inspirant de la législation actuelle, qui distingue les honoraires proprement dits (libres) et la rémunération de la « *postulation* » (*sur la base* d'un tarif fixé par l'Etat) Revalorisée, cette rémunération de la postulation couvrirait les frais généraux des cabinets. L'autre partie resterait libre, mais les barreaux publieraient les tarifs indicatifs permettant aux clients d'y voir plus clair.

Certains ordres agissent déjà de la sorte. Cela n'est pas toujours du goût de la commission de la concurrence, qui assimile cette pratique à une entente illicite. Mᵉ Jean Couturon, bâtonnier de Paris, a déjà dû s'expliquer sur ce point devant elle. A cela, Mᵉ Damien rétorque que ces barèmes « *ne sont nullement une entente destinée à freiner la concurrence entre avocats, puisqu'ils se bornent à constituer une information légitime des usagers* ».

L'autre système, qui semble avoir la préférence de la chancellerie, est défendu par la Confédération syndicale des avocats (modérée). *Pour l'essentiel*, ce système distingue une part négociée entre la profession et la chancellerie, que les tribunaux pourraient mettre à la charge du justiciable qui perd son procès, et une part libre. Dans la pratique, les clients sauraient à l'avance ce qu'ils sont en droit d'attendre en cas de succès, même si les honoraires réclamés par leur défenseur sont plus élevés. Il s'agirait, comme pour les médecins, d'une sorte de conventionnement.

Vendredi 3, Mᵉ Damien a fait un pas en direction de la C.S.A. en déclarant que ce système présentait une « *solution neuve* » et qu'il convenait d'en « *recenser les avantages et, éventuellement, les inconvénients* ». Cela ne veut pas dire que la profession va se mettre d'accord sur cette solution, dont certains considèrent qu'elle fait peser sur les avocats une menace de fonctionnarisation. C'est, *en particulier, l'opinion de* Mᵉ Paul Bouchet, bâtonnier de Lyon, qui plaide pour une meilleure connaissance, par les avocats, de leur coût, laissant le soin aux ordres de prévenir d'éventuels abus. — B. L. G.

En présence de MM. Barre, Peyrefitte et Poher

M. Schmelck plaide pour de « profonds changements » à la Cour de cassation

Les deux plus hauts magistrats de France, *MM Robert Schmelck* et Henri Maynier, premier président et procureur général à la Cour de cassation, ont été solennellement installés le 6 octobre dans leurs nouvelles fonctions en présence de M Raymond Barre, premier ministre, de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, et de M. Alain Poher, président du Sénat.

Dans leurs discours respectifs, ils se sont inquiétés l'un et l'autre de l' « *inflation des pourvois* » (affectant plus particulièrement le secteur pénal et le secteur social) passés annuellement de 6 800 en 1947 à 17 000 en 1979.

Pleinement conscient comme son prédécesseur, M. Pierre Bellet, « *de la montée des périls qui menacent la Cour de cassation* » et de la nécessité de « *profonds changements* », M. Schmelck « *ne pense pas que la solution consiste à augmenter les effectifs de la Cour proportionnellement à l'accroissement des affaires, car une telle mesure ne serait pas sans danger pour la cohésion de la jurisprudence de la Cour de cassation* ». Il préférerait « *une augmentation progressive du nombre des conseillers référendaires* » et suggère « *la création d'un corps de substituts du procureur général* ».

Le président de la République ayant annoncé son intention d'assister à la prochaine audience solennelle de rentrée, fixée au 5 janvier, le premier président se propose de recueillir d'ici à cette date *les avis de tous les* membres de la Cour, comme ceux des services du parquet et du greffe et du conseil de l'ordre des avocats à la Cour de cassation, afin de présenter dans trois mois au chef de l'Etat « *non seulement un bilan mais des conclusions positives et des suggestions concrètes* ».

En conclusion, M. Schmelck a déploré que « *la confiance des citoyens en la justice de leur pays soit à l'heure actuelle ébranlée* ». Les magistrats, « *lassés et irrités par les critiques souvent contradictoires, du reste, dont ils sont la cible* », ont leur part de responsabilité, dit-il, « *dans la mesure où ils ne savent peut-être pas suffisamment expliquer le sens des décisions rendues, ne l'oublions pas, au nom du peuple français* ». D'autre part, a-t-il ajouté, « *certains d'entre nous, fort rares d'ailleurs, mais dont on fait trop de cas, ne reflètent pas toujours dans leurs fonctions l'image de la justice qu'attendent nos concitoyens* ».

UN ARSENAL CLANDESTIN EST DÉCOUVERT DANS LES PYRÉNÉS-ATLANTIQUES

Bayonne. — Informés d'allées et venues suspectes autour d'une ancienne bergerie, aménagée en résidence secondaire, les gendarmes d'Ascain (Pyrénées-Atlantiques) y ont découvert, le lundi 6 octobre, une cache souterraine et un dépôt d'armes. Une fouille minutieuse des abords de la propriété leur a permis de repérer, dissimulée sous une meule de foin, une trappe donnant accès à un local à 2 mètres de profondeur.

Cette cache contenait trois mitrailleuses lourdes, quinze dispositifs de mise à feu pour engins explosifs, des détonateurs, une matraque et des couvertures de laine

De multiples contrôles ont été opérés aussitôt dans tout le secteur : quatre personnes ont été interpellées et conduites au commissariat de Bayonne, mais leur identité n'a pas été révélée. Le S.R.P.J. de Bordeaux a été chargé de l'enquête. — *(Corresp.)*

DEUX HOMMES D'AFFAIRES ÉCROUÉS APRÈS UN CHANTAGE

Accusés d'avoir tenté d'extorquer une somme de 20 millions de francs à un promoteur immobilier parisien, M. Jean-Claude Aaron, deux hommes d'affaires, MM. Jean-Jacques Meaille et Jean-François Rozan, tous deux âgés de cinquante-quatre ans, ont été inculpés et écroués lundi *6 octobre*

M. Jean-Jacques Meaille a été interpellé, le 3 octobre, alors qu'il téléphonait d'une cabine publique à M. Aaron pour lui réclamer une somme importante en échange de nombreux documents bancaires qui avaient été dérobés au promoteur immobilier dans une banque genevoise.

M. Meaille a affirmé avoir agi pour le compte de M. Jean-François Rozan, P.-D G de la société Sagatour, qui exploite un complexe hôtelier à la Guadeloupe.

● *Les dix-neuf « cibistes »* qui avaient comparu, le 22 septembre, devant le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle), ont été, lundi 6 octobre, dispensés de peine, mais leur matériel a été confisqué.

ÉDUCATION

LICENCIÉ POUR AVOIR NOTÉ UN INSPECTEUR

Un maître auxiliaire campe devant son ancien collège

De notre correspondant

Grenoble. — Depuis le 25 septembre, un maître auxiliaire de mathématiques, M. Jean-François Le Dizès, campe devant le collège de Coublevie (Isère). Il attend que le rectorat veuille bien revenir sur sa décision de ne pas le réemployer. Nuit et jour, M. Le Dizès demeure devant les grilles de son ancien collège, côtoyant matin, midi et soir les élèves, qui l'interrogent sur les raisons de la « *sanction* » qui le frappe.

En avril 1979, Jean-François Le Dizès, qui est maître auxiliaire depuis neuf ans, reçoit dans sa classe l'inspecteur pédagogique certifié de mathématiques, M. Fauvergne, *qui lui décerne la* note 10 sur 20 pour son aptitude pédagogique. Une note qui rend impossible la titularisation du professeur de mathématiques.

Le 5 avril, celui-ci adresse à M. Fauvergne une lettre dans laquelle il porte à son tour un jugement sur les capacités de l'inspecteur à « *inspecter* ». Il *conclut* son « *contre-rapport* » : « *M. Fauvergne devrait prendre conscience du rôle que lui fait jouer le gouvernement dans sa politique répressive et dans le maintien de la société hiérarchisée* » ; l'inspecteur se voit attribuer la note de 9 sur 20.

Le procédé employé par le maître auxiliaire a été jugé « *inadmissible* » par les services du rectorat, qui ont pris la décision au mois de juillet de ne pas le réemployer.

« *J'ai écrit à l'inspecteur ce que je pensais de lui, comme lui l'a fait pour nous. S'il se sent diffamé, qu'il m'attaque alors devant les tribunaux* », a déclaré M. Jean-François Le Dizès, qui affirme vouloir se « *battre jusqu'au bout* » pour obtenir sa réintégration. Des pétitions ont été signées par des parents d'élèves et des professeurs du collège de Coublevie, qui se déclarent choqués par « *une sanction démesurée par rapport aux faits reprochés* »

A la sortie des cours, les élèves du collège de Coublevie invitent souvent à déjeuner ou à dîner leur ancien professeur de mathématiques, qui regagne le soir son sac de couchage installé devant le portail de l'établissement. Le principal du collège, M Pierre Archinard, déclare que cette affaire *ne le concerne pas* et que « *M. Le Dizès est désormais sous le contrôle du maire de la commune* ». Lundi 6 octobre, les élèves du collège ont été informés que la circulation de la pétition en faveur du maître auxiliaire « licencié » était interdite pendant les cours.

CLAUDE FRANCILLON.

● *L'inauguration de l'Institut Auguste-Comte.* — « *Notre ambition doit être l'excellence* » a déclaré, lundi 6 octobre, M. Giscard d'Estaing lors de l'inauguration des locaux rénovés de l'Institut Auguste-Comte pour l'étude des sciences de l'action, installé il y a trois ans à l'emplacement de l'ancienne Ecole polytechnique (Paris 5ᵉ) « *Nous ne devons pas être en retard au rendez-vous du futur* », a expliqué le chef de l'Etat à la troisième promotion d'ingénieurs et cadres supérieurs

De son côté, le parti socialiste a publié un communiqué dénonçant « *le danger pour la démocratie et le formidable gaspillage de caste de privilégiés et de protégés du pouvoir (...) Dans le contexte actuel, le président de la République a singulièrement manqué d'à-propos et de dignité en inaugurant, lundi, ce temple de l'inégalité entre les hommes* »

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE ROMAIN

Mère Teresa demande aux évêques de donner de « saints prêtres » à l'Église

Rome — Place aux laïcs et aux femmes à l'assemblée plénière du synode. Avant d'entrer dans la deuxième phase des travaux — celle des carrefours linguistiques. — les Pères synodaux ont écouté, lundi 6 octobre, les experts laïcs. Une fois n'est pas coutume... Mais quel paradoxe ! Alors que depuis une dizaine de jours les Pères du synode se sont, pour la plupart, efforcés de se mettre à la place des prêtres et des fidèles, et de tenir un langage *qui puisse faire évoluer la doctrine* et la pastorale matrimoniale, un couple de laïcs auditeurs, à qui la parole a été donnée, a fait assaut de *cléricalisme, de moralisme et de dévotion* : M. et Mme Norbert et Renate Martin, sociologue et philologue de la République fédérale d'Allemagne, ont parlé « *des auberges de* l'égoïsme » que constituent les cas d'union libre ; du mariage « représentation réelle de l'alliance d'amour du Christ avec son *Eglise* » ; de l'action éminente de Marie dans les foyers.

M. et Mme Zéphyrin et Françoise Goma, de Brazzaville, respectivement technicien dans l'aviation civile et monitrice dans les services des affaires sociales, rappellent opportunément les caractéristiques du mariage africain ; le rôle grandissant de l'école et de l'Etat ; l'utilité des repas pris en famille ; les bienfaits de la prière récitée en commun avec les enfants.

Mère Teresa, de Calcutta, après s'être *déclarée* « indigne de parler devant le pape », supplie les évêques à plusieurs reprises de donner à l'Eglise de « saints prêtres ». Elle *raconte comment elle a obtenu du gouvernement* indien de ne pas stériliser cinquante-trois mille lépreux, et la facilité avec laquelle elle *a appris à ces malheureux à pratiquer* les méthodes naturelles de régulation des naissances. « Nous combattons, ajoute-t-elle, le fléau de l'avortement par l'adoption. »

La discipline et la miséricorde

De notre envoyé spécial

Rome — Si l'on considère la plupart des interventions prononcées (1) à ce jour en assemblée générale, *l'heure est, semble-t-il, à la relativisation*, c'est-à-dire à une remise en place au nom de l'Evangile, du *bon sens et des réalités actuelles* des prescriptions de l'Eglise. En *effet*, la discipline n'est *pas première mais la justice pour* les croyants en difficultés dont les situations sont infiniment variées, *ainsi que la charité, consistet à ne pas* surcharger les épaules des fidèles. A de très nombreuses reprises, les pères *du synode ont souligné l'importance* de la miséricorde.

La relativisation *pourrait* commencer avec la notion même de famille qui est loin d'être une entitée absolue et qu'il convient de rapporter à la communauté dont elle est la première ébauche. Elle constitue un élément essentiel de la société, mais elle ne saurait se suffire à elle-même ni se replier abusivement sur ses seuls besoins. L'égoïsme conjugal et familial n'est pas une vue de l'esprit. Jésus a *affirmé* que la réalité familiale doit être dépassée et subordonnée à des valeurs spirituelles plus hautes. A six reprises, pour le *moins*, le Christ a mis en quelque sorte la famille au pas et non sans brutalité (Matthieu 8, 2 ; 10, 37 ; 12, 49 ; Marc 3, 33 ; Luc 2, 45 ; Jean 2, 3).

La famille est un des lieux privi*légiés de l'amour, mais elle n'est pas* le seul. Du point de vue strictement religieux, les fondateurs d'ordres eux-*mêmes ont vécu et explicité* cette intuition *par* le vœu de chasteté. La famille n'a d'ailleurs par reçu pro*messe d'éternité*, et *déjà elle est* multiforme.

Si l'Eglise doit inciter à la perfection, elle sait que le Christ n'est pas venu pour les justes mais pour les pécheurs En conséquence — ce *fut aussi* une des constantes des interventions, — l'Eglise doit avoir une conscience aiguë de la progres*sion* on ne peut tout demander et tout de suite aux gens, et le propre de la pastorale est d'accom*pagner les chrétiens* et de les aider à marcher à leur rythme et selon leurs possibilités. A se faire plus humaine, la hiérarchie n'exténue pas les exigences évangéliques, elle les rend plus opératoires.

La *femme reste le pilier de la* fam''e, celle qui met au monde les enfants, les élève, qui supporte les *plus lourdes charges, et nourrit* son entourage de sa tendresse et de son savoir-faire. Fort peu de Pères *du synode* ont parlé de la femme, et il n'est guère étonnant que les observatrices de l'assemblée, *une fois encore, aient eu l'impres*sion d'être traitées en mineures.

En venant à Rome, pour une durée de huit jours, tenir un colloque, le mouvement d'origine belge « *Femmes et hommes dans l'Eglise*, la famille et la société » (58, rue de la Prévoyance, Bruxelles 1000) a *ouvert des perspectives dont chacun* a pu tirer *profit*. Au synode, c'est un religieux et non une religieuse *qui a parlé au nom des congrégations* féminines. Cela en dit long sur la survivance d'une mentalité qui n'a plus guère cours que dans les milieux ecclésiastiques. Pour combien de temps encore ?

HENRI FESQUET.

(1) A la date du 6 octobre, environ cent soixante évêques sur deux cent seize présents avaient pris la parole au synode.

Les annulations de mariage en augmentation « astronomique »

De notre envoyé spécial

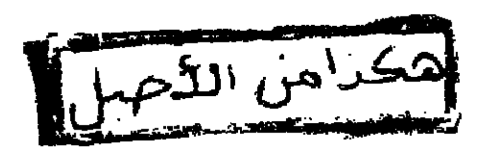
Rome. — Le cardinal Pericle Felici, *préfet du tribunal de la* Signature apostolique, a déclaré, lors d'une intervention au synode, le 6 octobre, que le *nombre des annulations de ma*riages faites par divers tribunaux a, depuis dix ans, augmenté dans des *proportions* « astronomiques » : 5 000 % (cinq mille pour cent). Il regrette *qu'à la place des causes de* nullité prévues par le droit canonique on invoque « *presque toujours l'immaturité psychologique, l'incapacité d'assumer et d'accomplir les devoirs conjugaux, spécialement en ce qui concerne la communion de vie et les rapports interpersonnels* ». A ce sujet, le cardinal *remarque* : « *Certaines de ces causes de nullité peuvent éventuellement entrer dans celles prévues par le droit Mais la manière même de les formuler et de les appliquer peut donner lieu à des décisions arbitraires de nullité de mariages qui sont certainement valides.*

« *Cela porte atteinte à la stabilité de la famille Le tribunal de la Signature a dû faire face à d'autres inconvénients comme le passage des causes, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Beaucoup de causes sont ainsi jugées par des tribunaux plus indulgents. La Signature a dû intervenir en plusieurs cas, souvent à la requête de l'autre partie ou de l'évêque auquel on avait retiré la cause, et a remis les choses en ordre.*

« *Récemment, la Rote, sur dénonciation de la Signature, a infligé des peines sévères à l'encontre de certains avocats de la Rote coupables de ces détournements de causes.* » Le cardinal adresse en ce sens un appel pressant aux évêques qui ont la responsabilité de tribunaux de bien vouloir collaborer plus activement avec la Signature dans cette œuvre de vigilance, comme beaucoup, a-t-il dit, le font déjà.

Voici un coin du voile levé publiquement sur les *difficultés* rencontrées par l'Eglise pour faire respecter ses positions *traditionnelles en matière de* mariage Tout se passe comme si celle-ci se révélait impuissante *à maîtriser ce qu'elle* appelle le « *relâchement des mœurs* », fût-ce au sein de ses *propres organismes de contrôle*, soit dans les diocèses, soit même au Vatican.

H. F.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

L'ÉLECTRONIQUE DANS L'AUTOMOBILE

Bientôt la fin des « gadgets »

Les éconornètres, les consommètres, les éconoscopes et autres dispositifs d'aide à la *conduite économique en automobile*, pour spectaculaires qu'ils soient, restent des gadgets. De tels sytèmes ne sont qu'un pis-aller et l'on peut penser que cette période de « bricolage électronique » où l'on additionne des boîtiers spécialisés un peu partout dans la voiture n'aura qu'un temps, comme en témoignent les recherches faites dans ce domaine : contrôle permanent du véhicule, carburation commandée par microprocesseurs et affranchie de toute liaison mécanique avec le moteur, diagnostic embarqué, radars anti-collisions, etc. Une voiture différente donc qui n'aura peut-être plus la faveur des amateurs de belles mécaniques.

ACTUELLEMENT, la panoplie de dispositifs électroniques utilisés dans l'automobile est déjà stupéfiante. Ainsi Ford réserve depuis l'an dernier, à certains de ses modèles, des serrures à code numérique et des tableaux de bord à affichage digital. Quelques hauts de gamme ont déjà des correcteurs de site *(réglage des phares) ou des correcteurs* d'assiette (par surpression d'air dans les amortisseurs) totalement automatiques. Les climatiseurs contrôlés électroniquement apparaissent, de même que les dispositifs de préchauffage de l'habitacle. Les sièges de conducteur — et bientôt les rétroviseurs, le volant réglable et le pédalier — gardent en mémoire la position idéale de leurs différents occupants. Et des censeurs d'humidité déclenchent automatiquement la fermeture de *la capote*, la marche des essuie-glaces et du ventilateur de dégivrage ! Plus tard viendront les systèmes de freinage antiblocage de roues (Bosch équipe déjà, avec parcimonie, les hauts de gamme Mercedes et B.M.W.), les assistances d'éclairage (passage modulé des phares en faisceau de croisement (dès 0,1 lux) avec retour automatique en phare dès que le seuil d'obscurité (0,02 lux) est atteint, allumage automatique des feux de position ou de croisement dans certaines conditions), les détecteurs de choc (pour le déclenchement des systèmes « actifs » de retenue) en attendant les délicats radars anti-collision.

Les tableaux de bord vont évoluer très vite, ne serait-ce que pour intégrer les dispositifs actuels d'aide à la conduite dont tous les gouvernements occidentaux prônent l'utilisation : ainsi la jauge traditionnelle cédera la place à l'indicateur de consommation, qui mesure l'alimentation du moteur en carburant au lieu d'un niveau de plus en plus imprécis dans les réservoirs plats actuels. La place gagnée par les affichages digitaux (électrolytiques ou à diodes) va permettre d'incorporer les « ordinateurs » de voyage. Et les alertes sonores et « parlées » vont se multiplier. Ces derniers gadgets disparaîtront ensuite sur les modèles les plus évolués (entre 1985 et 1990) qui ne conserveront qu'une centrale d'alerte et un minimum d'indications utiles permanentes (vitesse et besoin de carburant). La simplicité est *en effet le but à atteindre.*

La voiture du futur existe déjà. Du moins son système électronique, qui n'est pourtant qu'un début. Il s'agit de la version 1980 de la Cadillac Séville, dont l'allumage et l'injection sont électroniques ainsi que la commande de la climatisation. Le tout est relié à une unité centrale qui, en fonction des données transmises par différents capteurs, commande et contrôle en permanence le système. En cas de panne ou d'anomalie de fonctionnement, un signal d'alerte avertit le conducteur de passer chez le technicien. Ce dernier, à l'aide de touche, va « converser » en langage numérique, avec l'unité centrale qui lui indiquera la nature de la panne et les derniers paramètres de fonctionnement enregistrés *immédiatement avant l'avarie.*

C'est le premier exemple de diagnostic embarqué à bord d'une automobile. On peut imaginer *l'avenir : d'abord des indications* « en clair » sur la centrale d'alerte, puis une extension du diagnostic à tous les dispositifs électroniques du véhicule. Du coup, General Motors et sa Cadillac Séville viennent de balayer les arguments des tenants du matériel de diagnostic au garage. C'est le début d'une transformation profonde de l'après-vente automobile qui ne sera vraiment perceptible qu'en 1985 quand les premiers systèmes « multiplex » de grande série auront *fait* leur apparition. *Plus* de réglages, de réparations, de bricolage. Rien que de l'échange de modules...

Le multiplexage

La notion de « système » n'a pas de meilleur exemple que le multiplexage. C'est un ensemble électronique capable de transmettre sur un même câble plusieurs informations simultanées destinées à des récepteurs divers. Imaginez un fil unique reliant la batterie à une unité centrale et passant par tous les points de consommation électrique du véhicule. Ce fil transporte l'énergie nécessaire aux phares, aux injecteurs, au ventilateur, aux afficheurs du tableau de bord, à la bobine d'allumage, aux serrures électriques, etc. Mais il transporte également le signal de mise en action et d'arrêt propre à chaque organe. Il n'y a là rien de futuriste : la S.N.C.F. converse avec ses conducteurs de train par l'intermédiaire des câbles alimentant les locomotives et l'E.D.F. commande les compteurs « jour-nuit » par injection sur les fils électriques d'un signal particulier !

Bien que, actuellement, le coût d'un système multiplex soit trois fois plus élevé qu'un câblage traditionnel, les avantages sont nombreux : moins de matières *premières (on compte* aujourd'hui 300 à 800 mètres de fils par voiture !), donc moins de poids, une maintenance très facile, et surtout l'adjonction de nouvelles fonctions, *sans augmentation de coût perceptible,* telles que le maintien de l'éclairage intérieur depuis l'ouverture des portes jusqu'au démarrage du moteur, l'asservissement de la puissance du lave-glace à *la vitesse du véhicule*, etc. Pourquoi ? Parce que le système nécessite une unité centrale où convergent des données qui n'étaient jusqu'alors jamais mises en relation, la vitesse de l'arbre de transmission et la mise en action du lave-glace, par exemple.

Enfin, l'avantage principal du multiplexage est qu'il permet un *contrôle permanent* de tous les organes reliés à l'unité centrale, y compris le câble périphérique et l'unité centrale elle-même. A chaque ordre, transmis par l'unité centrale au récepteur, correspond un signal de retour donnant l'état de fonctionnement du récepteur. Une panne de périphérique est immédiatement détectée. Quant aux coupures du fil de commande ou aux pannes de l'unité centrale, elles sont ressenties par les récepteurs qui déclenchent une procédure de secours immédiate : allumage automatique des feux de croisement, *des feux stop, arrêt des feux de* route, déverrouillage éventuel des portières et maintien de tous les autres consommateurs dans l'état où ils se trouvaient avant la panne.

Le contrôle global

Le contrôle global du véhicule que permettra le multiplexage a déjà un embryon : le contrôle global du moteur. Son avènement date de deux ans à peine, aux Etats-Unis et au Japon. Le système le plus sophistiqué à ce jour — c'est le cas du E.E.C. III développé par Motorola — contrôle en même temps l'allumage, l'injection et le recyclage des gaz d'échappement.

A ces fonctions peuvent s'en ajouter d'autres, telles que la transmission. On aboutit alors au contrôle global de la traction (*le Monde* du 27-12-1978), solution extrêmement prometteuse vers laquelle s'orientent Renault et Fiat : une unité centrale reçoit les données essentielles (dépression dans la tubulure d'admission, position du papillon et de l'accélérateur, vitesse du moteur, vitesse du véhicule, etc.) et commande l'allumage, l'alimentation *(carburateur électronique ou injecteurs) et* le rapport de transmission d'une boîte à variation continue. C'est la révolution permise par la nouvelle boîte « Transmatic » des frères Van Doorne (créateurs des DAF) *dont une des particularités* actuelles est que son rendement est optimal pour les moteurs de cylindrée moyenne (1 300 cm3 à 2 000 cm3). Elle a été choisie par Renault pour son prototype de voiture économique Eve et elle équipera *la Fiat Strada dès* 1983 (1). Sa commande électronique interviendra, en série, quelques années plus tard, peut-être dès 1985...

La recherche avancée s'oriente actuellement vers les systèmes *« auto-adaptatifs ».* C'est l'avantage de l'électronique, en effet, que de comparer en permanence des données et d'agir quasi instantanément.

Des systèmes en boucle fermée fonctionnent déjà : on connaît les stabilisateurs de vitesse au moyen desquels la vitesse du véhicule est constamment comparée (et modifiée imperceptiblement) à la vitesse demandée, le contrôle électronique de la climatisation (comparaison entre la température détectée et la température désirée), *les systèmes de* freinage antiblocage de roues et les futurs détecteurs de verglas (mis en action dès que la comparaison entre les vitesses de chacune des roues indique une anomalie). Bientôt sortiront les détecteurs de baisse de pression des pneus (alerte dès qu'une pression est légèrement différente — 0,15 bar — de celle des autres).

Mais l'évolution la plus importante sera celle qui permettra *de contrôler un moteur par ses* paramètres de sortie. Actuellement, en effet, l'allumage comme l'alimentation sont calculés à partir des données fournies *en amont* du moteur (dépression dans la tubulure, *vitesse du moteur*, température de l'air, masse d'air admise, etc.). Mais les dispersions entre les moteurs d'une même chaîne sont telles qu'un réglage standard des organes annexes est une mauvaise solution. D'autre part, la mécanique s'use au cours de sa vie, ce qui nécessite des réglages périodiques. Avec les systèmes « auto-adaptatifs », plus rien de cela : l'avance à l'allumage, par exemple, se règle *d'elle-même*, en *fonction* d'une recherche de la puissance. Et la carburation — ou l'injection — électronique s'opère en fonction d'une recherche de la composition idéale des gaz évacués dans le tuyau d'échappement.

Bien entendu, un détecteur de cliquetis est nécessaire au système. C'est un cristal piézo-électrique placé sur la culasse qui détecte les fréquences caractéristiques (entre 6 et 7 KHz) de ce phénomène destructif. Là aussi, le système est « auto-adaptatif » : l'avance à l'allumage est incrémentée en permanence jusqu'à ce que l'alerte retentisse. L'avance est alors immédiatement retardée de plusieurs points et l'incrémentation recommence... La boucle est fermée.

Les radars anti-collision obéissent au même principe : on roule jusqu'à ce qu'un « seuil de danger » soit atteint ; à partir de là, on décrémente la vitesse jusqu'à ce qu'un « seuil de sécurité » soit atteint.

L'électronique va imposer dans un avenir proche la fin de la liaison mécanique entre l'accélérateur et le carburateur. La transmission sera désormais électrique et les mouvements du pied sur la pédale (vitesse et angle d'appui) seront « interprétés » par une unité centrale qui dépassionnera la conduite. Puis ce sera le tour des freins, la pression sur la pédale étant analysée et filtrée en fonction de la meilleure décélération possible et des possibilités de récupération d'énergie.

Il est facile d'imaginer la tentation des gouvernements de contrôler totalement le trafic lorsque les véhicules automobiles auront atteint ce niveau d'automatisme. Une voiture à boîte Transmatic contrôlée électroniquement pourrait très bien recevoir ses ordres de tout appareil extérieur plutôt que d'une pédale/rhéostat d'accélérateur. La sécurité étant assurée par un radar anti-collision.

Reste l'épineux problème de la direction du véhicule, mais les solutions ne manquent pas et d'innombrables expériences de conduite automatique ont déjà eu lieu en Allemagne fédérale, au Japon et bien sûr aux Etats-Unis.

MICHEL BERNARD.

(1) Actuellement montée sur Fiat Ritmo prototype, elle permet des accélérations légèrement supé*rieures à celle d'une boîte à cinq* vitesses pour une consommation égale *sur* route et inférieure en ville.

En toute logique

MOEBIUS ET SA MOITIÉ

PROBLEME N° 182

Chacun sait fabriquer, ou imaginer, une bande de Moebius, en partant d'une bande rectangulaire de papier et en lui imposant un demi-tour avant de joindre les extrémités.

Il est facile de couper cette bande en deux parties égales, soit par un trait qui joint les deux *bords* et l'ouvre, soit par un trait central qui livre deux bandes égales imbriquées.

Mais comment obtenir deux parties d'aires égales, en un trait droit et *continu* (sur le papier), qui ne touche qu'un seul bord, une seule fois ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 181

Le premier joueur gagne s'il fait *pile* au premier coup, ou si son adversaire perd au coup suivant et qu'il gagne ensuite, ou... : sa probabilité P de gagner est :

$$p = \frac{1}{2} + \frac{1}{2}\cdot\frac{1}{2}\cdot\frac{1}{2} + \frac{1}{2}\cdot\frac{1}{2}\cdot\frac{1}{2}\cdot\frac{1}{2}\cdot\frac{1}{2} + \dots$$

$$= \frac{1}{2} + \left(\frac{1}{2}\right)^3 + \left(\frac{1}{2}\right)^5 + \left(\frac{1}{2}\right)^7 + \dots$$

$$= \frac{1}{2}\left(1 + \left(\frac{1}{2}\right)^2 + \left(\frac{1}{2}\right)^4 + \left(\frac{1}{2}\right)^6 + \dots\right)$$

$$= \frac{1}{2}\left(\frac{4}{3}\right) = \frac{2}{3}$$

Le deuxième joueur n'a qu'une chance sur trois de gagner.

PIERRE BERLOQUIN.

LES VEAUX ET LA RECHERCHE

Les récents développements auxquels a donné lieu l'affaire des « *veaux aux hormones* » et la décision européenne d'interdire l'utilisation, en élevage animal, des œstrogènes *(le Monde* du 2 octobre) risquent de laisser sous silence une donnée d'autant plus remarquable qu'elle n'a guère été mise en lumière, quelles qu'aient pu être l'ampleur et l'intensité des *polémiques : les hormones* œstrogènes « naturelles », si elles n'ont pas fait chez l'animal la preuve de leur innocuité, ont cependant *démontré* leur efficacité.

La fréquence avec laquelle on les utilise en élevage prouve, à elle *seule*, s'il en était besoin, que les œstrogènes « naturels » et artificiels provoquent, chez le veau notamment, des modifications métaboliques importantes, l'une des plus visibles étant l'accroissement de la *masse musculaire. Or le mécanisme* intime de ces perturbations physiologiques provoquées est loin d'être entièrement élucidé. Les chercheurs manquent de données, par exemple, pour expliquer clairement le mécanisme par lequel les œstrogènes augmentent la fixation des molécules d'azote dans les cellules animales. Les variations du métabolisme des substances anabolisantes en fonction de l'alimentation de l'animal n'ont pas, non plus, été étudiées et il y a fort à craindre que la campagne menée actuellement ne freine le développement de telles études chez l'animal.

Au-delà de leur aspect *fondamental, ces travaux* auraient pourtant une application pratique d'une importance considérable. Le système d'implants œstrogéniques représente, en effet, un modèle exceptionnel dans lequel on peut « orienter » un *métabolisme* vers la fabrication de protéines. Pratiquée sans *contrôle*, avec pour seule motivation des préoccupations mercantiles et sans données précises quant à son innocuité, l'administration d'œstrogènes à *l'animal n'est pas acceptable.* Il n'en serait pas moins regrettable que l'on renonce à approfondir et à maîtriser ce qui permet d'obtenir un surcroît de protéines à partir d'une même consommation animale.

JEAN-YVES NAU.

Sirocco au secours de l'énergie solaire

LE Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) se propose de réaliser, dans les années qui viennent, une centrale solaire fonctionnant à très haute température et utilisant pour la conversion de l'énergie solaire en énergie mécanique ou électrique une turbine à gaz. Les premiers éléments prototypes (des panneaux de récepteur) de ce projet, baptisé Sirocco, devraient être prochainement livrés par les industriels.

Sirocco : le vent du désert dont le souffle brûlant dessèche tout. Jamais nom de code pour une telle opération n'aurait pu être mieux choisi pour une centrale. Les températures à laquelle elle devrait fonctionner atteindront et dépasseront peut-être les 800 degrés, alors que quelques centaines de degrés seulement sont nécessaires pour des centrales solaires, au rendement plus modeste, comme Thek ou Themis.

Les arguments en faveur d'un tel projet ont de quoi séduire : meilleur rendement, turbines à gaz, installations plus compactes, etc. Mais de tels avantages exigent des technologies de pointe *et des matériaux réfractaires* seuls capables de résister aux températures imposées. Pour explorer les possibilités de cette filière, le C.N.R.S., par l'intermédiaire de son laboratoire d'énergétique de Poitiers-Odeillo, se propose donc de tester au four solaire d'Odeillo un système comprenant un récepteur solaire de conception originale et une turbine à gaz de petites dimensions (130 kW) actuellement en vente dans l'industrie aéronautique.

Encore convient-il, avant d'en arriver à ce stade, d'avoir démontré qu'il était possible de réaliser un récepteur de qualité, pièce maîtresse de l'ensemble, puisque c'est là que s'échauffe le fluide — en l'occurrence de l'air — destiné à entraîner la turbine.

Avec la collaboration du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), les équipes du C.N.R.S. ont donc dessiné un récepteur s'accommodant bien de l'air. Celui-ci, puisé directement par le compresseur de la turbine, pénètre, du fait de cette opération, à une température de 500 degrés dans le récepteur. Là, sous l'effet du rayonnement solaire, il s'échauffe jusqu'à 800 degrés avant d'aller se détendre dans la turbine qu'il fait ainsi tourner.

L'air étant un mauvais fluide thermique, et les échanges entre le gaz et la paroi du récepteur étant médiocres et très inférieurs à ceux (liquide - paroi) obtenus dans la centrale Themis, le C.E.A. et le C.N.R.S. ont dû multiplier les *surfaces d'échange et concevoir* un récepteur ayant l'apparence d'une boîte à œufs. Un module prototype en acier réfractaire a été essayé de juillet 1979 à mars 1980.

Pour l'expérience qu'il projette de réaliser à la fin du mois de septembre 1981, le C.N.R.S. a confié à Creusot-Loire la conception d'un des sept panneaux récepteurs qui sera alors utilisé.

Des résultats de l'expérience dépendra la commande des panneaux supplémentaires.

Dans le même temps, la société Microturbo, à laquelle a été commandée une turbine à gaz de 130 kilowatts, s'efforce d'adapter celle-ci aux besoins du projet. En effet, cette opération, même si elle ne nécessiste pas une refonte complète de la turbine, réclame cependant une importante modification de ses carters pour permettre de faire circuler l'air pompé par le compresseur, puis réchauffé dans le récepteur. D'autre part, ces changements doivent être accomplis en gardant sur la turbine l'injecteur. Cette pièce par laquelle arrive d'ordinaire le fuel enflammé destiné à réchauffer l'air nécessaire au fonctionnement de la turbine doit être conservée pour que, lors des périodes sans soleil, le système puisse encore fonctionner de manière classique.

Si les premiers résultats obtenus étaient encourageants, peut-être pourrait-on voir apparaître sur le marché des centrales solaires d'une puissance comprise entre 50 et 1 000 kilowatts dérivées du programme Sirocco, pour lequel le C.N.R.S. envisage d'engager quelque 5 millions de francs. Les Français ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'intéresser à cette filière, et les Allemands, avec lesquels le C.N.R.S. devrait avoir des conversations en octobre à Cologne, voient plus grand et projettent de construire une *centrale de 20 mégawatts.*

J.-F. A.

LES ENTRETIENS

Travail et pathologie

AU cours de l'une des tables rondes, *réunie* autour du professeur Yves Pélicier (hôpital Necker, Paris), un certain *nombre* de médecins et d'ingénieurs (1) ont tenté de *répondre* à l'ancienne et éternelle question, celle-là même que posait Charlie Chaplin dans *Les Temps modernes : « le travail rend-il malade ? »*

Il *faut* tout d'abord *rappeler* à cet égard, a noté le professeur Lichnerowicz (Paris), que les *grands principes de l'organisation* du travail industriel remontent à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, et que, fondés sur des *tâches répétitives imposées* à une main-d'œuvre nombreuse et sous-qualifiée, ils n'ont guère évolué dans leur formulation. Or les tâches ont, elles, profondément changé, ne serait-ce que parce que le développement de l'électronique impose de plus en plus de travaux de contrôle et de réparation à une main-d'œuvre *moins nombreuse.*

D'où de multiples décalages. *« Du fait de sa nature, de son organisation, de son intensité,* a déclaré le professeur Wisner (Conservatoire national des arts et métiers, Paris), *le travail peut par lui-même être dangereux pour la santé mentale (...). Certaines conditions de travail constituent, en effet, de véritables pièges mentaux, car l'ignorance des ingénieurs et des techniciens dans le domaine du fonctionnement humain est extrême, en particulier en ce qui concerne les activités mentales. »* Parfois, le travail est en soi nocif pour l'équilibre psychique par la seule ambiguïté des tâches qu'il requiert : faute d'informations suffisantes, le travailleur ne sait comment orienter ses choix, *surtout si la cadence est rapide,* ou s'il a perdu de vue l'objet final à produire. On peut ainsi créer de véritables névroses expérimentales, par exemple *lorsque la tâche,* pourtant complexe, *« est hâchée par l'urgence ou l'angoisse des autres ».*

En ce sens, le Pr Sivadon (Paris) a rappelé, les conclusions, toujours valables, des études qu'avait menées Russel Frazer en Grande-Bretagne pendant la seconde guerre mon*diale, et à partir desquelles* il avait défini un certain nombre de situations pathogènes *dans l'industrie* : l'excès de travail, l'hyper ou l'hypo-compétence *par rapport à la tâche* à accomplir, l'absence d'investissement personnel, de communication et d'intégration au groupe, peuvent provoquer non seulement *des phénomènes de type névrotique* — dépressifs, hystériques, phobiques, par exemple — mais aussi majorer considérablement les risques d'accident, l'alcoolisme, *perturber gravement* le sommeil, engendrer des troubles du caractère, etc.

De plus en plus, a noté de son côté le professeur Pélicier, *« nous vivons le travail comme donateur d'identité et — presque — d'état civil ».* S'il vient à manquer, l'individu peut ressentir le chômage comme une perte de sa substance personnelle. *« Il y a des problèmes de pathologie du travail,* a-t-il conclu, *qui doivent être élargis aux dimensions d'une existence. »*

C. B.

(1) A. Lichnerowicz, P. Moeschler, A. Wisner, P. Sivadon.

Médicaments et grossesse

Faire prendre un médicament à une femme enceinte n'est jamais un geste anodin. Il comporte toujours un risque pour la mère ou pour le fœtus, même si son évaluation est difficile à faire. La fréquence de telles prescriptions laissent pourtant penser que ces données élémentaires ne sont pas toujours prises en considération. Il est vrai que la tâche du praticien n'est pas simple dans ce domaine. Les données fournies par la littérature scientifique internationale sont souvent disparates, parfois contradictoires, et de nombreuses inconnues subsistent en ce qui concerne les modes d'action et les métabolismes des médicaments utilisés. Si les spécialistes n'ont pas fourni de données exhaustives, en revanche tous ont insisté sur la nécessité absolue qu'il y avait à évaluer les risques encourus par rapport aux bénéfices escomptés.

Des risques pour l'enfant

« Usage déconseillé chez la femme enceinte », cette précision, fréquemment rencontrée sur les notices qui accompagnent les médicaments et figurant dans le dictionnaire Vidal des spécialités pharmaceutiques, ne renseigne guère le médecin. En revanche, elle inquiète la femme qui attend un enfant et à qui le médicament en question a été prescrit. Cette indication ne correspond pourtant qu'au fait que l'étude expérimentale chez l'animal n'a pas fourni de données exploitables chez l'homme. Malgré l'important développement de la tératogénèse médicamenteuse expérimentale à travers le monde, on ne dispose pas, pour l'homme, de conclusions formelles en ce qui concerne l'apparition des malformations. Celles-ci ne résument d'ailleurs pas à elles seules l'ensemble des conséquences pathologiques qui peuvent être reliées à la consommation de spécialités pharmaceutiques. On sait, par exemple, que des altérations fonctionnelles pourraient survenir longtemps après la naissance sans qu'il soit toujours possible d'établir un lien de cause à effet.

L'action des médicaments peut aussi avoir lieu avant la fécondation — sur les gamètes — ou dans les premiers jours qui suivent cette fécondation, avant l'implantation de l'œuf dans la paroi de l'utérus. On sait, d'autre part, que des conséquences pathologiques peuvent aussi survenir sans que la substance parvienne jusqu'à l'embryon. C'est ainsi qu'il est possible *in utero* de créer expérimentalement, chez l'animal de laboratoire, des malformations du système nerveux, en administrant à la femelle certains produits apparemment inoffensifs mais qui, en réalité, perturbent de manière importante la physiologie du placenta, cet organe qui assure les échanges vitaux entre la mère et l'embryon.

A la multiplicité des sites d'action potentiels, il convient d'ajouter la quasi-impossibilité d'extrapoler pour l'homme les données obtenues en laboratoire et les difficultés d'ordre méthodologique auxquelles se heurtent les enquêtes qui cherchent à colliger les cas de malformation survenus dans une population donnée pour identifier l'élément responsable. Comment, dans ces conditions, peut-on évaluer le risque que représente l'administration d'un médicament lors d'une grossesse et comment relier une malformation à un éventuel traitement plutôt qu'au risque « naturel » estimé, toutes malformations confondues, à environ 3 % ?

Il n'y a guère que pour les vaccinations et pour les examens radiologiques que l'on dispose de données précises. C'est ainsi que les vaccins constitués de virus vivants ou « atténués » sont formellement contre-indiqués. En ce qui concerne les radiations ionisantes des examens radiologiques, il semble acquis qu'il faille se limiter à un seul examen — s'il concerne le bassin — durant la grossesse.

Les données pharmacologiques n'apportent pas, en revanche, de certitudes. La grossesse bouleverse dans son ensemble la physiologie féminine et, explique le docteur Dumez, *« toutes les étapes du métabolisme des médicaments sont, à cette occasion, complètement modifiées ».* C'est ainsi, par exemple, que la fraction active du médicament — celle qui n'est pas liée aux protéines du plasma sanguin — est majorée chez la femme enceinte. D'autre part, les modifications concernant le fonctionnement du foie maternel, ainsi que la perméabilité du placenta font que les concentrations du médicament sont plus importantes chez le fœtus que chez la mère. *« Qui accepterait,* s'est interrogé le docteur Dumez, *d'administrer régulièrement des tranquillisants à un nourrisson ? »*

La diffusion importante que connaissent certaines drogues en gynécologie et en obstétrique pose, dans ces conditions, d'importants problèmes. A cet égard, deux types de produits, comme l'a souligné le professeur R. Henrion (Paris), mériteraient d'être particulièrement surveillés : les « bêta-bloquants », parfois utilisés chez la femme enceinte en cas d'hypertension artérielle, et les *« bêta-mimétiques »* (1), substances destinées à prévenir les menaces de fausse couche ou d'accouchement prématuré, à cause de leur capacité à diminuer l'intensité et la fréquence des contractions utérines.

Il est hors de doute que ces *produits* ont une action importante sur le métabolisme maternel, qui va bien au-delà du seul effet recherché. Les bêta-mimétiques, par exemple, entraînent presque toujours une augmentation du rythme et du débit cardiaque ainsi que de la concentration en sucre dans le sang. A l'inverse, les bêta-bloquants diminuent le débit cardiaque — donc la perfusion sanguine du placenta — et la concentration de sucre. Au-delà des contre-indications connues, on peut s'interroger sur les conséquences fonctionnelles qu'entraînent, chez le fœtus, de tels traitements. Pour le professeur Henrion, il est essentiel, devant la facilité avec laquelle certains médicaments sont prescrits, de bien évaluer, face aux risques encourus, les bénéfices escomptés. Les arrêts de travail et le respect de certaines règles hygiéno-diététiques ne doivent être ni oubliés ni négligés.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les « bêta-bloquants » sont des substances exerçant une action inhibitrice au niveau des récepteurs bêta des systèmes sympathiques.

Les « bêta-mimétiques » ont une action stimulante sur certains des récepteurs bêta.

Les infections dans les maternités

Les progrès constants de la médecine des nouveau-nés, qui parvient, par exemple, à sauver des nourrissons d'un poids inférieur à un kilo, rendent plus vigilants que jamais pédiatres et accoucheurs sur les risques auxquels est exposé l'enfant avant et immédiatement après sa naissance. Parmi ces risques, l'infection tient une place prédominante, comme l'ont démontré les accidents survenus récemment dans plusieurs maternités.

Mais ce n'est pas tant l'infection hospitalière qui présente les plus grands dangers que la contamination du fœtus par sa *mère avant même la naissance.* Cet ensemble de questions a fait l'objet d'une table ronde présidée par le professeur Reller (maternité de Port-Royal, Paris) *et au cours de laquelle* les médecins ont estimé que de 1 à 2 % des enfants naissent porteurs d'une infection transmise par leur mère, et dont les *conséquences peuvent être très* graves : à la maternité de Port-Royal, par exemple, 30 % des enfants touchés de cette manière meurent de leur infection malgré les soins qui leur sont prodigués. *Il est vrai que les centres aussi* spécialisés que celui de Port-Royal reçoivent des enfants particulièrement vulnérables, souvent envoyés par d'autres éta*blissements moins bien équipés.*

Il est donc impératif d'être vigilant aux signes qui peuvent dénoter la présence d'une infection : ce sont, par exemple, la *fièvre* maternelle, une rupture prématurée de la poche des eaux, un caractère anormal du liquide amniotique, une menace d'accouchement avant terme. *S'il a été contaminé in utero,* le nouveau-né montrera lui aussi *quelques signes cliniques,* tels qu'une grosse rate, une détresse respiratoire et des signes bactériologiques et biologiques qui permettront de dépister l'infec*tion et de la traiter.*

Ces infections, a fait remarquer le docteur Paul (Port-Royal, Paris), doivent, dans l'immense majorité des cas, être *rattachées à la présence* de trois types d'agents infectieux : streptocoques, colibacilles ou *listeria* (1). Heureusement, a-t-il poursuivi, les germes *présents dans les maternités* sont généralement peu résistants aux antibiotiques. Encore faut-il, si l'infection a été détectée avant la naissance, *trouver un antibiotique qui* franchisse la barrière placentaire et qui ne soit pas toxique pour le fœtus.

Ces infections fœto-maternelles sont-elles aujourd'hui plus fréquentes qu'autrefois ? Vraisemblablement non, mais elles sont mieux détectées et traitées plus tôt. Les infections contractées *par le nouveau-né* dans *les* maternités sont-elles, de leur *côté,* plus fréquentes et plus graves que jadis ? Un tel jugement est difficile à émettre ; *toujours est-il, a remarqué* le professeur Henrion (maternité de Port-Royal), que les *personnels* des maternités doivent être aujourd'hui beaucoup *plus vigilants qu'auparavant. Jusqu'aux* années 1960-1970, on prenait soin, a-t-il dit, de préserver dans les maternités des sections d'isolement, destinées *précisément* à *limiter* ou à *éviter le risque* infectieux. Excès de confiance dans les antibiotiques ? Il reste que ces sections ont été progressivement supprimées, ce qui rend beaucoup *plus* lourde la surveillance de l'ensemble de la maternité à l'égard du risque *infectieux.*

Que l'enfant ait contracté une infection avant ou après sa naissance, il n'en demeure pas moins que cette pathologie, *comme l'a indiqué le professeur* Henrion, est d'autant plus mal comprise par le couple qu'elle *peut* atteindre des femmes dont la grossesse a été parfaitement normale, scrupuleusement surveillée, et qu'un enfant peut mourir d'une maladie dont ses *parents ignoraient tout jusqu'au* dernier moment.

CLAIRE BRISSET.

(1) Infection due à une bactérie GRAM positive.

DE BICHAT

Les tumeurs bénignes du sein : résister à l'inflation des examens complémentaires

Pour un médecin, découvrir une masse perceptible dans un sein, c'est toujours la hantise de la lésion cancéreuse. L'âge de la patiente, la forme, la consistance et l'aspect de la lésion sont autant d'éléments qui orientent le diagnostic.

A lui seul, l'examen clinique n'est cependant presque jamais suffisant pour affirmer la bénignité ou la malignité, et le recours aux examens complémentaires est indispensable. Une « table ronde » dirigée par le professeur P. Mauvais-Jarvis (hôpital Necker, à Paris) a précisé ce que devait être actuellement la place réservée à chaque examen complémentaire et les règles précises du traitement médical une fois le diagnostic de tumeur bénigne confirmé.

Les tumeurs bénignes du sein sont la traduction d'un déséquilibre hormonal lié à un surplus relatif d'oestrogènes. C'est l'identification de ce déséquilibre avec la découverte du caractère hormono-dépendant des *tumeurs bénignes* qui explique les bases de leur traitement médical. Avant la mise en œuvre de ce dernier, il est cependant essentiel de s'assurer du caractère bénin de la lésion. Ces dernières années, la multiplication du nombre et de la précision des examens complémentaires a permis, dans un certain nombre de cas, de ne pas avoir recours à la chirurgie qui permet l'analyse, au niveau cellulaire, des caractéristiques de la tumeur (examen anatomo-pathologique).

Pour le docteur J. Gest (centre de lutte contre le cancer René-Huguenin, à Saint-Cloud), cependant, *« tout faire n'est pas mieux faire »*. Il est indispensable, selon lui, d'établir une hiérarchie dans ces examens complémentaires et de résister ainsi à une certaine forme d'*« inflation médicale »*. La somme des informations recueillies peut, en effet, non seulement être inutile mais parfois nuisible par manque de spécificité.

Il revient donc au médecin de choisir, dans l'ensemble de l'arsenal diagnostique dont il dispose, les examens pouvant fournir, en fonction des cas, les meilleurs éléments de discussion. Ce sont l'âge (on ne rencontre guère de *lésions malignes avant trente* ans), les antécédents familiaux (femmes ayant eu une sœur ou une mère morte d'un cancer du sein avant soixante ans) et les caractères cliniques de la lésion lorsqu'elle est perceptible, qui orientent le praticien vers l'examen radiologique (mammographie) de surveillance ou de diagnostic, l'échographie, ou l'examen des cellules après ponction de la tumeur — cyto-ponction (1), — examens auxquels on peut parfois ajouter une thermographie. En ce qui concerne la cyto-ponction, les participants à la « table ronde » ont insisté sur l'importance à accorder à la réalisation pratique du geste. C'est celui-ci, en effet, qui conditionne la fiabilité de l'examen. Il doit donc être effectué par un praticien entraîné.

Avec l'âge, cependant, et compte tenu de l'augmentation de la fréquence d'apparition des lésions cancéreuses, le recours à la chirurgie et à l'examen anatomo-pathologique peut être plus fréquent. C'est une fois la bénignité de la lésion confirmée que son traitement médical, qui repose sur l'administration cutanée et digestive d'hormones progestatives, peut être proposé. Pour le professeur Mauvais-Jarvis, ce *traitement, qui comporte des produits déterminés et des périodes précises* d'administration, a d'autant plus de chances d'être efficace que la patiente est jeune. Un traitement préventif des lésions bénignes peut être envisagé. Il consisterait à corriger le plus tôt possible, avant même l'apparition des tumeurs organisées, leur principale cause : le déséquilibre hormonal. — J.-Y. N.

(1) La cyto-ponction consiste à ponctionner au moyen d'une aiguille fine et d'une seringue le contenu de la tumeur mammaire et à examiner les éléments cellulaires ainsi recueillis.

PSYCHIATRIE : M. Barrot souhaite déclencher une « prise de conscience »

Une très nombreuse assistance s'était réunie, le vendredi 3 octobre, aux Entretiens de Bichat pour assister à la « table ronde » organisée autour du professeur Pierre Deniker (hôpital Sainte-Anne, Paris) sur le thème : « Quand hospitaliser le malade mental et que faire après sa sortie ? », une « table ronde » que M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, est venu présider lui-même.

Dans leur ensemble, les participants (1) devaient évoquer, avec véhémence souvent, les difficultés concrètes auxquelles se heurte quotidiennement la mise en vigueur de la politique de secteur, ainsi que les résistances de tous ordres — administratif, financier, économique — qui entravent le développement de la psychiatrie extra-hospitalière. Difficultés qu'aggrave, en outre, la sous-information des médecins en matière psychiatrique puisque, comme l'a rappelé le *professeur Deniker, les étudiants* ne reçoivent, au cours de leur sept années de formation, que cinquante-cinq heures d'enseignement dans cette discipline.

M. Jacques Barrot, de son côté, a confirmé qu'un vaste travail avait été entrepris sur la psychiatrie par le ministère de la santé et par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) (*le Monde* du 3 octobre). Ce travail, a indiqué le ministre, servira de support à une enquête plus vaste encore qui permettra la consultation de toutes les parties.

D'ores et déjà, a noté en substance M. Barrot, cette étude nous a permis de constater que nos normes d'équipement dans ce domaine sont supérieures à celles de l'Organisation mondiale de la santé ; que le mode de financement du secteur est un obstacle capital au développement des activités extra-hospitalières. *« Ma grande ambition, dans un premier temps, c'est de déclencher une prise de conscience. »* Il faut d'autant plus veiller à cet ensemble de problèmes, a-t-il ajouté, que la proportion de personnes âgées, en France, augmente rapidement et que l'on risque de *« voir l'hôpital psychiatrique continuer sa survie en accueillant toujours davantage. C'est la tentation de la facilité »*. Il faut veiller, a encore remarqué le ministre, *à recentrer l'activité* des institutions de soins psychiatriques sur leur finalité première. Il n'y a pas, a-t-il poursuivi, de « structure idéale » dans ce domaine.

Soulignant enfin que, dans le cadre de la réforme en cours des études médicales, la pscychiatrie cessera d'être coupée du reste de la médecine *« puisque nous l'avons réintégrée dans l'internat qualifiant »*, le ministre de la santé a conclu sur le risque d'« exclusion », qui est « la menace des années à venir ».

(1) Les docteurs Caroli, Leyrie, Ropert et Breton ; Mme Denise Noël, directrice de l'hôpital Sainte-Anne.

Depuis le début de l'année 6 700 LYCÉENNES ONT AVORTÉ

Au cours d'une « table ronde » organisée par le Comité national de l'enfance (1) sur le thème : « Adolescence et contraception », et présidée par Mme Monique Pelletier, ministre déléguée chargée *de la condition féminine*, un certain nombre de données ont été fournies sur la sexualité des jeunes.

Selon un sondage récent, a déclaré Mme Pelletier, 43 % des adolescents, lycéens, de quinze à dix-huit ans, disent avoir eu des *relations sexuelles. Ce qui traduirait* une augmentation, en deux ans, de 7 % pour les garçons et de 9 % pour les filles. Près de 20 % des filles ont eu des relations sexuelles avant seize ans. Or près de 43 % d'entre elles n'ont recours à aucun *moyen contraceptif et, par* conséquent, sont en danger, a estimé le ministre.

Une action de prévention urgente et nécessaire s'impose, ont ajouté Mme Pelletier et les spécialistes présents lors de la « table ronde ». Il y a, en effet, *chaque année, 3 000 enfants qui* naissent de mères âgées de moins de seize ans, et il s'agit de maternités involontaires qui, par conséquent, présentent des risques médicaux. En 1980, 6 700 lycéennes ont subi un avortement. Ce sont 6 700 *drames qui auraient pu être évités* grâce à une contraception adaptée, a conclu le ministre.

(1) 51, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

LA SEMAINE DU CŒUR 1980

Organisée par la Fédération nationale de cardiologie (50, rue du Rocher, 75008 Paris), la Semaine du cœur se déroule *jusqu'au 12 octobre, sur le thème* général de « la recherche en cardiologie » (principales techniques de diagnostic).

A cette occasion, la Fédération de cardiologie propose des cartes de membres sympathisants — « Carte du cœur », au prix de 10 F, disponibles dans les bureaux de poste, *les* banques, les boulangeries, les pharmacies, les supermarchés, etc. L'argent recueilli permettra de financer l'effort permanent d'information du public, de prévention et de recherche sur les maladies cardio-vasculaires.



INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Chemisiers

Au chemisier on demande qu'il ait le col net, une coupe *seyante et confortable* dans un tissu d'entretien facile. On peut aussi l'habiller de colliers et de chaines, de col et de manchettes de dentelle chinés aux Puces, voire l'orner de décalques et de broderies.

En dessous de 100 F, les catalogues de *la Blanche Porte, Quelle, la Redoute* et des *Trois Suisses* offrent un choix très important en synthétique, en jersey ou tissu, unis et imprimés.

Marks & Spencer (du 38 au 50) sont spécialisés dans les bonnes coupes simples à porter sous les tailleurs luxueux. A 75 F, les jerseys imprimés ou rayés offrent de petits dessins



(Croquis de MARCQ.)

YVES SAINT-LAURENT : chemisier en soie façonnée prune à manches gigot et boutonnage sous patte décentré, à encolure cravate terminé par un nœud à pans. 865 F, 6, place Saint-Sulpice, Forum des Halles, 38, Faubourg-Saint-Honoré et dans les boutiques Rive Gauche à travers la France.

sur fond beige, rouge ou marine. Les cotons taillent plus petit, en imprimés à fleurs et cols ronds. A 125 F, on a le choix entre un pongé en polyester très « soyeux », en blanc, beige ou gris perle, un crêpe georgette et un façonné.

Aux *Trois Quartiers*, les prix commencent à 95 F. 80 % des chemisiers sont en polyester. Il y a du coton pour l'été et de la soie pour les hauts de gamme. Tout est lavable, avec un minimum de repassage. *G. Pasquier* propose les tons de rouille, de grenat et de bleu lavande qu'on retrouve partout *(du 38 au 48, à partir de 260 F)*. Chez *Pierbé*, il existe un choix important d'unis et d'imprimés géométriques, dont certains jusqu'au *50 (à partir de 175 F)*. *Marie Clémence*, de Vierzon, c'est le style lingerie, plus élaboré en jersey comme en crêpe de Chine, en tonalités douces *(410 F)*. *Pierre Cardin* se distingue parmi les couturiers, et on retrouve aussi les ténors comme *Cacharel* et *Saint-Clair*.

Cocon vient d'ouvrir une deuxième boutique, rue Saint-Honoré, grande comme un mouchoir de poche. Il s'agit d'une production lyonnaise de chemisiers de soie lavables. Cinq formes, en trente coloris, du 38 au 50, bien taillées. On essaie le prototype et on part avec son modèle plié comme une chemise d'homme, compte tenu de l'exiguïté des lieux. Les prix oscillent entre 320 F et 450 F.

Chez *Ling*, la femme en soie (du 36 au 48), les formes sont sobres, animées d'un détail amusant, en rouille, grenat, bleu *clair ou jaune estompé, à partir* de 350 F (lavables).

Renoma agrandit son rayon de chemisiers, mais on peut aussi piocher dans ses chemises pour *hommes (185 F à 450 F)*, en nid d'abeilles ou en popeline de coton satinée, en crêpe de soie rayé aux couleurs fortes ou douces, parfois agrémentées de cols cassés, vendues avec foulard assorti.

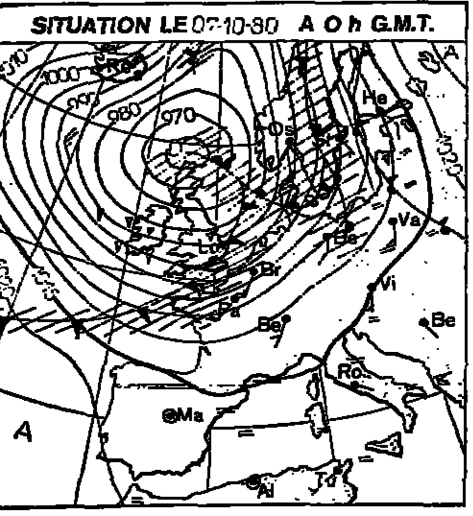
Pour les modèles de couturiers, le teinturier s'impose. Aussi avons-nous vérifié les prix de pressings de quartier. *Net-Mabillon* ou *Lunain-Pressing* prennent 25 F pour nettoyer et repasser un chemisier de soie, pulvérisé, en outre, à l'eau distillée pour lui donner l'apprêt du neuf.

Guy Laroche est parmi les moins chers, à partir de 660 F, tandis que *Chanel* atteint le plafond à 1 249 F. *Grès* inaugure son prêt-à-porter entre 800 F, le modèle en étamine de laine, et 980 F en soie. C'est à peu près la moyenne notamment chez *Nina Ricci* (990 F le modèle en crêpe satin façonné bordé d'un volant), *Jean-Louis Scherrer, Lanvin, Chloé, Per Spook* et *Yves Saint-Laurent. Il faut dire* que ces modèles, à la fois simples et élaborés, portés avec une jupe de velours noir, peuvent devenir robes de dîner.

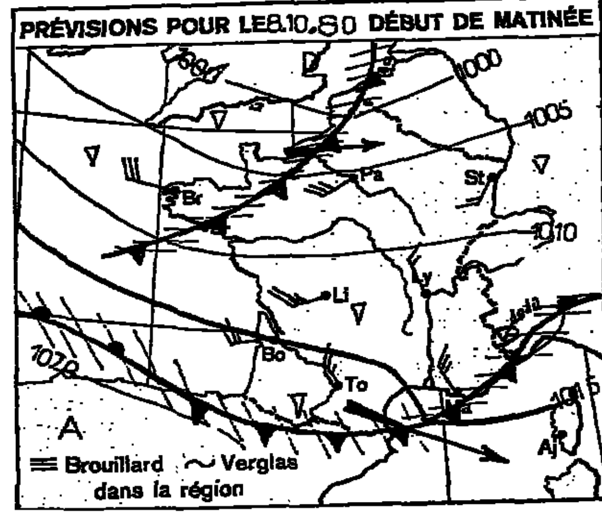
NATHALIE MONT-SERVAN.

★ **Marks & Spencer, 33-35, bd Haussmann ; Rosny-2 ; Lyon, la Part-Dieu.**
Cocon, 25, rue Quentin-Bauchart ; 255, rue Saint-Honoré.
Ling, 318, rue Saint-Honoré.
Renoma, 129 bis, rue de la Pompe ; 19, avenue Matignon.
Net-Mabillon, 18, rue Mabillon.
Lunain-Pressing, 2, rue du Lunain.

MÉTÉOROLOGIE

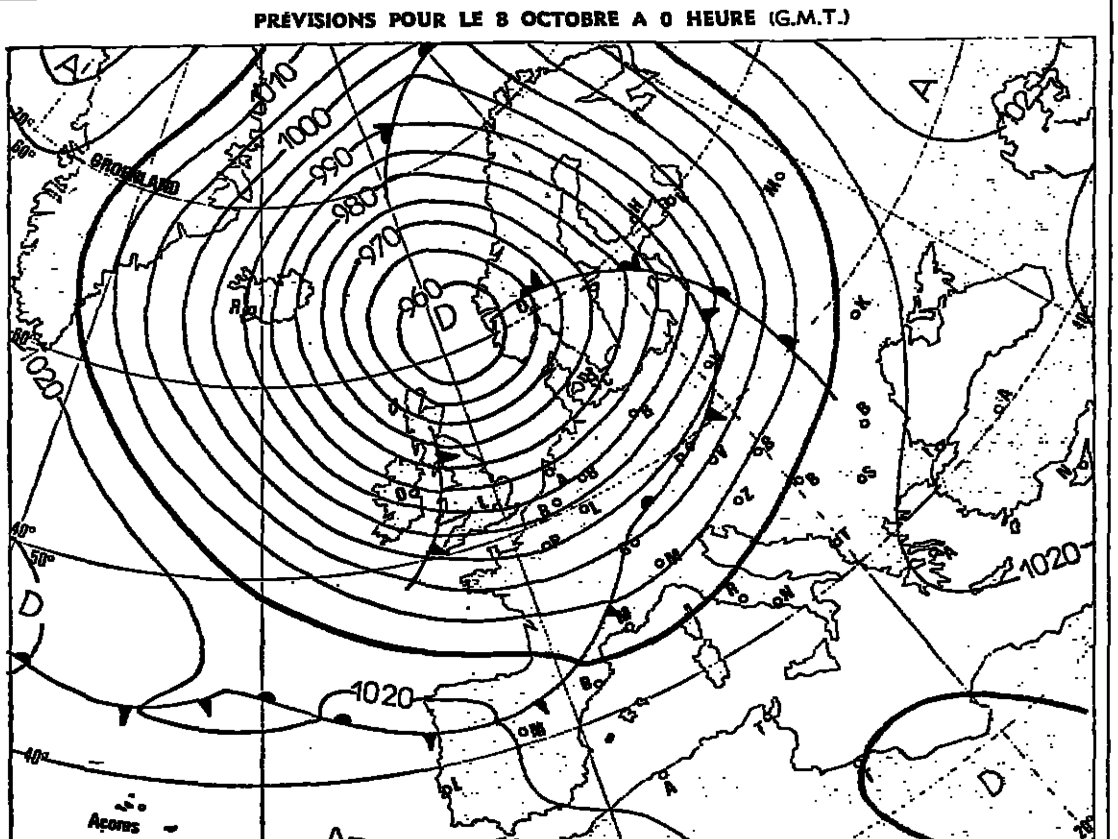


SITUATION LE 07-10-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8.10.80 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 8 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 7 octobre à 0 heure et le mercredi 8 octobre à 24 heures :

La profonde dépression du nord de l'Ecosse restera quasi stationnaire et commencera lentement à se combler. Elle continuera à diriger un flux cyclonique sur l'Europe occidentale. La perturbation pluvieuse qui *affecte nos régions septentrionales* achèvera de traverser le sud du pays en fin de nuit de mardi à mercredi. Un flux plus instable et frais s'établira sur notre pays, comportant des discontinuités secondaires.

Mercredi, un temps très nuageux avec quelques pluies parfois orageuses achèvera de traverser le sud-est du pays le matin et gagnera la Corse. Des éclaircies assez belles se développeront près du golfe du Lion avec le renforcement des vents sur le Bassin méditerranéen. Sur le reste de la France, le ciel sera très changeant, avec des passages nuageux accompagnés d'averses. Ces dernières pourront tomber sous forme de neige en moyenne et haute montagne, où en général la nébulosité sera plus forte.

Les vents du secteur ouest seront encore assez forts à forts et irréguliers *sur nos régions septentrionales* ; ils s'orienteront au nord-ouest au nord de la Loire.

Les températures seront en baisse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 octobre ; *le second, le minimum de la nuit du* 6 au 7) : Ajaccio, 24 et 11 degrés ; Biarritz, 22 et 13 ; Bordeaux, 22 et 12 ; Bourges, 18 et 14 ; Brest, 16 et 12 ; Caen, 17 et 14 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 23 et 8 ; Dijon, 18 et 10 ; Grenoble, 21 et 9 ; Lille, 16 et 13 ; Lyon, 20 et 9 ; Marseille, 26 et 16 ; Nancy, 15 et 12 ; Nantes, 17 et 15 ; Nice, 24 et 16 ; Paris-Le Bourget, 16 et 14 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 29 et 11 ; Rennes, 18 et 14 ; Strasbourg, 17 et 11 ; Tours, 17 et 16 ; Toulouse, 22 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 *et 16 degrés* ; Amsterdam, 15 et 13 ; Athènes, 24 et 18 ; Berlin, 13 et 11 ; Bonn, 15 et 13 ; Bruxelles, 15 et 13 ; Le Caire, 30 et 16 ; îles Canaries, 28 et 22 ; Copenhague, 11 et 11 ; Genève, 21 et 10 ; Lisbonne, 27 et 16 ; Londres, 16 et 9 ; Madrid, 27 et *11* ; *Moscou, 5 et 3* ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 26 et 13 ; Rome, 26 et 16 ; Stockholm, 11 et 8 ; Téhéran, 31 et 12.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 7 octobre, à 7 heures, de 997,2 millibars, soit 748 millimètres de mercure.

EVOLUTION PROBABLE JUSQU'A DIMANCHE

Jeudi, persistance du temps frais et instable avec un ciel changeant, des averses et des éclaircies en alternance. Les températures minimales descendront à 5 ou 7 degrés et les maximales atteindront 12 à 13 degrés dans l Nord-Est, 15 à 16 ailleurs.

Vendredi *il* fera plus frais le matin en toutes régions. Le ciel se couvrira par l'ouest en cours de journée et le soir toutes les régions a l'ouest d'une ligne Cherbourg-Toulon seront touchées par le mauvais temps. Sur la moitié nord-est, en revanche, il y aura de larges éclaircies.

Samedi, sur le littoral méditerranéen et les Pyrénées, le matin, des pluies ou localement de la neige en moyenne montagne. Ailleurs, temps froid et instable avec des averses en toutes régions. L'après-midi, une amélioration sensible sur l'ensemble du pays.

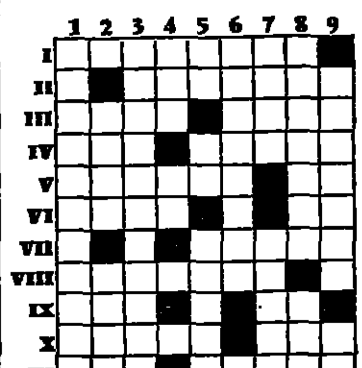
Dimanche, une courte amélioration, mais du froid, surtout le matin. Sur la moitié est, persistance d'un ciel dégagé avec du soleil dans la journée. En revanche, sur la moitié ouest, le ciel deviendra progressivement plus nuageux en cours d'après-midi.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

● *Dans certaines de nos éditions datées 7 octobre*, les cartes météorologiques ne correspondaient pas au bulletin publié en légende. Un retard dans la fabrication des documents du jour en est la cause. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser cette défaillance.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 773



HORIZONTALEMENT

I. Ne montent que s'il y a des clients. — II. Qualifie une très bonne mine. — III. Peut se reconnaître à la loupe ; Ont du mal à sonner quand ils sont boiteux. — IV. Peut avoir des rallonges quand il est grand ; Grossissent quand ça commence à flamber. — V. Ceux qui voudraient nous dépasser ; Souvent sur la planche. — VI. Nom de roi ; Se dit généralement aux amis. — VII. S'intéressa aux fourmis. — *VIII. Fournit du sel en Sicile.* — IX. Atome ; Démonstratif. — X. La poche des eaux ; Mot qui peut faire bondir. — XI. Pas vilaine ; Peur être assimilée à une sortie.

VERTICALEMENT

1. Peut être assimilée à une certaine franchise. — 2. Objet de ressentiment ; Peut porter le chapeau. — 3. La première se voit à l'aube. — 4. Dans le vocabulaire du charretier ; Article. — 5. Abréviation indiquant qu'il n'y aura pas de mise en boîte ; Apprécié (épelé) ; Qu'il faudrait donc relever. — 6. Conseil pour *les jeunes gens.* — 7. *Périodes* ; Fait souvent des étalages quand il est nouveau. — 8. Ne doit pas être oubliée par celui qui fait une fugue. Chevalier. — 9. Qui ne trouvera donc pas à qui parler ; Saint.

Solution du problème n° 2 772

Horizontalement

I. Recruteur. — II. Arroseuse. — III. Présent. — IV. Iambes ; Pi. — V. Al ; Iman. — VI. If ; Ouïe. — VII Sel ; Un. — VIII. Plis ; Eli. — IX. Aïe ; Igloo. — X. Irritant. — XI. Rée ; Épées.

Verticalement

1. Rapides ; Air. — 2. Erra ; Epire. — 3. Crémaillère. — 4. Rosbif. — 5. Usée ; Usité. — 6. Tension ; Gap. — 7. Eut ; Mû ; Elne. — 8. Ue ; Paillote. — 9. Rétine ; Io.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 OCTOBRE

« Hortense de Beauharnais », 15 h., Saint-Germain-en-Laye, sortie R.E.R., Mme Chapuis.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Ahlberg.

« Hôtel Scipion-Sardini », 15 h., 13, *rue Scipion*, Mme Legrégeois.

« Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., entrée, Mme Saint-Girons.

« Notre-Dame et son trésor », 15 h., portail central, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Sainte-Chapelle », 15 h., devant la grille du Palais de justice (Approche de l'art).

« Notre-Dame », 15 h., devant la grille droite du parvis (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hospice de Bicêtre », 15 h., 78, avenue du Général-Leclerc (Mme Ferrand).

CONFÉRENCES

18 h. : 35, rue de Sèvres, M. le rabbin Emmanuel Chouchena : « Prière individuelle et communautaire dans le judaïsme » (Fraternité d'Abraham).

18 h. 30 : 47 bis, avenue Bosquet, M. Alfredo Bryce Echenique : « La Passion selon San Pedro Balbuena » (Centre culturel du Mexique).

19 h. : 11, rue Berryer, M. Marc Dachy : « Des typographies de l'avant-garde historique aux graphies contemporaines ».

20 h. 30 : Institut néerlandais, 121, rue de Lille, M. Leo Ewals : « Ary Scheffer, miroir d'une époque ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 7 octobre :

UN DECRET

● Tendant à accélérer le règlement des droits à pension de retraite de l'Etat.

UN ARRETE

● Relatif à la revalorisation des indemnités journalières dues au titre de l'assurance maladie et de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

VENTES

ASTROLABES AU NOUVEAU DROUOT

Un des plus grands collectionneurs américains d'instruments scientifiques anciens a choisi le Nouveau Drouot pour vendre ses boussoles et ses compas, ses cadrans solaires et ses astrolabes, islamiques, indiens et européens.

« Je suis collectionneur, a dit Lenord Linton, *mais je suis aussi homme d'affaires. J'ai longuement pesé le pour et le contre avant de choisir Paris, après avoir pris contact avec Londres, New-York et Monaco. C'est finalement la présence d'Alain Brieux — que je considère comme le meilleur spécialiste du genre qui m'a fait pencher en faveur de Drouot — et Mᵉ Libert m'a également donné d'excellents arguments pour vendre à Paris. »*

Les descriptions rédigées par Alain Brieux — un des rares experts à connaître parfaitement l'arabe — et la bibliographie détaillée font du catalogue de cette vente un ouvrage de *référence.*

C'est donc les 9 et 10 octobre (à 14 h. 30, salles 5 et 6) que sera dispersée cette collection, consacrée à l'astronomie, une collection comme il n'en est jamais passée en vente. Elle comporte, notamment, une quarantaine d'astrolabes (*instruments* permettant de déterminer la hauteur des astres au-dessus de l'horizon) estimés de 50 000 F à 500 000 F. La vedette de la collection Linton — qui pourrait atteindre 1 500 000 francs — est *un astrolabe royal* exécuté dans l'atelier des Arse,-nius, en 1556, à Louvain, pour Philippe II et Marie Tudor, dont il reproduit les armes. C'est un chef-d'œuvre de gravure en laiton doré avec entrelacs continus, index pour 44 étoiles et symboles astrologiques. La vente comporte, également, de précieux livres d'astronomie et des instruments tels que sphères célestes, planétaires, cadrans solaires, anneaux astronomiques et autres instruments de mesure. On s'attend aussi à des enchères fabuleuses.

GERSAINT.

Estampes japonaises. — Une autre vente, hors du commun, est la dispersion de la collection Le Véel consacrée aux estampes japonaises, le 24 octobre, au Nouveau Drouot, avec, pour la première fois, une présentation des œuvres sur écran de télévision en couleurs et visualisation des enchères transposées en devises étrangères (Mᵉˢ Ader, Picard et Tajan, expert M. M. Portier).

BIBLIOGRAPHIE

« VIVE LA CHASSE » de Jean-Jacques Brochier

Pour Jean-Jacques Brochier la chasse est notamment *« cette parabole impeccable qui mène le gibier de sa recherche à sa dégustation »*. L'auteur de *Vive la chasse*, petit ouvrage de cent trente pages que publient, alors que les ouvertures se succèdent, les Editions Grasset dans la collection «Humeurs», a d'autres formules de même sang pour dire toute la passion qui l'anime.

On devine que les formules ne manquent pas non plus pour tourner en dérision l'action des protecteurs de la nature, ces *« chaisières de l'écologie »*, et de tous ceux qui *« ont en commun une égale méconnaissance de l'histoire, du gibier, des territoires, des chasseurs, de tout ce dont ils parlent »*.

Ce pamphlet militantiste en faveur de la chasse, un peu confus, mêle au hasard des chapitres histoires, dialogues imaginaires et gastronomie, déclarations définitives sur le fait cynégétique, références historiques et slogans dignes d'autres slogans brandis dans le camp d'en face. Il *ne reste alors* que de belles phrases souvent bien tournées. Cela semble court e convient à un combat qui fut celui des chasseurs voilà quelques années. Lr majorité d'entre eux n'avaient *alors pas* encore compris que la survie de leur passion passait *aussi par la protection* de cette nature tant revendiquée par les uns et par les autres. Nous n'en sommes plus là, espérons-le.

C. L.

★ *Vive la chasse*, de J.-J. Brochier, « Humeurs », Grasset, 132 pages.

■ Dans un sondage réalisé par *l'Ifop* pour *l'hebdomadaire chrétien* « la Vie », sur un échantillon de 957 personnes, le 15 septembre dernier, il ressort que 32 % des Français sont pour la suppression totale de la chasse, 18,2 % plutôt pour la suppression de la chasse ; 22,3 % des personnes interrogées sont au contraire pour son maintien, 18,3 % plutôt pour son maintien et 9,3 % ne se prononcent pas.

Le Monde

culture

EXPOSITIONS

Patrimoine et plaisir

(Suite de la première page.)

Ce plaisir, on le doit aux deux hommes qui ont conçu l'itinéraire et la présentation de l'exposition : Philippe d'Hugues (C.N.C.) et Frantz Schmitt (Archives du film de Bois d'Arcy). Dans les grandes salles claires du CNAM, on se promène comme dans les halls de ces anciennes salles de cinéma où l'on pouvait rêver avant d'aller voir un film, devant des affiches, des photographies, des vitrines. Il n'y a pas là de pédagogie solennelle, un peu ennuyeuse, mais, effectivement, une « magie » faite pour les foules.

En voyant les caméras des premiers âges, on imagine ces « chasseurs d'images » posant leurs appareils sur trépieds et tournant la manivelle. Le chronophone Gaumont (1910), avec son double pavillon, étape technique pour l'invention sonore, apparaît comme un bel objet surréaliste, et l'on a bien envie d'emporter chez soi la maquette du studio à verrière où Méliès tourna ses féeries.

Tout au bout de l'exposition, dans la dernière salle, la grande maquette du décor de Jean André pour « le Coup du parapluie », de Gérard Oury, provoque la même tentation. A la vérité, tout appelle le désir de posséder ce que montre l'exposition. Ce n'est pas un appel au vol ! Cela veut dire qu'il n'y a pas de respect figé devant les objets, les documents d'archives.

Ces trésors tirés, pour un temps, de leurs réserves, appartiennent à tous les passionnés du cinéma qui viendront se promener ici, plusieurs fois sans doute, car il faut du temps pour tout voir en détail. Une photographie coloriée de « la Fille du puisatier », une affiche de « l'Atlantide », de « Quai des brumes » ou de « Vénus aveugle », les lettres d'Antonin Artaud à Abel Gance, le manuscrit de « Ma nuit chez Maud », d'Eric Rohmer, les programmes de « Trois valses », de « Rose-France », du « Lion des mogols », ne sont pas simplement des documents historiques, non plus que les collectionneurs de revues et de journaux, ou les photographies. Ils sont des objets de désir.

Bien sûr, on peut suivre l'itinéraire comme dans un beau et riche musée, lire les notes explicatives, se comporter en touriste culturel. L'exposition est faite aussi pour cela. Mais elle laisse la place libre à la fantaisie et au goût personnel. On va, fasciné, vers un nu d'Arletty peint par Kisling en 1933, et on reste à le contempler comme « la Maja nue », de Goya. On aperçoit une Yvonne Printemps curieusement peinte par Sacha Guitry, et l'on cherche le mystère de l'inspiration de l'auteur.

Les photographies de « la Croisière jaune », film documentaire d'André Sauvage, parlent autant à l'imagination que celle de Simone Simon dans « Mademoiselle Fifi », de Robert Wise. Il y a un catalogue avec tous les repères nécessaires et de belles reproductions, pour qui veut, ici, s'instruire. Mais on peut aussi bien le garder sous le bras et se faire son cinéma personnel.

Dans une grande vitrine, on voit, pour la première fois en couleurs (le film était en noir et blanc), la robe et le chapeau 1900 faits par Jacques Fath pour la chanteuse Jenny Lamour dans « Quai des orfèvres », de Clouzot. Jenny Lamour, c'était Suzy Delair. Et tout d'un coup, lundi, le mannequin sans visage portant la robe, s'est effacé. Suzy Delair était là, la vraie (tout à côté, aussi, de très belles photographies où Clouzot revivait près d'elle), blonde, avec une écharpe rose, un manteau noir.

On avait reconnu, parmi les invités, quelques acteurs, quelques actrices, des metteurs en scène. Mais il y a eu, vers Suzy Delair, un élan d'enthousiasme, des flashes de photographes, des demandes d'autographes. Pas seulement à cause de la robe de Jenny Lamour avec son « tra-la-la ». Suzy Delair, c'est la vedette populaire par excellence. Elle ne cherchait pas à se faire remarquer ; peut-être bien qu'elle était là, en tête à tête avec ses souvenirs. Elle a souri, elle a charmé, comme ça, naturelle ; elle savait qu'on ne l'envisageait pas comme une belle dame d'autrefois. Puis elle a déclaré, bien carrément : « C'est aux producteurs et aux metteurs en scène qu'il faut dire que je suis une actrice. Ils ne le savent plus. »

JACQUES SICLIER.

■ En hommage à Miro, la place située devant le Palais des congrès de Madrid s'appelle depuis le 6 octobre la place Joan-Miro. L'Espagne rend ainsi hommage au peintre catalan, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-sept ans, qui a conçu pour la façade du Palais une immense fresque dont la pose a coûté au gouvernement 14 millions de pesetas (environ 785 000 francs).

THÉATRE

« Prélude à la mort à Venise » par les Mabou Mines

Dans les villes inconnues, les cabines téléphoniques sont des balises, des îles désertes, des nids transparents où l'on s'enferme, et les distances sont annulées. Dans une cabine téléphonique, un homme se harnache d'un torse de poupée à sa grandeur — comme s'il se dédoublait à partir de la taille. Il appelle sa mère. Des voix lui parviennent. Qui parle ? Lui ou la poupée, les voix du dehors ou celles du passé ? Elles plaisantent sur un ton hâbleur, se plaignent sur un ton ironique, grommellent, grincent. Les phrases se croisent dans des enchaînements illogiques. L'homme est un cobaye dans un bocal, un prisonnier qui se défend en jetant des mots pour contrer ceux qui l'agressent. Seul dans sa cabine avec la poupée, les micros, la musique, Bill Raymond mène un duel fascinant avec quelque chose d'invisible et de palpable, comme le masque que la mort dépose sur les visages condamnés.

Prélude à la mort à Venise. On peut reconnaître des citations de Thomas Mann, mais l'auteur et metteur en scène Lee Breuer pense à sa Venise californienne, banlieue de Los Angeles. Kilomètres de plage douce au bord du Pacifique. Lee Breuer est né là, y a grandi avec « *les images de la réalité qui cachent la réalité*, dit-il. *La Californie, monde du futur, idéal fallacieux du parfait équilibre américain entre le consommateur et le producteur. L'homme dans la cabine est l'un et l'autre à la fois. Il parle et écoute. Il se nomme John (c'est le nom en argot du tombeur) appelle des femmes, communique avec leurs répondeurs. Il est comme un ivrogne en manque téléphonant aux Alcooliques anonymes; il appelle sa mère pour « se produire » et se retrouver dans le paradis de Freud, producteur emberlificoté dans les fils du téléphone, son milieu naturel* ».

Lee Breuer détaille l'incroyable tissu des jeux de mots sur lesquels est construit son texte. L'important est ailleurs. A qui appartiennent ces appels, ces S.O.S. orgueilleux, à Lee Breuer ou à Bill Raymond ? A l'un et à l'autre; ils travaillent ensemble depuis vingt ans, ils sont la voix l'un de l'autre. Mais l'« histoire » est celle de Lee Breuer : « *C'est l'idée de mon retour à l'Ouest. Quand j'étais enfant, j'ai vu les juifs arriver de New-York, s'arrêter là, à la limite de l'Occident, déposer leurs bagages, attendre paisiblement la mort.* »

COLETTE GODARD.

★ Centre américain, 261, boulevard Raspail, 20 h. 30, jusqu'au 11 octobre.

« Les Ficelles » d'Alain Sachs

Alain Sachs n'a pas changé en bien depuis le « one man show » intitulé : « Ce soir je perce » qui lui avait peut-être valu, précisément, d'émerger un peu (« le Monde » du 28 septembre 1977). Le soliloque, d'une durée approximative de 90 minutes, qu'il propose, trois ans plus tard, a pour titre « Ficelles ». Une des ficelles de cette variation sur le thème identique des tribulations d'un artiste interprète dans le business du théâtre, une des astuces de Sachs donc, c'est de faire semblant de camper deux hommes dans le show : Gugusse, un clown pas rigolo du tout, et le patron de Gugusse. Tantôt le personnage chausse son nez d'un pif rouge, tantôt il joue à tarin découvert. Voilà le truc. Les autres gags ? Un pistolet à eau pour asperger les spectateurs (qui auraient, selon lui, bien mieux fait de rester devant leur poste de télévision), des tomates pour que les mêmes consommateurs de spectacles lui fassent sa fête, un rouleau de papier hygiénique blanc en guise de programme philosophique. Bref : on ne perdra rien en allant ailleurs voir à découvrir quelque talent méconnu. Ceci est un tuyau.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Lucernaire, 22 h. 30.

« LES CANNIBALES », de Georges Lavandant

La première impression que font ces *Cannibales* de Georges Lavaudant, la première chose que l'on a envie de raconter parce que là réside la nouveauté dans un « spectacle » présenté par un Centre dramatique national, c'est la musique.

Hurlée par une sono pleins tubes, c'est une musique de fièvre du samedi soir, guitares électriques, batteries, synthétiseurs. Musique comme on en subit au Palais des sports les soirs de délire, ou dans les dancings.

Le pilonnage de cette artillerie musicale va réduire et ordonner le système nerveux de chacun des spectateurs, laver les cerveaux, un peu comme cela se passait avec la bande sonore de *Goldfinger*, mais au cinéma c'était plus subtil.

Quand une musique aussi réductrice, aussi incapacitante, est utilisée dans les théâtres, la conscience des spectateurs est abrutie par les bombardements de décibels. Un peu comme si l'on menait les publics à l'abattoir.

Résistant fort bien à l'artillerie sonore, voici, deuxième élément *majeur du Théâtre de Lavaudant*, des décors de très grand luxe. Immenses surfaces. Laquage noir. Baies géantes donnant sur des dioramas richement imités de *chaînes de montagnes ou de* gratte-ciel new-yorkais. Traversant ces merveilles de biais, un déluge d'électricité. Ce ne sont pas des « décors inventés », ce sont *comme des copies* exactement imitées d'intérieurs de milliardaires. Graphiquement c'est du naturalisme absolu.

Musique à tout casser et déco*rations richissimes*, ça ne ressemble plus à du théâtre, c'est au moins ça. Mais en même temps ce n'est pas nouveau, on a le sentiment de feuilleter, par *exemple*, un grand programme sur épais papier glacé vendu 1 000 dollars dans un bal new-korkais donné en 1930 par un producteur de films policiers.

Bizarrement, tout ce luxe n'est pas absolument antipathique, absolument repoussant, parce que c'est un luxe bouffé aux mites, parce que ce théâtre super-snob, super-chic de Lavaudant n'est quand même, pour ce qui est de l'instant de vérité, pour ce qui est de l'acte créateur, qu'une misérable contrefaçon des spectacles de Bob Wilson.

Le programme nous dit que le dialogue des *Cannibales* a été fait par découpages et collages de petits papiers, à partir du dépeçage de plus de deux cents ouvrages. C'est très réussi, parce qu'on dirait que cela a été écrit tout bêtement par quelqu'un, à l'ancienne. Pour 90 %, le dialogue des *Cannibales* ressemble comme deux gouttes d'eau à n'importe quel dialogue de très mauvais cinéma. Il y a aussi quelques passages plus intellectuels, où Lavaudant explique pourquoi la pièce est géniale (mais il ne le dit pas comme ça, il dit des généralités).

Le fil conducteur de ce spectacle est une aventure burlesque qui circule entre Grenoble, New-York et Berlin, à laquelle sont mêlés un metteur en scène de théâtre, des acteurs, un directeur de journaux, son épouse, ses domestiques, un peintre, un employé de librairie, Napoléon, Berthier, Talma, Néron...

Il est possible, pourquoi pas, de prendre un par un tous les éléments sonores, visuels, sémantiques, des *Cannibales*, à commencer par le titre, et, à propos de ces éléments innombrables, de s'employer à des gloses, commentaires, réflexions de toute sorte, philosophiques, esthétiques, éthiques, etc. C'est ce que fait pour sa part le monsieur qui a rédigé le programme distribué aux spectateurs. Il est possible, pourquoi pas, que la perception des *Cannibales*, la perception du spectacle, participe de la richesse de tous ces commentaires dont on aura d'abord pris connaissance.

Il est permis aussi d'assister aux *Cannibales* sans aval et sans amont, de ne voir les choses que pour ce qu'elles sont, et de trouver ce spectacle bruyant, somptueusement décoré, très mode et plutôt sans issue.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Ville, 20 h. 30.

A propos de 1968

Avec *les Cannibales*, Georges Lavaudant désire montrer les inquiétudes de sa génération, *celle qui, en 1968*, avait vingt ans. Nous avons interrogé deux spectatrices. Elles ont trente ans, l'une est professeur d'histoire et *géographie*, l'autre décoratrice. Elles vont peu au théâtre, sont venues presque par hasard, avec des amis.

Est-ce qu'elles se reconnaissent ? Elles ne s'identifient à aucun personnage, à aucune situation, mais se branchent sans hésitation sur le propos du spectacle : « *la chute des empires, le déclin de l'Occident, tous ces thèmes imprègnent l'air du temps, on a du mal à se situer* ». Elles se sentent proches du spectacle dans la mesure où il transmet leur défiance à l'égard de la politique — des hommes politiques — des solutions collectives, venues du passé.

Elles y reconnaissent leurs désenchantements : « *Notre génération est tombée dans le piège du groupe qui vous prend en charge. Le groupe est un leurre, et on se retrouve paumés, c'est ça que je reconnais dans la pièce.* »

Elles devraient dire : le spectacle. Elles trouvent le texte faible et les images fortes, parlantes : « *mais pas assez folles*, dit la décoratrice, *la réalité est plus décousue* ». Elles ont vu dans *les Cannibales* des gens écrasés par la vie, qui subissent leurs échecs, crèvent de ne pas vivre. Mais se révoltent.

Elles parlent de la tentation « *de se faire tout petit* », de « *la passivité des vingt-vingt-cinq ans. Nous, nous avons tapé sur la table, nous avons fabriqué l'échéance* ». Elles nostalgisent un peu sur 68 et se reprennent, craignent de faire les anciennes combattantes. « *Toutes les époques ont rencontré le même type de problèmes, les solutions sont forcément différentes.* » Lavaudant n'en propose pas, elles ne les accepteraient pas. Elles qui vont rarement au théâtre se sont déplacées pour voir un spectacle. Elles y adhèrent en dépit de leurs critiques : « *Chacun en prend ce qu'il cherche.* » « *Un sauve-qui-peut* », dit la décoratrice, « *un appel à réagir et à se prendre en main* », dit le professeur.

C. G.

DANSE

Twyla Tharp au Théâtre des Champs-Élysées

En 1971, Twyla Tharp, invitée au Théâtre de la Cité universitaire, était passée inaperçue. Elle revient à Paris, mais cette fois par la grande porte, au Festival international de la danse. Entre-temps, elle a conquis le grand public grâce à la chorégraphie du film « Hair » et *s'est imposée dans un genre typiquement américain*, le super-show, qu'elle a mené pratiquement à la perfection.

On peut mesurer le chemin parcouru dans le programme très dosé qu'elle propose aujourd'hui : « la Fugue », créé en 1970, date de l'époque où elle cherchait sa voie parmi les groupes « post modern », manifestant déjà un dynamisme et un goût de la provocation. C'est un ballet sans musique, très structuré, confié à trois garçons. Leurs pas sont amplifiés par des micros posés sous la scène. Leurs évolutions tiennent du zapatéados espagnol, de la danse de marins façon Robbins, mâtinée de pirouettes classiques. Nerveuses et décontractées, inattendues, elles sont une admirable application à la chorégraphie de l'art contrapuntique.

A peu près à cette époque, Twyla Tharp passait des recherches abstraites à l'épanouissement de sa vraie nature et trouvait son inspi*ration dans les vieux airs de jazz*. « Eight Jelly Rolls » (1971) est dansé par les filles seules. La gestuelle est vive, rapide, avec un jeu de pieds original et varié, des déhanchements du bassin, des glissades, des déséquilibres, dans l'esprit de Fred Astaire et des shows de Broadway, mais avec, en plus, une construction sur plusieurs plans et une utilisation des groupes qui confond l'œil et s'apparente au style baroque. Twyla Tharp est à l'origine d'une danse de comportement où les relations entre individus sont fortement dessinées sous des apparences dramatiques. Avec leurs smokings décolletés dans le dos et leurs escarpins vernis, les danseuses jouent d'un contraste raffiné entre la nonchalance et la virtuosité.

Dix années séparent « Baker's Dozen » de « Eight Jelly Rolls ». On peut y savourer un art parvenu à son extrême sophistication sans perdre pour autant de sa vitalité. *Twyla Tharp rejoint ici Jennifer* Muller et Louis Falco dans une forme chorégraphique directement inspirée de la génération des années 70, avec sa marginalité, son goût de la contestation. Mais chez Jennifer Muller et Louis Falco, disciples de José Limon, la danse est harmonieuse, liée, très aérienne ; *celle de Twyla est plus nerveuse*, agressive, surprenante. Dans « Baker's Dozen » (Treize à la douzaine), musique de Willie Smith, toute la troupe, habillée de blanc, bottée de cuir souple, se livre à d'ébouriffantes facéties. Tantôt les danseurs sont centrés sur un même thème, que chacun développe à une vitesse différente, tantôt ils développent simultanément un thème différent, à la manière de Cunningham. Le ballet se présente *comme une suite de variations* sur le thème du « pas de deux » avec des cabrioles battues, des contractions à la Graham, en passant par les figures du tango... le tout accéléré comme un dessin animé, avec des gags, des chutes, des fausses entrées. C'est une occasion de mettre la troupe en valeur : Shelly *Washington, cascadeuse somnambulique* ; Christine Uchida, athlétique et précise ; et, par-dessus tout, Sara Rudner, le petit elfe malicieux de cette superbe mécanique.

Il y a également au programme une création, « Third Suite », sur la musique de Jean-Sébastien Bach. Twyla Tharp y attache tant d'importance qu'elle a payé elle-même un orchestre pour l'accompagner. La chorégraphe tente d'y élargir son vocabulaire par de larges emprunts à la danse académique. Mais celle-ci résiste à une tentative de réduction où les attitudes et les enchaînements classiques, déformés, hachés, soumis à un rytme accéléré, sont à la limite de la possibilité des exécutants. Or tombe du baroque dans le grotesque. Il manque à Twyla Tharp le « legato » d'un Paul Taylor pour traiter une telle musique. Sans doute a-t-elle cherché à élargir son horizon chorégraphique ; à moins qu'elle n'ait voulu se délivrer d'un complexe balanchinien. De toute manière, elle y force son talent.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30.

PERFORMANCES

L'an dernier, le Festival d'automne proposait à la chapelle de la Sorbonne plusieurs « *performances* » *faisant appel à la danse* comme moyen d'investigation. Cette saison, des démonstrations sont prévues au Centre américain du boulevard Raspail : « Surrender », *de Robert Longo, pièce pour deux* danseurs et un saxophone (le 21 octobre), le « Blauvelt Mountain » avec Julie West (le 24 octobre), Karole Armitage avec le guitariste Rhys Chattam (les 28 et 29 octobre).

« American suites », présenté il y a quelques jours par Letitia Eldredge (céramiste et danseuse), Powell Shepherd (danseur, chorégraphe), David Stark (photographe), es. plutôt du genre laborieux. Le propos de *ces trois artistes texans* est clair : opposer à une danse expressive l'impassibilité du masque, dont certains cadrages en gros *plans sont projetés sur un écran de* télévision. Jeu de masques ? On a vu mieux chez Nikolaïs ou dans le dernier spectacle du Pilobulus. Le *plus déconcertant est la gestuelle* proposée par Powell Shepherd. Elle *relève d'une expression corporelle* désuète rappelant pour le moins les années 30. L'ensemble n'ouvre sur rien.

Quelques « performances » ont été également programmées à la Biennale de Paris. « Bach tout hysterica », interprété par le Théâtre d'en face (P. Friloux, F. Gedanken, R. Gosset, Rigout), est le raccourci temporel d'une sorte de sacrifice rituel. Le spectacle, intégralement enregistré, est projeté *en vidéo, tandis que sa représentation* scénique se réduit à une suite de tableaux vivants. La progression de l'un à l'autre se fait, à l'issue de longues plages immobiles, par une rupture brutale des mouvements et des attitudes. La continuité est assurée par une chanteuse qui répète inexorablement un « agnus dei » de Bach. On pense par moments à Meredith Monk.

Peut-on considérer comme une performance la mise en espace d'un texte poétique de Jean-Luc Parant, « les Yeux », par le groupe d'Arlet Bon ? Ce fut en tout cas un très beau moment de danse à saisir entre 24 heures et 1 heure du matin. — M. M.

ROCK

Mama Bea Tekielski à la Gaîté-Montparnasse

Chaque année, Mama Bea Tekielski lance sur une scène parisienne la violence d'un rock un peu dur devant un public de fidèles de plus en plus nombreux.

Elle est aujourd'hui à la Gaîté-Montparnasse pour trois semaines avec son extraordinaire voix de blues qui gueule et mord, qui crie, hurle et brûle sur une musique au rythme syncopé qui dérape brusquement dans un délire de sons.

Mama Bea Tekielski chante de nombreux titres de son nouvel album : des chansons-histoires, des chansons-dérision où, avec son langage en liberté et un humour voilé, *elle dit ses colères et ses douleurs*, ses angoisses et sa tendresse, elle jette un regard sur elle-même et sur son métier de chanteuse de rock n'roll. On retrouve toujours *certaines naïvetés, certaines maladresses* chez Mama Bea Tekielski. On les oublie sur l'instant parce qu'elle est une étonnante force de la nature. — C. F.

★ La Gaîté-Montparnasse, 20 h. 15. Album R.C.A., 33 t. P.L. 37438.

PETITES NOUVELLES

■ L'Académie des beaux-arts met au concours deux de ses prix les plus importants :

— Le grand prix d'architecture (trois prix d'une valeur de 35 000 F, 20 000 F, 10 000 F) ouvert à tous les architectes et étudiants en architecture, de nationalité française, n'ayant pas dépassé trente ans au 1er janvier 1980.

— Le prix Florence-Gould 1980 de gravure en taille-douce (d'une *valeur de 10 000 F*) ouvert aux graveurs français sans limite d'âge.

★ Inscriptions reçues par correspondance du 16 au 31 octobre pour les architectes, du 13 au 20 octobre pour les graveurs, au secrétariat de l'Académie, 23, quai Conti, Paris-6e.

■ Le nouvel ensemble Polyphonies, issu de l'ancienne Chorale Stéphane Caillat, se propose de travailler cette année « les Noces », de Stravinski, et le « Deutsches Requiem », de Brahms (concerts en avril et en juin 1981), sous la direction de Roger Toulet. *Il serait heureux d'accueillir* de nouvelles voix, masculines particulièrement. Répétitions le mercredi, de 19 h. 30 à 22 heures. Contacter Denise Verly, tél. 661-16-83.

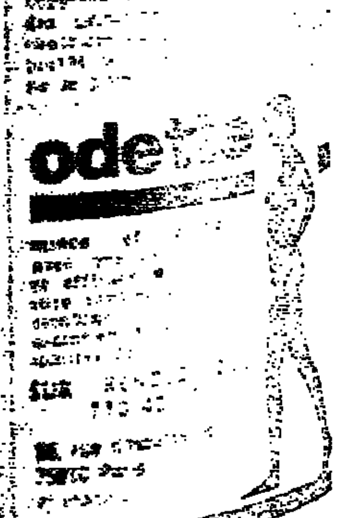
■ L'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi présente une centaine de peintures, gouaches et dessins de Saulõ Mercader, un artiste espagnol qui dédie son exposition « à la vocation ». Né à Alicante en 1944, après une enfance difficile, Saulõ Mercader a appris le métier d'artiste aux Beaux-Arts de Valence et de Bilbao. Après avoir *obtenu une bourse de la Fondation* de la vocation espagnole, il est venu à Paris, où il vit maintenant. Ses œuvres récentes ont pris, par-dessus la couleur — le vert, notamment, — *une tournure symbolique, où* l'on retrouve mêlés humains et animaux.

★ 11, rue Willy-Blumenthal, jusqu'au 31 octobre.

RENCONTRE AVEC LA CULTURE VIETNAMIENNE

A l'occasion de son dixième anniversaire, l'association de *l'aide à l'enfance au Vietnam* organise une série de manifestations culturelles qui auront lieu à Paris du 23 octobre au 5 novembre. Cette « rencontre avec la culture vietnamienne » réunira une exposition de peinture à la mairie du IVe arrondissement, une exposition de photos au centre culturel du Marais, un concert de musique traditionnelle en l'église Saint-Merri, un concert de variétés vietnamiennes à l'Olympia et des animations pour *les enfants au Forum* des Halles.

★ Aide à l'enfance du Vietnam, 104, avenue du Général-Leclerc, 91190 Gif-sur-Yvette, tél. 907-42-88.



SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Grand Hall Montorgueil (233-80-78), 21 h. : En pleine mer.
Cité internationale, Galerie (589-38-69), 20 h. 30 : Chacun sa vérité, par le Grenier de Toulouse.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Proust ou la Passion d'être, par la Comédie de Saint-Etienne.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : Magdane.
Théâtre des Grésillons, Gennevilliers (793-26-30), 20 h. 45 : Nous irons tous à Capella, par Scarface.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 30 : le Cœur sur la main, de Loleh Bellon, avec Suzanne Flon.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Debureau, de Sacha Guitry, avec Robert Hirsch.
T.B.B. Boulogne (603-60-44), 20 h. 30 : Faut pas payer, de Dario Fo, par les Tréteaux du *Midi*.

Mardi 7 octobre

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : la Femme sans ombre.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Le roi se meurt.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Milva ; 20 h. 30 : les Cannibales.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : l'Homme couché ; 22 h. : A la rencontre de Marcel Proust.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Cher menteur.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. 30 : En r'venant de l'expo. — Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : Fusillade à Montredon (voir Festival *d'automne*).
Cité internationale universitaire (589-38-69), Resserre, 20 h. 30 : l'Anniversaire.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : les Exploits d'Arlequin.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie-Italienne (321-22-22), 21 h. : la Locandiera.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Essaïon (278-46-42), I, 20 h. 30 : Utinam ; 21 h. 30 : Histoires vraies. — II, 20 h. 30 : la Princesse de Babylone ; 22 h. : Flagrants délires.
Fontaine (874-74-40), 18 h. 30 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire ; 20 h. 30 : R. Magdane ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus.
Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : les Bons Bourgeois.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la *Cantatrice chauve* ; 21 h. 30 : la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Haute surveillance ; 20 h. 30 : Rude journée en perspective. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : la *Mémoire courte*.
Marigny (225-20-74), I, 21 h. : l'Azalée. — II, 21 h. : la Bonne Soupe.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-23), 20 h. 30 : l'Habilleur.
Moderne (280-09-30), 20 h. 30 : Grugru II.
Montparnasse (320-89-90), Petite *salle, 20 h. 30 : Exercices de style* ; 22 h. : André Valardy.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des glaces (607-49-93), 22 h. 15 : Scènes de chasse en Basse-Bavière.
Palais des sports (828-40-48), 20 h. 30 : les Misérables.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Premier.
Potinière (261-44-16), 21 h. : Maison rouge.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm.
TAI-Théâtre d'Essai (274-11-51), 20 h. 45 : l'Ecume des jours.
Terrain-Vague, place des Grès (557-45-17), 20 h. 30 : Thyeste.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. : *Fish out water* ; 21 h. : *Paris... Paris* (les Jumelles).
Théâtre de Paris (874-20-44), 20 h. 30 : le Mariage de Figaro.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 19 h. : l'Incroyable et Triste Histoire du général Penazola et de l'exilé Mateluna ; 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Play Strindberg.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Du canard au sang pour Mylord.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Bistrot Beaubourg (271-33-17), *19 h. 15 : Vignol's Band Rock* ; 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : Naphtaline.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : Et vous trouvez ça drôle ? — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : les Belges ; 22 h. 30 : les Voyageurs de carton.
Café d'Edgar (320-75-11), I, 20 h. 30 : *Sœurs siamoises cherchent frères* siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau. — II, 22 h. 15 : Bruant superstar.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : la Transatlantide ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Abadoche ; 21 h. 30 : J. Rigaux ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : Carnival Jazz Quartet.
Coupe-Chou, Beaubourg (272-01-73), *20 h. 30* : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Ma chère Sophie ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras ; 21 h. 30 : Ivres pour vivre ; 22 h. 40 : la Matiouette.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, M. Panon.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : Jacques Malihaut ; 21 h. 15 : le Président.
Fer-Play (707-96-99), 20 h. 30 : les Zazous ; 22 h. 30 : L'une mange, l'autre boit.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.

Splendid (887-33-88), *21 h.* : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 22 h. 30 : Refrains.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : Claude Brosse.
La Vieille-Grille (707-60-93), 21 h. : A. Tome.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Heureux ceux qui n'attendent rien car ils n'auront pas plus.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : *Quand les ânes voteront.*

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 h. : Phi-Phi.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Listen darling, was it really a sweetheart tea-time.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 45 · Harlem Swing.

La danse

(VOIR FESTIVAL D'AUTOMNE)

Les concerts

Lucernaire, 21 h. : L. Petrova, A. Perchat (mélodies populaires slaves et flamandes).
Ircam-Espace de projection, 20 h. 30 : Va et vient ; Pas moi (spectacles musicaux).
Cité internationale universitaire, 21 h. : Collegium Vocale de Cologne (Monteverdi, Lassus, Isaac, Lechner, Dowland, Morley, Schein).
Salle Gaveau, 21 h. 30 : D. Erlich, B. Engerer (Mozart, Schubert, Schoenberg, Beethoven).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Quatuor Via Nova (Haendel, Mozart, Debussy, Inghelbrecht).
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h. 30 : Orchestre B. Thomas (Bach, Tartini, Vitali, Haendel).
Théâtre Saint-Georges, 20 h. 30 : K. et M. Labègue (Joplin, Gershwin, Mozart, Stravinski).
Salle Cortot, 20 h. 30 : P. Bloit (Liszt).

Festival d'automne

(296-12-27)

THEATRE

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : les Cannibales.
Cartoucherie de Vincennes, 20 h. 30 : Une visite.
American Center, 21 h. : A Prelude to death in Venice.

DANSE

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Twyla Tharp Dance Foundation.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.)

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : l'Alibi, de P. Chenal ; 19 h. : O.K... la liberté, de M. Carrière ; 21 h. : l'Idiot, d'A. Kurosawa.
Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

ANTHRACITE (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).

LA BANQUIERE (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 13e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

BIENVENUE Mr. CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

BRONCO BILLY (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-93). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

LA CHASSE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-24) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33)

LE CHEVAL D'ORGUEIL (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CHER VOISIN (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; la Pagode, 7e (705-12-15)
LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI (It.) : Forum Cinéma, 1er (297-53-74).
LE CŒUR A L'ENVERS (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; les Tourelles, 20e (364-51-98).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Forum Cinéma, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (337-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
FAME (A., v.o.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
LA FEMME INTÉGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04)
LA FEMME-ENFANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42).

FENETRES SUR NEW-YORK (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C.-Gobelins (336-23-44).

GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) (**) : Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Miramar, 14e (320-89-52) ; Maxéville (770-72-86).
HEART BEAT (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Movies-les-Halles, 1er (236-71-72) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; La Clef, 5e (337-90-90). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LOULOU (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MANHATTAN (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Parnassiens, 14e (329-83-11).
NIJINSKY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A. v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; Olympic, 14e (542-67-42).
PILE OU FACE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Tourelles, 20e (364-51-98). H. sp.
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (506-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Forum Cinéma, 1er (297-53-74).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
URBAN COW-BOY (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (329-79-17) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FILMS NOUVEAUX

KAGEMUSHA, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Studio de la Harpe 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Magic-Convention, 15e (828-42-27).
BREAKING GLASS, film britannique de Brian Gibson (v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MA BRILLANTE CARRIERE, film australien de Gill Armstrong (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie U.G.C., 8e (359-41-18). — V.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LES PETITES CHERIES, film américain de Ron Maxwell (v.o.) : Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention Saint-Charles, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PINBALL, DES FILLES ET DES FLIPPERS, film américano-canadien de Georges Mihalka (v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
SUNBURN, film américain de R. Sarafian (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA, film américain de Olive Donner (v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).







RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 7 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 : L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
S'y retrouver dans les méthodes d'apprentissage de la lecture.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Le grand débat : Michel Debré.
Quatre députés, MM. M Barnier (R.P.R. Savoie), G. Bapt (P.S. Haute-Garonne), G. Longuet (U.D.F. Meuse), P. Zarka (P.C. Seine-Saint-Denis) interrogent Michel Debré (R.P.R. Réunion).
21 h 35 Caméra Une, Première : Ils furent rois tout un matin.
D'après le roman de C. Chonez, réalisation R. Milcent, avec S. Bouy, P. Rouleau, S Thomas...
Dans une petite ville au bord de la mer, l'amour très pur d'un homme et d'une fillette détruit par les commérages et la méchanceté des voisins.
22 h 40 Variétés : Etoiles sur glace.
23 h 40 Journal.



DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Téléfilm - J'ai volé mes enfants.
Ce téléfilm américain raconte l'histoire d'un père divorcé qui s'enfuit avec ses deux filles, les recherches menées par la mère, le drame des enfants, etc.



22 h Débat : Otages du divorce, les enfants.
Avec Mme S Rozès, présidente du tribunal de Paris, M R. Liberman, neuropsychiatre et auteur du livre les Enfants devant le divorce, *M. J.-P. Delaitte, père qui a lutté pour la garde de sa fille dans la clandestinité, Me H. Cren, avocat à la Cour, Me D. Petit-Moreau, avocat à la Cour, et Bruno, enfant de 14 ans, qui fait partie de l'Institut de recherche sur l'enfant.*
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.
Le Syndicat national des collèges.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « Sept secondes en enfer ».
Film américain de J. Sturges (1967), avec J. Garner, J. Robards, R. Ryan, A. Saimi, G. Aldman, S. *Ihnat, L. Gates, J. Voight* (rediffusion).
22 h 10 Journal.



FRANCE - CULTURE

20 h., Dialogues franco-islandais : « Les relations franco-islandaises et la vie culturelle de l'Islande actuelle », avec Mme V Finnbogadottir, présidente de la République islandaise, et R Boyer
21 h. 15, Musiques de notre temps : avec M. Roche.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, Concert (Festival Estival de Paris) : « Lamentations », de Cristobal de Morales, par l'Ensemble A. Sei Voci, avec A. Zaepffel et R. Safir, haute-contre, R Oudot, ténor, B Fabre-Garrus et P-Y Le Maigat, baryton, X. Tamalet, basse ; 22 h., Cycle acousmatique . autour de G. Reibel
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale internationale. le domaine anglo-saxon, deuxième partie (Donizetti, Berlioz, Ravel, Rachmaninov).

CORRESPONDANCE

RADIO-MONTE-CARLO ET LA CHANSON FRANÇAISE

Une mise au point de M. Bassi

M. Michel Bassi, directeur général de Radio-Monte-Carlo, nous adresse une mise au point à la suite de notre article du 9 septembre, rendant compte du Festival d'Antibes, dans lequel nous citions une étude effectuée par la SACEM. Selon cette étude, Radio-Monte-Carlo n'aurait diffusé, en 1979, que 44,01 % de musique française, ce qui la place nettement derrière ses trois concurrents, R.T.L., Europe n° 1 et France-Inter. Voici le texte de M. Bassi :

J'avoue que ces chiffres ont de quoi surprendre l'auditeur de R.M.C. En cette matière, en effet, il n'est pas de tricherie possible. Il suffit de relever tous les disques diffusés, puis d'effectuer un calcul élémentaire pour connaître la vérité. C'est d'ailleurs ce qu'a fait la société SECODIP, dont l'autorité est reconnue. Elle a, naturellement, obtenu des résultats radicalement différents : en octobre 1979, sur une semaine complète, Radio-Monte-Carlo a consacré à la chanson française 28 h. 43 contre 18 h. 53 à la chanson anglaise. Sur les antennes concurrentes, la chanson française représentait 25 h. 27 (R.T.L.), 15 h. 32 (Europe 1) et 23 h. 45 (France-Inter). L'étude SECODIP remet donc Radio-Monte-Carlo à sa véritable place (...).

Je voudrais aller, cependant, au-delà du simple énoncé de ces chiffres et faire deux remarques :

— la première : dans cette affaire, les radios ne sont pas seules en cause. Pour un disque français, l'industrie phonographique met sur le marché quinze disques étrangers, souvent d'ailleurs de très bonne qualité. Doit-on les ignorer ? Qu'en penseraient les responsables d'une industrie qu'on dit mal en point ?

— la deuxième : puisque je viens de parler de qualité, faut-il défendre n'importe quoi pour la seule raison que ce n'importe quoi est français ?

A Radio-Monte-Carlo, nous sommes les ardents défenseurs des Clerc, Duteil, Lavilliers, Manset, Capdevielle ou Higelin, plus récemment Lalanne ou Brice. Nous avons décerné nos « Galets d'Or 1979 » à Francis Cabrel, Isabelle Mayereau et Daniel Balavoine. Mais hélas, tout n'est pas en France de cette valeur... et l'étranger nous donne souvent des leçons.

La défense de la chanson française est une grande affaire. Mais la façon dont les choses s'engagent, dans les flots de la démagogie, ne me paraît pas la plus efficace.

M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, à qui nous avons communiqué cette lettre, nous a déclaré :

Aucune statistique sérieuse ne peut être tirée d'un sondage sur une semaine, qui peut en outre avoir été choisie à dessein. Les statistiques SACEM, produites par ordinateur, portent sur l'intégralité de la programmation de R.M.C. (antenne française et italienne, ondes longues et modulation de fréquence) et sur une année complète de programmation, elles ne sauraient donc, pour cette raison, être remises en cause.

Mercredi 8 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Les Poi Poi ; 14 h 5, Spécial 6-10 ans ; 14 h. 10, Bricolage ; 14 h. 20, Dessins animés (et à 15 h 35) ; 15 h 10, Spécial 10-15 ans ; 16 h 35, Dessins animés ; 17 h, Les fantômes du château ; 17 h 25, Studio 3.
18 h 10 Auto-Mag.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Faire aimer la lecture à votre enfant.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Dramatique : Colline.
D'après le roman de J. Giono, réalisation L. Iglésis, avec P. Crauchet, Y. Favier, M. Cecora, J. Toscan...
Adaptation fidèle et soignée, certes. Et cependant, peut-être, manque à cette « dramatique » l' « esprit » de Giono, une magie du verbe.
22 h Magazine : La rage de lire.
De G. Suffert.
La France des chemins et de la mémoire, avec P. Baret et J.-N. Gurgand (Ils voyageaient la France). *A Dhôtel* (Une route inconnue). *M Scipion* (l'Arbre du mensonge) *et Louise Feray* (Epopée des bords chemin).
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Bonanza.
16 h 10 Récré A 2.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Les chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Tennis Folie's.
Ou quinze chansons en trois sets.
Avec Gérard Chambre, Dan Porret, Slim Batteux, Francis Cabrel, Marie-Paule Belle, Maurice Illouz...
21 h 40 Grand Stade : Sport is Business.
Une équipe de télévision a pu vivre avec le fameux manager Mark Mac Cormack, qui a acquis une fortune en « s'occupant » entre autre d'Arnold Palmer, de Jean-Claude Killy, d'Adriano Panatta, de Guy Drut.
22 h 40 Bande à part : Le ciel au cœur.
Une émission de M. Gosset.
Michel Cassé, astrophysicien atomique à Saclay, vit dans un autre monde. Des situations donc extraterrestres pour des dialogues pour le moins étonnants. Et pour saisir cet homme un peu fou, une musique et des images éloignées des réalités connues.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
Le sertisseur-joaillier ; Travail manuel en région Rhône-Alpes.
18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc ; Fred Basset.
18 h 55 Tribune libre.
Association française de prospective sociale.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Un nuage entre les dents ».
Film français de M. Pico (1974), avec P. Noiret, P. Richard, C. Piéplu, J. Denis, M. Peyrelon, P. Crauchet, M. Dudicourt, P Olaf, G. Jabbour (rediffusion).
Un journaliste et son photographe, toujours à l'affût de faits divers sensationnels, recherchent à Paris et en banlieue les deux petits garçons du photographe qu'ils croient victimes d'un enlèvement. Ils se perdent dans leurs fantasmes et leur déformation professionnelle.
Comédie sociale renouvelant, par une dérision inhabituelle au cinéma français et une forte charge onirique, la satire du journalisme à sensation.
22 h Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (le don) ; à 8 h. 32, Les chants de l'airain : La mise en logis.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, *Le livre ouverture sur la vie* : « Les Chapardeurs » et « Tous les géants sont-ils bien morts ? », de M. Norton.
11 h. 2, Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'A. Honegger (et à 17 h. 33 et 19 h. 55).
12 h. 5, Nous tous chacun : Abel, le montagnard.
12 h. 45, Panorama : Littérature étrangère.
13 h. 30, Solistes : G Poulet, violon ; D. N'Koua, piano (Sonate en ré majeur, de J.-M. Leclair) ; L. Teraspulsky, violoncelle (Sonate pour violoncelle, de Yannatos).
14 h., Sons :
14 h. 5, Un livre, des voix : « Promenade à Xian », d'A Philipe.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Le service de consultation de l'E.P.E.
15 h. 2, Points d'interrogation : Les grandes civilisations (Retour de mission en Océanie).
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... de P. Shasmoukine, créateur d'un centre d'innovation et de documentation rurale.
16 h. 50, Actualité : Guérir par la lumière.
18 h. 30, Le théâtre Chichois, d'après M Chevitt
19 h. 30, *La science en marche* : L'énigme des neutrinos solaires.
19 h. 55, Concert Honegger : en direct du Victoria Hall à Genève : Cantate n° 67 « Halt'im gedachtnis, Jesum Christ » ; vers 20 h. 35, « Le Roi David ».
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Prokofiev, Roussel, Stravinski) ; L'intégrale de la semaine (Prokofiev) ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : L'orgue au vingtième siècle (Dupré, Poulenc, Langlais) ; Musique en vie.
12 h., Musique de table : Musique légère (Sauguet, Milhaud) ; 12 h. 35, Jazz classique en direct de Nancy (Mahal, Allison) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Microcosmos : Nouveaux répertoires ; 14 h 30, Kaléidoscope : chanteurs de Mongolie ; 15 h. (et 16 h. 30), Jeu des Enigmes ; 15 h. 10 (et 17 h. 50), *Le compagnon de l'après-midi* ; 15 h. 30, Musaïque (pêle-mêle infos) ; 16 h., Galerie de portraits : Baudelaire (Fauré, Duparc, Debussy, Berg, Dutilleux) ; 16 h. 40, Kaléidoscope (Ligeti) ; 17 h. 10, Haute infidélité : Jingles et musiques de fonctions ; 17 h. 40, Feuilleton.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Equivalences (Schumann et Brahms).
20 h. 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Guillaume Tell », ouverture (Rossini), « Concerto pour violon et orchestre en la mineur) (Dvorak), « Symphonie n° 4 en fa mineur » (Tchaïkovski), par l'Orchestre national de France, direction H. Soudant, avec P. Fontanarosa, violon.
23 h., Ouvert la nuit : Les mémoires de la musique : Karol Szymanowski, la redécouverte d'un musicien passé injustement de mode.

LETTRES

Le romancier et essayiste Louis Martin-Chauffier est mort

Louis Martin-Chauffier, **membre de l'Institut, essayiste, romancier et journaliste, est mort lundi soir 6 octobre au centre hospitalier de Puteaux. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.**

Un homme libre

Adieu à Louis Martin-Chauffier. Il meurt à quatre-*vingt-six* ans, *non pas inconnu* mais méconnu et même oublié, je le crains. La nouvelle génération sait-elle son nom ? Pourtant, ce médecin breton et chrétien avait su unir « la foi des anciens jours » aux droits de l'homme. Aucune des batailles de l'entre-deux guerres ne l'avait laissé indifférent. Il fut de ces catholiques qui, avec Mauriac, Bernanos et Maritain, ont sauvé l'honneur dans les sinistres années 30. Il a payé pour ses convictions à un âge où, bien souvent, on ne met plus que son fauteuil dans le sens de l'histoire. A cinquante ans, il revint de déportation, épuisé mais intact. Et continua à se battre.

Une grande carrière attendait alors le romancier de *la Fissure* et de *l'Epervier*, l'essayiste de *Jeux de l'âme*, le portraitiste de *Chateaubriand*. Il aurait suffi à Martin-Chauffier de se taire et de continuer à figurer sur les estrades où le parti communiste convoquait les humanistes de gauche. Mais s'il avait combattu le fascisme, l'ami de Claude Aveline et le disciple de Gide n'était pas disposé à célébrer, comme d'autres qui n'avaient pas tous connu les camps de la mort, un stalinisme alors triomphant. Martin-Chauffier reprit sa liberté et paya son indépendance d'une grande solitude.

Il n'est pas facile d'être un homme libre. Pour les écrivains aussi, la chance joue son rôle. Moins honnête, Louis Martin-Chauffier serait devenu le grand homme d'une école ou d'un parti. Il aurait été élu député, il se serait présenté à l'Académie. Il me suffit qu'il reste l'auteur de *l'Homme et la Bête*, ce livre qu'on serait si fier d'avoir écrit et qu'il a vécu dans sa chair. A l'heure où les vieux démons osent à nouveau se manifester au grand jour, et de quelle manière ! Il est bon de relire ce grand livre où l'humaniste et le chrétien répondaient par avance aux thèses de la Nouvelle Droite, en témoignant pour la dignité de la famille humaine, fondement de son unité.

PIERRE DE BOISDEFFRE.

***

[Né le 24 août 1894 à Vannes (Morbihan), Louis Martin-Chauffier s'orienta d'abord vers la médecine. *Ancien externe des hôpitaux*, il fait la guerre de 1914 en qualité de médecin auxiliaire. Il se dirige ensuite dans une tout autre voie, entre à l'Ecole des chartes, obtient le diplôme d'archiviste paléographe et se consacre aux lettres et au journalisme. Il collaborait d'ailleurs au *Figaro* depuis 1922. Il devient directeur littéraire des éditions du Sans Pareil.

En 1930, il est rédacteur en chef de *Lu* et de *Vu*, puis de *Vendredi* en 1935. De 1938 à 1940, il est éditorialiste à *Paris-Soir* et directeur littéraire de *Match*.

Puis c'est l'occupation allemande. Replié à Lyon, où il collabore à *Sept Jours*, Louis Martin-Chauffier participe à la Résistance. Il adhère au mouvement Libération. Il est nommé rédacteur en chef du journal clandestin *Libération*. Il est l'un des fondateurs du Comité national des écrivains et du Comité national des journalistes. En 1944, il est arrêté par la Gestapo, interné au fort Montluc, déporté à Neuengamme, puis à Bergen-Belsen.

Libéré en 1945 par les armées alliées, il collabore au *Figaro*, au *Figaro littéraire* et temporairement au *Parisien libéré*, à *Libération*, à *Paris-Presse*, à *Paris-Match* et à *Fémina-Illustrations*.

Deux ouvrages émergent de son œuvre littéraire : *Chateaubriand ou l'obsession de la pureté*, pénétrant portrait d'un Breton dessiné par un autre Breton ; *l'Homme et la Bête*, où l'ancien déporté, narrant son expérience des camps de la mort, domine son sujet et définit la volonté d'avilissement qui présidait aux cruautés nazies.

Louis Martin-Chauffier est également l'auteur de plusieurs romans, dont *l'Amant des honnêtes femmes, la Fissure, Patrice ou l'indifférent, l'Epervier* ; d'essais : *Jeux de l'âme, Correspondances apocryphes pastiches* ; de traductions : *l'Enfer* de Dante, *la Paix* d'Aristophane. Ces œuvres, écrites avant la guerre, ont été suivies de : *Mon père n'est pas mort, l'Heure du choix, la Voie libre, l'Examen des consciences*, essai sur la guerre d'Algérie, *l'Ecrivain et la Liberté*.

Il avait assuré l'édition des œuvres de La Rochefoucauld (1933) et celle des *Confessions* et *Rêveries* de J.-J. Rousseau (1935) pour la bibliothèque de La Pléiade. Il préparait une *Vie de Michelet*.

Il avait reçu en 1957 le Grand Prix national des lettres pour l'ensemble de son œuvre.

Depuis 1964, il était membre de l'Institut et siégeait à l'Académie des sciences morales et politiques.

Louis Martin-Chauffier, médaillé de la Résistance avec rosette, était commandeur de la Légion d'honneur.]

UNE RÉTROSPECTIVE DE L'INA AU FORUM DES HALLES

● L'Institut national de l'audio-visuel organise, du 8 au 14 octobre, au Forum Cinéma des Halles, une semaine de projections de soixante-dix émissions de télévision intitulée « Revoir et revivre la télévision » Au cours de cette rétrospective seront présentés des numéros de « Cinq colonnes à la une », « La piste aux étoiles », « Les Shadocks », « La caméra invisible », « Zoom », « Le palmarès des chansons » avec Jacques Brel, « Les 36 histoires de Fernand Reynaud ».

Ce sera l'occasion de retrouver les hommes qui ont fait les trente premières années de la télévision française : Marcel Bluwal, Maurice Pialat, Jean-Christophe Averty, Serge Moati, Max-Pol Fouchet, Claude Santelli (Entrée libre, de 12 heures à 22 heures, Forum des Halles, salle 4, rue de l'Arc-en-Ciel, niveau 3).

● *Un service des publications et de la recherche documentaire* vient d'être créé à l'INA (Institut national de l'audio-visuel) afin de développer les éditions et coéditions de livres et de cassettes sonores de l'INA, et de constituer une *documentation de recherche* sur l'audio-visuel.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 7 OCTOBRE

— *M. Michel Debré*, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion, est l'invité du « Grand débat » de TF 1, à 20 h. 35.

— *M. Jean-François Deniau*, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des réformes administratives, est reçu par Jacques Chancel, à Radioscopie, sur France Inter, à 17 heures.

— *Mme Simone Veil*, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, est l'invitée de l'émission produite par R.T.L. et *le Monde*, sur R.T.L., à 18 h. 15.

MERCREDI 8 OCTOBRE

— *M. Chapour Bakhtiar*, ancien premier ministre du chah d'Iran, participe à l'émission Face au public, sur France Inter, à 19 h. 20.

● *Europe 1 et le journal « les Echos »* s'associent pour la seconde fois en organisant un « train de l'entreprise » qui sillonnera *l'ouest, le nord et l'est* de la France, du 3 au 31 octobre. Il traversera dix-huit villes et rassemblera, à chaque étape, les représentants d'entreprises et d'organismes publics. Des comptes rendus de ces rencontres seront présentés chaque matin et chaque soir sur Europe 1 (durant les journaux de 8 heures et de 19 heures). Le train partira de Nantes, le mercredi 8 octobre, et passera à Rennes le 9, au Mans le 10, à Caen le 13, au Havre le 14, à Rouen le 15, à Amiens le 16, à Dunkerque le 17, à Lille le 20, à Arras le 21, à Valenciennes le 22, à Charleville-Mézières le 23, à Reims le 24, à Chalons-sur-Marne le 27, à Metz le 28, à Nancy le 29, à Strasbourg le 30 et à Mulhouse le 31.



ÉDITION

Filiale du groupe Hachette

« LE LIVRE DE PARIS LICENCIE DEUX CENTS PERSONNES », annoncent les syndicats

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., S.N.C.T.L. et C.G.C. du Livre de Paris ont fait connaître les menaces de licenciements qui pèsent sur le personnel de leur entreprise, au cours d'une réunion tenue à la Bourse du travail le lundi 6 octobre

Filiale du groupe Hachette, le Livre de Paris mène une triple activité de vente par courtage, par correspondance et par l'intermédiaire du Club pour Vous-Hachette. La filiale emploie environ 2 600 personnes. Selon les syndicats, la direction du groupe aurait décidé la cessation, par étapes, *de l'activité du Club* jusqu'à l'arrêt total, fin 1981. Toutefois, la direction se réserverait la possibilité de relancer le Club si elle trouvait un associé. Pour l'heure, 200 licenciements sont envisagés pour l'ensemble de la filiale (100 en décembre 1980, 40 en juin 1981 et le reste en décembre 1981). Sur ce contingent, près de soixante personnes seraient reclassées ou mises en préretraite.

Pour les *syndicats*, ces mesures sont inacceptables. Ils font valoir, en effet, que si le Club, avec près de 400 000 adhérents (le seuil de rentabilité de ce Club se situerait, selon eux, entre 600 000 et 800 000 adhérents) est déficitaire, les autres secteurs de la filiale sont bénéficiaires.

La C.G.T. considère, pour sa part, que le groupe Hachette a décidé d'abandonner toute activité peu fructueuse, malgré ses répercussions sur l'emploi, au profit de secteurs plus rentables tels que la presse et l'audiovisuel.

	-La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

A unique opportunity for dynamic young French graduates

to join a leading U.K. financial group with its headquarters in London

The Group plans to recruit three qualified graduates interested in working with small companies to expand its business in Europe. Following training in the U.K., travel in Europe, mainly in France, is envisaged.

REQUIREMENTS
Ideal candidates will be French, probably aged 25-30, and fluent in written and spoken English. A qualification in business administration or experience in accounting is important. In addition, candidates require sound business judgment and the personal qualities necessary to negotiate with principals of companies and their professional advisers.

SALARIES
Initial salaries are competitive and include a generous benefits package.
Replies in confidence to:

Box LM/638, c/o Hanway House,
Clark's Place, Bishopsgate, London EC2N 4BJ

IMPT BUREAU D'ETUDES, recherche TRES URGENT

INGÉNIEUR AGRONOME FORMATEUR

Spécialisé en phytopathologie pour enseignement dans établissement supérieur agronomique en AFRIQUE TROPICALE
Doctorat phytopathologie souhaité.
5 ans expérience professionnelle dans emploi similaire.

Env. C.V. et prét. nº 74445 *CONTESSE Publicité* 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

---

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

GROUPE PECHINEY UGINE KUHLMANN
recherche
pour ses filiales de production
et de transformation de l'aluminium
au **CAMEROUN**

contrôleur de gestion

responsable de l'élaboration des budgets, *programmes de travaux et programmes pluri-annuels* ainsi que du contrôle mensuel des réalisations.

Il sera chargé de la révision des procédures comptables et de gestion de ces différentes filiales et animera les études d'informatisation des comptabilités.

Les candidats devront avoir une formation de grande école scientifique ou de gestion et, au moins 5 années d'expérience dans le domaine de l'analyse de gestion en milieu industriel.

Résidence à EDEA Cameroun.

Large évolution de carrière possible dans les établissements du Groupe en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature sous réf. 810 à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

IMPORTANTE ENTREPRISE de T.P. SPÉCIALISÉS
Activité Internationale

recherche en raison de l'expansion de ses agences à l'étranger

Jeunes ADJOINTS ADMINISTRATIFS

Capable, après une mise au courant de nos méthodes, à notre siège, d'assumer la responsabilité de toutes les opérations administratives et comptables d'une agence.

Diplôme Ecole de Commerce et quelques années d'expérience sont souhaitées.

Bon niveau comptable nécessaire

Langues étrangères requises :
soit l'Allemand, l'Anglais et l'Espagnol

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. nº 73.200

cabinet leconte 4, rue Amiral-Courbet 75116 PARIS

L'ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE

organisation non gouvernementale, qui a son siège à Londres et dispose de bureaux régionaux en Asie et en Afrique, recrute :

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'Alliance Coopérative Internationale est l'organisme mondial du mouvement coopératif. Son Directeur, responsable devant un Comité exécutif multinational, est chargé de la conduite permanente de l'organisation.

Pour informations complémentaires, s'adresser au

Directeur
de l'Alliance Coopérative Internationale
11, Upper Grosvenor Street
LONDRES WIX 9 PA (Angleterre)

Les candidatures doivent parvenir à l'adresse ci-dessus avant **LE 30 OCTOBRE 1980.**

Für unsere Übersetzungsabteilung suchen wir zum baldigen Eintritt

TECHNISCHE ÜBERSETZER
(traducteurs techniques)

mit abgeschlossenem Hochschulstudium oder entsprechender Ausbildung für :
Französisch/Deutsch-Deutsch/Französisch
Nebensprache : Englisch oder Portugiesisch, evtl. Spanisch
(am liebsten Muttersprache Französisch).

Jüngere Bewerber mit gutem Einfühlungsvermögen *in technische Belange erhalten* Gelegenheit zur Einarbeitung.

Bewerbungsunterlagen sind zu richten an :
M.A.N. Unternehmensbereich GHH Sterkrade
Zu Händen Herrn Unsenos
Postfach 11 02 40, D-4200 OBERHAUSEN 11
Telefonische Auskünfte : 208 692 23 15

Bance



L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (ESO)
cherche des candidatures pour les postes suivants vacant dans le *Groupe Electronique de la Division des Projets Techniques* au **Siège de l'ESO à GARCHING bei Muenchen, République Fédérale d'Allemagne :**

INGENIEUR SOFTWARE
(réf. GAR-TP-03)

QUALIFICATIONS : Ingénieur Software de formation technique supérieure ou universitaire. Environ *5 années d'expérience professionnelle dans les domaines suivants :*
- acquisition de données et programmes de contrôle,
- programmation de systèmes sur miniordinateurs ou ordinateurs moyens,
- programmation en assembleur et dans les principaux langages de niveau élevé.

Expérience avec les ordinateurs Hewlett Packard, Camac, Micro-ordinateurs, ainsi qu'une connaissance générale de l'électronique et des techniques de contrôle par ordinateur serait appréciée. Bonne connaissance de l'anglais ou être capable de l'apprendre rapidement. Une connaissance de l'allemand est un avantage.
FONCTIONS : participation au développement de l'instrumentation astronomique au sein d'un Groupe électronique. Développement de programmes pour le contrôle d'instruments optiques complexes, l'acquisition et le traitement des données, en temps réel et différé. Les programmes sont développés par l'organisation ou contractés à des firmes spécialisées, si bien qu'une partie du travail peut consister à organiser et superviser des contrats et des projets.
LIEU DE TRAVAIL : Garching bei Muenchen, RFA. Le poste comprend des déplacements de 1 à 2 mois par an à notre Observatoire au Chili pour installer et maintenir les programmes réalisés.

INGENIEUR ELECTRONICIEN
(réf. GAR-TP-18)

QUALIFICATIONS : Ingénieur Electronicien possédant une formation technique supérieure ou universitaire. Au moins 3 à 5 années d'expérience dans le développement de circuits électroniques analogiques à très faible bruit et dans le contrôle d'instruments par ordinateur. Une expérience complémentaire *dans un au moins des domaines suivants serait appréciée : système Camac, Microordinateurs,* Interface avec des ordinateurs, instrumentation optique ou électro-optique, détecteurs optiques à faible niveau (domaine visible infrarouge) et électronique associée.
Le candidat devra posséder une bonne connaissance de l'anglais ou être capable de l'apprendre rapidement. Une connaissance de l'allemand est un avantage.
FONCTIONS : participation au développement d'instrumentation astronomique au sein d'un Groupe électronique. En particulier, développement de systèmes électroniques analogues et digitaux pour des détecteurs optiques et développement des interfaces avec l'ordinateur de commande, et l'instrument. Prise en charge éventuelle de l'ensemble du développement de la partie électronique d'un projet instrumental.
LIEU DE TRAVAIL : Garching bei Muenchen, RFA. Il sera occasionnellement nécessaire d'effectuer des missions d'une période de 2-8 semaines à l'Observatoire de la Silla au Chili pour des travaux d'installation.

TECHNICIEN EN ELECTRONIQUE
(réf. GAR-TP-27)

QUALIFICATIONS : Technicien en électronique possédant une bonne formation technique (B.E.I., B.T.S.) et au moins 3 années d'expérience professionnelle de préférence dans un milieu industriel (par ex. Laboratoire de développement industriel). Cependant, quelques contacts avec les milieux scientifiques seront un avantage. Une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est nécessaire. Cette connaissance peut toutefois être acquise sur place mais nécessitera un effort de la part du candidat.
FONCTIONS : *participation au développement de l'instrumentation astronomique au sein d'un Groupe* électronique. Assister un Ingénieur dans le développement et la construction d'ensembles électroniques analogues et digitaux. Responsabilité de l'équipement et de la maintenance des instruments de mesure et de test du laboratoire.
LIEU DE TRAVAIL : Garching bei Muenchen, RFA. Il sera occasionnellement nécessaire d'effectuer des missions d'une période de 2-8 semaines à l'Observatoire de la Silla au Chili pour des travaux d'installation.

Les candidatures doivent être transmises avant le 20 OCTOBRE 1980 en spécifiant la référence du poste au

SERVICE DU PERSONNEL - EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY
Karl-Schwarzschild-Strasse 2 - D-8046 GARCHING BEI MUENCHEN
TEL. : (89) 320.06.216-8

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.

---

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Lorraine

Chef services techniques

A 35 ans min, et Ingénieur Grande Ecole, votre expérience réussie *- 5 ans min - dans* secteur industriel électromécanique production grande série au niveau Direction soit Technique soit Méthodes et Travaux Neufs, ou encore d'une unité de fabrication (300 personnes minimum) vous a aguerri dans la résolution de problèmes de gestion *technique* et humaine et a confirmé votre expérience en matière d'automatisation dans le cadre d'automation.
Une maitrise de l'Anglais et/ou de l'Allemand est nécessaire. Notre Société, implantée en Lorraine, leader Europeen dans la construction de biens d'équipement (90 Millions C.A dont 15 Export - 500 personnes.) recrute son CHEF DES SERVICES TECHNIQUES : Etudes/Créativité - Méthodes - Contrôle - *Prix de revient* - Entretien - Travaux Neufs.
Près de la D.G, il en assumera la direction et l'animation dans un souci constant de rentabilité, productivité et prospective.
C'est une situation aux perspectives très ouvertes, sous- tendue par une rémunération stimulante pour un cadre dont l'authenticité est proportionnelle à son désir «d'éclater» professionnellement.
Merci d'adresser C.V, *manuscrit* détaillé, photo et salaire actuel sous réf. 3560
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
58, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

EN VENDEE
UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE, recherche

RESPONSABLES D'AGENCES

28 - 30 ans minimum. De formation générale, bac + 2 ou similaire + formation technique de niveau BP ou ITB en cours. Il faut une solide expérience de l'exploitation et le sens des relations commerciales.

Adresser lettre manuscrite + C.V.
sous ref. J.O/R.A à
JEAN OLLIVIER - BP. 28 - 35740 PACE
qui assurera 1er entretien dans l'entreprise et garantit une totale discrétion.

Usine Performante, Produits du bâtiment
250 pers., en Alsace du Nord
Equipements très modernes, faisant partie d'un puissant groupe international recherche

JEUNE DIRECTEUR DE PRODUCTION
Ingénieur Electromécanicien ou similaire

10 ans d'expérience du commandement en fabrication de grandes séries mettant en œuvre des techniques variées, *employant des effectifs importants.*
Mission: Direction de l'encadrement des ateliers et services techniques. Responsabilité globale de la tenue des objectifs (quantités, qualité, rentabilité). Mise en production de nouveaux équipements en collaboration avec les travaux neufs. Poste d'avenir stable. Rémunération motivante. Véhicule de fonction. logement facilité. Adr. CV dét. ss réf. 918 A à

seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX



Jeunes Diplômés
banque régionale

Nous appartenons à un groupe très important mais nous avons la taille, l'autonomie et la combativité d'une PME.

Pour compléter notre équipe commerciale, nous recherchons des hommes dynamiques et enthousiastes pour leur confier dans 2 ans environ des postes d'encadrement et d'animation en agence.

Nous les voulons immédiatement capables de prendre des responsabilités.

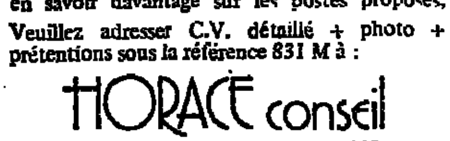
Dans un premier temps en effet, ils devront faire leurs preuves à des postes de cadres dans différents services de notre siège (situé dans une ville universitaire à 120 kms Sud de Paris).

Les formations qui vous aideront à réussir sont de type :
- ESSEC, Sup de Co, Sciences Po option financière...+ DECS
- Sciences Eco, Droit, Sup de Co option marketing...+ IAE.

Le niveau de rémunération de départ ne sera pas inférieur à 75.000 F.

Si vous souhaitez vous joindre à nous, et pour en savoir davantage sur les postes proposés,

Veuillez adresser C.V. détaillé + photo + prétentions sous la référence 831 M à :



97 rue de Richelieu 75002 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Promodès

17 000 personnes en France
1er grossiste multidistributeur en Europe.
C.A. 1979 : 9,125 Milliards de Francs
recherche
pour renforcer son équipe
dans le cadre de la création d'un
Centre Recrutement Formation Conseil

un **Diplômé en Sciences Humaines**

Résidence : **Caen.**

Ses fonctions très variées le conduiront à mener des actions de:
- Recrutement de Cadres Confirmés et de futurs Cadres de la Distribution en collaboration avec les Directeurs de Personnel des différentes Branches d'activité du Groupe.
- Animation de Séminaires Relations Humaines.
- Conseil à la demande des Responsables Opérationnels, principalement dans le domaine des expériences de motivations de personnel.

Le candidat retenu possédera nécessairement:
- Une expérience de recrutement en entreprise d'au **moins 2 années.**
- *Une maîtrise des techniques d'animation* en Relations Humaines.
- Des facilités à s'intégrer dans une petite équipe, à co-animer et à se déplacer.

Si vous êtes intéressé, envoyez C.V., photo et prétentions sous Réf. M 751 à Madame F. MOULINJEUNE

Promodès
Service Recrutement - B.P. 17 - 14120 Mondeville.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ELECTRONIQUE •COTE D'AZUR•

LA DIVISION ELECTRONIQUE
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
A ENVERGURE INTERNATIONALE
recherche SON

DIRECTEUR TECHNIQUE AUTOMATES PROGRAMMABLES

Avec une équipe de 30 personnes et en liaison avec les Chefs de Produits, il recherche, développe et industrialise les NOUVEAUX PRODUITS.

EXCELLENTE OPPORTUNITE pour

- *INGENIEUR GRANDE ECOLE* de formation et/ou expérience ELECTRONIQUE.
- ayant fait de l'AUTOMATISME par ex. dans la construction INFORMATIQUE ou PERI-INFORMATIQUE, ayant pratiqué la grande série et connaissant le packaging.
- ANGLAIS INDISPENSABLE • Allemand souhaité.

En vue contact discret et rapide, lettre manusc., C.V. dét., rémunération et photo sous réf. 4506 à





aerospatiale BORDEAUX-AQUITAINE

L'ETABLISSEMENT D'AQUITAINE (1900 personnes) de l'AEROSPATIALE met en œuvre des TECHNOLOGIES de POINTE de niveau mondial, en particulier dans le domaine des MATERIAUX COMPOSITES et utilise des MOYENS EXCEPTIONNELS pour l'étude, la réalisation et les essais des missiles balistiques.

NOS DEPARTEMENTS ETUDES, PRODUCTION ET CONTROLE
recherchent des

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

GRANDES ECOLES (X, Centrale, Sup Aéro, Mines, ENSTAé, Sup Elec, A & M, ESMA)
Débutants ou première expérience.

Vous vous intégrerez dans des équipes motivées et contribuerez de part votre compétence technique et votre dynamisme au développement de nos activités.

Les postes sont à pourvoir à notre Etablissement de SAINT-MEDARD EN JALLES situé à 20 kms de BORDEAUX, au milieu des pins et à une demi-heure de la mer.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec photo à AEROSPATIALE, DEPARTEMENT DES RELATIONS HUMAINES - B.P. 11 - 33160 SAINT-MEDARD en JALLES ISSAC.

CONTRASSE

Région Pays de la Loire
Important groupe d'Assurances
recherche pour son département étranger

Maitrise en Droit
ou en
Sciences Economiques

Le poste, centré sur l'analyse et la synthèse de documentations économiques ou juridiques, l'étude des projets d'implantation, la préparation d'actes ou documents juridiques variés et sur le suivi des activités du Groupe à l'étranger exige :
- *de très bonnes connaissances en Droit des sociétés,*
- *la maitrise de l'une au moins des langues suivantes (lue et parlée): ESPAGNOL, ANGLAIS,*
- *de bonnes aptitudes à la rédaction,*
- *d'être libéré OM.*

Travail au sein d'une petite équipe et perspectives d'évolution selon les résultats obtenus.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 13799 à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS - *qui transmettra.*

Groupe Français, Leader sur le marché
des Travaux Publics
recherche

1 INGENIEUR X,ECP,PC,MINES,

ayant exercé une direction complète de grands travaux de génie civil pour lui confier la DIRECTION D'UN TRES GRAND OUVRAGE situé à proximité d'une importante ville universitaire, il y résidera après un an de préparation en région parisienne.
Responsabilité offrant des perspectives de très grand avenir.
Discrétion totale assurée.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé photo récente et prétentions s/réf.2365 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Ingénieur AGRO, AGRI... Technico-commercial

LA ROCHELLE 100 000 F +

La Compagnie ANGIBAUD, leader européen des fertilisants organiques, effectifs 140 personnes, 3 usines, C.A. 80 millions, recherche pour faire face à son développement, un Ingénieur Technico-Commercial.
Rattaché à la Direction, ses fonctions comporteront de très nombreux contacts avec *les services officiels et avec la clientèle sur toute la France.* Il sera chargé également d'études de nouveaux produits. En outre, il sera responsable de la formation technique de l'équipe commerciale et de la rédaction des documentations. Basé à La Rochelle il se déplacera environ 50 % de son temps.
Ce poste intéresse un ingénieur Agro, Agri..., *ayant si possible quelques années* d'expérience technico-commerciale, désireux d'occuper un poste très actif et diversifié.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence *11599/M à D. de LARIVIERE - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES* - qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Société recherche pour TOURS

INGÉNIEUR D'AFFAIRE

Formation : Ecole Supérieure d'Ingénieur ou ESSEC, ou SUP DE CO.
Fonction : animer et suivre les affaires auprès de quelques gros clients industriels.
Il faut savoir
Ecouter, Faire la Synthèse, Décider
L'entreprise a une taille humaine et encourage l'épanouissement individuel.
Rémunération pas inférieure à 130 000 F/an.
Déplacements en France trois jours par semaine.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à :
CABINET PLATEFORME (qui transmettra)
2, rue du Bel-Air, 92190 MEUDON.

CREDIM

Établissement financier en expansion recherche
pour son Siège de DIJON

un chef de service administration des contrats et paiements

D'un niveau IUT administration des entreprises ou ESC, vous avez deux années d'expérience de la gestion administrative dans une société et vous connaissez l'anglais.
Vous avez des aptitudes à la gestion du personnel administratif, ainsi qu'à la rédaction et la présentation. Une expérience d'application du technique comptable serait un « plus » de même que des connaissances informatiques.
Nous vous proposons, sous la direction du Chef de service administration commerciale, comme mission :
- assurer la gestion optimale d'une équipe d'employés administratifs ;
- participer à l'établissement et à la mise en place des procédures de fonctionnement du service ainsi que des agences ;
- à terme, participer à la mise en place de systèmes de traitement automatisés au Siège comme dans les agences.

Emplois et Carrières

Adresser candidature, C.V., photo et prétentions à M. de BUCY
CREDIM, 17, rue Bossuet, 21012 DIJON CEDEX

futur responsable d'un centre de profit

150 000 F Lyon

C'est d'abord un poste de vente.

Nous venons de racheter une petite unité d'une vingtaine de personnes dans le domaine de l'alimentaire et nous souhaitons vous confier l'entière responsabilité de la commercialisation *de ses produits.*

Pour réussir dans cette fonction, il faut faire la preuve d'une incontestable expérience réussie de la vente, si possible de produits similaires, et *développer de réelles qualités et ambitions de* futur patron.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous n'hésitez pas à «remonter les manches» pour aller au terrain et votre objectif est la rentabilité et le profit.

Réussissez dans cette mission et vous deviendrez alors responsable autonome de cette unité.

De notre côté nous vous apporterons la garantie d'un groupe important en fort développement.

Merci d'envoyer votre CV, sous référence 4753, à Michel MONIER :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour étoffer ses Services Financiers situés à
ORLÉANS
deux Cadres rapportant au Directeur Financier.

UN RESPONSABLE TRÉSORERIE ET CRÉDIT

Ce Cadre sera responsable des fonctions trésorerie, crédit clients, recouvrement et caisse.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans, ayant de sérieuses références dans la mise en oeuvre d'une politique crédit clients et dans la gestion de la trésorerie.

référence : LM 1

UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

En collaboration étroite avec le Directeur des opérations, et le service informatique, ce Cadre sera chargé de l'amélioration de la comptabilité analytique (comptabilité matières, calcul des variances et des prix de revient standards, contrôle gestion des stocks).

Ce poste conviendrait à un candidat de 28 ans au moins, pouvant justifier d'une réelle expérience en comptabilité industrielle.

référence : LM 2

Ces deux postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquit une expérience professionnelle dans une entreprise industrielle internationale.
La maîtrise de la langue anglaise est appréciée.
Les rémunérations annuelles seront fonction de l'expérience des candidats.

Envoyer c.v. et photo en précisant bien la référence de l'emploi désiré nº 20.908, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, *qui transmettra.*
(discrétion assurée)

TRANSGENE

TRANSGÈNE S.A. est une nouvelle société de recherche appliquée fondée par des groupes français de premier plan.

TRANSGÈNE effectuera, notamment grâce au génie génétique, des recherches de haut niveau en biologie orientées vers des applications médicales et industrielles.

TRANSGÈNE crée un laboratoire à *STRASBOURG* et recherche des spécialistes en

- **BIOLOGIE MOLÉCULAIRE**
- **GÉNÉTIQUE MOLÉCULAIRE**
- **RECOMBINAISON GÉNÉTIQUE IN VITRO**
- **SYNTHÈSE CHIMIQUE DE L'A.D.N.**

Les candidatures seront traitées confidentiellement.
Adresser curriculum vitae et prétentions à :

TRANSGÈNE
B.P. 146, 67028 STRASBOURG CEDEX

Nous sommes un groupe industriel de premier plan technologique et recherchons pour notre nouveau centre situé dans une grande ville du *Sud-Ouest (500 personnes) un*

Chef du Personnel à fort potentiel

Sous l'autorité du Directeur du Centre et en liaison fonctionnelle avec la direction des relations humaines du groupe, votre mission consistera à développer la fonction dans tous ses aspects, en application de la politique générale de Personnel du groupe :
- gestion prévisionnelle, recrutement, formation,
- rémunération et gestion des carrières,
- relations sociales et humaines,
- administration du Personnel.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat diplômé d'études supérieures ayant au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnel, acquise de préférence en secteur industriel et *motivé par l'exercice de sa mission dans un* secteur à technologie de pointe et à forte proportion d'ingénieurs. Diverses possibilités d'évolution peuvent être envisagées à l'intérieur du groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V, photo et salaire actuel) sous référence 382 M à notre consultant qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren
75007 PARIS

SECTEUR GRANDE CONSOMMATION
Nous voulons confier à notre

CONTROLEUR de GESTION

Deux missions essentielles :
- l'analyse, en fonction des objectifs de gestion, les éléments, du compte d'exploitation.
- l'amélioration du système de recueil des informations de gestion.

Une double perspective d'évolution pourra, à terme, lui être présentée au sein de l'entreprise ou dans le développement d'une carrière au plan international.

Ce poste est ouvert, dès maintenant, à un jeune diplômé ayant une première expérience du Contrôle de Gestion en PME (grande consommation de préférence).

Votre dossier (C.V., prétentions) sous référence 40M190, sera étudié avec une discrétion absolue. Veuillez l'adresser à :
G.K.S. Conseil - 69, rue de Monceau - 75008 PARIS.

En vue d'étoffer son équipe fiabilité

EFCIS
Circuits Intégrés MOS
recherche

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il sera responsable des études fiabilité produits (LSI, VLSI) et systèmes.

Il devra avoir une formation de base type ESE ou ENSI, complétée de quelques années d'expérience dans des *domaines tels que fiabilité* composants, tests de circuits LSI, analyse de défaillance.

Poste à pourvoir à : GRENOBLE

Adresser lettre manuscrite I C.V. à E.F.C.I.S., Service du Personnel B.P. 217 - 38019 GRENOBLE *Cedex*

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

MODCOMP

Important constructeur Américain de Mini-Ordinateurs recherche pour sa filiale Française

ingénieurs maintenance

A) PARIS : TECH. SUPPORT (Référence M 1)
B) LAVAL : RESPONSABLE SECTEUR (Référence M 2)
10 ans d'expérience avec approche du process control souhaitée.

ingénieur systèmes

PARIS - (Référence M 3)
10 ans d'expérience en operating systèms pratique Hardware appréciée.
POUR CES 3 FONCTIONS :
ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE — VOITURE DE FONCTION

technicien maintenance

PARIS - (Référence M 4)
CE POSTE SEDENTAIRE IMPLIQUE :
2 à 3 ans d'expérience,
Responsabilité de la gestion du stock,
Réparation mineures en atelier,
Réceptionner les appels des clients et assurer le suivi de leurs problèmes.
ANGLAIS COURANT SOUHAITE

LA SELECTION RIGOUREUSE DE NOS COLLABORATEURS
PERMET D'ASSURER AUX CANDIDATS RETENUS UNE BONNE REMUNERATION.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé (en précisant la référence du poste choisi) à :
MODCOMP - Monsieur LE DUFF - 17, rue des Solets SILIC 115 - 94513 RUNGIS - 686.72.94.

pmp

MODCOMP

Nous sommes la DIVISION ELECTRONIQUE
D'UNE SOCIETE FRANÇAISE, LEADER DANS SON SECTEUR D'ACTIVITE.
L'AUGMENTATION DU VOLUME DE NOS REALISATIONS DE
SYSTEMES ELECTRONIQUES
NOUS CONDUIT A RECHERCHER :

le responsable ordonnancement-lancement

DE NOTRE DEPARTEMENT PRODUCTION

Le candidat retenu aura :
— Une formation technique de niveau B.T.S. ou équivalent au minimum,
— 5 à 10 ans d'expérience industrielle dont plusieurs dans un poste similaire.

des agents techniques électroniciens

De formation I.U.T., B.T.S. ou équivalent, débutants à 3 ans d'expérience, pour développement d'électronique Digitale (microprocesseurs) et de circuits d'interfaces spécifiques.

Pour l'un de ces postes, la connaissance des techniques vidéo est nécessaire.

EN FONCTION DE CE QUI PRECEDE, NOUS SOMMES PRETS A PROPOSER DES CONDITIONS SUPERIEURES A DES CANDIDATS DE VALEUR.

Lieu de travail : PARIS OUEST

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant le poste souhaité sous référence 54558 sur enveloppe à : JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.

SODILEC
DEPARTEMENT MICRO-ELECTRONIQUE
recherche

A.T. ÉLECTRONICIEN

Niveau B.T.S. - D.U.T.
Pour travaux contrôle mesure programmation sur équipements laser.

Adresser C.V. et prétentions, à SODILEC, 4, r. Simone-Bigot, 93360 Neuilly-Plaisance

---



Directeur Administratif

140 000 F

Nous sommes la filiale française d'une importante société américaine spécialisée dans l'instrumentation médico-chirurgicale.

Nous recherchons notre **responsable administratif et comptable.**

Dans le cadre de procédures définies, il devra :
— diriger la comptabilité générale et les services administratifs :
• élaboration du bilan,
• conception et suivi du budget, facturation, suivi des stocks.
— assister la direction générale de façon à rendre compatibles les objectifs financiers et commerciaux,
— coordonner les méthodes de travail de la filiale et de la Maison-Mère.

Agé de 30 ans au moins, le candidat que nous retiendrons devra posséder une bonne maîtrise professionnelle, c'est-à-dire, une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, DECS) et la pratique de ce métier acquise, de préférence, en entreprise. Les qualités personnelles doivent allier rigueur, précision et souplesse du comportement pour s'adapter à l'esprit Marketing de notre société.
Notre position internationale implique une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 007265 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1. rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Directeur Marketing

250 000 F *Paris*

Une société française, intégrée à un groupe international, fabriquant et commercialisant des produits de grande diffusion destinés soit à l'industrie, soit à la vente grand public, recherche son directeur de marketing. Le *titulaire de ce poste, nouvellement créé, dépendra du directeur général* et l'aidera à orienter la politique de l'entreprise en ce qui concerne les marchés, les clients et les produits. Assisté du chef de service des études commerciales *et des chefs de produits, il étudiera les nouvelles gammes,* déterminera de nouvelles applications, aidera à mettre en place une forme de distribution dynamique et ambitieuse, le tout dans un esprit d'adaptation *permanente aux évolutions techniques et avec le souci constant de la rentabilité.* Ce poste sera confié à un professionnel du marketing, âgé d'au moins 35 ans, répondant impérativement aux critères suivants : diplômé d'études supérieures commerciales (HEC, ESSEC, etc...), expérience d'au moins 10 ans de la distribution moderne de produits grand public et de la vente industrielle, pratique courante de l'anglais. Posséder un M.B.A. et de bonnes notions d'allemand seraient un avantage. Poste à Paris, voiture fournie, évolution liée aux résultats personnels et à ceux de la société. Ecrire à Bernard Mangon - Réf. M 2326.

Chef des Services Comptables

Proche banlieue Ouest

Un groupe français, un des leaders de la promotion et de la construction de maisons individuelles en village et au coup par coup (C.A. 250 millions de F) comprenant une quinzaine de sociétés, recherche le chef de ses services comptables. *Dépendant du directeur financier,* il supervisera une douzaine de personnes dont deux chefs comptables, sera responsable de l'audit comptable, de la sortie des états consolidés mensuels et annuels, de *tous les aspects fiscaux, de la paie et de l'administration du personnel,* et participera à la préparation des budgets. Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, titulaire du DECS au minimum, il aura une expérience de chef comptable d'environ 5 ans, si possible dans le domaine du bâtiment et l'habitude de l'utilisation de l'informatique. Le poste implique des qualités d'animateur et d'organisateur. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9319.

Chef Bureau Etudes

Transformation des métaux en feuilles *Paris*

Une société française (appartenant à un groupe réalisant un chiffre d'affaires de 100 millions de F. et dont les effectifs sont de 200 personnes), spécialisée dans le découpage et l'emboutissage de métaux en feuilles pour la fabrication d'articles divers de cuisine qu'elle distribue en France et à l'étranger, recherche le chef de son bureau d'études. Celui-ci, dépendant du directeur technique et assisté de trois personnes, sera chargé, sur le plan étude et réalisation prototype, de l'amélioration des produits existants, du développement de nouveaux produits et de la définition et conception de certains outillages ou machines utilisés par le service fabrication. Agé d'environ 30 ans, ingénieur mécanicien diplômé, ayant de bonnes connaissances en électricité et pneumatique, il aura une expérience équivalente. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9318.

Discrétion totale assurée

Responsable exportation

Leader européen dans son domaine, filiale d'un très important groupe international recherche son RESPONSABLE EXPORTATION.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grandes Ecoles (électronique ou électromécanique), parlant anglais couramment.

Il aura à animer une équipe d'Ingénieurs commerciaux et un réseau spécialisé dans la vente d'équipements industriels destinés à des chaînes automatisées.

Poste basé en proche banlieue sud.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 7435 à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra.

MATRA ESPACE

recherche :

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT GRANDE ECOLE

pour participer à des activités de conceptions technologiques d'équipements électroniques et lui confier la mise en place et le suivi de la réalisation des prototypes.

Ce poste implique le goût ou l'expérience pour le travail en équipe et une formation électronique.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 716
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres
MATRA Boite Postale N° 1
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

PARFRANCE

Schlumberger

dans le domaine de la

mesure et régulation

International, le groupe Schlumberger est constitué *d'unités décentralisées possédant l'ensemble* de leurs moyens propres de gestion dans le cadre de procédures harmonisées.

Une des unités du groupe (C.A. supérieur à 100 millions de francs) située en région parisienne, recherche son

contrôleur de gestion

Chargé de l'élaboration et du suivi du budget à court et moyen termes, il sera également responsable des services comptables, des moyens informatiques, de la trésorerie et de divers aspects administratifs, fiscaux, etc.

Cette fonction peut convenir à un candidat :
- de formation Grande Ecole de Commerce (option finance), MBA, Expertise Comptable, *Chartered Accountant,*
- ayant une expérience de quelques années dans une entreprise pratiquant les méthodes modernes de gestion et/ou la comptabilité anglo-saxonne.

Des capacités de contact et d'animation, la pratique de l'anglais et la mobilité sont des atouts *dans la perspective d'une évolution au sein du* Groupe.

Envoyer CV + lettre, en insistant sur votre *expérience et vos aspirations, à J-L Herr, CdC,* 12 place des Etats-Unis 92123 Montrouge Cédex, sous référence DS 101.

média system



BORDAS DUNOD GAUTHIER-VILLARS

recherche
pour leur département
SCIENTIFIQUE et TECHNIQUE

EDITEUR

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE.

Expérience industrielle appréciée.
Ce poste consiste en recherche d'auteurs et de manuscrits, contacts avec groupes industriels et organismes officiels, études de marchés, prix de revient, décisions d'éditions, lancement, suivi de la promotion et des ventes.
Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel 37, rue Boulard 75014 Paris.



aerospatiale

1er CONTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIELS AEROSPATIAUX

La DIVISION des ENGINS TACTIQUES située à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et à L'EXPORTATION, la meilleure performance du Groupe (plus de 100 pays sont équipés de nos matériels).

Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commande. Le développement de nos affaires nous amène à poursuivre et à renforcer nos équipes d'études :

Nous recherchons :
Dans le cadre de notre Département DOCUMENTATION TECHNIQUE

1 TECHNICIEN REDACTEUR NOTICES TECHNIQUES

Formation : BTS - DUT Electronique
Débutant

Le candidat retenu sera chargé de rédiger, à partir de liasses de plans, des rapports techniques à l'usage des utilisateurs des matériels électroniques.

QUALITES REQUISES
- *Bonne connaissance en technique numérique*
- Bon rédacteur en langue française
- Nombreux contacts et liaisons techniques
- Bon esprit d'initiative
- Anglais fortement apprécié
- *Libéré des obligations militaires.*

Ecrire C.V. détaillé + photo à No 74429 - CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

des ingénieurs, directeurs de départements TP, habitat, travaux

200 000 F/an +, en province

Nous sommes l'un des premiers groupes français de bâtiment et de TP et cherchons pour nos filiales de province des directeurs de départements.
Ils ont à leur actif, soit la conception et la réalisation de bon nombre d'ouvrages d'art, soit la direction de plus de 50 MF de travaux par an.
Ce sont donc des animateurs et des gestionnaires.
Notre consultant, R. BEROUD, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 636 LM).

un analyste entreprenant

Le département «Entreprises» (Paris 14e) d'une SSCI de bonne dimension (500 p.) dispose sur le site central d'un 370-158/DOS-VM et vous propose de venir seconder le chef de projet qui a pour mission d'étoffer et surtout de *faire évoluer vers le conversationnel un* progiciel de gestion destiné aux PME/PMI.
De formation IUT, ou équivalent, vous avez acquis en trois à cinq ans une compétence d'analyse organique sur matériel IBM et savez organiser *le travail de jeunes programmeurs COBOL.*
Sachez que la pratique de VSAM est un atout.
Notre consultant, Mlle A.M. PICTET, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3878 LM). à «Carrières de l'Informatique».


ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important groupe d'assurances recherche

analystes analystes-programmeurs et programmeurs

expérimentés et débutants

pour participer au développement de systèmes informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement (1000 terminaux).

- Puissants ordinateurs IBM sous OS (3033)
- Assembleur, IMS, DL1, TSO
- Formation complémentaire assurée.
- Lieu de travail : La Défense.

Envoyer CV et photo, sous réf. 10856, en précisant le poste choisi à GIE, Service du Personnel, Cédex 11, 92081 Paris La Défense.

GIE

media system



L'Agence HAVAS (HAVAS COMMUNICATION) recherche :

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Il supervisera la comptabilité, l'administration des ventes et le recouvrement de l'ensemble des exploitations commerciales parisiennes de la Société (C.A. de 200 millions de francs) et animera une équipe de 12 collaborateurs.

Ce poste conviendrait à un candidat d'au moins 30 ans. Titulaire au minimum du DECS complet et si possible d'un diplôme de gestion, il aura nécessairement une expérience de responsabilité administrative. (Comptabilité, utilisation de l'informatique, juridique, fiscal...) de plusieurs années.

Ds possibilités d'évolution de carrière intéressantes, notamment en Province, pourront lui être proposées à terme.

Adresser C.V. et prétentions sous référence HC 2 : M. SIBOLD - 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT



roussel uclaf

CENTRE DE RECHERCHE DE ROMAINVILLE 93

UN(E) TOXICOLOGUE

PHARMACIEN ou VETERINAIRE

avec quelques années d'expérience dans un tel poste ; il doit pouvoir prendre en charge la **responsabilité** d'un service dans le cadre du département toxicologie.
Il sera responsable :

- de l'établissement des **protocoles d'études**,
- de l'**animation** et de la **supervision** d'une équipe de techniciens chargés des essais,
- de l'**interprétation** des résultats,
- et de la constitution des **dossiers**.

La maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable car il sera en relation permanente avec des laboratoires internationaux.

Adresser C.V. et prétentions sous réf.1130/O à A.M.P. 40, rue *Olivier-de-Serres* 75015 PARIS (qui transmettra)

SOCIÉTÉ VIBRACHOC

recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

pour coordination et suivi d'essais mécaniques
Le candidat, diplômé, doit avoir une bonne formation mécanique et mesures physiques. L'exécution de stage dans la branche sera appréciée.

Anglais lu et écrit.

Ecrire à Société VIBRACHOC, 29, route de Milly, 91820 BOUTIGNY-sur-ESSONNE.



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Cadre de personnel fort potentiel
référence IU 210 AM

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL EN EXPANSION, NOMBREUSES FILIALES FRANCE ET ETRANGER, poursuivant une politique sociale active et privilégiant les communications et la concertation au sein de son personnel, étoffe la structure de sa direction de l'encadrement.

Une opportunité d'enrichir et de valoriser une première expérience de 3 à 5 ans acquise en milieu industriel, est offerte à **Jeune Cadre de Personnel.**
Intégré à une équipe ayant le souci constant de développer une véritable gestion prévisionnelle du personnel, il devra, *pour certaines catégories professionnelles,* assurer :

- le recrutement ainsi que l'analyse des ressources et des besoins,
- la gestion prévisionnelle,
- les études susceptibles de contribuer à la mise en place de nouvelles méthodes et procédures.

Ce poste conviendrait à candidat formation supérieure (École Supérieure de Commerce, Institut de Sciences Politiques, Psychologie...) ayant pratiqué l'entretien individuel et si possible expérimenté les techniques modernes de gestion de personnel.

Réelles possibilités de développement de carrière au sein du groupe. Lieu de travail : Paris.

Cadre achats haut niveau
référence MY 214 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (CA supérieur à un milliard) étoffe son service des achats-approvisionnements et recherche **un Cadre Confirmé.**
Il travaillera au niveau du groupe et assumera, avec autonomie, la responsabilité d'un important volume d'achats.

Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, bon négociateur et ayant des qualités d'animateur, de formation supérieure, ayant une solide expérience des achats dans le secteur mécanique (de préférence dans le domaine des biens d'équipement) et disposant de bonnes connaissances en droit contractuel.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 170 000 F

Attaché de direction générale HEC, ESSEC, Sc. Po... MBA
référence KW 212 AM

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS produits de grande consommation, marque renommée internationale, nombreuses filiales France et étranger, offre au sein de sa société-mère à Paris **un poste intéressant et formateur à HEC, ESSEC, Sciences PO... MBA,** disposant un ou deux ans d'expérience ou même débutant.

Attaché au Directeur Général, ce jeune cadre se verra confier des missions ponctuelles dans un large éventail d'activités : contrôle et coordination filiales, analyse de marché, organisation administrative, analyses financières, et ceci tant au niveau de la société-mère que des filiales.
L'expérience très riche qu'il pourra acquérir dans ces fonctions lui ouvrira de réelles possibilités de carrière au sein du groupe.

Ingénieur des Mines confirmé pour poste opérationnel d'usine
référence PB 216 AM

***UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL** (industrie de process,* **plusieurs usines en France et à l'étranger) recherche un Ingénieur des Mines** ayant environ dix ans d'expérience en entretien ou en fabrication.

Il sera formé aux techniques du groupe pour assumer rapidement des responsabilités hiérarchiques importantes en production.
Poste intéressant pour un candidat ayant le potentiel lui permettant d'accéder rapidement à un niveau de Direction.

Poste : ville Sud Est, possibilités de mutation ultérieure au sein du groupe.

Informatique Chef de projet
référence SE 218 AM

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCES, 3 000 personnes, en progression constante, équipée d'un puissant ordinateur Honeywell Bull, offre au sein de son département "Études Informatiques" un poste intéressant de **Chef de Projet pour traiter l'ensemble** des applications comptables et gestion de l'entreprise.

Il devra animer une équipe d'analystes programmeurs, assurer les contacts avec les utilisateurs, prendre en charge de nouveaux projets (contrôle de gestion en particulier) et l'évolution des applications existantes.
Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure et de solides connaissances comptables et gestion ainsi que d'une expérience positive en tant que Chef de Projet.
Situation évolutive au niveau du groupe pour candidat jeune, animateur et organisateur.

Poste à Paris.

Ingénieur électricien confirmé travaux neufs
référence NZ 215 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR INDUSTRIE LOURDE (10 usines en France) recherche un **Ingénieur Électricien confirmé.** Sa première mission sera de réaliser d'importants investissements dans une des usines (installation et mise au point d'équipements très automatisés). Ultérieurement, il assumera des responsabilités de même type en les élargissant au niveau du groupe.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ESE, IEG ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle et des compétences réelles en HT, BT, automatisation de process industriels.

Poste ville Sud Est.

Ordre de grandeur de rémunération : 150 000 F

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

more o'ferrall

directeur commercial

160 / 180 000 F

Nous sommes la filiale française d'une société *anglaise dont l'activité concerne la publicité* extérieure.

La qualité de nos produits et la méthode d'exploitation sont à l'origine de notre succès tant en France qu'à l'étranger.

Vous aurez à organiser, à contrôler et à diriger les actions commerciales de la société pour la France.

Vous avez un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce et une expérience d'environ 5 ans en agence ou dans les médias.

Si vous êtes à la fois vendeur, gestionnaire et animateur, alors rencontrons-nous au plus vite.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4776 à Bruno Demoinet.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system



KODAK PATHÉ
SEVRAN (93)

recherche

• BTS - DUT
GÉNIE MÉCANIQUE

pour son service organisation industrielle

(connaissance des gammes d'usinage et notions d'organisation)

Les candidats même débutants, libérés des obligations militaires devront avoir une bonne pratique de la langue anglaise.

- Salaires intéressants.
- Larges possibilités d'évolution.

Téléphoner pour Rendez-vous
Service du Personnel
Tél. : 384.93.00 (poste 202 ou 302)

bleu



ingénieur d'affaires

systèmes de test automatique pour matériel *industriel* ou militaire

28 ANS MINI - AISANCE EN ANGLAIS

Importante société française développant des systèmes de technologie avancée dans le domaine des tests automatiques, nous confierons le soin de développer nos marchés en milieu militaire ou industriel à un ingénieur électronicien diplômé, ayant quelques années d'expérience technique ou commerciale, en matière de systèmes électroniques de test. La fonction fait appel à un solide bagage technique, à un réel goût des contacts, à une grande ténacité et au sens aigu des responsabilités.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, *appelez 763.11.15 Information Carrière aux heures* de bureau.

INFORMATION CARRIERE SVP

Référence 858

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 7, rue de Logelbach, 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

Banque Internationale Paris

recherche pour son service du personnel

UN EMPLOYÉ PAYE (H., F.)

pour la tenue et le suivi des feuilles d'absentéisme, déclarations Sécurité sociale et accidents du travail.

UN EMPLOYÉ (H., F.)

ayant connaissance paye bancaire informatisée (système S.I.T.B.) et comptabilité y afférente : expérience similaire indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo sous nº T 22116 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BEN INDUSTRIES

Nous avons acquis une notoriété mondiale dans le domaine des instruments électroniques pour la navigation.
Le taux moyen de progression de notre chiffre d'affaire est de 35%. Ce résultat est dû à notre dynamisme, et à notre goût du travail en équipe (moyenne d'âge 32 ans). Nous recherchons pour notre département (INDUSTRIE).

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

Le futur titulaire basé à PARIS, aura pour mission d'y créer notre Agence dont il assumera à terme la Direction.
Il devra promouvoir notre gamme de systèmes et chaînes complètes de mesure *industrielle auprès* des sociétés d'engineering, grandes entreprises et administrations.
Une formation ingénieur, (E.N.S.I., E.U.D.I.L., I.N.S.A...) est indispensable. Quelques années d'expérience professionnelle seraient préférables mais les candidatures de débutants seront étudiées. Stage de formation assuré.
Merci d'envoyer C.V et photo à la *Société BEN. Service du Personnel* - 5, bd Moulin - Guieu - 13013 MARSEILLE.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE

BOURDON
leader français de la manométrie
recherche

AUDIT filiales étrangères

PROFIL :
- anglais impératif, espagnol souhaité ;
- formation supérieure gestion et comptable. D.E.C.S. apprécié ;
- expérience contrôle de gestion dans groupe important ou cabinet ;
- habitué aux contacts à l'étranger.

MISSION :
- contrôle budgétaire - trésorerie ;
- amélioration des procédures comptables et administratives des filiales ;
- suivi des relations filiales, siège ;
- études pour implantations commerciales.

Ce poste implique de nombreuses missions à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à BOURDON
Service du Personnel
142, Bd Diderot - 75012 Paris

Publicités Réunies

EUROPA-FACHPRESSE-VERLAG
is looking for
freelance technical **correspondent** (fluent English)
and authors for the field of electronics

The EUROPA-FACHPRESSE-VERLAG publishes specialist magazines dealing with electronics, chemical plant, plastics, means of conveyance, packaging and environmental technology.

For a new and interesting project we require an experienced, freelanced technical correspondent and technical authors with good knowledge of digital electronics, measurement engineering, electronic components, military electronics, patents and licensing and communications.

The work will mean being entirely responsible for handling technical articles and working out reports on various specialized subjects. The remuneration will be in accordance with the high standard to be met. Write to : Europa-Fachpresse-Verlag GmbH, Editorial dep. electronic, Leopoldstr. 175, *D-8000 München 40 (West Germany).*

Cadres VII, VIII ou HC

Grande Banque Privée - Département International - Paris

Une importante Banque Privée recherche pour son **Département International des CADRES VII, VIII ou HC** pour les secteurs suivants :

Selling

Il participera au placement des obligations internationales auprès de la clientèle institutionnelle et des banques centrales ; il aura le goût de la négociation à haut niveau.
Une connaissance parfaite de l'anglais est exigée. La pratique de l'allemand ou de l'espagnol serait un avantage.
Référence 341

Emissions/Montage

Très bon négociateur, il aura l'habitude des contacts à haut niveau et l'expérience des émissions obligataires internationales. Il connaît parfaitement l'anglais écrit et *parlé, et si possible une autre langue* (l'espagnol de préférence).
Référence 342

Crédits Financiers

Spécialiste des crédits financiers internationaux, il sera chargé de prospecter et de suivre un groupe de pays.
Il parle et écrit *couramment l'anglais* et l'espagnol.
Référence 343

Arbitrage

Déjà expérimenté dans cette spécialité, ce cadre sera chargé d'arbitrages en obligations internationales.
Il parle couramment l'anglais.
Référence 344

Ces postes sont basés à **Paris.**

Les candidats seront âgés de 30 ans minimum et posséderont une expérience de 4 à 5 ans dans leur domaine. Très motivés, ils auront le goût des contacts commerciaux à haut niveau. A des éléments de valeur, la Banque offre d'importantes possibilités de carrière.

Merci d'adresser C.V, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

Venez gagner avec nos produits

La progression très rapide de CAP SOGETI LOGICIEL l'amène à créer pour sa division Produits de nouveaux postes d'

Ingénieurs Commerciaux

Travaillant dans un environnement interne et externe très « professionnel », au sein d'une équipe faisant chaque jour la preuve de son *efficacité technique et commerciale, ces ingénieurs commerciaux* disposeront de tous les atouts leur permettant d'atteindre des revenus élevés.

La gamme de produits performants (CPL 1 - MULTILIB-MULTISYSIF-SIP-MULTITEL...) dont ils auront la charge nécessite une bonne formation informatique complétée par une expérience d'Ingénieur Commercial de deux à trois années minimum (commercialisation de produits système, services, time-sharing, télétraitement, hardware, compatibles...).

Une information complète sur ces postes peut être obtenue en adressant un courrier à :
Yves-Michel DUVAL - CAP SOGETI LOGICIEL -
5, rue Louis Lejeune, 92128 MONTROUGE Cedex.



Nous sommes une très importante société contrôlant une dizaine de filiales en France et à l'étranger; nous sommes nous-mêmes filiale d'un des tout premiers groupes industriels français. Notre développement tant industriel que *géographique* nous a conduit à décentraliser une partie des activités comptables dans les centres de profits : décisions autonomes, filiales... il nous faut aujourd'hui mieux assurer nos responsabilités de liaison, de contrôle, de consolidation. Nous souhaitons dans ce contexte intégrer à notre structure comptable (base Paris) un jeune cadre de haut niveau et à fort potentiel, en tant qu'

AUDIT INTERNE

Votre formation supérieure s'est orientée vers une spécialisation comptable approfondie (niveau expertise comptable). Vous avez au moins cinq ans d'expérience d'auditeur dans une grande entreprise ou dans un cabinet, avec si possible un élargissement de la fonction : comptabilité analytique, mise en place des procédures, missions d'assistance et de conseil. Sous l'autorité du responsable des services comptables et financiers, vos premières responsabilités consisteront à assurer l'audit de notre société et de nos filiales les plus importantes, en y intégrant progressivement le contrôle de l'ensemble d'un système analytique complexe. Votre rôle devra s'élargir vers *d'autres fonctions. Votre réussite mais aussi votre mobilité, seront des atouts pour votre* évolution dans notre société.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5433 M

A.M.I. Assurances Mobilières et Immobilières - Société de courtage d'assurances, nous sommes l'une des filiales d'un groupe immobilier puissant et réputé, créateur de réalisations de pointe. Cette appartenance a conditionné notre spécialisation dans le domaine de l'assurance construction et immobilière. Notre volonté de développement, fondée sur de réelles potentialités, nous amène à étoffer notre équipe de direction. Notre PDG recherche son

DIRECTEUR

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous êtes un technicien de l'assurance notamment en matière de risques industriels. Vous seconderez notre Présidente dans la gestion de l'existant et le développement du potentiel. L'essentiel de votre mission consistera à suivre personnellement les affaires d'un certain niveau de complexité ou d'importance. Votre autorité personnelle et vos compétences professionnelles vous permettront de coordonner nos équipes de production et sinistres et de superviser notre comptabilité (informatisée) soit au total une unité d'une vingtaine de personnes.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7430 M



HOYER FRANCE - ROUEN - Nous sommes la filiale française d'une des plus importantes organisations européennes de transports internationaux de produits en vrac par camions et conteneurs citernes : liquides, *pulvérulents*, gaz liquéfiés. La croissance rapide *que* nous avons connue et nos *projets* d'expansion nous amènent à structurer notre équipe de direction. Nous recherchons pour notre siège de Rouen deux cadres

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous êtes titulaire d'un DECS. Actuellement adjoint d'un directeur financier ou d'un directeur de comptabilité, vous souhaitez accéder à un poste plus autonome. Vous êtes capable de vous intégrer à l'ambiance générale d'une entreprise de transports internationaux avec tout ce que cela suppose de disponibilité. Vous parlez bien l'allemand éventuellement l'anglais. Pendant la première année vous serez surtout confronté aux problèmes de comptabilité et à la remise sur pied d'une informatique dépassée. Vous serez aidé en cela par une équipe qui connait bien la société. Vous assumerez en outre le rôle classique d'un secrétariat général : personnel, assemblées, juridique, etc... Vous aurez également à assurer le contrôle de gestion de nos filiales.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7431 M

RESPONSABLE TECHNIQUE

Vous avez une formation technique supérieure. Vous parlez l'allemand. Vous connaissez parfaitement la mécanique *poids lourds. Vous êtes à même d'organiser la maintenance d'un parc de 65 véhicules. Vous prendrez en charge, dans* des constructions neuves, non seulement les ateliers mais également : une station de nettoyage et dégazage de citernes avec son unité d'épuration des eaux, l'entretien général des locaux (bureaux, garage, station service...) et tous les achats de la société. Vous aurez à mettre en œuvre des techniques variées : mécanique, chaudronnerie, régulation élec*trique et pneumatique, isolation, production de vapeur. Vous êtes un bon gestionnaire, capable de contribuer au profit* de la société en maintenant les coûts d'entretien et les dépenses d'achats dans le cadre des budgets alloués (et si possible au-dessous). Vous avez de l'ascendant, vous êtes un bon pédagogue. Une bonne connaissance de la réglementation des transports (notamment produits dangereux) et un permis PL seraient des atouts supplémentaires.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7432 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez en précisant la référence aux consultants de Serifo ; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10
MEMBRE DE SYNTEC

Pldh Champs

- Prendre en charge le développement de notre force de vente.
- *Participer à l'élaboration des programmes au niveau européen.*
- Conseiller le Directeur Commercial France dans la définition des besoins en managers et ingénieurs.
- Actualiser des systèmes d'évaluation et faciliter l'intégration des nouveaux.

Telles sont les missions de notre futur

sales training manager

Vous avez acquis une expérience du marché de l'informatique (ventes/marketing), vous avez déjà conçu et animé des séminaires de *formation, vous parlez l'anglais.*

Nous vous proposons cette fonction-clé dans la filiale française du plus grand constructeur mondial d'ordinateurs interactifs.

Assumée avec succès, elle doit vous ouvrir de très vastes perspecti*ves d'évolution : ventes, marketing ou personnel.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. M 91 à Chantal Millot, Direction du Personnel,

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital
18, rue Saarinen
Silic 225
94528 RUNGIS cédex

Filiale du premier constructeur mondial d'ordinateurs interactifs recherche

jeune cadre assistant(e) crédit - recouvrement

Interlocuteur quotidien de la force de vente, en relations fréquentes avec nos clients pour :
- déterminer les lignes de crédit à partir de l'analyse financière de nos clients D.E.M.,
- *suivre le recouvrement et le respect des conditions de règlement contractuelles.*

Si vous êtes diplômé(e) d'école de commerce et avez acquis une première expérience (1 ou 2 ans) dans le domaine du Crédit ou des Finances dans une *entreprise industrielle ou une banque et si vous parlez l'anglais nous appré*cierons vos qualités de négociateur.

Envoyez votre C.V. sous la référence M 96 à l'attention de Chantal Millot,

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital
18, rue Saarinen
Silic 225
94528 RUNGIS cédex

ORGANISATION AGRICOLE NATIONALE
Siège PARIS, recrute :

DEUX COLLABORATEURS

pour son Service ECONOMIQUE
Les titulaires auront à s'insérer dans un service existant

PROFIL REQUIS :

25 ans environ, dynamique, sens des relations et des contacts. Rédaction facile, déplacements fréquents. *Origine agricole ou connaissance des* problèmes agricoles et du milieu, si possible à un niveau proche du terrain, souhaitée. Notions de la politique agricole européenne.

DEUX POSTES A POURVOIR :

1) Chargé(e) des affaires de l'élevage et de ses différents secteurs. — Pour ce poste, de préférence : ingénieur agronome ou équivalent ayant de solides connaissances en économie.
2) Chargé(e) des productions végétales ; du secteur amont de l'agriculture et de l'approvisionnement. — Pour ce poste connaissances de macro-économie souhaitées. De préférence : Sciences Politiques + Sciences Economiques, ou Sciences Politiques + I.A.E., ou équivalent.

Faites parvenir votre candidature avec curriculum vitae dét. et photo avec la mention « Personnel » à : Mme BORTO - C.N.J.A. - 14, rue La Boétie, 75008 PARIS. Bien spécifier dans votre demande le poste choisi parmi ceux à pourvoir.



aerospatiale

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIELS AEROSPATIAUX

La DIVISION des ENGINS TACTIQUES
située à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et à l'EXPORTATION, la meilleure performance du Groupe (plus de 100 pays sont équipés de nos matériels).

Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commande. Le développement de nos affaires nous amène à poursuivre et à renforcer nos équipes d'études :

Nous recherchons :

Dans le cadre de notre DEPARTEMENT PROPULSION

1 ingénieur chimiste de haut niveau

FORMATION : Grandes Ecoles et Universitaires
SPECIALITE : Hauts Polymères
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience.

Le candidat retenu sera chargé d'effectuer des études sur des matériaux composites et réfractaires.

- Nombreux contacts et liaisons techniques
- Langue *anglaise fortement appréciée*
- Libéré des obligations militaires.

Ecrire CV détaillé + photo à No 74.427 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

laboratoire pharmaceutique filiale d'un groupe international
recherche un :

DIRECTEUR MEDICAL FRANCE

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez responsable des
- expérimentations cliniques en aval de l'AMM,
- *relations avec le Corps Médical,*
- recyclage et formation des délégués médicaux,
- exactitude scientifique des éléments promotionnels.

Vous aurez déjà une
- expérience de 5 à 10 ans dans l'industrie pharmaceutique,
- activité hospitalière ou cabinet *(à maintenir partiellement),*
- excellente qualité d'expression écrite et orale,
- maîtrise complète de l'anglais.

Adressez lettre avec C.V. à n° 40828 P.A. SVP, 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

P.A. SVP

THOMSON-CSF TELEPHONE

NOTRE DIVISION TELEPHONIE PRIVEE DEVELOPPE SES ACTIVITES BUREAUTIQUE ET RENFORCE SA FORCE DE VENTE

Nous vous proposons des postes d'

ATTACHES COMMERCIAUX NIVEAU V

PARIS et LYON

Vous aurez pour mission de prospecter le marché et de négocier la vente de terminaux télématiques (télécopieurs).

Nous voulons des candidats ayant une personnalité de vendeur, possédant une bonne culture générale et qui pourront justifier d'une première expérience de la vente dans le domaine de la bureautique.

Nous vous offrons :
- une formation sur nos produits
- une rémunération attrayante avec intéressement sur les ventes réalisées
- des possibilités de carrière au sein du groupe Thomson-CSF Téléphone

Vous adressez C.V., photo et prétentions sous référence TGD 80 en indiquant la région choisie, à Monsieur *Y. KREMER 146, boulevard* de Valmy 92700 COLOMBES.

sales manager
vente d'espace
100 000 +

Un des plus importants GROUPES de PRESSE de l'EUROPE du NORD – créant son antenne commerciale à PARIS –, recherche pour le représenter en FRANCE, un RESPONSABLE de la PUBLICITÉ.

Il aura pour principale mission de développer auprès des annonceurs français la vente d'espaces publicitaires d'un certain nombre de GRANDS MAGAZINES HOLLANDAIS. Son action permettra aux industriels français fabriquant et/ou commercialisant leurs produits sur l'Europe d'accroître leur impact commercial à la faveur de titres très largement diffusés. Il sera en relation constante avec les Agences de Publicité.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC âgé de 30 ans minimum, parfaitement bilingue (anglais) possédant si possible une expérience commerciale acquise dans le domaine de la presse et intéressé par l'opportunité de représenter en France un Groupe de Presse de grand renom.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2024 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ingénieur III C
fabrications électroniques

Une SOCIÉTÉ d'ÉLECTRONIQUE très renommée (C.A. supérieur à un milliard de francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de Matériels Militaires et Civils, recherche un INGÉNIEUR très expérimenté.

Collaborateur immédiat du RESPONSABLE des FABRICATIONS ÉLECTRONIQUES, il sera plus particulièrement chargé – en liaison directe et constante avec les DIVISIONS PRODUITS – de la fabrication effectuée en sous-traitance de sous-ensembles électroniques sophistiqués représentant un montant d'environ 150 MF/an.

Ce poste – exigeant en plus de qualités techniques éprouvées, un comportement d'organisateur et de leader – conviendrait à un INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, âgé de 35 ans minimum, ayant impérativement l'expérience de la réalisation de matériels électroniques.
Lieu de travail : St-CLOUD.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2030 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Nous sommes une société de transformation de papier de taille moyenne, implantée depuis longtemps sur le marché.

Nous recherchons pour dynamiser notre équipe de vente un

Animateur commercial national (basé à Paris)

Vous êtes rattaché au Directeur Commercial et vous avez pour principales missions d'animer et de stimuler notre équipe de vente composée de 14 commerciaux, de rechercher de nouveaux créneaux de distribution pour les produits existants et de négocier personnellement certains contrats auprès de notre clientèle papeteries, fournituristes de bureau, grossistes, centrales d'achats.

Agé d'environ 30-35 ans, vous possédez quelques années d'expérience dans la vente et l'animation des hommes pour des produits de grande consommation.
La connaissance des circuits modernes et traditionnels est indispensable, une première approche du milieu papetier souhaitée.

Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 6107 M, 1 rue de Berri 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec

VARIAN, une des premières sociétés mondiales d'électronique de pointe, recherche pour sa division EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION : promouvoir la vente d'équipements pour la recherche et la production.

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :
- avoir une bonne connaissance de l'anglais
- avoir une expérience de la vente d'equipements ou de composants faisant appel à la technologie du vide
- une première expérience sur la réalisation des couches minces serait appréciée
- déplacements fréquents en France.

NOUS OFFRONS :
- un salaire attractif
- une voiture de fonction
- une formation complète sur nos équipements est prévue en usine.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence I.E.O.



VARIAN S.A.
B.P. 12
Z.I. DE COURTABOEUF
91401 ORSAY CEDEX

COMPAGNIE D'ACTION TELEPHONIQUE
«SPECIALISTE DE LA COMMUNICATION DIRECTE»

NEGOCIATEURS DE TALENT

- Vous êtes dynamique, accrocheur,
- Vous êtes passionné par la communication,
- Vous savez convaincre, vendre,
- Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce, relations publiques ou autodidacte de valeur,
- Vous êtes âgé de 22 ans minimum.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

pour développer une communication directe, auprès des Chefs d'Entreprise dans le cadre de campagnes d'intérêt public.
Rémunération fonction expérience : fixe + primes.
Adresser lettre + CV, photo à : J.P. WIRTZ 45, rue de la Procession 75015 Paris

organisateurs industriels expérimentés

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE - 16,4 MD de C.A., 56000 personnes, plus de 100 Sociétés implantées en France et à l'étranger – poursuit son développement dans l'Alimentaire et l'élargissement de son champ d'activité au niveau international.
Le double projet d'efficacité économique et de développement humain et social est une des caractéristiques majeures du Groupe. Une petite équipe pluridisciplinaire, au management très participatif, anime ce double projet. Notre recherche d'Organisateurs expérimentés s'inscrit dans cette perspective. Au sein de cette équipe, ils auront la responsabilité de :
- «piloter» des chantiers d'organisation (amélioration de l'efficacité, de la productivité et des conditions de travail dans les établissements industriels et les sièges) ;
- réaliser des projets (développement de l'analyse de la valeur, de la bureautique, ...) ;
- perfectionner les méthodes utilisées par les organisateurs dans les établissements.

Leurs activités s'exerceront en collaboration active et étroite avec les différentes Sociétés du Groupe.
De formation scientifique supérieure (Ingénieurs Grandes Écoles ou Universitaires), ils ont déjà une riche et solide expérience professionnelle : ils ont notamment assumé des responsabilités techniques, de préférence opérationnelles, en unité de production, et acquis la pratique de l'assistance et du conseil en organisation.
Une expérience complémentaire de formation des adultes serait appréciée. Postes basés à Paris. **Réf. J 23 M**

responsable laboratoire recherche alimentaire

VANDAMME S.A. fabrique et commercialise des pains d'épices, gâteaux, entremets, sous les marques VANDAMME et FRANCORUSSE qui occupent des positions leaders sur leurs marchés. Cette Société dynamique, dotée d'une forte politique de Recherche Développement, a concentré ses moyens dans deux laboratoires situés près des unités de production.
Elle recherche le Responsable du Laboratoire de Jussy – une dizaine de personnes – dont les activités sont plus particulièrement orientées vers la pâtisserie industrielle et les préparations pour desserts. Ce Laboratoire est chargé d'assurer la recherche, le développement et la mise au point industrielle de nouveaux produits et de nouvelles technologies, en collaboration étroite avec les unités de production et les services marketing. Il réalise les études d'amélioration sur les produits et procédés existants. Il effectue toutes les analyses de matières premières et produits finis pour le compte de l'unité de production.
La responsabilité de ce Laboratoire et de son personnel sera confiée à un Ingénieur diplômé, de formation Industries Alimentaires de préférence, ayant acquis au moins 4 ans d'expérience de recherche appliquée et de développement industriel dans l'industrie alimentaire ou celle des matières premières pour l'alimentaire. **Réf. J 21 M**

chef du service qualité et gestion de production

BSN-EMBALLAGE, n° 1 en France de l'emballage en verre (bouteilles, pots, flacons), recherche le chef du service qualité et gestion de production de la plus récente de ses usines. Cette usine à feu continu qui produit près d'un demi-milliard de bouteilles par an devrait augmenter sa production de 50 % dans les 2 ans qui viennent. Elle emploie 360 personnes.
Le Chef du Service Qualité et Gestion de Production est rattaché au Directeur de l'usine et bénéficie d'une large autonomie. Il participe à la définition de la politique qualité de l'usine en apportant sa connaissance des besoins de la clientèle (brasseries). Dans le cadre d'un budget négocié, il met en œuvre cette politique (étude de paramètres du process, statistiques, indice qualité, informations, règles de décision), assure l'ordonnancement, la gestion des stocks de produits finis et les expéditions. Il est un interlocuteur important des clients dans l'usine. Il anime un service de 27 personnes.
Nous souhaitons confier ce poste à une personne de formation supérieure technique ou scientifique, âgée d'au moins 30 ans, ayant acquis l'expérience du contrôle qualité ou d'un poste opérationnel en usine. Un candidat originaire du Nord de la France bénéficierait d'un atout supplémentaire pour prendre ce poste situé près de Lille. **Réf. JC 19 M**

jeune responsable relations sociales

LA SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES D'ÉVIAN - 700 M de C.A., 1600 personnes – recherche l'Adjoint du Responsable des Relations Sociales de sa principale unité de production (1100 personnes) située près d'Évian.
Il sera plus particulièrement chargé de la gestion du personnel non-cadre de cette usine (promotions, mutations, recrutements, reclassements, paie), de la préparation des réunions de délégués du personnel et des comités d'établissement. Il représentera la Direction à certaines commissions et assurera la réalisation d'études sociales. Il animera et coordonnera les activités d'une douzaine de personnes.
Ce poste permettra à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction Personnel, de *préférence en usine, de prendre connaissance de l'entreprise tout en se préparant à des responsabilités plus larges dans les Relations* Sociales. La localisation du poste au bord du Lac d'Évian et à proximité immédiate des Alpes ajoute à cette offre un intérêt tout particulier sous l'angle des conditions de vie. **Réf. J 22 M**

ingénieur organisation industrielle débutant *HF*

GERVAIS DANONE FRANCE - 1,8 MD de C.A., 4700 personnes, 9 unités de production – est leader sur le marché des produits laitiers frais. Elle recherche un jeune ingénieur débutant (Centrale, Mines, ENSAM, INA, ...) ayant acquis et développé au cours de ses études et de stages en entreprise, des connaissances en organisation, gestion de production, informatique. Au sein de l'équipe d'ingénieurs confirmés du service organisation, il participera aux études et interventions (ordonnancement, gestion des commandes, organisation de production, études de postes de travail, implantation d'ateliers) *menées dans différents secteurs de l'entreprise. Basé au siège de la société à Levallois-Perret (92), il effectuera de* fréquents déplacements de courte durée dans les différentes unités. Ce premier poste ouvre d'intéressantes perspectives d'évolution notamment vers des postes opérationnels en France et à l'étranger. **Réf. P 19 M**

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à :
BSN-Gervais Danone - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

bsn.gervais danone · bsn.gervais danone · bsn



(C.A. 2,3 milliards; 3500 personnes)
recherche pour son SERVICE
études & développement informatique
situé à St-CLOUD et équipé de matériels UNIVAC 1100-61 et PDP 11, un
chef de projet

Il sera chargé au départ – en étroite relation avec les utilisateurs et avec l'aide d'une équipe d'Analystes-Programmeurs – de concevoir, réaliser et mettre en place un SYSTÈME D'INFORMATION CONVERSATIONNEL.
Ce poste évolutif conviendrait à ECP, SUPELEC, HEC, ESSEC ou équivalent, âgé de 28 ans minimum, maîtrisant bien le cobol, ayant déjà eu la responsabilité de projets lui ayant apporté si possible l'expérience d'applications transactionnelles.

Les dossiers de candidatures (C.V. et rémunération souhaitée) – sous réf. 2026 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CIMENTS LAFARGE FRANCE
recherche pour son
service informatique
situé à St-CLOUD et équipé de matériels UNIVAC 1100-61 et PDP 11, un
analyste-programmeur

Ayant une formation DUT ou MIAGE, il possédera une expérience d'au moins 2 ans de la programmation en cobol – si possible du Temps Réel – et travaillera au sein de petites équipes.
Adresser C.V. précis, photo, et rémunération actuelle – sous réf. 2027 M – à

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



LEADER
DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANCAISE,
recrute pour PARIS et proche banlieue Sud

informaticien rédacteur technique

Rattaché à l'activité «Marketing et Plans Produits» son rôle sera de rédiger des manuels de présentation, de programmation et d'utilisation de nos matériels :
- TERMINAUX INTELLIGENTS
- MINI-ORDINATEURS

Pour ce poste évolutif, le candidat, pratiquant couramment l'anglais, aura une formation Ingénieur ou Technicien Supérieur dans le domaine électronique et/ou informatique, complétée par une expérience de la programmation terminaux, mini ou micro.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) au Service des Relations du Travail sous réf. 802.286M à
TRANSAC S.A.
91680 BRUYERES LE CHATEL.



ingénieur

Très grande Société de Télécommunications renforce l'une de ses équipes travaillant sur un Système de pointe dans le domaine des réseaux.

Elle recherche actuellement un

INGENIEUR RESPONSABLE
qui prendra en main la conception et la réalisation de la partie
MATERIEL.

Ce poste conviendrait bien à un Ingénieur formation grande école ou ENSI, ayant une bonne connaissance des boîtiers à haute intégration et une expérience éprouvée dans la réalisation de Systèmes conçus autour de micro-processeurs.

Intéressantes perspectives de carrière.
Localisation : Région Parisienne.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous référence 2376-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLÉE

recherche

pour son service Immobilier et Topographique :

UN CHARGÉ DE MISSION
GESTION IMMOBILIÈRE

En collaboration avec le responsable du service, il assure le suivi de la Gestion Immobilière des biens de l'Établissement Public.
Il sera plus directement chargé de certains secteurs administratifs comme par exemple : assurances, impôts, baux ruraux, sommier...
Il aura aussi à intervenir sur le terrain pour la surveillance des immeubles et toutes opérations de gestion : état des lieux, mise à disposition, réception de travaux.

Profil souhaité :

Formation à caractère juridique tel que agent *immobilier, syndic, géomètre expert* ; diplôme "ICH Gestion d'Immeubles" apprécié.
Expérience professionnelle d'au moins *3 ou 4 ans dans le domaine de la Gestion* Immobilière, de préférence dans le secteur public ou semi public ; SA HLM, *SAFER, Offices Municipaux, S.E.M.*

Adresser curriculum vitae et références à :
Monsieur le Secrétaire Général de
l'EPAmarne
avant le 17 Octobre 1980 à Noisiel
77426 Marne-la-Vallée Cedex 2

bleu

LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES
110/112, rue de Flandre, PARIS (19e)
rech. pour ses services informatiques parisiens

PROGRAMMEURS SYSTÈME

Titulaires d'un M.I.A.G. ou D.U.T. Informatique

- Formation assurée si débutant.
- Salaire annuel brut y compris les avantages de salaires différés de 76.600 F à 96.100 F, selon références professionnelles.
- Horaire : 40 heures par semaine.
- Nationalité française.
- Libérés des obligations militaires.

Envoyer C.V. à C.N.A.V.T.S.
sous-direction du personnel,
110/112, rue de Flandre, 75951 PARIS cedex 19.

TRES IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
SECTEUR AERONAUTIQUE
recherche pour Banlieue PARIS

RESPONSABLES secteurs fabrications mécaniques

Ces collaborateurs auront pour mission de diriger et gérer des ateliers de fabrication de pièces mécaniques de haute *qualité en petites séries.* Personnel très qualifié (P2 - P3). Les candidats doivent détenir une formation CENTRALE, ARTS et METIERS ou équivalent. Anglais souhaité. L'expérience recherchée doit s'être déroulée dans les fonctions méthodes ou fabrications mécaniques et implique connaissances MOCN. Une réelle aptitude au commandement est primordiale. Bon climat de *travail. Possibilités d'évolution interne* ou ouverture vers une carrière internationale.

Ecrire avec C.V. + photo + *salaire* actuel sous référence 808

SODECI 140, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS

Le formateur d'une entreprise parisienne
Métro Wagram
recherche son

ASSISTANT(E) DE FORMATION
Homme ou Femme

Connaissance ou expérience souhaitée dans un ou plusieurs des domaines suivants:
- Pédagogie
- Informatique
- Assurances
- Vente

Débutant accepté. Diplôme apprécié. Déplacements à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 13894 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

Le Groupe CEGOS
poursuivant son expansion dans le conseil en Logistique
recherche

Consultant en logistique

Vous avez la trentaine et une formation Grande Ecole (ECP, AM, IDN...) complétée par une spécialisation « logistique » et « gestion ».
Vous avez une expérience réussie de plusieurs années dans la fonction logistique (transport, manutention, distribution) en tant que :
- organisateur-conseil,
- ou responsable de la logistique dans une entreprise industrielle ou commerciale,
- ou chef de département d'étude dans une société d'ingénierie.

Vous parlez couramment l'anglais ou une autre langue étrangère.

Vos missions dans le Groupe CEGOS seront de conduire avec l'assistance de jeunes ingénieurs, des opérations de conseil ou de formation du type suivant :
- *diagnostic et audit des activités logistiques des entreprises,*
- gestion de projets à dominante technico-économique ou organisationnelle,
- mise en place de la fonction logistique dans les entreprises et d'outils de contrôle de la productivité,
- conception et pilotage de programmes de formation-action dans l'entreprise, intégrant des disciplines variées,
- création et animation de stages inter-entreprises.

Pour réussir dans ce poste, il vous faut être ambitieux, autonome, persuasif, négociateur et posséder de l'entregent. Vous devez par ailleurs avoir une bonne aptitude à faire converger les points de vue, à imaginer des solutions conciliant des exigences apparemment contradic*toires, et faire preuve de sens pratique et de qualités d'animation.*

Vos missions impliquent des déplacements fréquents, mais de courte durée.

Envoyez lettre manuscrite et C.V. à Philippe VENTRE, Directeur du Département Logistique - *IDET CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.*

Membre de SYNTEC

---

200 000 +

Direction marketing/développement
FRANCE ET EXPORT

Société industrielle française, nous avons des activités industrielles diversifiées et sommes leader *sur l'un de nos marchés* : l'équipement automobile. Notre C.A. 130 millions de francs.
Nous recherchons un homme de marketing et de développement qui saura :
- Consolider notre part - déjà importante - du marché national et international dans le domaine automobile.
- Développer vigoureusement les produits de nos autres divisions industrielles.
- Définir nos axes de développement et conduire les opérations jusqu'à leur terme.

Rapportant au P.D.G., il sera membre du Comité de Direction. Il animera nos commerciaux et aura l'initiative et la responsabilité de négociations importantes.
Ces fonctions conviennent à un diplômé d'Etudes Supérieures, Ingénieur Grande Ecole, H.E.C..., ayant une pratique de plusieurs années de la fonction commercial/marketing de biens industriels, ayant l'expérience du marché automobile « constructeurs ».
La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand très souhaitable.
Lieu de travail : Paris Ouest.

sélé CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71567/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

PARIS

Fonctions d'organisation polyvalente
➤ Jeunes diplômés d'études supérieures

Math sup, math spé, *Droit*, Science Po...

Groupe d'Assurances français de premier plan propose à de jeunes Diplômés d'Etudes Supérieures des activités d'organisation dans un département en pleine expansion.
Après une formation pratique, ils seront responsables d'études relatives aux procédures, postes de travail... dans un système déjà largement informatique.
Cette activité implique imagination, rigueur et bonne qualité de contacts ; à terme elle offre de **LARGES POSSIBILITES DE PROMOTION.**

sélé CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71568/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

Consultant
ETUDES QUANTITATIVES
en Gestion Prévisionnelle de Personnel

HF

La Division Direction du Personnel et Relations Sociales de la CEGOS souhaite développer son secteur d'études et d'interventions dans les entreprises, dans le domaine des enquêtes de rémunérations et de la gestion des carrières.

Elle recherche un(e) candidat(e) âgé(e) d'une trentaine d'années, diplômé(e) d'une grande Ecole (Scientifique ou Commerciale), ou Universitaire (Doctorat Sciences, ISUP...) ayant quelques années d'expérience des études quantitatives, et de bonnes connaissances en statistiques avancées et informatique. Capable de développer les enquêtes existantes, de concevoir de nouveaux produits, il (elle) saura aussi s'intéresser à la gestion de son secteur et à son développement commercial.

Si vous êtes créatif et autonome, de larges opportunités de carrière vous seront offertes par l'un des premiers groupes européens de conseil en organisation et formation.

sélé CEGOS Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, précisant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 11598/M à D. de LARIVIERE - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discrétion garantie.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

GROUPE ALIMENTAIRE
recherche

juriste d'entreprise
H. ou F.

- formation supérieure, niveau licence en droit - Anglais courant, Allemand souhaité.
- expérience d'au moins 5 ans en entreprise ou cabinet juridique.
- connaissance du droit des société, du droit immobilier et du droit des affaires en général.
- rattaché directement au Directeur Juridique, il aura pour charge d'assurer le secrétariat juridique des Sociétés du Groupe, les contacts avec les correspondants du département juridique et la gestion juridique du portefeuille des Marques.
- *selon ses compétences, il se verra confier à terme des* responsabilités plus larges.
- poste à pourvoir rapidement.
- lieu de travail : Banlieue Ouest.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 3486-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Membre de SYNTEC

SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENT
recherche

INGENIEUR CALCUL
pour PARIS

Ayant l'expérience de calculs de circuits complexes, soumis à contraintes thermiques, en tuyauterie - chaudronnerie et ayant prouvé capacité d'encadrement et d'organisation.

Haut niveau de compétence requis, formation Grande Ecole ou Université.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
N. 436 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris



L'Agence HAVAS (HAVAS COMMUNICATION)
recherche :

UN CHEF DU SERVICE CONTRÔLE COMPTABLE

Havas Communication regroupe l'ensemble des activités commerciales de la Société au travers d'un Réseau de plus de 200 points de vente regroupés en 17 Directions Régionales. Le C.A. consolidé atteint 1600 Millions F, chacune des Directions Régionales assurant sa propre comptabilité décentralisée.

La mission du Chef du Service contrôle comptable sera triple :
- Élaborer une doctrine, des méthodes et des procédures communes à l'ensemble du Réseau.
- *Contrôler la fiabilité des comptes et le respect des* règles comptables générales et internes.
- Apporter aux équipes comptables de Province un appui technique (conseil, information, recrutement, formation...).

Le candidat sera âgé d'au moins 35 ans et titulaire de l'expertise comptable. Il aura acquis une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, à la fois dans un cabinet d'expertise et dans une entreprise, si possible à succursales multiples.

Adresser C.V. et prétentions sous référence HC1 :
M. SIBOLD, 136, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT

UNE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE
réalisant des biens d'équipement
leader dans son domaine
(1000 personnes + filiales de distribution à l'étranger)
recherche pour

audit des filiales étrangères

EUROPE - ETATS UNIS
UN JEUNE CADRE
DE FORMATION SUPERIEURE

ayant eu une première expérience d'audit
Anglais - allemand souhaitable, directement rattaché au Directeur Financier.

Déplacements fréquents mais de courte durée.

Poste banlieue Nord proche Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 80.000 +

Envoyer C.V. à No 74.373 CONTESSE *Publicité* 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GFC

Groupement Français de Conseils — 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

directeur de filiale

littoral ouest

170/200.000 F an

Groupe français de renommée *mondiale dans un secteur de la grande consommation*, nous recherchons le Directeur de l'une de nos filiales.
L'homme *recherché*, 32 ans minimum, a acquis une très bonne expérience marketing en tant que *Chef de Produit* et possède de réelles capacités de gestionnaire et d'animateur d'hommes, ainsi qu'un excellent sens commercial. Ces qualités lui permettront de prendre la responsabilité complète du développement des activités d'une unité de 120 personnes (production et distribution France et Export).
Le poste est à pourvoir dans une *agréable ville moyenne au bord de l'Atlantique.*
Envoyez votre CV sous référence M 855 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

comptabilité gestion *HF*

120/150.000 F an

Importante multinationale dans le domaine de la Pièce Automobile, nous recherchons pour notre jeune filiale française un(e) responsable des services comptables.
Vous possédez la DECS (ou équivalent), la pratique courante de *l'anglais*, de bonnes notions d'informatique et une solide expérience de l'ensemble des problèmes comptables (de préférence acquise dans une PME filiale d'un groupe anglo-saxon ou en Cabinet d'Audit).
Nous vous confierons la responsabilité de la comptabilité, de la gestion de trésorerie, et des problèmes informatiques.
Le siège du poste à pourvoir se trouve en *Région Parisienne Nord-Ouest.*
Envoyez votre CV sous référence M 857 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

technico-commercial

électronique appliquée

120/150.000 F an+

La filiale française d'un groupe international commercialisant des produits de pointe, recherche un *responsable technico-commercial* pour les promouvoir auprès d'une clientèle de laboratoires et d'importantes sociétés électroniques.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur commercial disposant d'une formation scientifique et ayant déjà fait la preuve de ses capacités de négociations sur un marché de haute technicité.
L'expérience des domaines de l'instrumentation ou de la *mesure* serait un atout, de même que la connaissance de l'anglais.
La rémunération, ouverte, sera adaptée à l'expérience du candidat retenu.
Siège *Paris Sud.*
Envoyez votre CV sous référence M 851 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

direction grands projets

péri-informatique

140/160.000 F an

L'une des principales sociétés de péri-informatique, élargissant sa gamme de produits et son implantation géographique, recherche *deux chefs de projets d'envergure.*
Leurs responsabilités iront des relations avec les clients et la Direction Commerciale (définition en avant-vente des spécifications des systèmes) à la mise en œuvre des projets, avec la responsabilité technique et budgétaire de leur réalisation.
Ces postes, à pourvoir en *Région Parisienne,* impliquent des capacités *d'animateur d'équipe,* et offrent des possibilités d'évolution à la mesure des responsabilités offertes à des candidats ayant déjà plusieurs années d'expérience dans le domaine des *réseaux* et de la *gestion transactionnelle.*
Ils nécessitent de courts et fréquents déplacements.
L'un des postes (pour lequel la connaissance de l'allemand serait utile) donnera l'occasion de contacts à l'étranger.
Envoyez votre CV sous référence M 848 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

ingénieur logiciel confirmé *HF*

110/130.000 F an

Ingénieur Informaticien, vous avez une connaissance du langage d'assemblage sur systèmes temps réel et éventuellement une pratique des réseaux de télécommunication. Avant de prendre la responsabilité complète de projets importants, et malgré vos 2/3 années d'expérience, vous avez besoin de développer vos compétences pendant 1 ou 2 ans en animant la réalisation de logiciels d'application.
Nous vous proposons de mettre à profit et de parachever votre expérience chez un constructeur en fort développement.
Un poste de chef de projet vous attend par la suite ...
Si ce poste à pourvoir en *Banlieue Parisienne Sud* vous intéresse, envoyez votre CV sous réf. M 792 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

logiciels de base

péri-informatique *HF*

120/130.000 F an+

L'une des premières sociétés de péri-informatique, élargissant et sophistiquant sa gamme de produits, recherche un ingénieur expérimenté, capable de créer des *operating systems.*
Une expérience d'assembleur sur mini-calculateurs et de moniteur serait un atout important pour ce poste où le travail au sein d'une équipe compacte *et performante peut déboucher à court terme sur la direction autonome* de grands projets.
Siège : *Banlieue Parisienne Sud.*
Envoyez votre CV sous référence M 823 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recrute son

juriste d'affaires

ayant :
- une bonne pratique du droit fiscal des sociétés,
- une expérience des négociations contractuelles,
- de bonnes connaissances en propriété industrielle.

Intervenant sur l'ensemble des affaires, il met au point les solutions et prépare les dossiers dans le cadre de la politique de la société.

Ce poste nécessite une parfaite maîtrise et l'anglais, le niveau Doctorat en droit et une expérience pratique en entreprise d'environ 5 ans.

Adresser votre candidature sous no 73695 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

digital

Filiale du premier constructeur mondial d'ordinateurs interactifs recherche pour son département informatique interne

superviseur d'opérations
Réf. M 97

ayant une formation d'analyste programmeur, une expérience de la maintenance des programmes et de l'exploitation.

spécialiste en télécom.
Réf. M 98

chargé de la définition des spécialisations et du suivi du fonctionnement des centraux privés, des transmissions de données et des réseaux privés.

shift leader
Réf. M 99

assurant l'exploitation et la supervision des opérateurs. L'expérience des grands systèmes de gestion ou du matériel Digital est indispensable.

Pour ces postes évolutifs dans un environnement européen, nous recherchons des personnes parlant couramment l'anglais, ayant 3 ans d'expérience *professionnelle, avec au moins une année dans la spécialité décrite.*

Adressez votre C.V. à Chantal Millot en précisant la référence choisie, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18 rue Saarinen, silic 225 - 94528 RUNGIS cédex.

---

vers la fonction personnel

Notre domaine d'activité, c'est la grande distribution. C'est un secteur en développement et nous y connaissons un certain succès depuis quelques années. Ce succès, nous le devons à l'optimisation de toutes les tâches d'encadrement dans nos hypermarchés.

Une des grandes fonctions d'un magasin, c'est le secteur caisse. Il est dirigé par un Chef de Secteur qui, avec ses deux adjoints, a la charge de la centaine de caissières d'un magasin. Aujourd'hui nous *souhaitons* rencontrer de jeunes candidats ayant une base de formation juridique.

Ils seront chargés de recruter, de former et d'animer les caissières en les faisant participer à la vie du magasin. Ils tiendront compte, pour l'accomplissement de leur mission, des variations de règlementation du magasin, c'est-à-dire qu'ils optimiseront de façon prévisionnelle les structures de leur secteur.

Ce poste requiert beaucoup de rigueur morale, alliée à un bon sens des relations humaines.

Nous proposons une évolution vers une fonction de chef de secteur caisse et les fonctions purement Personnel d'un magasin ou du siège; ou bien vers une responsabilité commerciale.

Pour ces postes à pourvoir en région parisienne, nous vous demandons d'envoyer votre *dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo)* sous référence 10836 à ADM, 164 rue de la Croix-Nivert 75015 Paris.

média-system

Mobil Plastics Europe, inc.

recherche
pour la vente de sa gamme
de films polypropylène pour l'emballage

JEUNES ATTACHES COMMERCIAUX

soit ayant quelques années d'expérience
soit jeunes diplômés
ANGLAIS EXIGE

Après un stage d'environ un an au Siège à PARIS, ils se verront confier un secteur en Province.
Situation d'avenir pour élément de valeur.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 74187 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

aerospatiale

engins tactiques

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE MATERIELS AEROSPATIAUX

La DIVISION des ENGINS TACTIQUES
située à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et à l'EXPORTATION,
la meilleure performance de Groupe
(plus de 100 pays sont équipés de nos matériels)

Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commande. Le développement de nos affaires nous amène à poursuivre et à renforcer nos équipes d'études :

Nous recherchons :

Dans le cadre de notre DEPARTEMENT CONCEPTION - CALCUL et SIMULATION

1 INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

ENSTA - ENSAE - DOCTORAT 3e CYCLE

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience

Le candidat retenu sera chargé de définir des modèles mathématiques en aérodynamique et de développer les programmes numériques correspondants.

QUALITES REQUISES :
- connaissance très appréciée, dans le domaine des méthodes numériques en dynamique des fluides
- Informatique scientifique (langage FORTRAN)
- connaissance de la langue anglaise (lu indispensable)
- libéré des obligations militaires.

Ecrire C.V. détaillé et photo à no 74428 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

PERITELEVISION - PERITELEPHONIE
CHEF DE PRODUITS X+ENST

Ce groupe français relié à un puissant ensemble international conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipement destinés à l'industrie *privée et aux particuliers.* Il emploie 12 000 personnes et réalise un C.A. supérieur à 3 milliards de francs. Les technologies maîtrisées par ce groupe vont lui permettre désormais de se développer dans les domaines de la Péritélévision et de la Péritéléphonie. La Direction Générale a donc décidé de créer un poste de Chef de Nouveaux Produits.

Le titulaire, rattaché au Directeur Général sera notamment l'interlocuteur privilégié des Administrations concernées. Homme de synthèse, il participe, avec *les différentes* directions de l'entreprise, aux études, à la conception, à la fabrication et à la commercialisation de ces nouveaux produits et de leurs dérivés, nouveaux produits qu'il devra promouvoir dans le grand public au travers des réseaux de distribution du groupe.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'X + ENST de 28 ans environ. Son expérience professionnelle (2/3 ans) lui a déjà permis de faire preuve de son talent de négociateur. Il est attiré par un poste de coordination dans lequel l'aspect commercial est nettement marqué. *La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.*

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 8403 A, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

média-system

SOCIÉTÉ
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Solide base technique

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
ou B.T.S. minimum

Pour vente semi-conducteurs
optoélectronique, micro-processeurs 6 800

Cartes format européen et systèmes

Cette annonce s'adresse aussi bien :
- à l'agent technique ayant 2-3 ans d'expérience en laboratoire, attiré par une carrière dynamique de vente et possédant de solides qualités de « battant » ;
- qu'à jeune vendeur ayant quelques années de pratique de la vente des composants chez un fabricant ou un distributeur.

Formation assurée. Toute candidature, même débutant, sera prise en considération.

Postes à pourvoir : Paris et région parisienne.

Fixe + intéressement + frais.

Envoyer C.V. et photo (retournée) + prét. à n° 351 Publicité MURATET, 15, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Chef de Personnel

Les laboratoires **BOOTS-DACOUR** recherchent, pour leur Direction des Affaires Sociales, un **CHEF DU PERSONNEL.**

De formation juridique de préférence, il possédera obligatoirement une longue expérience de la fonction.

Il se verra confier la gestion et l'administration d'un effectif de 300 personnes (paye, recrutement, formation...).

Merci d'écrire avec C.V, photo et prétentions à



49, rue de Bitche BP 66
92404 COURBEVOIE Cedex

MEDIA PA

Transportation Systems Manager France

F190,000 negotiable + car

Our client is a major US multinational having extensive interests in Europe and engaged in the manufacture and sale of engineering equipment and machinery. The establishment of an integrated physical distribution network throughout Europe is seen as a major factor in plans for future business growth.

This opening calls for a positive, imaginative, planning oriented professional who will assume immediate functional responsibility for import/export departments in twelve countries plus budgetary responsibility for all freight, duties, brokerage and forwarding expenses, currently totalling $25m. A primary task will be to build a streamlined transportation system to deliver product from bonded warehouses to customers within the EEC/EFTA market, door to door. To help achieve this objective emphasis will be placed on the development of computerised customs and shipping documentation to be electronically transmitted and printed at brokers throughout Europe.

This is a challenging opportunity with good prospects for future development and the negotiable salary is backed up by a full range of benefits. Qualified applicants should forward sufficient details of themselves to make an application form unnecessary to Mr. L. R. Bugden, Managing Director, quoting Ref: 782.

This position is open to male and female applicants.

Clifton-Donkin

Clifton-Donkin Ltd. (Recruitment Consultants),
Malcolm House, 12 Orange St. Haymarket,
London WC2, England.

Compagnie d'Assurance-Vie quartier Saint-Lazare
recherche un

chef comptable

pour diriger son service de comptabilité générale et prendre en charge l'établissement du bilan et des comptabilités annexes.

Une formation supérieure du type DECS, ESC et quelques années d'expérience sont indispensables.

Une bonne connaissance de la comptabilité d'une compagnie d'Assurance-Vie serait appréciée.

Rémunération attrayante pour un candidat de valeur.

Adresser CV détaillé et prétentions, sous référence 10889, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.
· Discrétion assurée.

média-system

Une des premières entreprises françaises dans le domaine de
l'ELECTRONIQUE
recherche

ingénieur d'études

POSITION II

spécialisé dans la technologie du report de composants en MICRO-ELECTRONIQUE HYBRIDE. Le titulaire du poste sera physicien de formation et aura de solides connaissances en Electronique.
L'Anglais technique est indispensable.

Lieu de travail : très proche banlieue sud.

Adresser C.V. détaillé et photo sous la référence 9447 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

POUR FILIALE FRANÇAISE,
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
— BIENS INDUSTRIELS —

CONTROLLER

LA FONCTION

en relation directe avec le P.D.G. :
- Préparation et contrôle des budgets,
- Mise en place et suivi du cost control,
- Préparation et responsabilité du reporting,
- Participation active à la direction générale, notamment pour la préparation des plans.

LE CANDIDAT

- Expérience similaire indispensable,
- Anglais courant.
- Parfaite connaissance comptabilité française et anglo-saxonne,
- Sens de la relation et personnalité affirmée.

LE POSTE

- Siège social : proche banlieue Ouest - Usine en province,
- Rémunération élevée,
- Stage initial à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions sous référence 80540 à :



G.R.E.P.

ROLAND BERGER ET GREP Ass.
International Management Consultants
7, rue Marcel Allégot,
92190 MEUDON

GROUPE NATIONAL
ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CABLAGES, FILTRATION

7.000 personnes - C.A. 1 milliard de F
développe son département électronique
et recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

responsable de projets d'études
en régulation et asservissements

Il doit avoir une expérience en asservissements linéaires et si possible non linéaires, en asservissements échantillonnés et en électronique de puissance.

Il travaille en liaison avec le Bureau d'Etudes, le Laboratoire d'Essais, la Fabrication. Il est en relation avec les clients et le service commercial. L'homme est Ingénieur ESE, ISEN, ENSEEC, ESIGE, ESEO, ESIEE, ENSERG, ISEP, EUDIL... 30 ans environ. Connaissance anglais nécessaire. Développement de carrière possible dans Groupe. Salaire intéressant.

Merci d'écrire en envoyant C.V. et photo
sous réf. M 160 à
P.A.J. CONSEIL
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

BRED

souhaite intégrer
dans son réseau d'Agences
PARIS - BANLIEUE

JEUNES BACHELIERS DUT - BTS

Libérés des obligations militaires, aptes à assumer des responsabilités au niveau du guichet et désireux de prouver leur dynamisme commercial.

Ecrire avec C.V. et photo à :
Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts
Direction Commerciale
Gestion du Personnel

BRED 18, Quai de la Rapée
75012 PARIS

bleu

T.R.T. TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES

Dans le cadre de l'expansion de ses activités TELE-INFORMATIQUES et TELEMATIQUES
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

Intéressé par la conception d'ensembles et la réalisation de systèmes télé-informatiques à base de microprocesseurs 8 BITS.

— Formation GRANDES ECOLES ou équivalent.
— Quelques années d'expérience souhaitées.
— Connaissances à la fois dans les domaines du logiciel et du matériel.
— Bonne pratique de l'anglais.

Adresser C.V. à T.R.T.
5, av. Réaumur, 92350 - LE PLESSIS-ROBINSON.

INGERSOLL-RAND

ingénieur de vente HF

INGERSOLL RAND recherche pour sa Division COMPRESSEURS D'AIR un ingénieur de vente pour développer les ventes de compresseurs de *haut de gamme (150 à 10.000 CV)* en Ile de France auprès des sociétés d'ingénierie et des grandes entreprises.

Pour ce poste, il est souhaité un ingénieur mécanicien, âgé de 25 ans minimum, l'anglais lu, parlé et écrit *et une expérience de la vente de* biens d'équipement de même nature.

Ce poste basé à TRAPPES (Yvelines) comporte des déplacements courts et fréquents.

Une voiture de Société est prévue.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur CV détaillé et prétentions au Service du Personnel, 5/7 avenue Albert Einstein
78190 TRAPPES.

média-system

Vous êtes

ingénieur débutant

Vous avez reçu une formation de mécanicien et thermicien

(ECP, Mines, ENSTA, ENSAE)

Vous recherchez un *poste dans* lequel vous POURREZ ET DEVREZ FAIRE PREUVE D'INITIATIVES
Vous parlez la langue anglaise et/ou allemande.

Nous sommes une grande ENTREPRISE DE MECANIQUE LOURDE
Nous pouvons vous assurer une *solide formation*
Nous disposerons de grandes possibilités d'évolution de carrière au sein d'un GROUPE DE TAILLE INTERNATIONALE.

Alors pourquoi nos routes respectives ne convergeraient-elles pas ?

Aussi vous conseillons-nous de prendre rapidement contact avec nous en écrivant à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra sous référence 74.056.

Il va de soi *que nous* prendrons le temps de répondre à toute candidature reçue.



Agence HAVAS

Nous sommes un important Groupe de prestations de services dans le domaine de la communication et des loisirs. (93 filiales et participations ; plus de 10 000 collaborateurs ; C.A. consolidé : 4,9 milliards de francs ; implantations sur l'ensemble du territoire national).

Nous recherchons pour la Holding

UN DIRECTEUR IMMOBILIER

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, il sera chargé de proposer et de conduire la politique immobilière. En liaison avec les filiales et participations, il devra notamment étudier tous les problèmes immobiliers du Groupe : achats, ventes, travaux, locations, constructions, etc. En outre, il supervisera l'ensemble des services de gérance immobilière de la Holding (environ 60 personnes).

Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ayant déjà exercé une responsabilité de Direction immobilière si possible dans une société à succursales multiples. La connaissance du secteur immobilier parisien est impérative. Une expérience pratique des problèmes de gestion serait vivement appréciée.

Écrire sous référence AH2 à Marc SIBOLD - 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE

recherche son

"OPERATION MANAGER"

PARIS

L'« Opération Manager » supervisera les 8 services opérationnels et administratifs de la banque à Paris, soit environ 110 personnes. Il lui sera demandé de mettre en *place* et d'appliquer dans chacun des services de la banque à Paris la politique et les procédures du groupe.

De nationalité française, il devra être âgé d'environ 40 ans et avoir reçu une formation supérieure. Il aura une très bonne connaissance du domaine bancaire en France, de même qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou au *Canada*.

A une parfaite connaissance de la langue anglaise, il devra allier les qualités lui permettant de s'adapter rapidement à la politique et aux procédures du groupe et une bonne aptitude à établir des contacts et à déléguer.

Pour un premier contact, les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae sous la référence 843 à :

M. V.W.H. GREENWAY,
523, avenue *Louise*, Boîte 30,
B-1050 - BRUXELLES (Belgique).

Discrétion totale assurée
Les entretiens auront lieu à Paris.

Importante Société d'engineering, filiale d'un grand groupe,
situé à la Défense recherche un spécialiste

MECANIQUE DE LA RUPTURE

Si vous avez une formation d'ingénieur Grande École (Mines, ECP,...) assortie d'une expérience de laboratoire de recherche d'environ 4 ans (dans le cadre d'une thèse ou en laboratoire privé), vous êtes le spécialiste que nous cherchons ;
Rattaché à une équipe de métallurgistes, il participera à la définition d'actions de Recherche et Développement, à la rédaction de rapports de sûreté, à l'élaboration de dossiers matériaux relatifs à la fatigue et ténacité des métaux.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 70.091 M à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS... DIRIGEZ VOUS VERS LE CONSEIL

Appartenir à un groupe de Sociétés de Services en Informatique et Bureautique ; assister un chef de projet au développement de grands systèmes de gestion dans les techniques de pointes actuelles ; animer des équipes de plusieurs programmeurs ; être l'interlocuteur d'utilisateurs dans des secteurs aussi variés que la Banque, l'Automobile, la grande Distribution ou l'Administration, voilà la voie prometteuse que nous vous ouvrons aujourd'hui.

Si vous êtes diplômé d'une grande école ou possédez un IUT, MIAGE ou équivalent. Une première expérience dans la fonction ainsi que des connaissances Bases de Données et Temps Réel seraient appréciées.



Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous la référence AP 80 M.
48 av. Raymond Poincaré, 75116 Paris.

offres d'emploi

SOCIETE PROMOTION IMMOBILIERE IMPORTANCE NATIONALE
recherche

ATTACHÉ DIRECTION JURIDIQUE

2/3 ans Droit Immobilier dans service juridique, d'une société de promotion ou expérience notariale dans le secteur immobilier pour faire partie d'une équipe assistant les directeurs de programmes dans le montage et le suivi des *opérations*, la *prépara*tion et la vérification des différents contrats (promesses de vente, conventions, etc.).

Envoyer C.V. à M. BONNEMAISON,
S.G.M.I., 108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

CENTI

CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
ou diplômes universitaires équivalents

- 7 ans minimum d'expérience en informatique.
- Pratique de la conduite de projets.
- Evaluation et suivi budgétaire.
- Relations techniques et contractuelles.
- Qualités d'autorité et d'initiative.
- *Aptitude aux négociations.*
- Bonne connaissance du milieu professionnel en vue de pourvoir ultérieurement un

POSTE de RESPONSABILITÉ importante
au sein de son
DÉPARTEMENT
ÉTUDES ET RÉALISATIONS

formé d'une équipe d'une centaine de personnes. Ce poste offre une opportunité de promotion intéressante pour un jeune candidat de valeur. Rémunération stimulante comprenant un fixe de 200.000 F + intéressement.

Adr. C.V. sous pli confidentiel à Mme LAVEDRINE CENTI - 128, rue de Rennes - 75006 PARIS.

---

amri

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche
pour seconder le chef du marché énergie

INGÉNIEUR DÉBUTANT

formation mécanicien
(AM - ENSI - INSA)

- Intéressé par les problèmes marketing.
- Parlant couramment Anglais.
- Poste évolutif.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
AMRI
Service du Personnel
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

bleu

Organisme Para-Public d'Etudes
recherche

INGÉNIEUR ARCHITECTE

Solide culture technique du bâtiment acquise dans une grande école (X, E.N.P.C. ou Centrale). 4 ans au moins d'expérience de conception ou de programmation dans une agence d'architecture ou d'urbanisme ou dans une structure d'études.

Aptitude à l'animation d'une équipe pluridisciplinaire.

Il assurera des missions de conseil et dirigera des études dans les domaines suivants :
- aménagement pour les communes ;
- programmation architecturale et technique et conduite d'opérations pour des maîtres d'ouvrage dans l'habitat.

Lieu de travail : Paris.

Ecrire N° 862.248 M - REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Dans le cadre d'un développement rapide et d'une évolution de son marché

UN GROUPEMENT DE DISTRIBUTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT
C.A. H.T. 2 Milliards F.

recherche
pour sa Centrale de Services

UN RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ ET DE LA PROMOTION DES VENTES

Dépendant du Directeur Général, son rôle consistera à développer la publicité dans le groupement, à assurer une bonne coordination entre les agences et les adhérents, à réaliser un catalogue et à animer la promotion des ventes en collaboration avec le service Achats.

Une expérience réussie dans la distribution est indispensable et si possible dans un groupement ou dans une société d'affiliation.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 6 392 à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

RÉGIE PRESSE
recherche

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

ayant solides connaissances et expérience du marché P.A. (*AGENCE ou SUPPORT*)

Tél. pour R.V. : 233-44-21, Service du Personnel.

---

answare

Société de Services et Conseils de tout premier plan
THOMSON-CSF INFORMATIQUE
recherche

10 analystes programmeurs confirmés
Réf. DCA/086

10 programmeurs confirmés
Réf. DCA/087

Adresser C.V. détaillé, délai de disponibilité et *prétentions de salaire s/réf. correspondante à*

ANSWARE
135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

Proche banlieue Sud
(excellente desserte transports en commun)

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS débutants
(ENSAE, ENST, ENSI, INSA...)

Notre expansion rapide dans le domaine des équipements et systèmes aéroportés nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et d'essais.

Nous recherchons des ingénieurs attirés par des RESPONSABILITÉS DE CONCEPTION dans des domaines avancés :
- de l'électronique générale.
- de l'automatique,
- et du traitement numérique (matériel et logiciel).

Des possibilités d'évolution variées vers des responsabilités largement autonomes sont offertes à des personnalités créatrices possédant aussi des qualités d'organisation et de contact et ayant le goût du travail en équipe.

Ecrire avec curriculum vitae et photo sous le n° 74107 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
à Activités Internationales
Mécanique de précision
recherche
pour participer à son programme d'expansion

INGÉNIEUR DE VENTE

Cette fonction exige :
- Une formation grande école d'ingénieurs ;
- *Un goût prononcé pour la carrière commerciale.*

Ces postes :
- Apporteront des contacts à tous niveaux avec les bureaux d'études et les directions d'achats ;
- Permettent largement d'exercer les capacités d'autonomie, d'imagination et d'initiative ;
- Peuvent être tenus, pour certains, par des ingénieurs débutants ;
- Exigent pour d'autres une expérience de quelques années acquise de préférence dans la vente ;
- Donnent accès à des postes de responsabilités en France et à l'étranger.

Affectation de départ : PARIS.

Envoyer C. V., photo et prétentions

S. N. R. SERVICE EMPLOI, référence C.O., B.P. 17, 74010 ANNECY CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
proche banlieue SUD
DE NOMBREUX POSTES de

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

DÉBUTANTS
ou COURTE EXPÉRIENCE
pour leur confier des travaux d'ÉTUDE et de DÉVELOPPEMENT de

- circuits analogiques, logiques, H.F. ;
- traitements numériques du signal ;
- programmation de microprocesseurs ;
- réalisation de sous-ensembles pour matériels aéroportés.

Ces postes ouvrent une carrière intéressante au sein du groupe à des candidats de valeur.

Envoyer C.V. + photo à N° 73.956
CONTESSE Publicité
20, avenue de l'Opéra
Paris Cedex 01.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande banlieue nord de Paris
recherche

1 INGÉNIEUR DE FORMATION SUPÉRIEURE
(Ecole ou Université) en MECANIQUE

Pour lui confier au sein de son CENTRE DE DOCUMENTATION les fonctions suivantes :
- Exploitation de documents techniques en français ou en langues étrangères.
- Recherches documentaires.
- Rédaction de synthèses bibliographiques.
- Traduction d'articles.
- Interprétariat.

Pour ce poste la connaissance de l'anglais et de l'allemand est indispensable.
La connaissance d'autres langues (notamment le japonais) sera appréciée.

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 74.315, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Société distributrice d'instruments de métrologie
Sud de Paris
liée à un groupe international important
recherche

ÉLECTRONICIENS/ ÉLECTROMÉCANICIENS S.A.V.

Ces postes comprennent :
- l'installation, mise en route et maintenance des machines.
- la formation des operateurs.
- deplacements.
- Anglais indispensable.
- formation assuree.
- orientation vers emploi commercial

Ecrire avec C.V. et prétentions sous ref. 2719 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

MPI SOCIÉTÉ INGÉNIERIE EN INFORMATIQUE
recherche

10 INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU

Possédant 1 à 5 ans d'expérience sur mini ou micro-ordinateurs pour travailler dans les domaines suivants :
- LOGICIEL DE BASE
- TEMPS REEL
- TELEPHONIE
- AERONAUTIQUE
- INSTRUMENTATION
- RESEAUX
- MICROPROGRAMMATION

Adresser C.V., présent. et date de disponibilité à M. PARIENTE, M. P. I., 38, rue de Bassano, 75008 PARIS.

Filiale d'un groupe international de renommée mondiale recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE

École Supérieure de Grenoble ou équivalent.

pour lui confier la responsabilité technique de la section puissance de son centre d'études et *de production (100 km Sud Paris).*
Il est responsable d'une équipe technique de 8 personnes dont 2 ingénieurs et assure en étroite collaboration avec les services de production :
- la conception et la standardisation des différents modèles de condensateurs de puissance;
- l'intégration et la mise en application des technologies nouvelles.

Les contacts internationaux avec la clientèle rendent la **pratique de l'anglais indispensable.**
Écrire avec C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. 70.106 M à D. JOUSSET,

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

Notre jeune Société connait une très forte expansion sur le marché de l'informatique.

Nos produits, d'origine américaine, s'adressent aux «decision makers» du marketing et de la finance.

Nous recherchons pour Paris des

JEUNES INGENIEURS G.E.
(Centrale, Supelec, H.E.C. ...)

ayant si possible 1 ou 2 ans d'expérience en informatique.

Vous devrez appréhender votre marché, analyser les besoins de vos interlocuteurs et mettre en place les systèmes que vous *aurez conçus.*

Votre avenir, très ouvert, sera lié à votre réussite. Si vous aimez le «Challenge», écrivez au



Cabinet Claude VITET
20, rue de la Trémoille
75008 PARIS (en indiquant la référence 8067, avec CV, photo et salaire actuel)

auquel nous avons confié la recherche de nos plus proches collaborateurs.

IMPORTANT : L'anglais courant est indispensable.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

---

une opportunité pour notre jeunesse vive... HF

Nous souhaitons confier des postes d'encadrement et d'animation à des jeunes universitaires, niveau licence ou ayant une expérience professionnelle comparable, motivés par des responsabilités au sein de la communauté juive.

Ils suivront un programme de formation intense pendant 9 mois, avec stage en province, en Israël et aux États-Unis ; ils ont donc de bonnes notions *d'anglais, d'hébreu (ou des deux) et au moins* 23 ans.

Ces postes qui concernent les domaines culturels, éducatifs ou sociaux sont à pourvoir en province ou en *région* parisienne, à plein temps ou à temps partiel, en septembre 81 après le stage qui débute en novembre 80. Ce stage est agréé par l'État et rémunéré.
Adresser un C.V. détaillé, photo et lettre manuscrite exposant la motivation de votre engagement dans la communauté à M. BARTIN, 114, rue La Boétie, 75008 PARIS, sous *référence* LM.

CONTROLE BAILEY
Premier fabricant français de systèmes de contrôle et régulation industriels
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ
SUR SYSTÈMES TEMPS RÉEL INDUSTRIELS

Il sera responsable de la partie informatique des ensembles de contrôle commande intégrant un système de régulation et conduite à microprocesseurs et à calculateurs de supervision.
Expérience TEMPS REEL et SOLAR appréciée.

Envoyer C.V. et prétent. au Service du Personnel, 5, avenue *Newton* - *Z.I. 92142 CLAMART*
ou téléphoner au 630-22-46.

BANQUE DE GROUPE FINANCIER
recherche

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABILITÉ CONTROLE
CLASSE VI ou VII

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience confirmée de la comptabilité bancaire, de bonnes connaissances fiscales et des notions d'informatiques.

Envoyer C.V. manuscrit à O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 Paris sous réf. 4130 M.

PME - CONSTRUCTEUR D'USINES
implantée à Paris, réalisant 80 % de son C.A. (160 millions) à l'exportation, recherche

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE FINANCIER

- Diplômé d'une école de Commerce (mini. 27 ans) ;
- bonnes connaissances comptables ;
- pratique des relations bancaires ;
- expérience approfondie des procédures experts (Coface, risques économiques,...) ;
- anglais et espagnol nécessaires ;
- aptitude à négocier des contrats internationaux.

Ce poste à responsabilités, nécessite d'être disponible pour de courts déplacements à l'étranger.

Adresser c.v., salaire actuel, prétentions et photo s/réf. 5979 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Sté de documentation (R.E.R. GENTILLY) rech.
AGENTS TECHNIQUES
(BTS électronique)
et INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
pour rédaction notices techniques. Tél. pour R.-V. 546-27-22.

LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC RECHERCHE POUR LE SERVICE INFORMATIQUE D'UN DE SES CLIENTS

ANALYSTES
- *Analyse et réalisation* d'applications de gestion avec S.G.D.B. et télétraiment (DM IV)
- Formation complémentaire sur HB 66 DPS assurée.

PROFIL :
- Grande école ou universitaire (2e cycle) ;
- *1 à 2 ans d'expérience* souhaitée (COBOL) ;
- Débutant possible ;
- Anglais lu.

Env. C.V. et prétentions à : CESMAP, 67, rue Lénine, 94112 ARCUEIL CEDEX.

Organisme Semi-Administratif recherche

CHEF COMPTABLE ADJOINT
Libre de suite
5 ans d'expérience minimum
Bonnes connaissances comptabilité analytique
Env. *d'urgence lettre manuscr. avec C.V. et prétentions,* à AGEAM, 51 *bis,* rue Saint-Anne - 75002 Paris
Ne pas téléphoner

Cabinet Juridique et Fiscal
17e arrondissement
recherche

COLLABORATEUR
3 à 4 ans expérience en cabinet droit des affaires, sociétés, contrats.
Envoyer C.V. à FIDUCIAIRE FRANCE 86, rue Laugier, 75017 PARIS

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche pour son Bureau d'études

ORGANISATEUR
débutant
- diplôme d'organisation institution privee ou publique.

Déroulement de carrière assuré.
Salaire annuel brut de début : 68.164,96 F.,
après 6 mois : 73.104,50 F
pouvant atteindre : 139.227,80 F.
Désignation dans le poste après examen technique et éventuellement entretien avec un jury.
Adresser lettre et C.V. détaillé à Mme le Chef du Personnel 17-19, rue de Flandre 75935 Paris Cedex 19.

Cherche J. F., sér. pr s'occuper enf. 6 à 7 ans, mardi et jeudi 16 h. 30 - 18 h. 30, Boulogne *(métro)* — *Tél. : 605-27-28.*

EMPLOI TEMPS PARTIEL
MULHOUSE, BESANÇON, PARIS, TOURS, LYON et TOULOUSE diplomés (ées), enseign. supér. Libres 2 jours par semaine pour animer conférences devant publics de jeunes. Expér. pédagogique souhaitée, voiture indispensable. Envoyer C.V. + photo à O.S.V. 25, rue Bergère, 75009 Paris.

POSTE D'ENCADREMENT
Cours privé. 11 h par semaine en 5 jours pouvant aller jusqu'a *20 h conviendrait à étudiant* 3e cycle ou retraité énergique.
Se présenter mercredi 8 octobre à 18 h au 70, rue Chardon-Lagache, Paris-16e.

LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC RECHERCHE POUR LE SERVICE INFORMATIQUE D'UN DE SES CLIENTS

ANALYSTES
- Analyse et réalisation d'applications de gestion avec S.G.D.B. et télétraitement (DM IV) ;
- Formation complémentaire sur HB 66 DPS assurée.

PROFIL :
- Grande école ou universitaire (2e cycle) ;
- 1 à 2 ans d'expérience souhaitée (COBOL) ;
- Débutant possible ;
- Anglais lu.

Env. C.V. et prétentions, à : CESMAP, 67, rue Lénine, 94112 ARCUEIL CEDEX

SOCIETE de fabrication de produits de traitement de surfaces, située banlieue Est de Paris recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE
Poste à responsabilités à terme, 30 ans
Expérience souhaitée

Env. C.V. et photo à n° 73.482 *CONTESSE PUBLICITE,* 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

PROGRAMMEUR
MEME DEBUTANT

Impte Société Industrielle proche banlieue Nord accès par métro *recherche pour développer* son informatique de gestion

UN DUT ou BTS GÉNIE INFORMATIQUE
Dégagé O.M.
et connaissant de préférence :
- *Le PL1*
- La gestion de base de données DL1
- Le moniteur de télétraitement C.I.C.S.

Possibilités d'évolution de carrière

Ecr. avec C.V., prét., n° 74.053 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

STE METALLURGIQUE
Groupe PUK, siège social CRETEIL-L'ECHAT
recherche

AGENT COMMERCIAL EXPORTATION
- Prise en charge secteur géographique ;
- anglais courant obligatoire, allemand apprécié ;
- expérience exportation nécessaire ;
- *déplacements* 25 % *temps* travail.

Adresser C.V. à Direction du Personnel CUIVRE ET ALLIAGES 9/11, rue Georges-Enesco 94008 CRETEIL Cedex

---

Impte entreprise T.P. rech. COMPTABLE CADRE-D.E.C.S. ou BP. Connaissances audit. comptable appréciées - 297-49-95

ANNONCES CLASSÉES

offres d'emploi

URGENT
Cabinet d'Audit et d'expertise comptable recherche
AUDITEURS CONFIRMES
(3 ans minimum)
D.E.C.S. min. libre rapidement bonne formation générale pour mission d'audit comptable et de procédure et animation de séminaires excellente ambiance de travail.
Ecr. avec C.V. détaillé · prét. et délai à
GRAMET MAHUM
174, rue de Courcelles 75017 PARIS.

STAGE REMUNERE D'ANALYSTES-PROGRAMM.
— Jeunes demandeurs d'emploi (moins de 26 ans). titulaires du baccalauréat
— Bénéficiaires ASSEDIC
— Congés formation
STAGE REMUNERE (RECONVERSION D'AGENTS DE MAITRISE)
— Bénéficiaires ASSEDIC
Inscriptions : écrire avec curriculum vitae avant le 15-10-80 à GRETA 92 CENTRE 64, rue G.-Sand, 92501 RUEIL CEDEX. Recrutem. : tests et entretien.

P.M.I. PARIS-10e recherche
ADJOINT A INGÉNIEUR
Niveau BTS fabrication mécanique ou INGENIEUR SUDRIA, VIOLET, etc.
30 ans minimum, quelques années d'expérience.
Anglais technique nécessaire
Connaissances mécaniques schémas électriques et pneumatiques.
Sa mission comportera la gestion technique des dossiers commandes, calculs, lancements, suivis des fabrications, mises en route, quelques déplacements France et Etranger courte durée
EMPLOI STABLE
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ETS GATTEGNO, 38, quai de Jemmapes 75010 PARIS.

ATP ou INGÉNIEURS
ELECTROMECANICIENS BILINGUE ALLEMAND
ING. ÉLECTRONIC
INFORMATICIENS
Ecrire SOPRAS, 100, bd Voltaire-11e ou 355-36-69

Société de V C P PARIS
recherche
RESPONSABLES DE PRODUITS
Ils devront :
- Calculer la rentabilité commerciale et financière ;
- Proposer des actions publicitaires ;
- Assurer la mise en œuvre et contrôler la bonne exécution des programmes décidés.

Diplômes : Licence ès-sciences économiques, Sciences Po, Ecole de Commerce ou équivalent.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions, sous no 49070 :
HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Importante Entreprise T.P. Banlieue OUEST (R.E.R.) recherche pour son siège
INGÉNIEUR ESTIMATEUR
QUALIFIE
pour études de prix génie civil travaux étranger.
Environ 10 ans d'expérience.
Anglais et Espagnol indispensables.
Ecr. av. C.V., photo, prétent. ss no 49117 HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

Agence Publicité PALAIS-ROYAL recherche
CLAVISTE pour matériel
LINOTYPE CR. TRONIC
Poste stable
Téléphoner pour rendez-vous 260-37-17 P. 32

représent. offre

GALERIE D'ART
recherche
REPRÉSENTANT (H.F.)
pour estampes et tableaux
Tél. pr R.-V. 355-91-16, 15/16 h.

information divers

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous, avec ou sans diplômes. Pr les connaître, lisez la revue FRANCE-CARRIERES (C 16), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09 (doc. sur dem.).

capitaux ou proposit. com.

Société Immobilière Paris (1er) rech. ASSOCIE pour extension. Téléphone 508-41-20.

COMMERÇANT, affaire saine, ch. urgent, pour 1 ou 2 ans, 40.000 F. Garantie immobilière. Téléphone (16-40) 82-23-87, le matin, de 9 h. 30 à 10 h. 30.

BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES, centre Paris en expansion - Parking - C.A. 3,5 M.F. - Affaire saine à céder 800.000 F. Ecr. no 73526, Contesse Publicité, 20, avenue Opéra, 75040 Paris cedex 01.

perdu-trouvé

PERDU
1er octobre, bague émeraude montée or
GROSSE RECOMPENSE.
705-61-65 et 296-23-66

secrétaires

secrétaire bilingue
français / néerlandais
Un important GROUPE DE PRESSE NÉERLANDAIS s'implantant à Paris recherche une secrétaire bilingue ayant acquis une excellente expérience dans une Agence de Publicité (ou ayant travaillé pour le même secteur).
Ses contacts, très fréquents notamment par téléphone avec les Pays-Bas, nécessitent une connaissance parfaite du Néerlandais. Elle dépendra du Directeur de l'Agence et sera très autonome.
Les dossiers de candidatures - sous réf. 2085 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
proche banlieue Sud, sortie autoroute du Sud, rech.
SECRÉTAIRE
pour Directeur recherche
anglais courant parlé et écrit indispensable.
Env. C.V. et prét. à SIPSY, 7, allée des Jachères, 94260 FRESNES.

LABORAT. de RECHERCHE HOPITAL NECKER cherche
DACTYLO
FRANÇAIS/ANGLAIS
bonne qualification, temps de travail et rémunération à débattre lors de l'interview
RENDEZ-VOUS 566-04-08

SOCIETE DE PRODUITS DE BEAUTE DE LUXE RENOM INTERNATIONAL PARIS-8e RECHERCHE POUR SON SERVICE EXPORT
STÉNODACTYLO
Trilingue Angl.-Esp.
Formation souhaitée BTS.
débutante à 3 ans d'expérience
Libre de suite.
Envoyer C.V. et photo sous réf. no T 022013 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

cours et leçons

Elève ingénieur propose cours maths, physique, préparation bac + concours. Tél. 522-11-80

Américaine, prof. angl. qualif. donne cours de langue tous niv. pour part. et groupes. Tél. 736-08-05

formation professionnelle

JEUNES DIPLOMÉS (Bac + 3 ans)
FEMMES CHEFS DE FAMILLE
à la recherche d'un premier emploi
L'UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE
vous propose deux stages rémunérés par l'Etat
COMMERCE INTERNATIONAL
ASSISTANTS ACHETEURS
Début des stages :
3 novembre 1980 - 12 novembre 1980.
Durée :
4 mois et demi, temps plein.
Renseignements :
Service Education Permanente.
UNIVERSITE PARIS - DAUPHINE
pl. du Mal-de-Lattre-de-Tassigny - 75776 PARIS
Tél. : 505-14-10. Postes 22.47 et 24.76.

L'immobilier

appartements vente

appartem. vente

1er arrdt.

PALAIS-ROYAL
Ds petit immeuble, charme, asc. 6 appts de 2 et 3 P. restaurés et aménagés - 261-06-50.

2e arrdt.

UN PLACEMENT OR
12.000 par an 115.000 F
Studio caractère tout meublé, cuis., douche, w.-c. - 805-58-70.

OPÉRA
Studios, 2 et 3 P. aménagés, dans bel imm. restauré calme, soleil, asc. - 261-16-50.

4e arrdt.

QUINCAMPOIX - ORIGINAL
DUPLEX 200 M2, luxe, boiseries TERRASSE + Studio
DORESSAY - 548-43-94

Sur PIAZZA BEAUBOURG
face Centre Pompidou
Luxueux 4-5 pièces
150 m2 + parking
Immeuble façade classée
Livraison immédiate
OFIBA - TEL. 296-53-07

5e arrdt.

Panthéon Mouffetard
très beau 2 P. caract., verdure, gd stand. 630.000 F - 745-05-20.

BD ST-GERMAIN (Près)
Gd double living + 2 chbres, -2 bains, REFAIT NEUF, immeuble caractère, 118 M2. Prix 950.000 F - 280-26-23.

6e arrdt.

ODEON, imm. LOUIS XIII, appt + dépend. 140 m2 seul à l'étage, en PARFAIT ETAT 12.000 F le m2. 705-31-13

RUE DE SEVRES (près) Imm. pierres de t. BEAU 3 P. ENTREE. CUIS. BAINS. CHFF CENTR. Refait neuf, 575.000 F. URGENT. - 325-75-42.

61, r. Monsieur-le-Prince
Plein soleil, 55 m2, 4e étage.
A AMENAGER.
MERCREDI 8 de 13 à 16 h.

LUXEMBOURG Calme absolu
MAISON PARTICULIERE
Jardin 100 m2 - 260-34-47

RUE DES BEAUX-ARTS
Très belle restauration, vue sur jardin, calme, très clair
Appts 3 à 5 P. - 261-16-50.

7e arrdt.

R. VALADON, rez-de-ch. beau studio, cuis., bains. GARBI - 567-22-88

SUR CHAMP DE MARS
Imm. gd standing, 4e étage luxueux appart. décoré 170 m2 environ, 2 bains, 2 chambres service.
261-84-52 (heures bureau)

8e arrdt.

ELYSEE Elégant STUDIO, environ 42 m2, superéquipé, etage élevé, plein soleil. Prof. libérale autorisée. H. LE CLAIR - 359-69-36

9e arrdt.

9e, Pierre de T., asc., tt cft 155 m2+ gd balcon, 2e étage sur rue. 900.000 F. - 878-19-12

10e arrdt.

EXCEPTIONNEL
Part. vd appartement gd stand. dernier étage, imm. récent, proche canal Saint-Martin, vue sur site classé, plein soleil, gde réception, 5 chambres, 2 bains, lingerie. Prix 1.500.000 F.
Sur R.-V., Tél. : 202-24-22 ou heures bureaux : 878-70-60.

RÉPUBLIQUE
Imm. Napoléon-III, appt 120 m2, 2e étage, prestations de qualité + chambre service et cave. Visite sur place mercredi 8 octobre - Tél. 607-04-11.

11e arrdt.

Mo Ph. AUGUSTE récent sur jardin, beau 5 P., entrée, cuis., w.-c., s. de bains + d'eau dressing box, loggia + terras. 1.020.000 F. 346-63-85

BASTILLE Diverses surfaces à aménager (40 - 71 - 135 m2, etc.) Immeuble rénové - 272-40-19

12e arrdt.

BEL-AIR RAVISSANT 60 M2 MODERNE, SOLEIL
Prix 380.000 F. - 320-73-37.

13e arrdt.

13e Appt impeccable 2 pièces princ., tt cft, 15e ét., park., 42 m2 envir. 280.000 F. 563-55-89.

14e arrdt.

MONTPARNASSE directement dans très belle restauration très beau duplex (liv. + 1 ou 2 ch.) caractère luxueusement équipé, 4e et 5e ét. avec asc. Interphone vidéo, marb., chemin. EUROVIM PROPRIETAIRE : 555-92-72

14e DENFERT - 354-95-10
VILLA 300 M2, 9 P. Dans PARC
RARE - CALME - Parking.

15e arrdt.

PTE DE VERSAILLES
(près) - GRANDE RECEPTION + 2 chambres - TERRASSE, cave, parking - 720-96-55.

16e arrdt.

16e SUD, très bel imm. récent, appt 5 Pces, 120 m2. 1.210.000 F. Orpi. 288-27-45

ENSOLEILLE CALME
Belle récept., 5 chbres, 3 s. de bns. Prof. libér. Px intéressant. Tél. 551-68-39 de 8 h. à 12 h.

AV. HENRI-MARTIN
gde récept., 3 chbres, 3 bains, soleil, imm. lux. 355-70-31

TROCADERO Immeub. moderne 5e ét. Vue dégagée, dble liv., 3 chbres, 2 bains, chbre de personnel, garage. - 705-24-10

O.R.T.F. METRO · RANELAGH
Imm. récent tt confort, garage
SEJOUR + 3 CHAMBRES
cuisine, bains, chambre service
7.600 F LE M2 rez-de-jardin
11, rue de Boulainvilliers
Mardi, mercredi, 14 à 17 h.

XVIe AUTEUIL
DANS IMMEUBLE RECENT
3e étage, ASCENSEUR, BALCON
GRAND 5 PIECES CONFORT 3 bains
+ STUDIO DE SERVICE
PRIX 1.550.000 F
Me voir MARDI de 14 à 18 h :
22, RUE LA FONTAINE ou Tél. 723-91-28

PLACE MEXICO (près) 235 m2
4e étage, gd balcon, 2 récept., 4 chbres, 2 chbres de service. Prix 2.000.000 F - 603-27-51.

AUTEUIL
TRES BEL IMM. BOURGEOIS
5 PIÈCES 145 M2
cuisine, 2 BAINS, MOQUETTE REFAIT NEUF + JARD. PRIVATIF + chbre serv.
PRIX 1.355.000 F
Mardi, mercredi, 14 à 18 h :
55, BOUL. MURAT ou TEL. 723-96-05

17e arrdt.

ROME très beau studio 30 m2, 2e étage, clair. GARBI. - 567-22-88

BATIGNOLLES (17e)
5 P., bains, 132 m2, 2e étage. Prix 1.000.000 F. Parfait état. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05

55, Rue LAUGIER
Très beau STUDIO de Caractère **55 M2** (possibil. 2 Pces) poutres apparentes, clair, calme, asc. parfaitement rénové. 550.000 F Voir sur pl. mardi, mercredi, de 10 à 18 h. (6e ét. droite)

18e arrdt.

Butte Montmartre. Bel immeub. 55, rue Abbesses. 520-13-57 Grand studio, entrée, bains, w.-c., 35 m2, libre. 185.000 F. 12 h. à 14 h. Sam., dim., lundi

GUY-MOQUET, sur square, gd 4 p., tt cft, chff. cent., asc. terrasse. 760.000 F. 255-66-18

Sur BUTTE MONTMARTRE av. Junot, atelier + 3 chbres, tt cft, 1.400.0000 F. - 255-66-18

19e arrdt.

Quartier Buttes - Chaumont soleil, calme, 28, r. Ourcq
Appt 2 p., entrée, cuisine, w.-c., bains possib. Libre 160.000 F. Mitoyen 42 m2 occupé 115.000 F. Pavillon à rénover 175.000 F. 15 h. à 17 h., sam., dim., lundi

BUTTES-CHAUMONT R.-de-ch. s/jardin, très beau studio 42 m2. Merc.-jeudi, 14 à 18, 31, r. Cavendish.

20e arrdt.

GAMBETTA-SAINT-FARGEAU
Imm. bourgeois, asc. BEAU 3 p. ENTREE, CUIS., BAINS. REFAIT NEUF. - 275.000 F. URGENT. 325-77-33

91 - Essonne

Limeil-Brévannes 1 km du RER Appt 4 Pces 83 m2+loggia 8 m2 ds petite résid. calme très bon stand. 2e étage cuis. équip. nombr. rang., cave, park. s/sol par ascens. Px 380.000 F + CF 25.00 F. Tl. 569-37-78 h. repas.

YERRES. Part. vd cause mut. ds résid. standing F 4 récent traité luxe, double living, situat. et vue exceptionnelles, 91 m2 + 10 m2 terrasse. - 430.000 F. Tél. 948-44-66.

92 Hauts-de-Seine

SEVRES magnifique R.d.C. 110 m2 séj. dble 2/3 chbres, 2 bains, jard. privatif 240 m2. Imm. récent. GARBI 567-22-88.

NEUILLY Ile de la Jatte ds bel imm. 1977 s/jard. au 5e ét. b. 2 Pces. 48 m2, ayant vues directes s.Seine et La Défense PASTEYER, 266-35-84 le matin.

VENTE PAR NOTAIRE
BOULOGNE - Charmant rez-de-jardin, séjour + chambre, confort, bon état. 210.000 F. Mercredi 8, de 14 à 16 h : 177, rue Gallieni

Province

Centre ville Tours (37) magnif. appt. ds imm. 3 t. tr. gd séj. mezzan., 5 chbres. Gd conf., chem., poutres appar., ensol. calme. 180 m2 à 4.500 F plus gar. et parking privés. Tél. (16-47) 54-07-82.

Immobilier (information)

Achat d'un appartement ?
Logez-vous ce nom dans la tête
INFORMATION LOGEMENT
Information Logement :
- Dispose de renseignements sur des milliers d'appartements et de pavillons neufs à l'achat en région parisienne.
- Vous permet de sélectionner, au cours d'un entretien avec un conseiller, les programmes correspondant à vos désirs comme à vos moyens.

INFORMATION LOGEMENT 525.25.25 Un service gratuit, sur rendez-vous
Centre Etoile 49, avenue Kléber 75116 PARIS **Centre Nation** 45, cours de Vincennes 75020 PARIS
Information Logement, service gratuit créé par la Compagnie Bancaire et auquel la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Caisse Centrale des Banques Populaires, la Chambre Syndicale des Promoteurs-Constructeurs de l'Ile de France, la Fédération Parisienne du Bâtiment, la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat, la MGEN, la Mutuelle Générale des PTT, l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction, apportent leur concours.
Publiscope

appartem. achat

Jean Feuillade, 64, av. de la Motte-Piquet-15e. 566-00-75 rech. Paris-15e et 7e pour 75 bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

Nous recherchons pour notre clientèle Appts 1 à 4 pièces FAIRE OFFRES au 575-16-14

RECH. appts 2 à 4 Pces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Téléph. : 873-23-55, m. le soir.

JE RECH. 80 A 150 M2 7e, 8e, 16e, 17e, NEUILLY 563-83-55 ou 563-55-89.

SUR 16e, 15e OU BOULOGNE recherche APPTS 2 à 5 Pces. O.R.P.I. - Téléphone 288-27-45.

VENDEZ rapidement votre Appt à clientèle choisie 8e - 16e - 17e - Neuilly - Rive gauche. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05

ACHÈTE CPT PARIS
1 à 3 pièces avec ou sans travx Mme LEULIER : 261-68-81, ou le soir : 900-84-25.

immeubles

SAINT-MAURICE
A VENDRE EN TOTALITE IMMEUBLE ancien comprenant 3 boutiques, loyer 69.000 F. par an et 2 ETAGES D'HABITATION LIBRES SUR 323 M2 + 2 logements occupés et combles transformables.
Px 1.700.000 francs 227-22-62

hôtels-partic.

RANELAGH EXCEPTIONNEL HOTEL PARTICULIER
Réception, 5 chambres, 3 bains. Terrasse - Jard. PARF. ÉTAT. FRANK ARTHUR - 562-01-69.

locations non meublées Offre

Paris

Porte Dorée, 12e, part. loue meublé o union, calme, ensoleil. gr 4 p. duplex 105 m2 + 50 m2 terrasse plantée + cave + gar. 3.500 F + ch. Tél. ap. 20 h. au 345-31-77.

BOUL. ST-GERMAIN-ODEON, élégant 6 Pces, poss. prof. lib. 8.500 F + ch. Tél. : 704-88-18.

ST-GEORGES rue d'Aumale Beau 5 pièces, calme, soleil, 4.800 F. 526-46-75

PARIS EST
93 BAGNOLET
SANS COMMISSION
3 PIECES 67 m2, loyer de 1.415 à 1.447 F. charges 696 F.
4 PIECES 78 m2, loyer de 1.474 à 1.673 F. charges 857 F.
5 PIECES 96 m2 loyer de 1.685 F à 1.797 F charges 857 F.
Parkings sous immeuble inclus
S'adresser de 9 à 12 h au Bureau de Gérance du lundi au vendredi :
LES PARCS DE LA NOUE
1 à 13, rue de la Noue, Bagnolet - Tél. 858-02-31
Métro Gallieni
Bus 78 et 101 N

PARIS 19e
Métro : Place-des-Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
3 PIECES 62 m2, loyer 1.810 F.
charges 681 F. parking 177 F.
charges 485 F. parking 177 F.
4-5 PIECES 87 m2, loyer 2.240 F
S'adresser au Régisseur : 25-29, rue des Lilas, Paris
Tél. 202-05-88
de 9 à 12 h et de 14 à 17 h.

Région parisienne

VILLENEUVE-LA-GARENNE
SANS COMMISSION
Immeuble récent confort
4 PIECES 83 m2, loyer 1.483 F. charges 539 F.
Tél. pour R.-V. Heures bureau **794-60-49**

Province

BRETAGNE
entre Dinan et St-Malo, à louer ferme restaurée av. dépendances et 3 ha de prairie et bois.
S'adresser à Me Blancard : téléph. 16 (99) 73-90-16

locations non meublées Demande

Paris

URGT PARTICULIER cherche 4 PIECES dans 3e ou 11e arrdt. Loyer 2.500 F p. mois environ. Tél. : 357-42-23 toutes heures.

AMBASSADE cherche LOCATION HOTEL PARTICULIER à NEUILLY ou 16e ARRDT. Ecr. no 6.999 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 5 ans. Tél. 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

EMBASSY-SERVICE recherche pour LOCATION ou ACHAT du studio au 6 pièces Paris et villa en banlieue Ouest. 8, av. Messine-8e. 562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing. 4 P. et plus. — 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades. Tél. : 705-54-78.

fonds de commerce

NICE SERIGRAPHIE
C.A. 2.000.000 excellente rentabilité.
Clientèle industrielle.
Ecr. HAVAS B.P. 346 - 06072 Nice Cedex Réf. 0421.

Proche MONTPELLIER garage station-service. Fonds murs et équipement 1.550.000 F. Ecr. Agence du Coulazou 34660 Cournonterral Tél. (67) 85-03-64.

LIBRAIRIE-PAPETERIE-CADEAUX avec logement ARTEMARE (01510) Belle affaire en pleine expansion. Tél. (79) 87-32-71

Vds crêperie, bord de mer Loire-Atlantique, murs et fond superficie 90 m2 Prix 90.000 F. Tél. le matin de 9 h. 30 à 10 h. 30 au : (16-40) 82-23-87

GRENOBLE (Isère)
FONDS DE COMMERCE
— Prêt-à-porter féminin.
— Prêt-à-porter enfants.
— Puériculture.
— Bonneterie (hom. et enf.).
— Sous-vêtements, pulls, chemiserie, chaussants.
Très bon chiffre d'affaires.
AGENCE ANDREOLETY
32, avenue Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble. T. (76) 47-11-36.

bureaux

AV FRANKLIN-ROOSEVELT BURX MEUBLES - SIEGE de Stes av. Secrétariat, tél., télex, etc. ACTE S.A. 261-80-88 +

BASTILLE Pptaire loue direct. 1.600 m2 impeccables bail neuf loyer 800.000/an 563-83-33.

VOTRE SIEGE A PARIS de 80 à 250 F par mois CONSTITUTION DE STES G E I C A 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e Tél. : 296-41-12 +

8e PROPRIETAIRE LOUE 1 ou plusieurs bureaux dans imm. bon stand. 563-17-27.

ROME Beaux 56 m2 4 bureaux 400.000 F. Clair. - 266-32-35.

ASPAC

NOGENT-SUR-MARNE
Limite. Dans imm. gd stand., 50 m2, à usage de bureaux ou profession libérale. 2.200 F mens. Téléph. 786-86-74.

ILE DE LA CITÉ
QUAI AUX FLEURS
pptaire vd directement burx libres en toute pplé 9 P. 200 m2 situation exceptionnelle vue sur Seine. Px 1.700.000 F TEL. 887-08-21

locaux commerciaux

A louer local neuf 1.150 m2 grand parking bordure R.N. aux portes d'ANNECY conv. SUPERMARCHE aliment. ou meuble, etc. emplacement 1er ordre. Ecrire HAVAS no 873 B.P. 304 ANNECY 74000.

ASNIÈRES 3' GARE
2 imm. cciaux libres. 1.365 m2 surf. développée sur 900 m2 terrain 3.500.000 Exclusivité Sovia. 954-68-00/963-70-43.

Boutiques

PLEIN CENTRE CANNES (06)
50 mètres de la Croisette
A VENDRE
Boutique prêt-à-porter, 45 m2. Ecr. M. CYRIL GUY, 6, rue du Commandant-André, CANNES. Téléphone : (16-93) 99-08-05.

Partic. ach. cpt boutique libre avec murs PARIS 637-39-95 heures repas

Les Halles-Beaubourg, rue des Lombards, emplacement top 1er ordre, murs libres tous commerces 180 m2 appt possible en plus. 723-78-11

viagers

Boulogne près Mo appt nf 40 m2 6e ét. Occupé 88.000 F 2.500 F rente. Lodel 355-00-44.

Recherche pour clientèle appt, pav. imm. Libre ou occupé ETUDE LODEL, 35, bd Voltaire-11e. 355-61-58. Expér. discrétion, conseils.

Société 8 yyeu., —
STE spécialiste VIAGERS
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Prix, indexation et garantie Etude gratuite, discrète

FONCIAL VIAGERS
19, boul. Malesherbes (8e). Tél. : 266-32-35. Spécialiste, 41 ans d'expérience. Etude gratuite - Rente indexée.

villas

La Celle-St-Cloud villa 160 m2, 70 m2 dépend. + gd garage, beau jard. 527-4

LE PERREUX CENTRE BELLE
VILLA 6 pièces princ., cft, parf. état, clair. Servitudes diverses. Jardin. - 566-41-38, matin.

HAUTS de FONTENAY-SOUS-BOIS
Belle villa indépend. 7 pièces, tt confort, vue, jard., garage. 760.000 F. - Tél. 374 03-39.

BOURG-LA-REINE
limite Sceaux proche centre RER lycées s./terrain 480 m2 gde maison bourgeoise 210 m2 habitable séj. dble bur grande cuis. 4 chbres lingerie s. de bains, salle d'eau ss-sol total, chauff. central mazout, garage, 1.350.000 F. ERBE 663-71-01.

pavillons

CUSTINE
Immeuble pierre de taille
APPARTEMENTS OCCUPES

2 P.,	4e étage	80.000 F
3 P.,	2e étage	122.000 F
3 P.,	4e étage	153.000 F

281-27-59

Terrain, pavillon 1979 de plain-pied, sur sous-sol avec garage, Séj. 38 m2, cheminée, 3 chambres, 2 bains + gren. aménag. Prix : 650.000 F. Téléph. : 826-88-46 et 826-10-80.

SARTROUVILLE
Rue calme, 5' gare, séj. triple, 5 chbres - 568.000 F. CRED. POSSIBLE - 911-19-11.

terrains

BEAULIEU-SUR-LOIRE (45)
DANS ZONE PROTÉGÉE
(VIGNES)
Particulier vend terrain à bâtir 2.000 m2. Façade 24 m. Eau sur terrain. Electricité très proche. Prix 70.000 F
Tél. le soir après 19 h. 30 528-05-05

SUD ARDÈCHE
LES VANS
au cœur d'une région très touristique
BEAU TERRAIN 17 ha viabilité à proximité. Poss. constr. 35.000 m2 indiv., isolé, groupe. Faire offre de prix
C. BRANCHE, 79, r. Chevreul 69007 Lyon. T. (78) 57-05-66 (Heures repas).

maisons de campagne

Part. à part. cherche acheter, maison bon état (cuis., séjour, 2 chbres, salle de bains) 700 m2 terr (ou +) ds bourg (ou sortie) avec transports (SNCF, cars) en Touraine ou Val de Loire, Loiret, Normandie, 180.000 maximum. Faire offre détaillée, M. Herbet, 7, r. César-Franck, 91120 Palaiseau.

EYNE, près Font-Romeu. Maison rénov., 3 niv. séj., cuis. 37 m2, 3 ch., s.d.b., grange, 280.000 F. Agences s'abstenir. Téléphone 16 (1) 660-72-77.

A vendre Auxi-le-Château mais. 6 pièces avec terrain pr garage + maison 4 pces. Px intéres. Tél. Tavernier 16 (22) 42-30-23.

Agréable maison : habitable ss travaux, s/800 m2, 6 km, gare de Gournay-en-Bray. Prix int. Part. à part. 449-07-97.

RÉGION VENDOME
150 km PARIS
dans petite ville tous commerces, docteur, pharmacien
MAISON BOURGEOISE
entrée, cuis., bur., séjour salon, w.-c., 1er ét. : 3 chbres, salle de bains, grenier, cave, chf. centr. fuel, 1.388 m2, terrain environ en bord de rivière. Prix 330.000 F.
AG. IND. VENDOMOIS
41100 VENDOME
Tél. (54) 77-35-91.

A vendre dans joli petit village du Gard « POULX », grande maison ancienne avec voûtes. 250.000 F àdébattre. Tél. (16-90) 98-35-97 à partir à partir 20 hres

maisons individuelles

BOULOGNE (92) agréable mais. plein sud, dble living, 6 ch. gar. petit jardin, bon état. Tél. 604-53-94.

propriétés

St-Germain, 200 m2 + maison gardien + dépendances, ds tr. beau jardin. Tél. 527-46-98.

MARSEILLE (14 km) 24 ha gde bastide, bâtiments anciens, bois, vignes, cult., environnem. intact. GOUIN, 589-64-96.

TOURAINE
Bord de Loire, 180 km Paris belle propriété, 2 pces tout cft. ENTIEREMENT RESTAUREE Joli parc 4 ha 50, clos. Rare : 1.050.000 F. Tél. 532-66-10.

NEUVE 220 m2, PRES ENGHIEN, VILLA séjour, 6 chbres, 3 bains + sous-sol, garage, jard. Tél. 261-43-44.

PPTÉ D'EXCEPTION
10 mn Pont-de-Sèvres
500 m2 habitables - Piscine - Sauna - Terrain 5.000 m2 - Vue unique - 720-22-33.

L'ISLE-ADAM-PARMAIN
Belle propriété style anglo-normand, bord de l'Oise, 5 p. principales, parfait état, sur parc 3.500 m. — Tél. : 742-92-90

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
BORD. FORET. VUE S/SEINE. Ppté except. 2 maisons 600 m2. TENNIS - PARC 12.000 M2. FLEURUS. Téléph. : 222-80-88.

CLAMART - GARE
Belle maison bourgeoise
11 P. + nombreuses dépendances
CONSTRUCT. MEULIERE 1912 état parfait, toit neuf, garage 3 voitures - 1.000.000 F. ROCHE - 532-66-10

BOURGOGNE Site calme, jolie vue
Gde demeure 10 p., cft, cave, grenier, gar., appt gard. jardin 6.000 m2, 2 terras. Pr. Montceau. 700.000 F. - Tél. (1) 603-01-54.

chalets

MEGÈVE
DANS CHALET VD
BEL APPARTEMENT
6 pièces, terrasse, garage,
VUE MONT-BLANC
RENOVIM
5, rue Sabatier
58000 NEVERS
Tél. (16-86) 61-55-82.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

SPORTS

BOXE

BENES A JUSTIFIÉ SA RÉPUTATION

Marjan Benes est monté, lundi 6 octobre, sur le ring du stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, précédé d'une splendide jeune fille portant le drapeau yougoslave, et d'une réputation à faire dresser les cheveux sur la tête. Les deux Français qui avaient auparavant rencontré le champion d'Europe des super-welters, Gilbert Cohen et Alain Ruocco, étaient sortis de ses poings à l'état de loques sanguinolentes. Et le qualificatif d'assassin avait été lâché à son sujet.

Etrange personnage en vérité, que ce boxeur de nationalité yougoslave, âgé de vingt-neuf ans, qui est passé professionnel avec une licence autrichienne, qui est « managé » par un Allemand de l'Ouest, Willy Zeller, et entraîné par un Américain venu de Los Angeles, Henry Davis, qui a pour partenaire d'entraînement un Turc et qui s'entraîne à Berlin, où sa sœur, vêtue lundi d'une vertigineuse robe de mousseline blanche, tient une boîte de nuit. A son arrivée à Paris, il a fait savoir qu'il était poète à ses heures. Et trois défaites contre des seconds plans faisaient tache à son palmarès. Mais, dès qu'il eut enlevé son peignor, le public sut à quoi s'en tenir : ce buste d'écorcheur de bœufs et ce masque de joueur de poker expliquaient pleinement pourquoi, sur dix-neuf victoires, il en comptait onze par k.-o.

Que pouvait faire face à lui Georges Warusfel, le dernier poulain de « M. Jean », un styliste dont le visage quasiment intact après quarante et un combats professionnels était un témoignage de classe ? Faire illusion durant la première reprise, où il ne se passa absolument rien. Aussitôt après, Benes se mit en action. Ce ne fut pas à proprement parler du noble art, mais plutôt une entreprise de démolition. Le Yougoslave n'avait ni garde, ni jeu de jambes, ni sens de l'esquive. Il fixait le Français dans un coin et, bien en appui sur ses jambes écartées, cognait et cognait encore. Il ne touchait pas toujours, et parfois Warusfel lui filait entre les pattes. Mais, une à une, les défenses du Français s'effondraient : il fut compté *huit au deuxième round, son œil* droit se ferma au troisième round ; il fut à nouveau compté huit au quatrième round. Dès le début de la cinquième reprise, la pommette gauche du Français explosa, inondant de sang son visage et le buste de Benes. Le médecin de service arrêta sage*ment le combat.*

Marjan Benes regagnera Banja-Luka tranquille, il n'a pas fait mentir sa réputation. Georges Warusfel, les yeux pochés mais les poches lestées de quelque 50 000 francs, pourra penser sérieusement à sa reconversion comme régisseur des H.L.M. *d'Alfortville. Et Jean Bretonnel*, le promoteur de la soirée, devra trouver un autre candidat français au titre européen.

ALAIN GIRAUDO.

CARNET

Naissances

— **Christine Svea PACIOS-RIVERA,**
née à Saskatoon (Canada), le 17 juillet 1980.

Fiançailles

— M. et Mme Francis RIPERT,
M. et Mme Robert DOLBEAU,
ont l'honneur de faire part des fiançailles de leurs enfants.

**Thérèse
et
Olivier.**

Lou Grand Secadou,
Traverse Lignotte,
13600 La Ciotat.

121, rue de la Pompe,
75016 Paris.
Villa Courcelles, Chantilly.
Casablanca (Maroc).

Décès

— M. Jean Barrier,
M. et Mme Georges-Henri Martin,
Mme Jacqueline Zbinden,
M. Christophe Martin,
Mlle Laurence Zbinden,
M. et Mme Jacques Vinay et leurs enfants,
M. et Mme Georges Breuillac et leurs enfants,
Ainsi que les familles, parentes et amies,
ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Jeanne BARRIER,
leur épouse, mère, belle-mère, grand-mère, cousine, parente et amie, enlevée à leur tendre affection le 25 septembre 1980.

Le service, suivi de l'inhumation au cimetière de Collonge-Bellerive, canton de Genève (Suisse), a été célébré le 29 septembre 1980.

1, rue de Belgrade, 75007 Paris.
La Collongette,
16, chemin du Milieu,
1245 Collonge-Bellerive,
Canton de Genève (Suisse).

— Le docteur J.-P. Bourdarias et son fils Vincent,
M. et Mme G. Allard,
M. et Mme L. Blondel, Patrick et Catherine Folloroux,
ses enfants,
M. et Mme J. Allard,
M. et Mme J.-L. Nicolas et leur fils,
M. et Mme G. Allard et leurs enfants,
M. et Mme J. Revenu et leurs enfants,
Le général et Mme A. Bourdarias,
Le docteur H. Bourdarias et ses fils,
M. et Mme Sarallier et leur fille,
Les familles Bourdarias, Dumont, Allard et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme J.-P. BOURDARIAS,
née Jacqueline Allard,
survenu le 5 octobre.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Garches le jeudi 9 octobre, à 14 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Les Tilleuls,
78150 Parc de Rocquencourt.

— Le *président* et le *conseil* d'administration de la société Lecleur S.A. ont le regret de faire part du décès de

M. Jean GASTON-BRETON,
administrateur de Lecleur S.A.
et président de chambre honoraire au tribunal de commerce de la Seine,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 octobre 1980, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 8 octobre, à 16 h. 15, en l'église d'Ury (Seine-et-Marne).

— M. et Mme Marc Ullmann et leurs enfants,
M. et Mme Louis Sorrel-Dejerine et leurs fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Michèle de BRUNHOFF,
née Le Roy,
le 5 octobre 1980, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses auront *lieu jeudi 9 octobre, à 8 h. 30, en* l'église Sainte-Clotilde.

16, rue de la Grange-Batelière,
75009 Paris.
83, rue de Lille, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Charles DESOLNEUX,
née Berthe Gérand,
survenu le 26 septembre 1980, à *Saint-Cyr-sur-Mer, dans sa cent* unième année.

Les obsèques ont été célébrées à Montgeron, dans l'intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jean DUFAUR,
née Marguerite Thoneсny,
survenu le 29 septembre à Amiens.

De la part de M. Jean Dufaur, son époux, ses enfants et petits-enfants.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 2 octobre 1980 à Amiens.

13, rue Gresset, 80000 Amiens.

— Mme Maurice Durand,
Mlle Marie-Laure Durand,
Mme Julien Durand,
Toute sa famille,
ses amis et collaborateurs (Centre médico-chirurgical Foch et hôpital Broussais),
ont la douleur de faire part de la mort du

docteur Maurice DURAND,
cardiologue,
rappelé à Dieu le 6 octobre 1980, après une courte maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 octobre 1980, à 14 h., en l'église Saint-Ferdinand des Ternes (27, rue d'Armaillé, Paris-17e), sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

19, avenue Mac-Mahon,
75017 Paris.

— Nous apprenons le décès de
Mme Marcelle HILSUM,
ancienne directrice
des Editions Hier et Aujourd'hui, survenu le 4 octobre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

[Ayant adhéré au parti communiste en 1934, Marcelle Hilsum avait dirigé le journal « Mon camarade », édité par la Fédération des enfants ouvriers et paysans, et elle avait été chargée, pendant l'occupation, de la liaison entre la direction du P.C. et les militants emprisonnés.]

— *Mme André Roche* et la famille,
Le conseil municipal de Vanves,
Le conseil général des Hauts-de-Seine,
Le personnel communal et ses nombreux amis,
font part du décès de

M. André ROCHE,
chevalier de la Légion d'honneur,
maire de Vanves,
vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine,

survenu le samedi 4 octobre 1980, dans sa soixante-septième année.

L'hommage public sera rendu à la mairie de Vanves, le mercredi 8 octobre 1980, de 10 heures à 15 h. 30, suivi de la cérémonie religieuse en l'église Saint-Rémy, place de la République, 92170 Vanves, à 16 h.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 29 octobre 1913 à Malakoff (Hauts-de-Seine), M. André Roche, chef comptable, avait été élu en 1947 conseiller municipal de Vanves, comme candidat gaulliste. Réélu sans interruption depuis, il était devenu *maire* en 1965. Il était inscrit au R.P.R. Elu conseiller *général des Hauts-de-Seine en 1967*. Il était vice-président de l'assemblée départementale.]

— M. René Vernières,
M. et Mme Jean-Claude Vernières et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Vernières et leurs enfants,
M. François Vernières,
Les familles Calvet et Kriegel,
Et le personnel de la Société Durer,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René VERNIERES.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 4 octobre 1980.

Erratum

— Dans l'avis de décès de
M. Fernand PONCELET,
il fallait lire :
De la part de M. Paul Poncelet, son fils, et non son frère.

Remerciements

— Mme Henri Vicaire,
M. et Mme Olivier Franc,
M. et Mme Antoine Dyèvre,
M. et Mme André Escarra,
Et toute la famille,
très touchés par les témoignages de sympathie qui leur ont été adressés à l'occasion du décès de

Henri VICAIRE,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Il y a sept ans,
Didier ILLOUZ
était victime d'un accident.
Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a cinq ans mourait brutalement
Lucien NEUGNOT,
agrégé de l'Université.
Une pensée est demandée à ceux qui l'ont estimé et aimé.
20, rue Nicolas-Berthot, Dijon.

— Le 8 octobre, pour le cinquième anniversaire du décès de
Gilbert SPIRE,
une pensée est demandée à ceux qui ne l'ont pas oublié.

— En souvenir de
Berto TAUBERT,
artiste peintre,
disparu le 8 octobre 1974, sa fille, sa famille, demandent une pensée émue à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le jeudi 9 octobre, à 18 h. 30, à l'église Saint-Pierre de Chaillot (chapelle Jean XXIII), entrée 30, rue de Chaillot, à la mémoire de
M. Marcel BOURCIER,
décédé le 11 septembre 1980.

— La comtesse Vincent d'Entrèves,
M. et Mme François Maubert et leurs enfants,
Alain et Geneviève,
M. Jacques G. Ozanne,
feront célébrer une messe à la mémoire du

**comte
Vincent PASSERIN d'ENTREVES
et COURMAYEUR,**

en l'église Saint-Philippe du Roule (Paris-8e), sa paroisse, le vendredi 10 octobre 1980, à 11 heures.

Vous pourrez, à cette occasion, vous unir à eux par la prière.

— Le conseil d'administration,
La direction,
Et le personnel de V.A.P. d'Entrèves & Cie S.A.,
se réuniront pour une messe de huitaine, célébrée à la mémoire de leur président-directeur général, le

**comte
Vincent PASSERIN d'ENTREVES
et COURMAYEUR,**

récemment rappelé à Dieu, en sa paroisse Saint-Philippe du Roule (Paris-8e), le vendredi 10 octobre 1980, à 11 heures.

Tous ses amis qui le désirent pourront s'unir par la prière ce jour-là.

Commémorations

— Une cérémonie en mémoire des quatre mille cinq cents résistants fusillés par les nazis en 1940-1944 aura lieu le samedi 11 octobre, au fort du Mont-Valérien, à 15 heures (rassemblement à partir de 14 h. 30).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Messes anniversaires

— 8 octobre 1970-8 octobre 1980.
Pour le dixième anniversaire du décès accidentel de
**Philippe LE QUOY
et ses camarades,**
une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, *en union avec les messes qui seront* dites ce jour.

— Par suite des récents événements, la cérémonie en souvenir de
M. Louis UHRY,
prévue le 7 octobre, aura lieu le 9 octobre, à 13 heures, 44, rue de la Victoire.

Avis

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :
Henry Cordier est prié de contacter sa famille après décès de mère à Mieussy ou Grenoble.

Communications diverses

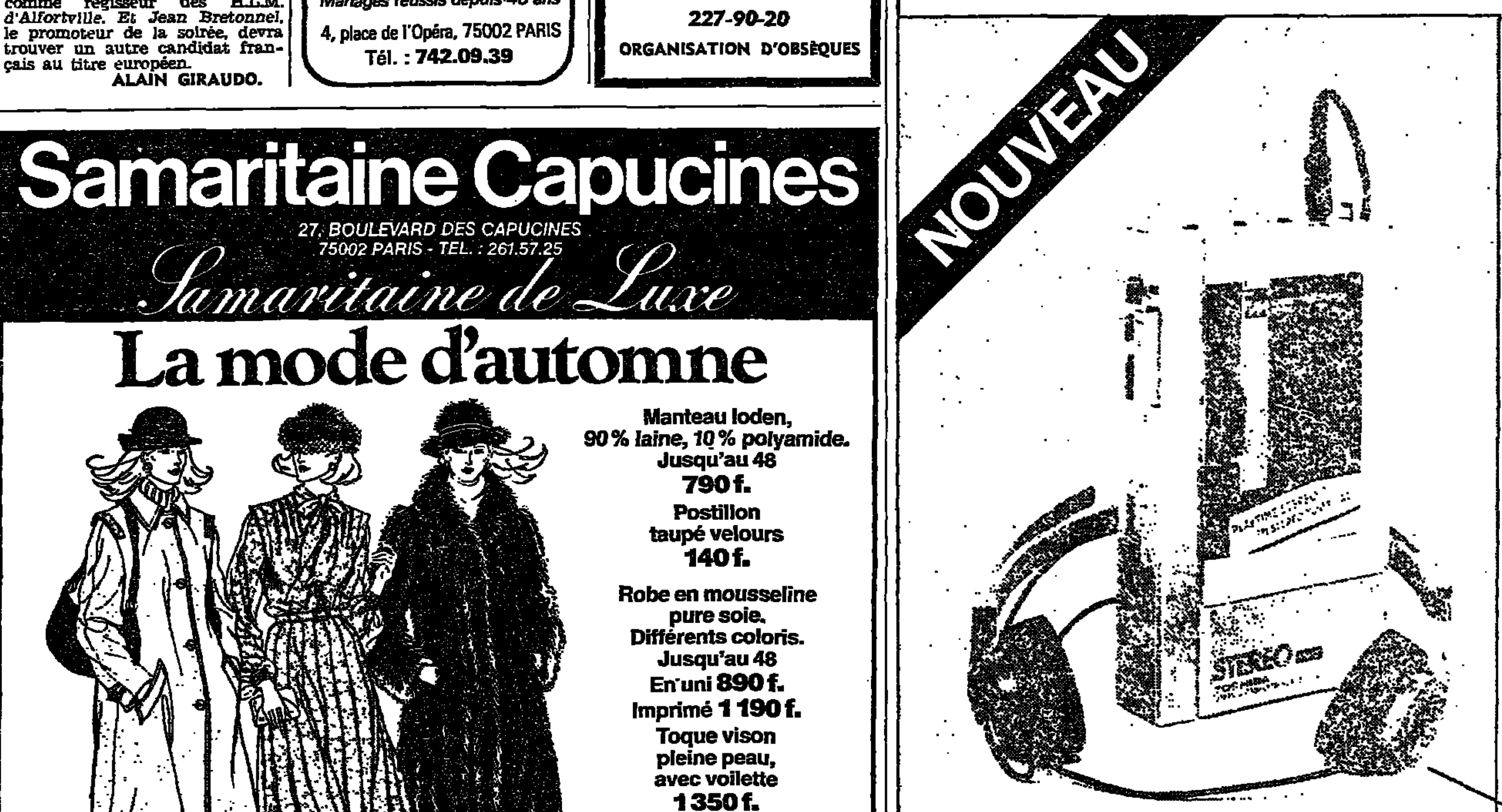
— Loge Saint-Jacques le Majeur, no 14. Mardi 21 octobre, à 19 h. 30, Ignace d'Antioche et Justin de Rome. Sur invitation. L.N.F., B.P. 81, 75160 Paris, Cedex 04. Envoi Charte Maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

— Le Club de modélisme nautique de Morancez (Eure-et-Loir) invite tous modélistes, bateaux, avions, trains, etc., à participer à l'exposition qui se déroulera les 8 et 9 novembre 1980.

Pour tous renseignements, contacter M. Desouches François, 5, rue de Genève, 28110 Lucé. Tél. : (37) 36-29-95.

— Les présidentes françaises des clubs Zonta International, qui regroupent des cadres féminins du monde entier, viennent de tenir à Tours leur réunion annuelle, sous la présidence de Me Dencausse Strub, coordinatrice. Elles ont adopté pour projet commun de service en 1981 et 1982 « L'eau pour le Sahel » ; les fonds réunis serviront à l'implantation de puits et à l'achat de pompes dans des villages de zones sahéliennes. Les bourses Earhart, destinées à de jeunes chercheuses en sciences rattachées à l'aérospatiale, demeurent aussi un service pilote du Zonta International.

— La messe de rentrée universitaire de l'Institut catholique de Paris sera concélébrée le mardi 21 octobre, à 18 heures, en l'église Saint-Joseph des Carmes. Mgr le cardinal Marty présidera la cérémonie et assurera l'homélie.



Le Monde

régions

LORRAINE

En passant par la forêt

Les atouts de la filière bois

Un réflexe entretenu depuis *des décennies veut que l'opinion* en général associe à Lorraine, les mots : charbon, aciéries, mines de fer, cristalleries. Voilà *sans doute des activités et des* matières premières essentielles, mais qui sait que les quatre départements lorrains (Vosges, *Meuse, Moselle et Meurthe-et-*Moselle) ont plus du tiers de leur superficie recouvert par la forêt (contre 26 % en moyenne en *France et 21 % dans l'Europe* des Neuf) ? La Lorraine se classe ainsi au premier rang des régions françaises pour la production de *bois feuillus (chêne, hêtre) et* au second pour les bois résineux (sapin, épicéa).

Une dépendance

Cinq cent quatre-vingt mille hectares de forêt feuillue, *260 000 hectares de résineux*, essentiellement dans le massif vosgien, voilà des chiffres « rassurants », au moment où les responsables économiques du pays cherchent par tous les moyens à réduire la dépendance française pour les sources d'énergie, les matières premières et les ressources naturelles.

Une dépendance qui — pour ce qui concerne le bois et les produits transformés — coûte très cher, puisqu'en 1980 le déficit de la balance commerciale a approché 9 milliards de francs.

Au chapitre de l'emploi, les entreprises lorraines travaillant directement ou indirectement le bois représentent une branche essentielle, puisqu'on dénombre dans les seules usines de transformation vingt-trois mille salariés (dont 45 % dans l'ameublement). Un secteur qui fait preuve de vitalité, puisque les effectifs ont progressé de 11,5 % entre 1973 et 1978.

On comprend dans ces conditions que les Lorrains fassent... flèche de tout bois pour développer ce qu'il est convenu d'appeler leur « filière bois », c'est-à-dire tout à la fois : la forêt à l'état brut, les activités liées à son exploitation et, enfin, les multiples branches diversifiées qu'elle engendre.

A Gondrecourt, dans la Meuse

L'usine de M. Antoine fait vivre le village

Gondrecourt-le-Château. — Il n'est que de remonter tranquillement le cours de l'Ornain, de Bar-le-Duc à Gondrecourt dans la Meuse, d'entendre dans chacun des villages traversés le cri strident des petites scieries artisanales pour comprendre que la forêt et le travail du bois sont une des principales activités de la région.

De hautes futaies, où le chêne le dispute au hêtre, s'enchaînent le long de la rivière pour former la forêt du Barrois qui, avec la vallée de la Meuse, fournit la majorité des emplois industriels. Si la métallurgie, le textile et l'habillement sont les activités les plus importantes, la forêt et l'industrie du bois occupent près de cinq mille personnes réparties dans cent soixante-dix-neuf entreprises dont soixante-cinq comptent plus de dix salariés.

Un enjeu important

Mais les 217 670 hectares de la forêt meusienne sont sous-exploités, voire mal exploités. Si on décidait de jouer à fond la carte de la « filière bois », si on décidait d'accélérer la conversion des taillis sous futaie et le remplacement des bois « mitraillés » pendant la guerre de 1914-1918, des études raisonnables indiquent que l'on pourrait créer de dix mille à quinze mille emplois supplémentaires. Autant dire que l'enjeu est important.

C'est bien ce qu'a compris, il y a déjà près de vingt ans, un ouvrier vosgien, Albert Antoine, qui décida alors de quitter son village *pour venir créer avec six associés* une entreprise artisanale de travail du bois à Gondrecourt-le-Château. En 1963, Meuse-Omni-Style fut donc *officiellement* constituée et comptait alors huit ouvriers associés.

Rapidement, la fabrique se développe et, en 1968, emploie plus de cent personnes. Albert Antoine décide alors de racheter un groupement de fabricants locaux en faillite, Universal Style, puis crée une filiale, Manufacture de meubles rustiques. L'entreprise rassemble ainsi, en 1976, trois cent

De notre envoyé spécial

vingt-huit personnes. Entre-temps, M. André Droicourt, maire de Gondrecourt, abandonne son poste de professeur d'allemand pour devenir directeur commercial de Meuse-Omni-Style. La société continue de progresser. De juillet 1976 à juillet 1977, trois nouvelles filiales sont créées : les Meubles haut-marnais à Chevillon, les sièges Euro-Style à Sampigny, la société B.H.P. à Andelot. Plutôt que de devoir batailler avec des concurrents, Albert Antoine préfère aider ses meilleurs ouvriers à s'installer.

Ceux-ci deviennent alors gérants indépendants des filiales et reçoivent l'assistance financière, technique, etc., de la maison mère. Ainsi, le marché est-il géré de *façon « bien comprise »*.

En outre, le groupe organise et complète ses productions. Il propose à sa clientèle, composée principalement de très gros grossistes, de gros tapissiers, de fabricants et de marchands de meubles, une gamme de produits, de style rustique, qui va de la table de chevet à l'imposante armoire Louis XIII.

Meuse-Omni-Style, et c'est là son caractère dominant, est une entreprise typiquement locale, qui met en valeur les ressources de la région. Pour 95 % le bois qu'elle achète vient soit directement de Gondrecourt, de la Meuse, des Vosges, de la Meurthe-et-Moselle ou encore de la Haute-Marne, le tout dans un rayon de 100 kilomètres.

Une réserve impressionnante

Les grumes sont acquises lors des ventes aux enchères départementales (Meuse-Omni-Style est le troisième acquéreur de Bar-le-Duc). Ces grumes de hêtre, de chêne, de merisier, sont alors traitées dans la scierie de l'usine — 10 000 mètres cubes sont sciés et transformés sur place chaque année, — puis entrent dans le circuit de production ou sont stockées. La fabrique possède d'ailleurs une réserve impressionnante de 10 000 à 15 000 mètres cubes qui lui assurerait une autonomie d'un an et demi.

Le bois est ensuite travaillé par des machines, cintré, tourné, poncé, sculpté, soit à la main — quatre-vingts sculpteurs travail*lent à la gouge — soit mécanique*ment. Il est ensuite monté, assemblé dans des bâtiments très rudimentaires, parpaings aggloe*mérés et sol de béton, chauffés* entièrement par une chaudière automatique alimentée par les déchets de fabrication. Ici, on *part* de l'arbre de la forêt d'à côté et on arrive à la chambre à coucher, tout simplement.

Chacun sait, à Gondrecourt, ce qu'il doit à « M. Antoine ». Quand il est arrivé là, il rappelle lui-même que *« l'on n'avait pas construit de maison neuve depuis cinquante ans. Il y avait à peine dix voitures au village. »* Aujourd'hui, Gondrecourt se développe rapidement. La population est passée de mille habitants en 1970 à mille cinq cents cette année. On entend bien continuer, *« pour ne pas finir comme dans la Creuse »*.

Une manne divine

Et la forêt prend figure de manne divine. En plus des emplois créés par Meuse-Omni-Style, on voit réapparaître les « affouagistes », qui ramassent le bois abandonné dans les forêts. *« Alors qu'ils n'étaient plus que quarante en 1965, ils sont maintenant plus de cent cinquante »*, souligne M. André Droicourt, maire souriant de Gondrecourt, appelé *désormais à de plus hautes charges*, puisqu'il est conseiller général, conseiller régional et suppléant du député (U.D.F.) de la *Meuse, M. Gérard Longuet.*

Cette carrière politique est à l'image du développement de Meuse-Omni-Style et montre ce que la Lorraine peut attendre de l'exploitation de la « filière bois ». Dans une conjoncture internationale difficile (la R.F.A., la Belgique et l'Italie, aidées par des subventions gouvernementales, décrochent les marchés à l'exportation), le métier de bûcheron a un réel avenir « industriel ». Encore faut-il que les pouvoirs publics en prennent conscience et s'aperçoivent qu'il y a là un moyen de conserver et de créer des emplois dans les zones rurales.

OLIVIER SCHMITT.

Dans les Vosges

Granges-sur-Vologne fait pousser les arbres de l'an 2000

De notre correspondant

Epinal. — Aux portes de Gérardmer, Granges-sur-Vologne, cité de trois mille habitants, est la commune forestière montagnarde modèle. Au cœur de la sapinière vosgienne où l'empereur Charlemagne venait se délasser en chassant le cerf et le sanglier, Granges-sur-Vologne offre à la forêt la moitié de son sol granitique. Des forêts sombres comme la robe des résineux qui la composent à près de 95 %. Ici et là, au milieu d'un vert soutenu, les hêtres forment des taches plus claires.

A Granges-sur-Vologne, la forêt communale couvre 402 hectares, la forêt privée 700 et la forêt domaniale 50. C'est une proportion que l'on retrouve dans nombre de communes avoisinantes.

« *Les 402 hectares*, explique M. Gérard Georges, le maire, *font partie de notre domaine depuis 1862 ; ils sont gérés par la subdivision O.N.F. de Bruyères, à laquelle nous sommes liés par une convention.* » Si l'O.N.F., sous la direction d'Yves Bastien, un jeune ingénieur barbu, est ébloui par ces bois, *« c'est nous qui payons »*, confirme M. Georges. Chaque année, la commune dépense 80 000 francs pour assurer la paye *d'un ouvrier forestier* à plein temps, ainsi que les frais relatifs aux plantations, au rajeunissement, à l'équipement routier et *touristique. A cela s'ajoute une* maison mise gratuitement à la disposition d'un agent technique.

« Ces 80 000 francs constituent une dépense rentable », ajoute M. René Jacques, l'adjoint au maire chargé de la forêt. Et d'expliquer : *« Chaque année, la forêt rapporte aux finances locales quelque 800 000 francs, le tiers de nos ressources. »* Autant que la taxe professionnelle versée par les deux usines textiles ou les impôts locaux. Grâce à cette manne, Granges-sur-Vologne peut s'équiper de façon somme toute assez ambitieuse. Prochaines réalisations : un C.E.S., un terrain de football et l'achèvement de l'assainissement. Ce trésor vert permet, en outre, de soulager les contribuables. L'augmentation des impôts locaux dépasse rarement 9 %, taux inférieur à celui de l'inflation, note M. Georges, qui souligne tout aussitôt le rôle « positif » de l'O.N.F.

M. Bastien a mis au point un projet de développement de la forêt de Granges pour les vingt-cinq prochaines années, de 1978 à 2003, et qui, déjà, porte ses fruits. Il y a quatre ans, les coupes ne rapportaient que 25 000 francs en moyenne. Aujourd'hui, avec un plan rationnel qui prévoit d'abattre chaque année environ 3 600 mètres cubes, *les choses ont bien changé. Non* seulement les ressources financières ont été multipliées par huit, mais encore la forêt se *transforme pour tendre*, vers l'an 2000, à une véritable célébrité.

Des sapins et des épicéas

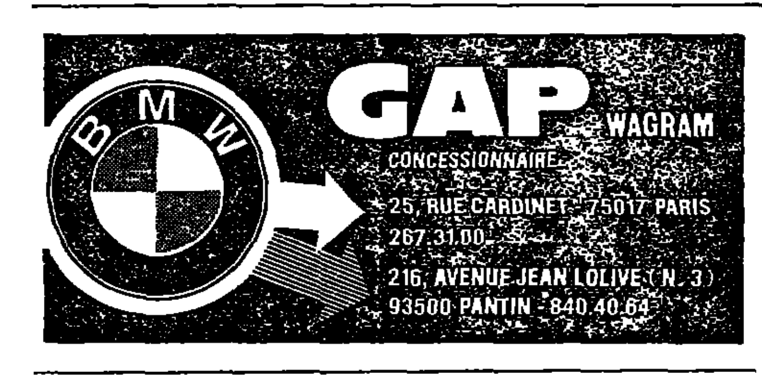
C'est ainsi que les pins qui poussent sur soixante hectares et ne se plaisent guère sur le sol granitique seront progressivement remplacés par des sapins et des épicéas. Pourcentage souhaité : 60 % pour les premiers, 40 % pour les seconds.

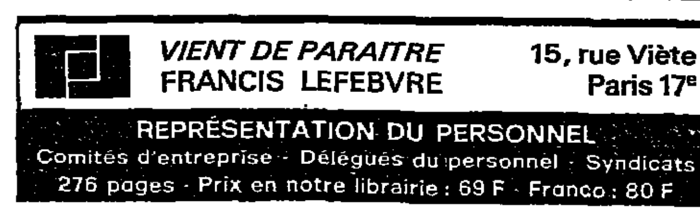
Premier objectif : rajeunir la forêt à raison de 80 hectares en vingt ans. Dans cent vingt ans, selon les estimations de M. Bastien, toute la forêt de Granges-sur-Vologne devrait être renouvelée et se composer, dans sa quasi-totalité, d'arbres d'un diamètre de 50 à 60 centimètres. Pour Granges-sur-Vologne, elle représentera alors un véritable patrimoine.

La municipalité ne souhaite pas qu'elle s'étende sur des terres que certains agriculteurs ont tendance à abandonner. *« Le seuil de boisement est ici optimum »*, remarque M. Bastien. Dans des vallées toutes proches, il atteint parfois 90 %. Il y a alors rupture d'équilibre écologique et, paradoxalement, la forêt n'en est peut-être pas bénéficiaire.

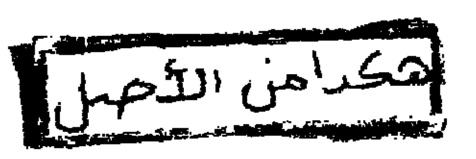
A Granges-sur-Vologne, la municipalité voit non seulement dans la forêt une source de revenus non négligeable, mais aussi un élément essentiel de la qualité de la vie. A preuve le retour des chamois, qui avaient déserté la région. *« Dommage que l'un d'eux ait été abattu à quelques pas de chez moi »*, soupire un habitant.

YVAN COLIN.









Le Monde

économie

ÉTRANGER

EN ITALIE

L'affrontement entre la direction de Fiat et les syndicats prend, plus que jamais, une valeur symbolique

De notre correspondant

Rome. — Les trois confédérations syndicales italiennes (C.G.I.L., à majorité communiste ; C.I.S.L., catholique ; et U.I.L., socialiste) ont lancé, pour le vendredi 10 octobre, un mot d'ordre de quatre heures de grève générale (une heure dans les transports et les écoles) en solidarité avec les travailleurs de la Fiat. Cette décision a été prise à l'unanimité, lundi, par la direction de la fédération unitaire (qui regroupe les trois confédérations) après que les dirigeants de la Fiat et le syndicat des métallurgistes aient échoué dans leur tentative de trouver un accord sur les 22 884 mises en chômage temporaire, du 6 octobre 1980 au 2 janvier 1981, décidées par l'entreprise et déjà entrées en application. Ce mardi 7 octobre, les partenaires sociaux devaient reprendre la négociation en présence du ministre du travail.

Seize millions de travailleurs en grève générale pendant une crise gouvernementale. C'est un fait sans précédent dans la péninsule à la mesure de l'enjeu qui oppose la Fiat, la plus grande entreprise privée italienne (cent quarante mille personnes employées dans le seul secteur automobile) et la F.L.M. (Fédération unitaire des métallurgistes), le *« fer de lance »* du mouvement syndical. *« L'attitude de la Fiat est une attaque générale contre les syndicats »*, a affirmé M. Lama, secrétaire général de la C.G.I.L., qui est convaincu que l'entreprise *« veut arriver à une transformation des rapports sociaux sur tous les lieux de travail »* et que le reste de la Confindustria (la fédération patronale) est prêt à en faire autant si la « ligne dure » de la Fiat se révèle efficace.

Si les confédérations syndicales, pendant la grève, concrétisent la solidarité avec les travailleurs de la Fiat, en lançant une souscription de 5 000 lires par personne, elles veulent aussi élargir le sens du mouvement et en faire un précédent contre tous les licenciements et les réductions de personnel dans les secteurs en crise et, notamment, dans le Mezzogiorno. Elles craignent, en effet, qu'on leur reproche de mieux défendre les travailleurs de la Fiat que les autres.

Les négociations sur la Fiat reprennent, ce mardi. Les positions des partenaires sociaux restent assez distantes. Au lendemain de la chute du cabinet de M. Cossiga, la Fiat avait annoncé la suspension jusqu'au 1er janvier des 14 469 licenciements annoncés. Mais, trois jours plus tard, elle communiquait à 22 884 travailleurs (dont près de 2 000 employés) leur mise en chômage temporaire jusqu'au 2 janvier (remboursé à 93 % par la « caisse d'intégration », une sorte de caisse d'assistance mutuelle).

La réaction des syndicats a été très vive, car ils considèrent qu'il s'agit *« de véritables listes de proscription »* de travailleurs destinés à un futur licenciement. Ils font remarquer que, parmi les personnes visées par cette mesure, il y a de nombreux délégués d'atelier et des militants syndicaux (45 %, soutiennent-ils, de la liste), beaucoup de femmes, de jeunes et même quelques handicapés. En somme, tous ceux dont l'entreprise voudrait se débarrasser, affirment-ils. La Fiat le nie et soutient, pour sa part, que la mise en chômage temporaire ne signifie pas nécessairement un futur licenciement. Reste qu'elle refuse de réintégrer les 22 884 salariés.

Les syndicats ne mettent pas en cause la nécessité de réduire sa production de 20 %, afin d'écouler des stocks excédentaires qui dépasse deux cent mille voitures. Mais ils veulent un chômage temporaire *« par rotation »* qui concernerait l'ensemble des soixante-dix-huit mille personnes employées dans les établissements de Turin, afin de ne pas diviser le mouvement, ce que la Fiat juge techniquement irréalisable.

La production est paralysée depuis vingt-quatre jours. Le mouvement s'était encore durci après l'annonce des mises en chômage temporaire. Jour et nuit, les piquets ont bloqué l'entrée et la sortie des marchandises. La Fiat a saisi la justice pour cette entrave illégale de la production. Lundi s'est produit un nouveau pas dans l'escalade du conflit : à l'occasion d'une grève de huit heures pour tout le groupe, les syndicats ont fait pénétrer dans l'entreprise les 22 884 salariés mis en chômage temporaire.

La marge de manœuvre des négociateurs est étroite, mais elle existe. Le ministre du travail a proposé de réduire à un mois le chômage temporaire. La Fiat, pour sa part, a annoncé qu'elle allait démontrer, chiffres en main, l'impossibilité d'une rotation. Mais il faudra ensuite que les partenaires sociaux trouvent un accord sur le problème qui est à l'origine du conflit : la volonté de la Fiat de reclasser dans l'avenir à l'extérieur du groupe plus de six mille travailleurs.

(Intérim.)

En Norvège

BAISSE DES IMPOTS DIRECTS

Oslo *(Reuter, U.P.I.)*. — Le gouvernement norvégien a présenté, le 6 octobre, le projet de budget pour 1981, qui comporte un déficit de 4 milliards de couronnes (1). Ce texte propose de réduire l'impôt sur le revenu mais, en contrepartie, d'augmenter les taxes indirectes sur l'essence, les alcools et le tabac et le prix de l'électricité et des transports. Il a été dénoncé par l'opposition et le patronat comme inflationniste.

M. Ulf Sand, ministre des finances du gouvernement travailliste, a indiqué que les impôts sur le revenu seraient diminués de 3,8 milliards de couronnes, compensés en partie par des réductions de subventions et les hausses des impôts indirects. Il a déclaré que son but était de maintenir un haut niveau d'emploi, tout en limitant la hausse des prix.

Selon l'opposition, ce budget revient à dépenser par anticipation des revenus pétroliers qui représenteront 28,7 milliards de couronnes (11 milliards de plus qu'en 1980). Sur un total de 105 milliards, les dépenses consacrées à la défense représentent 9,4 milliards (+ 3 % en termes réels). Une somme de 2,9 milliards est consacrée à l'aide au tiers-monde.

(1) 1 couronne = 0,86 franc.

L'ALASKA SUPPRIME L'IMPOT LOCAL SUR LE REVENU

Juneau, Alaska. (A.F.P.) — La Chambre des représentants de l'Etat d'Alaska a adopté récemment un texte supprimant l'impôt local sur le revenu et prévoyant le remboursement aux contribuables de quelque 185 millions de dollars versés au fisc en 1979 et 1980.

Le gouverneur de l'Alaska, pour sa part, aurait été plus favorable à une suspension de l'impôt local pendant dix ans qu'à sa suppression. Toutefois, les législateurs de l'Etat, dont les finances prospèrent depuis l'exploitation des champs pétrolifères de Prudhoe-Bay, ont jugé que cet impôt, qui était prélevé depuis trente et un ans, était devenu superflu.

MATIÈRES PREMIÈRES

UN ACCORD INTERNATIONAL A ÉTÉ CONCLU SUR LES PRIX ET LES QUANTITÉS EXPORTABLES DU CAFÉ

Un accord mondial sur la limitation des exportations de café est intervenu à Londres vendredi 3 octobre. Alors que la production exportable mondiale est estimée à 63,1 millions de sacs (de 60 kilos) et les besoins des pays importateurs à 55,6 millions de sacs, les représentants des soixante-sept pays, parties à l'accord, ont fixé le quota mondial des exportations à 57,37 millions de sacs, avec une fourchette de prix minimum et maximum comprise entre 115 et 155 cents américains par livre.

Cet accord, le premier depuis dix ans, a été difficile à conclure, les pays consommateurs, et notamment les Etats-Unis, souhaitant une fourchette plus basse et un quota moins élevé, alors que les petits pays producteurs, africains, notamment, étaient plus exigeants.

Après dix-huit jours de négociations, et sous la pression du Brésil, qui en tant que premier producteur mondial s'inquiète de l'actuelle surproduction de café, tandis que les pays développés prenaient en compte le risque d'aggravation de la situation économique des pays producteurs, un compromis a pu être trouvé. Il fixe toutefois le prix minimum 5 cents au dessous du prix du marché actuel (120 cents), ce qui, comme le craignent les producteurs, risque d'entraîner une nouvelle baisse des cours. Ceux-ci ont chuté de 30 % depuis le début de l'année. Ils avaient atteint un niveau record de 430 cents en 1977. L'accord a toutefois le mérite, s'il est respecté, d'empêcher un effondrement plus spectaculaire encore.

SIDÉRURGIE

L'AVENIR DE L'ACIER EUROPÉEN

« Nous déclenchons l'état de crise manifeste pour éviter de perdre plus d'emplois », déclare M. Davignon

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Le conseil des ministres des Neuf réuni ce mardi 7 octobre à Luxembourg se prononce sur le projet de la Commission de déclencher « l'état de crise manifeste », *conformément à la possibilité offerte par l'article 58 du traité de la CECA* (voir d'autre part), *avec comme conséquence l'assujettissement des entreprises sidérurgiques de la C.E.E. à un régime de quotas de production. La Commission a l'intention d'appliquer le plan anticrise nouvelle manière jusqu'au 30 juin 1981. Selon M. Davignon, le commissaire chargé de la politique industrielle, ce délai de neuf mois devrait suffire à restaurer l'équilibre du marché.*

La Commission n'a pas le choix, a expliqué en substance M. Davignon, au cours d'une conférence de presse tenue lundi à Bruxelles. A défaut d'une initiative communautaire, la situation caractérisée par une offre supérieure à la demande et, en conséquence, par une baisse brutale des prix continuerait à se dégrader jusqu'à menacer l'existence de certaines entreprises et à compromettre irrémédiablement l'emploi dans l'ensemble du secteur au-delà de ce que nécessite sa restructuration. Cette initiative est d'autant plus nécessaire que les producteurs — ils l'admettent — ne sont plus capables de s'autodiscipliner, autrement dit de réduire de façon ordonnée leurs ventes afin de s'adapter à la chute des commandes : *« Il n'y a pas de divergences sur le diagnostic ou sur la nécessité de prendre des mesures de régulation du marché, mais, cependant, lse producteurs ne sont plus prêts à se faire confiance les uns aux autres »*, note M. Davignon.

Bref, le plan anticrise fondé sur des quotas de livraisons appliqué de manière volontaire par les producteurs a fait son temps. Les pouvoirs publics, en l'occurrence la Commission, doivent prendre le relais, car, observe M. Davignon, *« il n'est pas possible de simultanément faire un diagnostic et de ne pas agir »*. Le commissaire fait toutefois remarquer que le nouveau plan, s'il a une base juridique différente (les réductions de production seront obligatoires et non plus consenties sur une base volontaire), s'inscrit dans la même logique économique que le précédent.

Quotas de production par entreprise

Les quotas de production seront fixés par entreprise pour quatre catégories de produits laminés : 1) les coils et feuillards laminés sur les trains spécialisés ; 2) les tôles quarto et large plat ; 3) les profilés lourds (matériel ferroviaire, palplanches, poutrelles à larges ailes, autres poutrelles et autres profilés) ; 4) les profilés légers (fil machine, ronds à béton et autres aciers marchands). En outre, un quota sera établi pour la production totale d'acier brut. Afin d'éviter autant que possible les contestations, la Commission se propose de retenir pour le calcul des quotas une période de référence à la fois longue et récente : les trente-six mois allant de juillet 1977 à juin 1980. A l'intérieur de cette période, on retiendra, pour chaque entreprise, comme base de référence les douze mois (éventuellement non consécutifs) où elle a enregistré la production la plus élevée. Le taux de réduction de la production établi de façon à restaurer l'équilibre entre l'offre et la demande ne sera indiqué qu'une fois terminées les études en cours sur l'état exact du marché. Cependant, la Commission est déjà en mesure d'indiquer des fourchettes : pour la première catégorie, — 16 % à — 20 % ; pour la deuxième, — 13 % à — 17 % ; pour la troisième et pour la quatrième, — 14 % à — 18 %.

« Nous sommes capables de contrôler de manière suffisante le système pour faire en sorte que ceux qui le respectent ne soient pas pénalisés. Nous sommes très sensibles à ne pas prendre une charge que nous ne serions pas en mesure de mener à bien », a indiqué M. Davignon. Tout dépassement de production par rapport aux quotas fixés sera sanctionné par une amende de 75 ECU par tonne (1 ECU = 5,80 F). *« C'est suffisamment élevé pour que ce ne soit pas un bon calcul économique de frauder »*, a noté le commissaire. La Commission ne croit pas nécessaire de mettre en œuvre l'article 74 du traité, qui prévoit l'instauration de quotas d'importation. Selon elle, les accords d'autolimitation conclus par la Communauté avec ses principaux fournisseurs extérieurs suffisent ; leur application sera cependant plus strictement contrôlée.

La Commission demande au conseil de débloquer enfin les crédits nécessaires pour atténuer certaines des conséquences sociales de la restructuration de la sidérurgie. M. Davignon souligne que cela ne signifie pas que le nouveau plan se traduira par des réductions d'emplois. *« Nous déclenchons l'état de crise manifeste précisément pour éviter de perdre plus d'emplois. Les difficultés actuelles, amplifiées par l'indiscipline des producteurs, veulent pas dire que les programmes de restructuration doivent être modifiés. »* Mais, alors, pourquoi insister maintenant pour obtenir ces crédits budgétaires ? *« La Commission ne veut pas prendre sur elle tout le poids politique d'une opération difficile sans être à même d'alléger les conséquences qu'a pour les travailleurs la crise de la sidérurrurgie »*, a répondu M. Davignon.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'ARTICLE 58 DU TRAITÉ DE LA CECA

1) En cas de réduction de la demande, si la Haute Autorité estime que la Communauté se trouve en présence d'une période de crise manifeste (...), elle doit, après consultation du comité consultatif et sur avis conforme du Conseil, instaurer un régime de quotas de production (...).

A défaut d'initiative de la Haute Autorité, l'un des Etats membres peut saisir le Conseil qui, statuant à l'unanimité, peut prescrire à la Haute Autorité l'instauration d'un régime de quotas.

2) La Haute Autorité, sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises, établit les quotas sur une base équitable, compte tenu des principes définis aux articles 2, 3 et 4. Elle peut, notamment, régler le taux de marche des entreprises par des prélèvements appropriés sur les tonnages dépassant un niveau de référence défini par une décision générale.

Les sommes ainsi obtenues sont affectées au soutien des entreprises dont le rythme de production est ralenti au-dessous de la mesure envisagées, en vue, notamment, d'assurer autant que possible le maintien de l'emploi dans ces entreprises.

3) Le régime des quotas prend fin sur proposition adressée au Conseil par la Haute Autorité, après consultation du comité consultatif, ou par le gouvernement d'un des Etats membres, sauf décision contraire du Conseil à l'unanimité si la proposition émane de la Haute Autorité et à la majorité simple si elle émane d'un gouvernement. La fin du régime des quotas fait l'objet d'une publication par les soins de la Haute Autorité.

4) La Haute Autorité peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui violeraient les décisions prises par elle en application du présent article, des amendes dont le montant est égal au maximum à la valeur des productions irrégulières.

LE R.P.R. « PREND ACTE »

A la suite de la décision de la Commission européenne de proclamer la sidérurgie en *« état de crise manifeste »*, le secrétaire général du R.P.R. a publié un communiqué dans lequel on peut lire : *« Le R.P.R. prend acte d'une telle décision. (...) Toutefois, le R.P.R. rappelle qu'il a préconisé de telles mesures depuis plusieurs années et notamment au cours de la campagne pour les élections européennes, en 1979. Il ne peut donc que regretter que ces mesures aient tant tardé et soient prises à un moment où la situation de certaines entreprises est redevenue grave. Par ailleurs, il demande aux autorités communautaires et aux gouvernements de tirer la leçon de cette erreur de prévision pour ne pas remettre à plus tard les mesures d'urgence qui s'imposent au niveau européen dans d'autres secteurs en crise, comme par exemple les textiles, la pêche et, dans le domaine agricole, la taxation des matières grasses d'origine végétales importées dans la Communauté. »*

SOCIAL

L'ORDRE DE GRÈVE NATIONALE LANCÉ POUR LE 15 OCTOBRE ILLUSTRE LE MALAISE QUI RÈGNE AUX P.T.T.

A la fin des semaines d'action et surtout de sensibilisation organisées séparément par la C.F.D.T. et la C.G.T., fin septembre et début octobre, les deux organisations ont lancé, séparément aussi, pour le 15 octobre, un ordre de grève nationale.

« *Décision commune sans appel commun* », notifie-t-on à la C.F.D.T., où l'on souligne que, après les éclats de voix et l'aggravation des divergences entre les deux centrales, *l'initiative* prise aux P.T.T. illustre leur position selon laquelle « l'absence d'unité syndicale peut conduire à des actions unitaires ».

Les deux organisations des postiers, d'accord *sur le principe d'une riposte au projet de bud*get pour 1981 et à la dégradation des conditions d'emploi, ont divergé sur la définition du cahier revendicatif à propos de *l'évolution du pouvoir* d'achat : la C.G.T. insiste sur la nécessité de revaloriser le salaire des fonctionnaires et des postiers *alors que la C.F.D.T. — voulant limiter* la revendication salariale aux postiers — insiste sur la révision des classifications et de la *grille. C.G.T. et C.F.D.T. sont né*anmoins parvenues à la « décision commune sans appel commun » : les cégétistes n'ont pas maintenu leur préalable *d'un salaire minimum à 3 500 F et* les cédétistes ont abandonné leur projet de grève nationale étalée sur trois jours.

Les autres syndicats — vraisemblablement la C.F.T.C., sans doute F.O. — pourraient se rallier — séparément toujours — à la consigne de grève.

Les « ambulants » sont fatigués

Trois bistrots derrière la gare d'Austerlitz : *Chez Jojo, les Trois Marins* et *Chez Yvette*. L'un d'eux est toujours ouvert le matin dès *4 h. 30*, et parfois tous les trois. Et ça ne désemplit pas tant que les trains de province déversent le flot des « ambulants », c'est-à-dire des agents des P.T.T *affectés au trans*port et au tri des sacs postaux.

A l'arrivée, c'est encore la *nuit*. Seuls s'animent les signaux sur les quais de déchargement, les feux des camions jaunes et les lumières du bar déjà enfumé — seul refuge possible en attendant le premier métro. Appuyés au zinc, les hommes soufflent sur leur café *« Notre métier,* dit l'un d'eux, *c'est la joie, on en a ras-le-bol, pourtant on l'aime bien. Moi, je fais ça depuis dix ans. Mais la vie de famille s'en ressent, c'est forcé... »* Il s'appelle Bernard et correspond au portrait-type de l'« ambulant » : trente-trois ans, marié, deux gosses à l'école, une femme au foyer dans une H.L.M. de banlieue. Il ajoute en riant : *« Pas de yacht, pas de résidence secondaire, pas de voiture. »*

Les « ambulants » sont des gens du voyage. Manutentionnaires ou préposés au tri, leur travail est rythmé par la chanson des essieux et calqué fidèlement sur l'horaire des chemins de fer. Tout au long de la nuit, debout dans le wagon postal, ils ouvrent les sacs de jute, classent le courrier dans les casiers au fil des départements traversés, déchargent les colis à chaque station importante, reprennent de nouveaux sacs pour faire « la route », c'est-à-dire pour desservir, sur un trajet quasi rectiligne, les voies ferroviaires transversales ou les gares routières qui essaimeront à travers les campagnes de France la provende des lettres, des paquets et des journaux.

Une course contre la montre

Les « ambulants » sont des gens *fatigués. Ou du moins la fatigue est*-elle plus visible chez eux que chez d'autres catégories d'agents. Le manque de sommeil, les cahots, la poussière, sont leur lot quotidien, et d'abord les cadences forcées, pour *« être au pair »*, comme ils disent, à chaque étape — au pair avec l'horaire sacro-saint : deux minutes d'arrêt à Angoulême pour la Charente, une minute à Niort pour les Deux-Sèvres, trois minutes à Tours, qui couvre le Centre mais aussi une partie de la Bretagne, trois minutes aux Aubrais pour l'Orléanais...

« C'est devenu une course contre la montre, poursuit notre interlocuteur. *Car malgré le téléphone et le télex, les gens s'écrivent de plus en plus, les journaux, les colis aussi, se multiplient, surtout en provenance des administrations, des entreprises, des firmes commerciales. Et puis les trains vont de plus en plus vite ! »*

Le pire, bien sûr, c'est l'organisation particulière de ce type de travail, avec ses temps morts, difficilement récupérables entre l'aller et le retour, ses nuits blanches dans les petits hôtels de province. L'agent qui « fait » la ligne Paris-Bordeaux doit quitter la capitale à 19 heures. Auparavant, il a droit au repas de cantine, à 18 heures. S'il habite, comme Bernard, en banlieue, il lui faut quitter son logis dès 17 heures. Il n'y rentrera que le surlendemain en début de matinée. Entre-temps, il aura travaillé deux nuits d'affilée, coupées par une journée de repos — *notion toute relative dans ce cas* — à Bordeaux, où il aura repris le train à 20 h. 30, en sens inverse.

Pour compenser ces contraintes, les « ambulants » touchent 3,65 F supplémentaires — mais imposables — par heure de nuit. Ils disposent d'un « casse-croûte ferroviaire » avec une note de frais de 170 F par voyage, *hôtel compris, et perçoivent* une « indemnité de sujétion » d'environ 200 F par mois. Sur la *fiche de paie, tout ça ne pèse pas* lourd. Ainsi pour celle que l'on nous montre, en date du 1er janvier 1980. Traitement net du préposé : 2 796 F par mois, plus 251 F d'indemnité de résidence, 185 F de supplément familial (deux enfants), 613 F pour dix ans d'ancienneté, 23 F de prime de transport, 227 F d'indemnités de risque et de sujétion et 275 F correspondant au douzième des deux primes annuelles d'exploitation et de rendement. Au total : 4 370 F par mois pour subvenir aux charges d'un ménage.

Au début de 1980, sur les 450 000 travailleurs des P. T. T., 36 500 non-titulaires ne bénéficiaient pas de la garantie de l'emploi, et 142 000 agents, soit 41,8 % de l'ensemble, gagnaient moins de 3 500 F par mois. Au 1er juillet, le traitement brut minimum n'atteignait encore que 2 664 F par mois pour les non-titulaires, 2 719 F pour les auxiliaires de bureau, 2 884 F pour les préposés. Fin juillet, en application de la convention signée par les organisations syndicales — *à l'exception de la C.G.T. et de la C.F.D.T.,* — les augmentations de salaires s'élevaient à 7,4 % pour le premier semestre, alors que la hausse des prix atteignait 8,7 %, le rattrapage ne devant intervenir qu'en septembre. Le budget P.T.T. de 1981 ne pourra qu'alourdir les tensions sociales suscitées par ces bas salaires, puis*qu'il ne prévoit pratiquement aucune* mesure statutaire ni aucune nouvelle indemnisation. La prime de résultat *d'exploitation*, notamment, *n'est rele*vée que de 10 %, alors que l'on sait déjà que l'inflation va atteindre au moins 13 % pour l'ensemble de l'année 1980.

Travail noir et heures supplémentaires

Comment s'étonner, dès lors, que de nombreux agents, une fois rentrés chez eux — surtout les « nuitards » du *téléphone*, — *travaillent* « au noir » pour arrondir leurs fins de mois ? D'autres ont recours à *la pratique très courante des heures* supplémentaires, non seulement tolérée, mais encore encouragée par l'administration. *Dans l'argot des* postiers, on désigne ces cumuls, ou plus fréquemment ceux qui s'y adonnent — cumulards malgré eux, — sous le nom de « califs », c'est-à-dire de Californiens : référence au temps de la ruée vers l'or, quand des trimardeurs étaient appelés en renfort, au XIXe siècle, à l'accostage des navires assurant les liaisons commerciales et postales avec le Nouveau Monde.

Les « califs » travaillent sur la proposition des chefs de service, lorsqu'il y a pénurie de personnel aux heures de pointe. Au centre de tri de la gare d'Austerlitz, beaucoup sont jeunes, et il y a parmi eux nombre d'Antillais.

Les « califs » existent aussi dans les bureaux de poste parisiens. Jean-Jacques, vingt-trois ans, raconte ses journées : *« Je suis préposé à Paris dans un bureau mixte (guichets publics et tri postal) de 6 heures jusqu'à midi, et le lendemain de midi jusqu'à 21 h. 30, et j'ai un samedi de congé sur deux. En réalité, je viens tous les matins et un après-midi sur deux — et parfois tous les après-midi quand j'ai besoin d'argent. Le matin surtout, c'est pénible. Il y a les sacs « 7 », les grands sacs de lettres et de paquets : ce sont les Antillais qui les transbahutent ; et puis les sacs « 5 » pour les recommandés. On fait d'abord le « coupage », c'est-à-dire le tri par rue — et chacun prend sa rue. Ensuite le « piquage », le tri par numéro. Puis on part en tournée : le P.U. (plis urgents), P.N.U. (plis non urgents), P.N.U. 3 (publicités), etc. Entre-temps, il y a les colis, les télégrammes. Dans l'arrière-salle d'un bureau de poste, on ne s'arrête jamais. Aux guichets non plus : il y a toujours trop de clients. Avec les « califs », j'arrive à manger à ma faim, à m'habiller décemment. Mais je fais souvent des journées de dix heures, parfois plus, et je voudrais pouvoir rentrer plus souvent dans ma famille, dans le Loir-et-Cher. »*

Près de la moitié des agents parisiens des P.T.T. sont originaires de province. Mais la promesse faite par M. Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., d'octroyer un samedi après-midi de repos supplémentaire toutes les huit semaines pour les brigades de jour est loin d'être réalisée. La compensation du travail effectué le samedi n'est pas non plus à l'ordre du jour, et la double compensation des services du dimanche — arrachée par les luttes de mai 1968 — est à présent remise en question, en raison du manque d'effectifs : alors que le VIIe Plan se termine en 1980 avec environ trente mille unités d'emploi en moins sur les propres prévisions de l'administration, pour la première fois le budget de 1981 ne prévoit aucune création d'emplois de titulaires, et les conditions de travail ne cessent de s'aggraver pour le personnel. Elles entraînent des retards dans la distribution des mandats, des lettres et des journaux, des disparitions de colis, des tournées fantaisistes. Bref, une dégradation du service public à l'heure où l'on parle de révolution télématique.

JEAN BENOIT.

CONSOMMATION

L'U.F.C. repart en guerre contre les pneus Kléber

M. François Lamy, rédacteur en chef de la revue Que choisir ?, *organe de l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), a présenté à la presse, lundi 6 octobre, les premiers résultats d'une enquête menée par la revue belge de défense des consommateurs* Test-Achats *sur l'automobile.*

Selon les résultats de cette enquête, le taux d'éclatement des pneus est nettement plus élevé pour Kléber que pour les autres fabricants. Des 7 607 réponses reçues d'automobilistes belges, il ressort que l'éclatement des pneus est en moyenne de 2,5 % toutes marques confondues (dix marques en tout). Si Bridgestone (0,9 %), Pirelli (1,25 %), Uniroyal et Goodyear (2 %), Michelin (2,1 %), Continental (2,4 %), Dunlop (2,7 %), se rapprochent de cette moyenne, en revanche, Firestone (5,5 %), Kléber (7,7 %) et Goodrich (8,6 %) présentent statistiquement un risque plus élevé. Pour les pneus V 10 et V 12 — déjà mis en cause par Que choisir ? (le Monde *des 19 octobre 1979, 7 février et 3 avril 1980) — ce pourcentage s'élève respectivement à 9,8 % et à 9,1 %.*

L'U.F.C. renouvelle sa demande de retrait des V 10 et des V 12 et conseille aux automobilistes de refuser la mise en place de ces pneus sur les voitures neuves.

De son côté, la société Kleber souligne, dans un communiqué, que « cette étude, qui ne peut être considérée comme une enquête sérieuse sur un plan statistique, n'apporte aucun élément concluant ». *Par ailleurs, le procès intenté par Kleber à l'U.F.C., lui demandant 2 millions de francs de dommages et intérêts, doit venir à l'audience de la 1re chambre du tribunal d'instance de Paris le 8 octobre. L'U.F.C. a demandé au tribunal de surseoir à statuer. Enfin, Kleber assigne également* Test-Achats *en Belgique.*

Des questions qui attendent des réponses

C'est reparti. Les pneus V 10 et surtout V 12, fabriqués par Kléber, sont de nouveau sur la sellette. Kléber, certes, ne va pas bien et on ne peut pas dire que cette entreprise, toujours à vendre sans trouver preneur, avait besoin de ces difficultés supplémentaires.

On peut également penser que M. François Lamy, rédacteur en chef de *Que choisir ?* et les autres responsables de l'Union fédérale des consommateurs relancent, après leur succès dans le boycottage du veau aux hormones, une affaire qui leur tient à cœur.

Cependant, tout n'est pas clair dans cette histoire.

Rappelons que la demande de retrait des pneus V 10 et V 12 date du 1er octobre 1979. Que le laboratoire national d'essai (L.N.E.) a testé par radiographie vingt des trente-cinq pneus mis en cause qui lui avaient été fournis. Que l'union technique de l'automobile et du cycle (UTAC), organisme professionnel dont Kléber est adhérent, a étudié statistiquement plus de deux cent seize témoignages fournis par les lecteurs de *Que choisir ?*. Que le KRI-T.N.O., laboratoire néerlandais spécialisé et mondialement reconnu comme sérieux, a effectué, à la demande de l'U.F.C., un test destructif sur vingt autres pneus Kléber et a émis diverses hypothèses sur les raisons de leur éclatement. Que le L.N.E. et le KRI-T.N.O. ont souligné la nécessité d'une recherche plus approfondie. Que l'Institut national de la consommation (I.N.C.) a entrepris, à la fin d'octobre 1979, un test sur les pneus à carcasse radiale toutes marques confondues, qui en est aux deux tiers de sa réalisation, et dont on ne doit guère attendre les résultats avant le premier semestre 1981.

Aujourd'hui, l'étude statistique de *Test-Achat* — organe d'expression de l'association des consommateurs de Belgique, dont M. Pierre Fauchon, directeur de l'I.N.C., se plaît à reconnaître le sérieux — porte sur plus de 7 500 réponses à un questionnaire général sur l'automobile.

Or, les ministères français de l'économie, de l'industrie et des transports n'ont pas hésité, dès le 1er avril 1980, à conclure que la demande de retrait présentée par l'U.F.C. n'« était pas justifiée ».

Dès lors, des questions se posent qui méritent une réponse officielle :

— Pourquoi avoir conclu si vite alors que les tests techniques auront demandé plus d'un an à l'I.N.C. ?

— Pourquoi avoir conclu si vite si les témoignages recueillis par *Que choisir ?* formaient une série « statistiquement insuffisante » ? Aujourd'hui, la revue a reçu plus de deux mille cinq cents témoignages.

— Où en est « l'effort particulier de collecte d'informations sur les accidents impliquant des pneumatiques » que les ministères intéressés se sont engagés, le 1er avril 1980, à demander à la gendarmerie et à la direction des routes et de la circulation routière ? Est-il vrai à cet égard que les victimes d'accident ont toutes les peines du monde, quand ils sont en état de le demander, à faire mentionner sur les rapports de gendarmerie la marque du pneu qui a éclaté ?

Tout cela n'est pas clair, n'est pas logique, n'est pas justifiable. Il ne suffit pas de dire qu'on protège le consommateur. Il faut en prendre les moyens et le faire, même si une telle recherche, s'agissant des pneus, coûte un million de francs, somme dont aucune organisation de défense des consommateurs ne dispose.

Enfin, l'argument qui consiste, de la part de Kléber, à cacher ses responsabilités éventuelles derrière les risques de chômage de ses douze mille salariés, manque singulièrement de dignité.

Les difficultés financières que connaît la firme depuis des années, font courir à l'emploi de ses salariés des risques autrement graves que les attaques de *Que choisir ?*. En tout cas, ces salariés ne sauraient en aucun cas être tenus pour responsables de la qualité des produits et des méthodes de fabrication qui leur sont imposées. De toute façon, l'Etat (en l'occurrence le contribuable) a aidé bien d'autres entreprises avec des justifications bien moins nobles que celle de la sécurité du consommateur...

JOSÉE DOYÈRE.

Les contrôles sur le veau seront renforcés

affirme le ministre de l'agriculture

Les organisations de consommateurs semblaient satisfaites après l'entrevue qu'elles ont eue, lundi 6 octobre, avec M. Jean-François Carrez, directeur du cabinet de M. Méhaignerie. L'accord intervenu entre les deux parties montre l'efficacité de ce que M. Monory, présentant le même jour à la presse les rencontres européennes de la consommation (du 15 au 17 octobre à Paris), appelle le « contre-pouvoir consommateur ».

En sortant de la rue de Varenne, M. Lamy, président de l'U.F.C. qui avait appelé au boycottage de la viande de veau le 8 septembre, a déclaré que le ministre de l'agriculture s'était engagé à contrôler un veau sur vingt-cinq, à dégager des crédits pour la création de laboratoires qui entreront en service d'ici à trois mois, à ouvrir un registre qui suivra la circulation des produits à base d'hormones. Les éleveurs s'engageraient dans « *la charte du veau* » à faciliter les contrôles sur les lieux d'élevage et à mettre en place un procédé d'identification de la viande.

L'U.F.C., cependant, ne lève pas encore son mot d'ordre de boycottage. Elle le fera quand ces décisions seront appliquées, a indiqué M. Lamy, qui a poursuivi : « *Rien n'empêchait de prendre ces nouvelles orientations. C'était très simple et il suffisait d'une volonté politique effective pour arriver à ce résultat.* »

Au ministère de l'agriculture, on confirme que l'on s'achemine vers un accord, précisant que le renforcement des contrôles est rendu possible grâce à une nouvelle méthode d'analyse (chromosographie en couches minces) dont le coût et les délais sont *faibles*.

A l'inverse de ses collègues de l'agriculture et des industries agroalimentaires, M. Monory n'a pas condamné sans appel le boycottage. Il considère que celui-ci est une arme de dissuasion ultime, dont les consommateurs seront appelés à se servir. Mais pour ce ministre de l'économie, le boycottage n'est pas utilisé à bon escient lorsque les mots d'ordre sont fondés sur la peur en matière de santé ou de sécurité. M. Monory préférerait que les associations de consommateurs soient capables d'appeler au boycottage quand un produit est trop cher.

La première journée des rencontres européennes de la consommation sera consacrée à l'importance et aux moyens des associations françaises; la seconde à la formation et à l'information ; la troisième enfin abordera le problème du dialogue entre industriels et consommateurs.

● *La hausse des prix de détail en septembre* a atteint en France 3 % par rapport à juillet (c'est-à-dire en deux mois), selon l'indice de la *C.G.T.* La centrale syndicale rappelle que comme chaque année elle n'a pas calculé l'indice en août. Elle précise que, par rapport à septembre 1979, l'augmentation est de 14,9 % et de 12,1 % depuis le début de l'année.

● *Hausse des prix de l'essence en Suisse.* — La quasi-totalité des compagnies pétrolières helvétiques ont décidé le 6 octobre d'augmenter de 3 centimes le prix du litre d'essence. Le prix de l'essence en Suisse varie de 1,10 à 1,18 franc suisse (2,80 à 3 francs français) selon les compagnies et les cantons. — *(A.F.P.)*

L'IMPORTATION DE VINS FRANÇAIS EN BOUTEILLES DE PLASTIQUE EST INTERDITE AU DANEMARK

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Après l'interdiction de l'importation des vins français en bouteilles de plastique par le ministère danois de l'environnement, les négociants en vins et spiritueux veulent saisir la justice. Leur fédération, qui vient de demander à la Commission européenne de déposer une plainte auprès de la Cour de justice européenne, estime que cette interdiction est contraire à l'article 39 du traité de Rome, sur la libre concurrence, puisque *la vente du vin en bouteilles* de plastique est librement autorisée dans les autres pays de la Communauté.

BANQUE

TROIS SAGES VONT ÉTUDIER LA RÉFORME DES STRUCTURES DU CRÉDIT AGRICOLE

M. Barre a donné son accord pour qu'une mission de réflexion soit confiée à trois personnalités indépendantes — trois sages — en vue d'étudier les problèmes posés par les structures actuelles du Crédit Agricole. Cette décision a été prise au cours de l'entretien qui a réuni autour du premier ministre, qu'accompagnaient MM. Monory, Méhaignerie et Debatisse, les responsables du Crédit Agricole et des organisations professionnelles agricoles, entretien consacré à l'affectation des excédents de la banque verte.

Selon un communiqué de Matignon, un large accord s'est dégagé sur la répartition des bénéfices des années 1975 et 1976. Ceux-ci seront divisés en deux parts, l'une de six cents millions, mise au service de l'agriculture, en particulier pour les agriculteurs les plus endettés et les équipements prioritaires ; la seconde — de trois cents millions semble-t-il — destinée aux fonds propres de l'institution. M. Fiquet, président de la Fédération nationale du Crédit Agricole, a précisé que le rapport des sages sera remis d'ici six mois à un an maximum, au premier ministre mais que « de toute façon, le Crédit Agricole restera une institution mutualiste et coopérative, les rumeurs d'une privatisation étant dénuées de fondement ».

INDUSTRIE

Un colloque du P.S. sur « La politique industrielle et les nationalisations » :

Vive le plan... et l'investissement

Un peu plus de trois ans après son grand colloque sur « L'avenir de l'industrie française », tenu à la Maison de la chimie à Paris (« le Monde » du 15 février 1977), le parti socialiste a voulu préciser à nouveau sa position dans ce domaine, samedi 4 octobre 1980, devant un public plus restreint (militants et parlementaires), lors d'un second colloque, sur « La politique industrielle et les nationalisations ». Il s'agissait, pour ce parti, de faire le point sur ses engagements antérieurs et de préciser la nouvelle dynamique qu'il voudrait imposer à l'industrie française.

Dans son rapport de synthèse, M. Michel Charzat, secrétaire national au secteur public, a poussé un « *cri d'alarme* », dénonçant le « *vieillissement* » de l'appareil de production, « *la mondialisation sauvage* » de notre économie, la « *déchirure du tissu industriel français* », les « *pertes de terrain* » dans certains secteurs clés (informatique, machine-outil, productions pharmaceutiques) et le recul des fabrications nationales sur le marché domestique (— 15 % en dix ans). « *Le théorème de Giscard d'Estaing fonctionne à plein : les profits d'hier font les investissements à l'étranger d'aujourd'hui, les importations de demain et le chômage d'après-demain.* » Après cette vigoureuse critique de la politique « *barriste* » et la non moins vigoureuse mise en cause du VIIIe Plan, le rapporteur a défini trois grandes idées directrices : restaurer le plan, nécessité d'un ardent impératif industriel socialiste, mise en œuvre d'une véritable démocratie économique.

Bien que la notion de marché ne soit pas remisée — au contraire, puisqu'elle permet d'abord de confronter et d'équilibrer l'offre et la demande de produits, — la répartition de ressources entre les entreprises, en revanche, doit relever de la puissance publique et de la décision collective.

Et de réaffirmer l'absolue nécessité des nationalisations (les neuf du programme commun, auxquelles il faudra ajouter tout ou partie de Creusot-Loire (le nucléaire) et Matra (espace et armement), plus le crédit, nationalisations qui, au demeurant, ne sont pas « *dissociables du plan* », le secteur public devant être le « *principal moyen d'impulsion et d'orientation de la politique industrielle* ». Précision : la « *totalité* » des biens appartenant aux groupes nationalisés deviendra propriété de l'Etat, y compris les filiales que ces groupes « *auraient tenté de soustraire à la nationalisation par des réformes de structure* ». Seule novation, les participations non industrielles ou n'entrant pas dans la logique de la restructuration pourraient être confiées à la Banque nationale d'investissement, qui aurait la faculté de les rétrocéder soit au secteur public à caractère local ou régional, soit, éventuellement, au secteur privé.

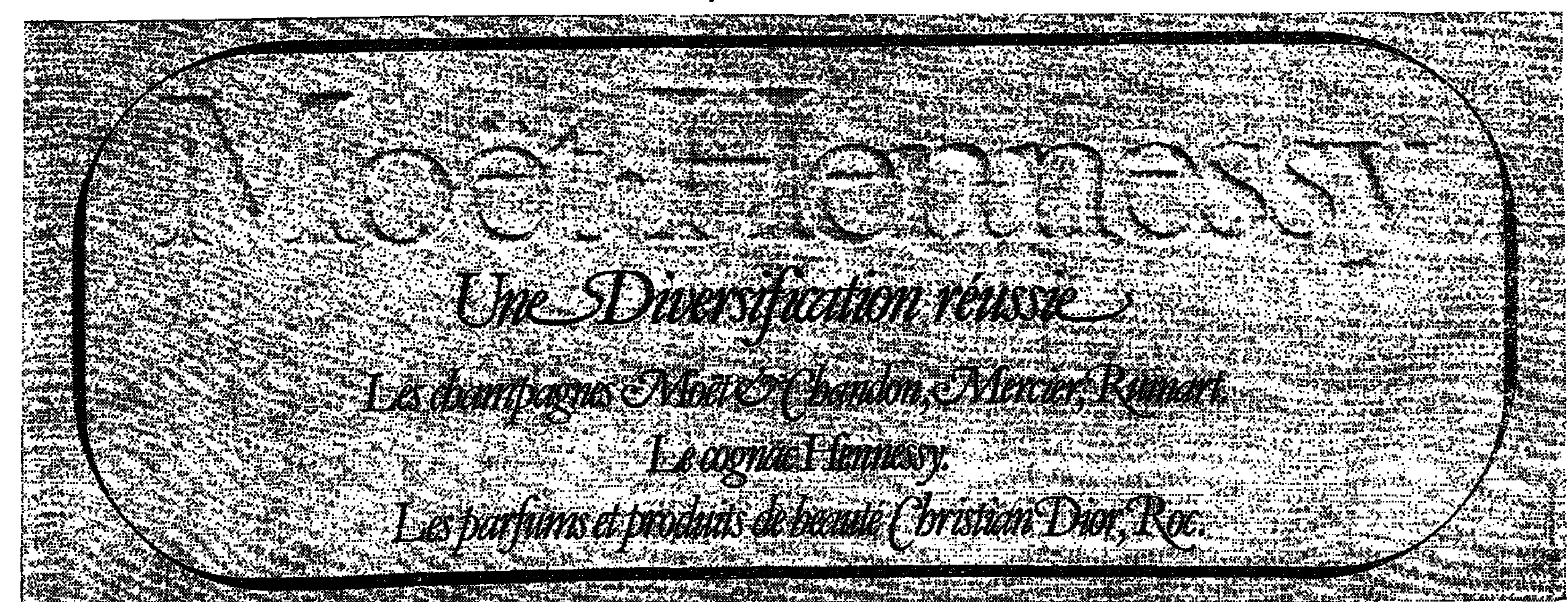
L'exigence démocratique dans le plan rénové demeure une priorité essentielle : il ne s'agit pas de gérer un capitalisme d'Etat, mais de mettre en œuvre une dynamique de la contractualisation.

A trois ans de distance, ces affirmations et réaffirmations ne paraissent pas bien nouvelles.

Il en va autrement, en revanche, de deux idées développées dans le sous-rapport de M. Antoine Laurent. Le concept d'une « *soi-disant division internationale du travail* » est en premier lieu sévèrement récusée : sous cette notion se cache, affirme le P.S., une stratégie de domination de nations par les autres, à laquelle il faut résister. Reconquérir le marché intérieur est une « *nécessité absolue* », sans pour autant tomber dans l'autarcie chère au P.C. : chaussure, photo, sidérurgie, etc., pas d'abandon. La sélectivité doit porter sur la technologie des produits et non sur les produits.

Seconde idée : c'est une véritable révolution industrielle qui nous attend dont l'élément-clé sera la mise en œuvre de nouvelles technologies, ce qui suppose des investissements massifs. Pour le P.S., le libéralisme giscardo-barriste ne peut que conduire à l'échec en ce domaine, et seul un pilotage collectif des financements et de l'épargne peut apporter une solution globale avec la constitution de « *filières* » intégrées. — F. R.

Avis financiers des sociétés



TRANSPORTS

LES ROUTIERS SONT INQUIETS.

Le trente-cinquième congrès de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) s'est ouvert, ce mardi 7 octobre, à Paris, dans un climat tendu.

Le président de la F.N.T.R., M. Rateau, nous a déclaré : « *Jamais un congrès fédéral n'a commencé dans une telle atmosphère d'inquiétude. Plusieurs de nos entreprises constatent que leur trafic diminue : on fait la queue dans les bureaux de fret. L'augmentation de nos coûts s'amplifie à un rythme tel que nous ne pouvons que difficilement la répercuter dans nos prix. Les réformes de la réglementation nous ont déçus. Les menaces internationales les plus graves pèsent sur les approvisionnements pétroliers. Enfin, les contrôles et les contraintes administratives de toutes sortes suscitent la colère de la profession.* » M. Daniel Hoeffel, le nouveau ministre des transports, devrait clore les travaux du congrès le 9 octobre.

BIARRITZ FERME SA GARE.

A Biarritz, la S.N.C.F. se replie à la Négresse. La gare du centre est fermée depuis le 27 septembre. Définitivement. Elle n'accueillait plus qu'une navette conduisant en ville les *voyageurs de la ligne* Paris-Madrid descendus à La Négresse, à 4 kilomètres de la cité balnéaire. Comme Tours, Orléans ou Auxerre, Biarritz était à l'écart des grands axes.

Le grand édifice (monument ?) de style 1900, avec ses arcades et ses balustrades, son immense verrière, qui avait abrité les fastes de la Belle Epoque, était depuis longtemps trop vaste : la S.N.C.F. avait permis qu'on y organise, en 1976, une grande soirée de jazz New-Orléans. Brève fête.

Que faire de ces 4 hectares de terrain disponibles en plein centre ? Avant même que la gare soit en déshérence, un petit concours fut organisé, en 1978. On pensait un moment pouvoir *y installer* les locaux du district Bayonne-Anglet-Biarritz. Un seul des projets lauréats prévoyait la *conservation de l'édifice, témoin* de la folle époque des grandes gares. Année du patrimoine...

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES COMMUNAUTÉS URBAINES POUR LE PAIEMENT FRACTIONNÉ DES IMPOTS LOCAUX.

Les délégués des conseils des neuf communautés urbaines (Bordeaux, Lille, Strasbourg, Lyon, Dunkerque, Le Mans, Le Creusot - Montceau - les - Mines, *Cherbourg et Brest*) se sont réunis à la fin de la semaine dernière à Bordeaux.

Ils ont demandé (seuls les élus communistes ont refusé de s'associer aux motions finales) une amélioration des finances des communautés urbaines et la garantie que la majoration exceptionnelle de 33 % de leurs *subventions serait maintenue* ; l'application d'une partie du droit spécifique de la région Ile-de-France (concernant les transports en commun, la sécurité incendie, la taxe complémentaire d'équipement) ; l'accélération de la mise en œuvre de la possibi*lité du paiement fractionné* des impôts locaux.

M. Pierre Richard, directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, a réaffirmé l'attachement du gouvernement au « principe communautaire » et confirmé que celui-ci n'était pas opposé à l'élaboration d'un projet de loi spécifique *sur les communautés urbaines* dans le cadre des textes en préparation sur le développement des responsabilités des collectivités locales.

LA PICARDIE ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

M. Raymond Barre recevra, le *15 octobre, à Paris*, les *présidents* des conseils régionaux. Parmi ses interlocuteurs, on trouvera, notamment M. Raymond Maillet, seul président communiste d'une région : celle de Picardie.

M. Maillet vient d'indiquer qu'il demandera une fois de plus, au cours de cette réunion, l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct et à la proportionnelle. « *Là*, dit-il, *est la clef du changement par rapport à une situation qui donne tous les pouvoirs au préfet.* »

« *La prise de conscience régionale*, ajoute-t-il, après avoir fait la tournée des villes de plus de dix mille habitants qu'abrite la région, *a été sous-estimée, même par les communistes* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,1825	4,1855	— 65	— 30	— 85	— 55	— 130	— 65
$ can.	3,5845	3,5885	+ 30	+ 65	+ 30	+ 75	+ 50	+ 115
Yen (100).	2,0050	2,0090	0	+ 30	+ 15	+ 45	+ 145	+ 200
DM	2,3175	2,3215	+ 50	+ 75	+ 100	+ 145	+ 400	+ 455
Florin ...	2,1310	2,1340	+ 20	+ 45	+ 45	+ 80	+ 195	+ 240
F.B. (100).	14,4450	14,4635	— 45	+ 65	— 130	+ 45	— 420	— 45
F.S.	2,5545	2,5590	+ 140	+ 170	+ 280	+ 315	+ 865	+ 930
L. (1 000).	4,8660	4,8715	— 440	— 370	— 900	— 805	—2550	—2375
£	9,9965	10,0055	— 415	— 320	— 675	— 580	—1045	— 875

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 9/16	8 11/16	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 7/16	8 9/16
$ E.-U.	12 3/8	12 1/2	13	13 1/8	12 7/8	13	12 13/16	12 15/16
Florin ...	9 1/4	9 3/4	9 3/4	9 15/16	9 7/8	10 1/4	10 1/4	10 7/16
F.B. (100).	8 1/2	10	11 7/8	12 1/8	12 3/16	12 3/8	13	13 1/4
F.S.	2 3/8	2 5/8	4 5/8	4 3/4	4 7/8	5	5 5/16	5 7/16
L. (1 000).	16	17	20	21	22	23	23 1/4	24 1/4
£	16 1/8	16 3/8	16	16 1/8	15 7/8	16	14 5/8	14 3/4
Fr. franc..	11 1/4	11 1/2	11 5/8	11 7/8	11 3/4	12	12 3/8	12 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande *banque de la place.*

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie

AVIS

d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique

Communes de GARCHES et SAINT-CLOUD
Chemins départementaux n°s 180 et 180 A
Rues de la Porte-Jaune et du Camp-Canadien
Déviation de GARCHES et SAINT-CLOUD

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 12 septembre 1980 il a été prescrit l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le projet susvisé sur le territoire des communes de GARCHES et de SAINT-CLOUD

Un *exemplaire du dossier concernant cette enquête sera déposé* pendant 33 jours du 6 octobre au 8 novembre 1980 inclus dans les Mairies de SAINT-CLOUD et de GARCHES, où le public pourra le consulter aux heures suivantes :

SAINT-CLOUD :
— du lundi au vendredi, de 8 h. 45 à 12 h. et de 14 h. à 17 h. 45 ;
— le samedi, de 8 h. 45 à 12 h. ;
— dimanches et jours fériés exceptés.

GARCHES :
— du lundi au vendredi, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. ;
— le samedi, de 9 h. à 12 h. ;
— dimanches et jours fériés exceptés.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations, aux jours et heures citées ci-dessus, sur les registres ouverts à cet effet dans chacune des mairies. Elles pourront, de même, les adresser, par écrit, soit à l'un des Maires concernés, soit à M. MELIN Pierre, inspecteur divisionnaire hors classe à la S.N.C.F., demeurant 1, rue Pissaro, 75017 PARIS, nommé Commissaire Enquêteur.

M. le Commissaire Enquêteur recevra directement les déclarations du public sur l'utilité publique du projet à la Mairie de GARCHES, le mardi 4 novembre 1980, de 14 heures à 17 heures, et à celle de *SAINT-CLOUD*, les 6 et 7 novembre 1980, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, et le 8 novembre 1980, de 9 heures à 12 heures.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire Enquêteur seront tenues à la disposition du public aux Mairies de GARCHES et de SAINT-CLOUD et à la *Préfecture* des Hauts-de-Seine — Direction Départementale de l'Equipement — accueil du *public niveau + 1 aux heures normales d'ouverture.*

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Un laboratoire pharmaceutique de UNICET s'installe près de Lyon.* — La Société UNICET, filiale du groupe pharmaceutique américain Scherring Plough Corporation vient de décider d'installer à Dardilly (Rhône), dans la banlieue lyonnaise, son centre de recherche immunologique. D'un coût de 150 millions de francs, ce centre, destiné notamment à assurer la direction des essais *cliniques de l'Interferon* (ce produit devant être utilisé dans le traitement de certaines affections cancéreuses) en Europe, occupera une centaine de personnes.

Banques

● *La Société lyonnaise des dépôts* va acquérir à l'occasion d'une augmentation de capital 50 % des actions de la banque *lyonnaise* Saint Olive et Cie. Les deux banques ont décidé de renforcer leurs liens « *dans le respect de leur autonomie et sans qu'il soit apporté de modification à leur méthode de travail* ».

Environnement

● *La Coordination nationale antinucléaire* (C.N.A.N.), réunie à Paris les 4 et 5 octobre, a décidé d'orienter son action, dans les mois à venir, contre le transport des déchets radio-actifs (un cargo japonais serait attendu prochainement à la Hague), et d'organiser, le 28 mars prochain, *une série de manifestations* à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accident de la centrale de Harrisburg, aux Etats-Unis.

Etranger

BRESIL

● *L'inflation brésilienne* a atteint 71,5 % au cours des *neuf* premiers mois de 1980. Sur un an la hausse des prix a été de 104,4 %. — *(A.F.P.)*

BELGIQUE

● *Selon l'Office belge de l'emploi*, 326 657 chômeurs ont été recensés à la fin de septembre (122 040 hommes et 204 617 femmes), ce qui représente une augmentation de 13,7 % (39 390 personnes) par rapport à septembre 1979. Le taux de chômage par rapport à la population active a été de 7,9 % (4,7 % pour les hommes et 13,5 % pour les femmes). — *(A.F.P.)*

CANADA

● *L'excédent de la balance commerciale canadienne* a atteint presque le même niveau pendant *les huit premiers mois* de 1980 que durant toute l'année 1979. Ce surplus, de janvier à août 1970, a représenté 4,47 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année dernière. — *(A.F.P.)*

GRANDE-BRETAGNE

● *Les prix de gros britanniques* n'ont augmenté, en septembre, que de 0,5 %, ce qui ramène le taux annuel de hausse à son plus bas niveau depuis un an, soit 14,75 % (15,5 % en août). La hausse annuelle des salaires reste, *quant à elle, de l'ordre de* 21,5 %. — *(A.F.P.)*

JAPON

● *La balance commerciale du Japon a été excédentaire de 330 millions de dollars en août* (1). — Les exportations ont atteint 10,2 milliards de dollars, en recul de 9,3 % par rapport à juillet, mais en nette progression par rapport à août 1979 (+ 25,2 %). Les importations ont atteint 9,9 milliards de dollars, soit une diminution de 11,3 % par rapport à juillet, mais en progression de 12 % par rapport au même mois de l'année dernière. Ainsi, sur un an (août 1980 comparé à août 1979), les exportations ont augmenté deux fois plus vite que les importations. Sur les huit premiers mois de l'année, le commerce extérieur japonais reste cependant déficitaire de 3,5 milliards de dollars.

(1) Données brutes calculées à l'importatiin comme à l'exportation sans les frais de transport et d'assurance.

PAYS-BAS

● *Le nombre de chômeurs néerlandais* a enregistré une forte hausse de 11 500 en septembre pour atteindre 265 600. Aa *la fin de ce mois, 174 600* (+ 9 700) hommes se trouvaient sans emploi, tandis que 91 000 (+ 1 800) femmes cherchaient du travail. Le nombre d'emplois vacants a diminué de 8 100 pour s'établir à 43 500. — *(A.F.P.)*

R.D.A.

● *Les exportations de la R.D.A. vers les pays en voie de développement* ont triplé entre 1970 et *1979*. Selon la *revue mensuelle* du comité central du P.C. est-allemand, *Einheit*, elles ont représenté, l'an dernier, 10 milliards de marks, portant pour l'essentiel sur des biens d'équipement. La R.D.A. a réalisé plus de 650 projets dans les pays en voie de *développement depuis 1970, est-il* aussi indiqué, et, au cours de cette même période, 15 000 experts et spécialistes est-allemands ont été envoyés dans ces pays. — *(A.F.P.)*

R.F.A.

● *La production industrielle ouest-allemande* a baissé de 1 % en août (en données corrigées des variations saisonnières). En juillet et août 1980 cumulés par rapport aux deux mêmes mois de *1979*, l'*activité* a baissé également de 1 %. Le recul est particulièrement net (— 7,5 %) dans les industries de base et intermédiaires, et dans le bâtiment (— 6,5 %). En revanche, la production a progressé de 1,5 % pour les biens de consommation et de 3,5 % pour les biens d'équipement. — *(A.F.P.)*

Social

● *Intervention des forces de l'ordre sur le chantier de la centrale de Flamanville (Manche).* — Les forces de l'ordre sont intervenues lundi 6 puis mardi 7 octobre *sur le chantier de la centrale* nucléaire pour chasser un piquet de grève de quatre-vingts personnes qui en barrait l'accès. *De* source syndicale, les heurts de mardi ont fait un blessé sérieux, un ouvrier turc. Deux gendarmes ont été légèrement atteints. Le *mouvement de grève a été déclenché* il y a deux semaines, les grévistes réclamant l'alignement des salaires avec ceux du chantier de la centrale de Gravelines.

● *Le personnel du restaurant de la tour Eiffel* a obtenu de la Société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel l'engagement que les cent vingt-quatre personnes *employées à la restauration proprement* dite seraient réengagées, avec leur ancienneté, à la réouverture de l'établissement. Toutefois, la C.G.C. et la C.G.T. n'ont pu avoir la même garantie pour cinquante-huit autres personnes.

● *Pénurie à l'inspection du travail des Bouches-du-Rhône.* — Les inspecteurs et contrôleurs du *travail des Bouches - du - Rhône*, réunis lundi 6 octobre à l'appel des syndicats C.F.D.T. et C.G.T., ont symboliquement « *déposé le bilan* » de leur administration au pied d'une statue représentant la justice au tribunal de commerce de Marseille. Cette manifestation visait à « *souligner la pénurie de moyens de l'inspection du travail, pénurie qui entrave son bon fonctionnement* ».

MONNAIES

MEILLEURE TENUE DU DOLLAR

Plus faible en début de semaine, le dollar s'est légèrement redressé mardi matin 7 octobre, sur les grandes places financières internationales. La devise américaine a ainsi valu 4,1850 F à Paris (contre 4,1735 F lundi en fin d'après-midi) ; 1,8040 DM à Francfort (contre 1,7993 DM) et 1,6380 FS à Zurich (contre 1,6328 FS). A Londres, il a fallu aussi un peu moins de dollars pour obtenir une *livre sterling : 2,3910 contre 2,3985* dollars.

Dans les milieux cambistes, le sentiment prévaut que la hausse des taux d'intérêt n'est pas encore stoppée malgré les apparences, ce qui expliquerait la meilleure tenue du dollar, aucun élément nouveau n'étant intervenu pour justifier cette légère remontée. Pour sa part, le quotidien japonais « Nihon Keizai Shimbun » estime, à la suite d'un sondage que, sauf changement dans *la situation pétrolière présente*, le dollar devrait se maintenir à ses niveaux actuels.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ÉTABLISSEMENTS G. LEROY

Au 30 juin 1980, le résultat net provisoire de la société fait ressortir un bénéfice de 7,352 millions de F, après une dotation aux amortissements de 10,830 millions de F. Au 30 juin 1979, la situation provisoire faisait apparaître une perte de 4,882 *millions de F*, après 11,685 millions de F d'amortissements.

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 549 *millions* de F, en progression de 28 % par rapport à la même période de l'an dernier.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires a atteint 664 millions de F pour un résultat net consolidé de 14,268 millions de F, après 18,1 millions de F d'amortissements. Il est intéressant de relever que, pour la première *fois*, l'apport des filiales étrangères représente près de la moitié des bénéfices du groupe.

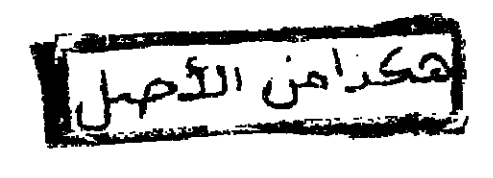
A l'heure actuelle, il est *difficile* de prévoir quelle pourra être la contribution du second semestre aux résultats de l'exercice. En *effet*, depuis la rentrée on observe en France un ralentissement d'activité de l'ensemble des industries du secteur.

Par contre, à l'étranger, les perspectives sont globalement favorables et les filiales du groupe *Leroy* devraient enregistrer des résultats au moins aussi satisfaisants qu'au premier semestre.

CREDIT LYONNAIS
EUROPARTENAIRES
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 2 SEPTEMBRE 1980

La *situation au 2 septembre 1980* s'établit à 342 415 millions contre *339 556* millions au 31 juillet 1980. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 17 815 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 114 489 *millions de francs*. Les *ressources* fournies par la Clientèle totalisent 142 315 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers *s'élèvent* à 118 160 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 137 371 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 17 221 *millions de francs.*



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 OCTOBRE

Indécis

Les valeurs françaises s'effritent. L'indicateur de tendance termine à environ — 0,10 %.

Les investisseurs sont indécis. Les risques d'extension du conflit entre l'Iran et l'Irak leur paraissent maintenant bien réels. Et, sur un autre front, celui de la Pologne, les nouvelles ne sont également pas très encourageantes.

La bonne tenue de Wall Street n'a aucun effet stimulant. Les initiatives sont peu nombreuses et le volume d'échanges est limité. Le courant d'achats émanant des SICAV est cependant suffisant pour soutenir les cours.

Les pétrolières sont moins bien disposées que lors des séances précédentes. Elf-Aquitaine gagne 0,30 %, Esso 0,70 %, tandis que Française des pétroles perd 0,86 %.

Les écarts à la hausse les plus importants sont enregistrés sur Galeries Lafayette (+ 4,8 %), Docks de France (+ 4,18 %), La-C.I.C. (+ 2,29 %), C.F.A.O. (+ 1,79 %), Ciments français (+ 1,74 %), Penarroya (+ 1,56 %).

Parmi les baisses, on remarque Jacques Borel (— 3,84 %), Nouvelles Galeries (— 3,49 %), Chargeurs réunis (— 2,95 %), Routière (— 2,90 %), Pompey (— 2,82 %), Crédit du Nord (— 2,73 %), Nobel Bozel (— 2,75 %). L'engoue-Colas (—2,45 %). L'engouement pour Bouygues retombe un peu

Aux étrangères, Ford se distingue (+ 4,25 %). Les mines d'or sont encore bien tenues : Gold Fields gagne 3,73 %, Anglo Américain 2,39 %, Santa Helena 2,28 %, Dome Mines 2,10 %.

Sur un marché plus étoffé (15 678 F contre 14 231 F), le lingot gagne 1 145 F à 91 940 F et le napoléon 5,10 F à 799,90 F. L'emprunt 7 % 1973 marque un nouveau progrès, tandis que le 4,5 % 1973 recule.

Taux du marché monétaire

Effets privés du 7/10 ...... 11 5/8 %

LONDRES

Le marché reperd en cours de séance le terrain initialement gagné. Les industrielles et les pétroles se réorientent à la baisse. Seuls les Fonds d'État accentuent leurs progrès. Meilleure tenue des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 679 50 contre 675 50

VALEURS	CLOTURE 6/10	COURS 7/10
Beecham	165	155
British Petroleum	416	413
Courtaulds	60	60
*De Beers	11 94	12
Imperial Chemical	340	338
Rio Tinto Zinc Cor.	452	451
Shell	422	422
Vickers	138	139
War Loan 3 1/2 %	33 3/8	33 1/2
*West Driefontein	116 3/4	118 1/4
*Western Holdings	115 1/4	115 3/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

THOMSON-BRANDT. — Le résultat d'exploitation pour le premier semestre 1980 se monte à 134,2 millions de francs (contre 90,5 millions de francs). Pour l'ensemble de l'exercice, les résultats du groupe devraient progresser d'environ 10 %.

BAZAR DE L'HOTEL-DE-VILLE. — Le chiffre d'affaires n'a progressé en septembre que de 9 %.

AIR LIQUIDE. — La société crée en Allemagne fédérale une filiale de production et de distribution de gaz industriels en grande masse.

VALLOUREC. — Après 92,3 millions de francs d'amortissements des immobilisations réévaluées et 8,8 millions de francs d'amortissements des frais de premier établissement, le résultat net du premier semestre est en perte de 6 millions de francs. Ce résultat est inférieur à celui correspondant de 1979. Mais, en revanche, il marque un net progrès sur celui du second semestre 1979 et traduit un redressement progressif des marges.

COMPTOIRS MODERNES. — Le bénéfice d'exploitation consolidé se monte à 48,5 millions de francs (+ 8,36 %). Pour la société mère, le premier semestre se termine par un bénéfice net de 20,8 millions de francs (contre 15,9 millions).

FORGES DE GUEUGNON. — Au 30 juin 1980, le résultat provisoire s'élève à 11,5 millions de francs (contre une perte de 13,5 millions).

SOCIETE GENERALE. — Le groupe vient de créer une société de crédit-bail au Venezuela.

NEW-YORK

Très ferme

Le mouvement de hausse s'est accéléré lundi. L'indicateur Dow Jones gagne 15,02 à 965,70.

La forte diminution de la masse monétaire a été interprétée par les investisseurs comme un facteur de stabilisation des taux d'intérêt. La Citibank demeure, d'ailleurs, la seule banque à avoir porté son taux de base à 14 %, alors qu'une petite banque, la Southwest Bank of Saint-*Louis, a ramené le sien de 13,50 %* à 13,25 %.

L'annonce, par l'Arabie Saoudite, de son intention d'augmenter sa production, stimule les valeurs pétrolières : Occidental Petroleum gagne 1 1/8 à 30 7/8, Mobil 2 5/8 à 75 1/2, Philips 7/8 à 51 3/8, Cities Services 1 3/8 à 45 3/8.

Les autres secteurs bien disposés sont l'armement, l'électronique, le bâtiment et la pharmacie. Aux mines d'or, Asa gagne 2 1/4 à 87 1/4, Domes Mines 4 1/2 à 123 1/4, Home-Stake 3 7/8 à 72 3/8.

Les valeurs les plus actives ont été R. L. Burns et I. B. M. Au total, les échanges ont porté sur 50,13 millions de titres (contre 47,51 millions). Les hausses (1 225) sont nettement plus nombreuses que les baisses (397).

A noter l'offre d'Occidental Petro*leum sur Cresmont Oil à 24 dollars* par action.

VALEURS	COURS 3/10	COURS 6/10
Alcoa	71 1/8	72 3/4
A.T.T.	52 1/4	53
Boeing	40 3/8	40 7/8
Chase Manhattan Bank	41 1/2	42
Du Pont de Nemours	45	44 3/4
Eastman Kodak	67 5/8	68 5/8
Exxon	73	76 1/4
Ford	27 5/8	28 3/4
General Electric	53 3/4	55
General Foods	30 1/4	30 1/2
General Motors	53	53 1/2
Goodyear	15 7/8	16 1/4
I.B.M.	66 1/8	68
I.T.T.	31 7/8	32
Kennecott	29 3/4	31 1/4
Mobil Oil	72 5/8	75 1/2
Pfizer	47	48
Schlumberger	149 7/8	153 1/8
Texaco	36 1/4	37 1/4
U.A.L. Inc.	18 1/2	18 1/8
Union Carbide	46 1/8	47 1/2
U.S. Steel	22	22 1/4
Westinghouse	27	27
Xerox	69 7/8	71 3/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6/10	7/10
1 dollar (en yens)	206 50	208 40

BOURSE DE PARIS - 7 OCTOBRE - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/10	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 173	4 191	4 070	4 280
Allemagne (100 DM)	232 870	232 660	226	238
Belgique (100 F)	14 466	14 454	13 850	14 550
Pays-Bas (100 fl.)	213 620		206	217
Danemark (100 krd)	75 270	75 290	72	77
Norvège (100 k)	86 100	86 250	83	89
Grande-Bretagne (£ 1)	10 011	10 014	9 800	10 300
Italie (1 000 lires)	4 871	4 870	4 600	4 900
Suisse (100 fr.)	256	255 450	240	261
Suède (100 krs)	100 510	100 790	96 500	102
Autriche (100 sch.)	32 812	...	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 670	...	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 345	...	7 300	8 200
Canada ($ can. 1)	3 587	...	3 490	3 720
Japon (100 yens)	2 086	...	1 930	2 030

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/10
Or fin (kilo en barre)	90125	91500
Or fin (en lingot)	90795	91940
Pièce française (20 fr.)	794 80	799 90
Pièce française (10 fr.)	450	458
Pièce suisse (20 fr.)	659 50	659 90
Pièce latine (20 fr.)	625	625
Souverain	799 50	803 90
Pièce de 20 dollars	3270	33.2
Pièce de 10 dollars	1550	1575
Pièce de 5 dollars		...
Pièce de 50 pesos	3777	3838
Pièce de 10 florins	649	643

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU CONSEIL DE PARIS

M. Chirac rappelle « l'État républicain » à ses devoirs

Le conseil de Paris, réuni mardi 7 octobre en séance extraordinaire, a observé une minute de silence à la mémoire des victimes de l'attentat de la rue Copernic. Après l'intervention de M. Jacques Chirac, maire de Paris, rappelant à l'« Etat républicain » que « sa mission la plus éminente est la défense de la société de liberté respectueuse de toutes les différences légitimes », les présidents des groupes de l'assemblée parisienne ont pris la parole pour flétrir les auteurs de l'attentat et demander un châtiment exemplaire. De son côté, M. Pierre Somveille, préfet de police, a lancé un appel à « l'esprit civique de la population » afin d'inviter « ceux qui peuvent contribuer à l'enquête » à le faire.

M. Jacques Chirac a ouvert la séance extraordinaire du Conseil de Paris en affirmant la solidarité de la municipalité avec « *nos compatriotes juifs en butte aux pires instincts du racisme* ». Le maire de la capitale a demandé le renforcement des moyens de la police. Il a insisté sur la nécessité de « *réveiller la conscience collective des Français* ». « *C'est leur volonté clairement exprimée de refuser par tous les moyens la ségrégation à l'égard de quelque communauté que ce soit qui peut seule repousser le spectre hideux du racisme* », a-t-il affirmé.

De son côté, M. Pierre Somveille a exprimé son indignation. Evoquant « *les attaques contre la police* », il a déclaré : « *Il importe d'écarter tous les éléments indésirables. Mais de là à exploiter le cas de l'inspecteur Durand pour jeter l'opprobre sur l'ensemble de la police, je ne saurais le tolérer.* » Après avoir rappelé qu'une enquête est en cours sur l'appartenance éventuelle de policiers à l'ex-FANE, le préfet de police a fait appel à « *l'esprit civique de la population* ». « *Que ceux qui sont susceptibles d'apporter leur contribution à l'aboutissement de l'enquête n'hésitent pas à se manifester ; il ne s'agit pas de délation mais de contribuer à mettre hors d'état de nuire des individus qui cherchent à dresser les Français les uns contre les autres* », a-t-il conclu.

M. Henri Meillat a, pour sa part, dressé la liste de tous les attentats survenus récemment et des interventions du groupe communiste qu'il préside, interventions restées selon lui « *lettre morte* ». M. Meillat a mis en cause « *la mansuétude et la complaisance* » du gouvernement à l'égard des groupuscules néonazis. « *Pourquoi aucune mesure n'a-t-elle été prise contre le groupe s'intitulant « Honneur de la police » ?*, a-t-il demandé.

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, a souligné la carence des pouvoirs publics et affirmé « *la responsabilité des morts de la rue Copernic incombe au gouvernement et au président de la République* ». Selon lui, le gouvernement participe au retour « *des idées élitistes de la nouvelle droite* ».

M. Paul Pernin, président du groupe centriste Liberté de Paris, a demandé que tous les moyens soient mis en œuvre pour « *châtier les coupables* », et il a mis les pouvoirs publics en garde contre deux écueils, à savoir : « *Ne pas se laisser aller au jeu de la politique politicienne et tout faire pour éviter que la France ne cède à la provocation.* »

Puis M. Raymond Long, président du groupe Paris-Renouveau et de l'intergroupe U.D.F., a souligné que dans de telles circonstances « *la cohésion nationale* » doit l'emporter sur toute autre considération.

Avant de lever la séance, M. Jacques Chirac a constaté que les élus de la capitale ont unanimement condamné cet attentat et ont également demandé de façon unanime le renforcement des moyens « *et surtout de la volonté de lutte contre tous les terrorismes* ».

J.-M. C.

Combat antiraciste

M. Pierre Bas, au nom du groupe Union pour Paris (qui regroupe les élus R.P.R., C.N.I.P. et radicaux) a souhaité qu'on ne confonde pas enquête et « *chasse aux sorcières* ». « *Je rappelle*, a dit M. Bas, *que notre conviction de gaullistes et de républicains s'exprime depuis les heures les plus sombres de l'occupation par un combat acharné contre tous les racismes.* »

« Le R.P.R. présent au nom de la solidarité nationale »

Le bureau du groupe R.P.R. de l'Assemblée, réuni mardi matin 7 octobre, en présence de M. Chirac, a décidé que M. Pons, secrétaire général du mouvement, les parlementaires et les responsables du R.P.R. qui souhaitent se joindre à lui participeraient à la manifestation organisée de la Nation à la République. Il a précisé :

« *Nous serons présents au nom de la solidarité nationale. Nous voulons donner à notre participation autour de Bernard Pons la signification d'une volonté de lutte contre tout ce qui peut porter atteinte à la dignité humaine. Notre volonté est de faire surgir en France un sentiment national ferme à l'égard des principes auxquels nous sommes attachés. Dans une telle circonstance, la solidarité nationale doit s'affirmer calmement, dignement, hors de toute préoccupation politicienne. Certains ont des arrière-pensées, d'autres seraient bien inspirés de réfléchir sur leur comportement lorsque sont portées, ailleurs, avec leur approbation, des atteintes à la dignité humaine.* »

Interrogé sur l'attitude de ses amis à l'égard des demandes socialiste et communiste de création de commissions d'enquête parlementaires, M. Labbé, président du groupe R.P.R., a déclaré : « *Le R.P.R. ne s'opposera à aucune procédure permettant la recherche de la vérité.* »

● *M. Bernard Stasi*, président délégué du C.D.S., a commenté, mardi matin 7 octobre, sa décision de participer à la manifestation de Paris. « *Bien sûr*, a-t-il dit, *il y aura des drapeaux derrière lesquels je n'ai pas l'habitude de défiler. Mais, quand souffle fort l'indignation de tout un peuple, les banderoles des partis apparaissent vite comme des colifichets dérisoires. C'est la nation dans ses profondeurs — et dans sa presque unanimité — qui s'élève contre le crime, et non pas dans ses fragmentations partisanes, aussi légitimes soient-elles.* »

Au Sénat

M. POHER DÉNONCE « LA MONTÉE D'UN NOUVEAU PÉRIL RACISTE »

M. Alain Poher, qui présidait la séance au Sénat, mardi matin 7 octobre, a prononcé, dès l'ouverture, une brève allocution pour exprimer l'émotion de la Haute Assemblée devant le drame de la rue Copernic et assurer la communauté juive de France de « *la solidarité active et fraternelle de tous les sénateurs* ».

« *Des Françaises, des Français et une touriste étrangère ont été d'innocentes victimes*, a notamment déclaré le président du Sénat. *Un massacre sans précédent a failli frapper des enfants réunis pour prier dans la synagogue de la rue Copernic. Devant un tel déchaînement de violence et la montée de nouveaux périls racistes, qui nous rappellent douloureusement des temps que nous croyions à jamais révolus, nous devons, tous ensemble, faire face, avec détermination et sans faiblesse, au terrorisme aveugle et nous rassembler contre cette entreprise criminelle de déstabilisation qui vise, sans aucun doute, nos institutions démocratiques.* »

Le numéro du « Monde » daté 7 octobre 1980 a été tiré à 589 884 exemplaires.

En 1980

LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES PUBLIQUES NE PROGRESSERONT PAS

Le Conseil de direction du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) devait se réunir, mardi après-midi 7 octobre, pour fixer le montant des investissements des entreprises publiques et les programmes propres à chaque firme. Le fait le plus notable est la stagnation — à un haut niveau — des investissements des entreprises publiques qui atteindront 56,4 milliards de francs en 1981 contre 51,4 milliards de francs cette année, soit une progression d'à peine 10 % en valeur, correspondant — compte tenu de la hausse des prix — à une totale stabilité en volume.

● *Le taux de progression maximum de la masse monétaire autorisé par les pouvoirs publics* en 1981 pourrait être de 10 % (décembre 1981 comparé à décembre 1980).

La décision du gouvernement sera connue officiellement à l'issue du conseil des ministres du mercredi 8 octobre.

GROGNE AU « FIGARO »

La grogne se fait jour au sein de la rédaction du *Figaro* quotidien. Les prises de position de M. Louis Pauwels y sont, depuis *trois jours, ouvertement* dénoncées par certains rédacteurs, désireux de se démarquer de l'encombrant directeur du *Figaro-Magazine*. Une pétition circule. Les journalistes du quotidien souhaiteraient, à tout le moins, que son nom disparaisse du pavé de l'« ours » en qualité de directeur des services culturels et du *Figaro-Magazine*.

En attendant le résultat de cette campagne, on constate que, depuis le renouvellement du directoire du *Figaro*, à la fin du mois de septembre, le nom de M. Yann Clerc a disparu de l'« ours » en tant que directeur-délégué. Il s'agirait d'un retrait volontaire de l'ancien président *du syndicat des journalistes* C.G.C., qui, en désaccord avec la politique de M. Hersant, faisant notamment la part trop belle aux magazines et s'apprêtant à tailler de nouveau dans les effectifs *rédactionnels du quotidien*, souhaiterait prendre ses distances.

DE GRAVES PRÉSOMPTIONS PÈSENT SUR LE MARI DE LA TOURISTE NÉERLANDAISE BLESSÉE A PARIS

Les policiers de la cinquième brigade territoriale chargés de l'enquête sur l'attentat qui a grièvement blessé, dimanche 5 octobre à Paris, Mme Carmelia Van Puffelen, une touriste néerlandaise, ont terminé leurs investigations. La garde à vue du mari de la victime, M. Robert Van Puffelen, a pris fin, lundi soir 6 octobre, et celui-ci a été déféré au parquet ce mardi matin 7 octobre. En effet, de source policière, on indique que de sérieuses présomptions pèsent sur le mari bien que celui-ci nie avoir posé la bombe qui a déchiqueté les deux jambes de son épouse.

Ces soupçons sont fondés sur les déclarations de Mme Van Puffelen et les contradictions de son *mari. Il est avéré que ce dernier* s'est rendu près de la voiture garée à proximité de l'endroit où *tous deux consommaient* pendant que sa femme restait attablée au Picadilly Bar, 94, boulevard Saint-Germain. M. Van Puffelen ne fournit pas, d'autre part, d'explications convaincantes, selon la police, sur le fait qu'il n'ait pas accompagné son épouse alors qu'elle retournait jusqu'à la voiture.

Une information a été ouverte ce mardi 7 octobre, par le procureur de la République et M. Van Puffelen sera remis à la disposition du juge d'instruction désigné.

● *Six hommes armés et masqués* ont, le 6 octobre en fin de soirée, plastiqué les bâtiments d'une exploitation agricole appartenant à M. Pigois, installé en Corse depuis une dizaine d'années.

Après avoir ligoté les occupants ils ont déposé plusieurs charges d'explosifs dans la ferme ; l'une d'entre elle n'a pas explosé et a pu être désamorcée. Un bâtiment *a été détruit ; deux autres fortement* endommagés.

● *Quatre soldats soviétiques* ont franchi à bord d'un canot la rivière Argoun (Mongolie-Intérieure), dimanche 5 octobre, et ont tenté d'enlever un paysan *chinois*, qui a résisté et a été tué, selon un communiqué diffusé, lundi 6 octobre, à Pékin. Toujours selon Pékin, les Soviétiques ont alors tiré sur les gardes-frontières chinois, qui, en ripostant, ont tué un des soldats soviétiques, contraignant les trois autres à repasser la frontière.